

**YOLANDE COHEN**  
**(1989)**

# Les jeunes, le socialisme et la guerre

*Histoire des mouvements de jeunesse en France*

Avant-propos de Madeleine Rebérioux

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole  
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec  
Courriel : [mailto: mabergeron@videotron.ca](mailto:mabergeron@videotron.ca)

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"  
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi  
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi  
Site web: <http://classiques.uqac.ca>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergé (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole, professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.

courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

YOLANDE COHEN

**Les jeunes, le socialisme et la guerre**, *Histoire des mouvements de jeunesse en France*. Avant-propos de Madeleine Rebérioux. Paris : Les Éditions l'Harmattan, 1989, 253 pp. Collection : Chemins de la mémoire.

[Autorisation formelle accordée par l'auteure le 26 mars 2007 de diffuser tous ses livres dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : [cohen.yolande@uqam.ca](mailto:cohen.yolande@uqam.ca) ou [yjcohen@wanadoo.fr](mailto:yjcohen@wanadoo.fr)

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times New Roman 12 points.

Pour les citations : New Roman 10 points.

Pour les notes de bas de page : New Roman, 10 points.

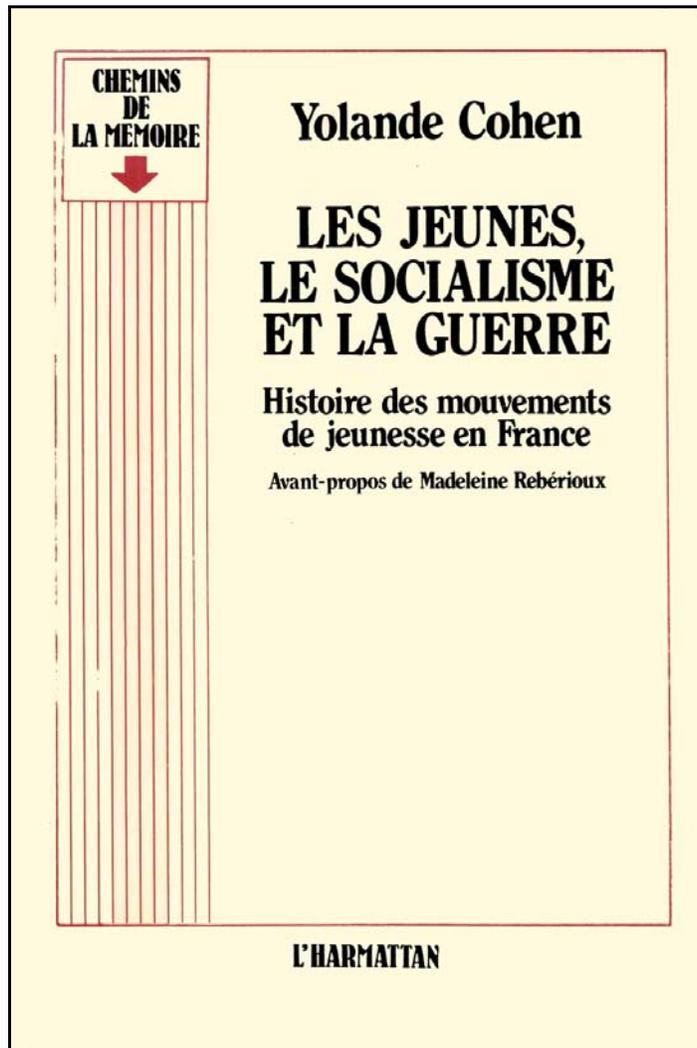
Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format  
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 3 octobre 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



**Yolande Cohen**  
(1989)



*Cet ouvrage a été publié grâce à une subvention de la Fédération  
canadienne des sciences sociales, dont les fonds proviennent du  
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.*

# Sommaire

[REMERCIEMENTS](#)

[AVANT-PROPOS](#)

[INTRODUCTION](#)

## PREMIÈRE PARTIE :

### À L'ORIGINE DE LA RÉVOLTE DE LA JEUNESSE

[CHAPITRE I.](#) LA CONSCRIPTION OBLIGATOIRE

[Les conscrits](#)

[L'insoumission](#)

[CHAPITRE II.](#) LA CONSTITUTION DE LA JEUNESSE OUVRIÈRE

[La réforme de l'apprentissage](#)

[La difficile riposte des jeunes ouvriers](#)

[CHAPITRE III.](#) LA THÉMATIQUE RÉVOLUTIONNAIRE DANS LA PRESSE DES JEUNESSES

[Une révolte basée sur des « données objectives » :](#)

[l'influence des étudiants et la défense de la science](#)

[Un sentiment d'injustice :](#)

[\*La Misère et la Jeune Garde Socialiste\*](#)

[Les refus de l'armée](#)

## DEUXIÈME PARTIE :

### L'ÉCLOSION D'UN MOUVEMENT

[CHAPITRE IV.](#) L'ATTRACTION EXERCÉE PAR LE SOCIALISME ET LA CRÉATION DES PREMIERS GROUPES DE JEUNESSES 1880-1896

[L'allemanisme : un paternalisme à courte vue](#)

[La vision des guesdistes : le groupe de jeunesse du parti](#)

[L'émulsion blanquiste : l'action directe](#)

CHAPITRE V.      LES EMBUCHES DE L'AUTONOMIE DE LA JEUNESSE

Le désir d'une action autonome : la Ligue de la jeunesse socialiste de la Seine

La nécessaire union des jeunesses dans les fédérations une étape vers l'indépendance des groupes

Indépendance ou autonomie des groupes dans les fédérations

CHAPITRE VI.      UN MODE DE SOCIABILITÉ DOUBLÉ D'UNE AMBITION POLITIQUE

Des fédérations pour obtenir un consensus

La pratique de l'autonomie : l'affaire Lecloux

L'antimilitarisme une forme de syncrétisme

**TROISIÈME PARTIE :**

**UNE SOLUTION A LA CONTESTATION DE LA JEUNESSE :  
LE GROUPE DE JEUNESSE DU PARTI**

CHAPITRE VII.      LA PLACE DES JEUNES DANS L'UNIFICATION SOCIALISTE : UN COMPROMIS DOUTEUX

Les mandats des jeunes aux trois congrès d'unification

Entre les clivages partisans et l'union

CHAPITRE VIII.      LA MISE AU PAS DES JEUNESSES : LE REFUS D'UNE ORGANISATION AUTONOME

Le *Conscrit* ou l'ultime compromis

La section de jeunesse de la Seine : un résidu du mouvement des jeunesses ?

La jeunesse socialiste dans l'opposition de gauche

CHAPITRE IX.      LA CRÉATION D'UNE FÉDÉRATION DE JEUNESSE PAR LA SFIO : LA FÉDÉRATION NATIONALE DES JEUNESSES SOCIALISTES DE FRANCE

La pression de l'Internationale des jeunesses socialistes

L'exemple des partis européens

Une fédération pour éduquer la jeunesse socialiste

**QUATRIÈME PARTIE :**

**L'ANTIMILITARISME, UNE POLITIQUE POUR LA JEUNESSE**

**CHAPITRE X.    LES SOURCES DE L'ANTIMILITARISME DE LA JEUNESSE (1890-1902)**

L'antimilitarisme est un humanisme

La presse antimilitariste

**CHAPITRE XI.    L'ACTION ANTIMILITARISTE DES JEUNESSES (1902-1909)**

Solidarité avec les mineurs : soldats et grévistes contre les patrons à Montceau-les-Mines

Les ligues antimilitaristes

Les mutineries de 1907

**CHAPITRE XII.    JEUNESSE ANTIMILITARISTE CONTRE JEUNESSE NATIONALISTE : LA FIN D'UN ESPOIR (1910-1914)**

L'enquête d'Agathon révèle le nouvel état d'esprit de la jeunesse française

Jeunesse étudiante et jeunesse des écoles : l'évolution ou l'amnésie du monde étudiant ?

La contestation radicale des jeunes syndicalistes

**CHAPITRE XIII.    ÉPILOGUE : LA MARCHÉ À LA GUERRE**

L'heure de vérité : l'antimilitarisme face à la guerre

En conclusion

**SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE**

Quatrième de couverture

## **LES JEUNES, LE SOCIALISME ET LA GUERRE**

À l'aube de ce siècle naissent des mouvements de jeunesse qui se donnent pour objectif de changer la société. Contrairement aux bandes de jeunes, plutôt apolitiques, qui les ont précédés, ils s'enflamment pour la révolution républicaine, socialiste, et veulent en être le flambeau.

Fils de Longuet et de Allemane, étudiants, apprentis et ouvriers, ils se rassemblent par quartiers dans les grandes agglomérations socialistes pour inciter les partis à s'unifier. Mais tout comme l'Affaire Dreyfus s'est faite sans les socialistes, le grand Parti socialiste de France s'est constitué sans les jeunes.

Pourtant ce livre ne retrace pas seulement l'histoire des échecs qui leur sont infligés par la Section française de l'Internationale Socialiste ; il raconte aussi les espoirs que les jeunes ont placés dans la lutte contre la conscription et contre la guerre.

L'étude minutieuse de leurs journaux et des archives de leurs innombrables groupes nous montre cette sociabilité particulière aux jeunes adolescents, laquelle est transformée par l'idéal démocratique pour devenir la culture des jeunes, caractéristique de notre XX<sup>e</sup> siècle.

*Yolande Cohen est professeur à l'Université du Québec à Montréal. Historienne des mouvements sociaux, ses travaux portent aussi sur les étudiants en France et sur les associations féminines en France et au Québec au xx<sup>e</sup> siècle ; ceux-ci ont fait déjà l'objet de nombreuses publications scientifiques. Elle est en outre co-auteur d'une monographie, Les Juifs marocains à Montréal, témoignage d'une immigration moderne (VLB éditeurs, 1987) et a dirigé deux ouvrages collectifs, Femmes et Politique (Le Jour éditeur, 1981) et Femmes et Contre-pouvoirs (Boréal, 1987) parus à Montréal.*

## REMERCIEMENTS

[Retour au sommaire](#)

Enfantée par mai 68, cette recherche a vu le jour à la faveur de l'ébullition qui a suivi les événements ; elle a mûri, alors qu'il s'agissait de les comprendre et elle se termine quand une autre génération conteste les soixante huitards, au pouvoir. La boucle de la contestation semble close : contre-pouvoir/pouvoir. Les préoccupations d'ordre strictement politique – quelle place la jeunesse doit-elle occuper dans la société ? – se doublent d'une quête des origines à laquelle seule l'histoire pouvait satisfaire. Les multiples ressources de l'école historique française offraient à l'étudiante curieuse des perspectives inespérées de recherche. Ce fut d'abord à Paris auprès du riche noyau d'historiens de la France contemporaine, et particulièrement grâce à Madeleine Rebérioux et à son généreux enthousiasme, qu'une première version de ce travail vit le jour. Ma dette à son égard est immense. Je dois également au regretté Georges Haupt, à Jacques Ozouf, Christian Gras, Marc Ferro, Annie Kriegel et Maurice Aghulon, leur lecture attentive du texte et leurs commentaires particuliers, fort appréciables. Joseph Goy n'a guère épargné ses efforts pour rendre productif mon séjour au CRH tandis que Serge Moscovici questionnait patiemment mon entreprise, tâchant sans doute de lui conférer le relief qui lui manquait. À Claudie Weill qui tout au long de ces années n'a cessé de prodiguer support, aide et encouragement, je suis redevable de ses patientes corrections.

À Princeton, les réflexions stimulantes de Arno Mayer, les remarques passionnées de John Gillis, l'intérêt attentif de Ezra Suleiman et les interrogations toujours pertinentes de Marta Petruszewicz m'ont permis de mettre au point le manuscrit.

Mais c'est bien sûr à Montréal, à l'UQAM que s'est déroulé le long écheveau de cet ouvrage. Aux collègues et amis qui m'ont soutenue, aux étudiants et assistants qui m'ont écoutée et aidée, à tout le personnel du département d'histoire, je ne saurais assez exprimer ma gratitude, en particulier à Viviane Sirois, Pauline Léveillé et Denise Brunelle qui ont eu chacune à dactylographier différentes versions du manuscrit. Enfin aux commentaires fort pertinents des deux évaluateurs anonymes, je dois une relecture plus perspicace du texte.

Parce que Marcel Fournier ployait déjà sous le poids de ses propres travaux, il n'a pas eu à trop subir la charge du mien. Pourtant sa perspicacité et sa douce vigilance comme l'appui constant de ma famille et de mes proches m'ont permis de ne pas trop m'égarer, en chemin.

*Montréal, octobre 1987.*

## AVANT-PROPOS

[Retour au sommaire](#)

Le tournant du siècle a vu s'affirmer deux personnages représentatifs de ce milieu confus que l'on appelle « la jeunesse » et sur lequel des historiens d'âges divers – voyez en France Gérard Cholvy<sup>1</sup> et Rémi Fabre<sup>2</sup> ou, hors de France Patrizia Dogliani<sup>3</sup> et Georges Weisz<sup>4</sup> – s'interrogent depuis quelques années : le jeune ouvrier qui, en grande majorité, ne reçoit toujours aucune formation professionnelle<sup>5</sup>, et les étudiants dont la population, toujours peu nombreuse si on la compare aux foules d'aujourd'hui, a pourtant quadruplé entre 1875 et 1905<sup>6</sup>. Il s'agit sans doute d'un phénomène européen comme l'a montré une récente recherche collective consacrée aux étudiants<sup>7</sup>. C'est pourtant en France qu'apparaissent les conditions qui facilitent au mieux à ce moment de l'histoire, son émergence : l'obligation scolaire qui fixe un âge officiel pour la fin de l'enfance et celle du service militaire auquel est de fait associé le droit de vote, le développement enfin, tardif mais réel, d'un véritable enseignement supérieur, créateur du monde étudiantin : des jeunes gens pourvus de l'indispensable baccalauréat – la barrière et le niveau –, nés le plus souvent en bonne bourgeoisie, susceptibles, et eux seuls, de transcender l'âge du service militaire en arguant de la nécessaire continuité de leurs études. Mais en même temps la France est, de tous les pays d'Europe, celui où la natalité a le plus

---

<sup>1</sup> G. CHOLVY (sous la direction de) *Mouvements de jeunesse chrétiens et juifs. Sociabilité juvénile dans un cadre européen, 1799-1968*, Paris, Éd. du Cerf, 1985.

<sup>2</sup> R. FABRE, *La Fédération française des Étudiants chrétiens 1898-1914*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Université Paris I, 1985.

<sup>3</sup> P. DOGLIANI, *La scuola delle reclute, L'Internazionale giovanile socialista dalla fine dell'otto cento alla prima guerra mondiale*, Torino, Luigi Einaudi editore, 1983.

<sup>4</sup> G. WEISZ, *The emergence of the French Universities 1863-1914*, Princeton University Press, 1983.

<sup>5</sup> Cf. B. CHARLOT et M. FIGEAT, *Histoire de la formation des ouvriers 1789-1984*, Paris, Minerve, 1985.

<sup>6</sup> D'après les calculs d'Antoine PROST ils étaient un peu moins de 10 000 en 1875, ils sont un peu moins de 40 000 en 1906.

<sup>7</sup> Y COHEN et C. WEILL (sous la direction de), *Entre socialisme et nationalisme : les mouvements étudiants européens*, numéro spécial du *Mouvement social*, juillet-septembre 1982.

fortement et le plus précocement diminué, celui où le vieillissement de la population est visible, en tous cas lisible à l'œil nu<sup>1</sup>. Et les innovations technologiques sont, sauf exception, d'une nature telle qu'elles n'exigent pas une maîtrise dont les gens d'âge mûr seraient incapables.

Pour toutes ces raisons, et sans doute pour bien d'autres encore, la société française hésite devant sa jeunesse. Certes dans certains milieux catholiques comme dans les communautés réformées, et à la Ligue de l'enseignement, l'idée apparaît d'encadrer les adolescents au-delà de la scolarité obligatoire et de continuer à les former au nom des idéaux confessionnels ou laïques. Mais ces tentatives comme celles, plus tardives, des différents scoutismes<sup>2</sup> ne s'épanouiront vraiment qu'après la grande guerre : l'entre-deux guerres sera une période privilégiée pour les mouvements de jeunesse ; elle le devra largement à l'état exsangue de la démographie française au lendemain du grand massacre et, du coup, à la conscience grandissante de la nécessité de reconnaître à ces mouvements une assez large autonomie. Nous n'en sommes pas là avant 1914. Le poids de la jeunesse n'est pas tel qu'il puisse influencer de façon décisive le comportement des adultes ni même que ceux-ci se sentent sommés d'en tenir compte. Moins gérontocratique qu'on l'a dit bien souvent, la Troisième République, dans l'ensemble tient pourtant sérieusement en lisière sa jeunesse : cet âge n'est-il pas celui de l'irresponsabilité, voire, dans certains cas, celui de la concurrence ?<sup>3</sup>

C'est sur cette toile de fond que se détache l'histoire des relations entre les jeunes et le socialisme, telle que la narre et l'analyse Yolande Cohen. J'ai trop conscience d'avoir accompagné, depuis de longues années, ce beau travail, trop conscience de la façon dont il a évolué grâce à la réflexion personnelle de son auteur, grâce aussi à l'influence des différents milieux où s'est épanouie sa personnalité, pour avoir aujourd'hui le droit de le commenter, de le redoubler. Il est clair cependant que ce livre ne relève pas seulement de la catégorie « jeunesse », mais aussi de la contestation de gauche – car il existe aussi des formes de contestation de droite – les camelots du roi en ont été au début du siècle les plus beaux fleurons – et même, explicitement, du socialisme, voire, *in fine* du syndicalisme, ces mouvements qui ont alors la conviction d'être les porteurs de l'histoire, les moteurs de l'avenir.

Les partis socialistes, le parti unifié à partir de 1905, avaient-ils des raisons majeures d'entériner l'autonomie inévitablement souhaitée par des groupes de « jeunesses » qui, exclus du suffrage universel, ce mode fondamental de participation des citoyens à la vie de la cité, et en rupture de la barricades

---

<sup>1</sup> En 1881, 354 personnes sur 1000 ont moins de 19 ans ; en 1911 : 338 seulement.

<sup>2</sup> Comme on le sait, il existe un scoutisme adolescent : cf. Philippe LANEYRIÉ, *Les scouts de France*, Paris, Éd. du Cerf, 1985.

<sup>3</sup> Cet état d'esprit s'exprime de façon particulièrement claire, dans certains métiers qualifiés, par les efforts déployés pour limiter le nombre des apprentis.

depuis la victoire de la République, ne pouvaient que difficilement se résoudre au rôle de colleurs d'affiches auxquels d'aucuns auraient aimé les limiter ? Au-delà de toutes les différences, d'une tendance à l'autre, d'une décennie à la suivante, que Yolande Cohen présente avec minutie, finesse et parfois drôlerie, c'est à l'évidence sinon le rejet, du moins la réticence qui l'emporte. Caricaturale, mais représentative, voici la motion Thiercelin adoptée en 1895 par le congrès du Parti ouvrier français : il est « impossible de définir... ce qu'on appelle la jeunesse... puisqu'elle ne correspond ni à un groupe corporatif ni à une catégorie économique ». En effet... et puisqu'on ne peut la définir, pourquoi l'aiderait-on à s'organiser ? Ainsi se paie la réduction des groupes sociaux aux « catégories économiques ». La SFIO, largement structurée autour des perspectives de conquête électorale, tendra plutôt à aggraver les choses qu'à les améliorer lors des débats soulevés par la création de la « 42<sup>e</sup> section ».

Et pourtant... l'histoire ne se réduit jamais à la rationalisation de l'histoire. Jamais écrite d'avance, en fonction de Dieu sait quel destin, elle laisse place à mille événements, à cent diversités. C'est à son côté chaotique, non à ses seules lignes de force que s'attache, aussi, Yolande Cohen. C'est aux hommes – bien peu aux femmes, hélas ! la « citoyenne Braguières » fait en 1905 figure d'exception – qu'elle s'intéresse, et non aux seules organisations – Charles Allemane, le fils du typographe communal, Charles fondateur à douze ans de la Jeunesse socialiste du XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris ; Georges Boissierolles, le héros du premier congrès des Jeunesses en septembre 1895, Georges pour qui indépendance des « JS » signifie pratique unitaire des organisations ; Jean Longuet, le petit fils de Marx, qui quitte le groupe des étudiants collectivistes par dreyfusisme, en 1898<sup>1</sup> ; Gaston Lévy qui lente cet exploit : faire vivre les JS dans la SFIO. De Paris à Marseille, de Toulouse à Lyon, elle s'est attachée à eux, non sans amour, non sans humour. Elle a suivi leurs trajectoires souvent brèves : nombreux sont en effet ceux qu'on ne retrouvera, ainsi Boissierolles, dans aucune organisation adulte.

Il est vrai enfin – et c'est ce qui justifie le titre de ce livre – dans son déploiement flamboyant, que la dénonciation de l'armée, du militarisme, de la guerre unifie ces mouvements d'ouvriers, d'employés, d'étudiants. Jeunesses socialistes, jeunesses dreyfusardes, jeunesses syndicalistes – les dernières à s'organiser quand les autres reculent –, leurs membres lisent le *Piouiou*, le *Conscrit* – leurs journaux – et se passionnent pour la *Guerre sociale*, l'hebdomadaire fondé en 1906 par l'anarchiste Almereyda, le père du cinéaste Jean Vigo, et Gustave Hervé, l'homme qui avait parlé de « planter le drapeau de Wagram dans le fumier ». Même s'il y a loin de l'antimilitarisme, au reste riche en nuances, à l'anti-impérialisme, même si la France n'a pas d'équivalent de Karl Liebknecht ou de Henri de Man, même si la majorité de ces jeunes va

---

<sup>1</sup> Cf. *Jean Longuet, La conscience et l'action*, textes rassemblés par Gilles CANDAR, préface de Maurice AGULHON, Paris, Éd. de la Revue politique et parlementaire, 1988.

se reconnaître dans l'union sacrée au tragique soleil de l'été 1914, ils ont été marqués par l'irrespect qu'ils ont un temps porté à l'institution militaire. Et l'on peut supposer que jusque dans leur vieillesse il leur en est resté quelque chose.

Madeleine REBÉRIOUX

## INTRODUCTION

[Retour au sommaire](#)

De tout temps investie des espoirs de changement d'une société, la jeunesse se constitue en groupe social distinct avec l'avènement de la démocratie.

Mue par « l'idée révolutionnaire » et issue de suffrage universel, la III<sup>e</sup> République sera le premier régime européen à tenter de mettre en pratique les principes d'une nation moderne <sup>1</sup>. Comme Marcel Mauss (1963) le souligne, la constitution de la nation s'appuie sur l'intégration de tous les secteurs de la société dans un commun consensus. Ainsi elle se propose d'abolir toute segmentation par clans, cités, tribus, royaumes, domaines féodaux <sup>2</sup>. Son argumentation met en évidence la nouveauté des notions de République et de patrie. « Cette individuation dans la formation des nations est en effet, un phénomène sociologique considérable, et dont la nouveauté n'est d'ordinaire pas suffisamment sentie <sup>3</sup> ». La nouveauté réside dans ce double mouvement de la nation moderne qui « individualise et uniformise ses membres <sup>4</sup> ».

Cette conception de la nation trouve son application parfaite dans le rôle que la république veut faire jouer à la jeunesse. Synonyme de futur, la jeunesse tient une place privilégiée dans le projet national républicain. La III<sup>e</sup> République élabore, dès les premières années de son installation, une politique systématique visant à inculquer sa vision de la nation aux citoyens français. Les premières lois sont votées pour instruire, éduquer et former de nouveaux

---

<sup>1</sup> « Républicains et patriotes forment dès l'origine des termes joints » dira Mauss. Chapitre : « Nation, nationalité, internationalisme », p. 575.

<sup>2</sup> Il poursuit en insistant sur la disparition presque certaine de tout sous-groupe qui conduit « dans les nations d'un type naturellement achevé, à la toute puissance de l'individu dans la société et de la société sur l'individu ». Constatant combien ce processus « a quelque chose de déréglé », il soutient alors que « la question se pose de la reconstitution des sous-groupes, sous une autre forme que le clan ou le gouvernement local souverain, mais enfin celle d'un sectionnement ». *Ibid.*, p. 588.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 594.

<sup>4</sup> Il poursuit en montrant que « de nouvelles races se forment au sein de la nation moderne, un langage, une civilisation, enfin un caractère propre se développent en elle ». *Ibid.*, p. 595 à 605.

citoyens ; elles traduisent une volonté consciente de former des caractères nationaux <sup>1</sup>. La jeunesse sera le principal support de ce renouveau.

La République se préoccupe d'emblée de faire de ses jeunes des citoyens conscients de la tâche qu'ils doivent assumer. L'ensemble des mesures qu'elle adopte ont pour objectif d'individualiser les jeunes, qui dans ce processus seront désormais identifiés à une couche sociale distincte. Ce double mouvement conduit à la séparation des jeunes de leur famille, de leur milieu d'origine, et à l'attribution de caractéristiques propres au groupe qu'ils forment, vitalité, goût de l'aventure et du nouveau.

Néanmoins, en optant pour un système d'encadrement coercitif – éducation centralisée, service militaire obligatoire –, la République perpétue les anciennes hiérarchies. L'idéal égalitaire apparaît alors comme une utopie que ni l'obligation et la gratuité scolaires, ni la conscription universelle ne parviennent à instaurer. Mais le déplacement des jeunes s'effectue, il devient la pierre angulaire de cette politique. Sorti de la tutelle de sa famille, l'enfant en est séparé pour être mis sous l'emprise du maître (Ariès, 1973). Divisés en sous-classes d'âge, les enfants sont regroupés à l'école de zéro à treize ou quatorze ans, pour être aussitôt renvoyés à leurs conditions respectives. Objets de la compassion et du paternalisme républicains, ils subissent le système des réformes diverses. Les jeunes adolescents, plus encore que les enfants, sont confrontés à trois institutions qui les prennent en charge successivement. L'enseignement secondaire et parfois supérieur, l'apprentissage et le service militaire servent alternativement de protection, d'encadrement et de contrôle des jeunes. De plus, en voulant introduire sa propre forme d'encadrement de l'adolescence, la République trouve en face d'elle des corps constitués, peu enclins à lui abandonner une parcelle de leur pouvoir <sup>2</sup>. Dès lors les conflits entre la famille et les corps constitués de la société comme l'Église, l'Université et l'armée, sont l'objet de litiges qui conduisent à des négociations complexes avec l'État. L'ensemble de lois légiférant sur la fonction sociale des jeunes est impressionnante. Il s'agit pourtant de constituer un groupe d'âge autonome, établi aussi bien sur la reconnaissance d'une attention spéciale – la psychologie comme la sociologie en fournissent les éléments scientifiques – que sur des besoins spécifiques, dus au caractère transitoire de l'adolescence. La République justifie de cette façon la séparation des enfants et des adolescents de leur famille. Mais soumis à la tutelle combinée des institutions

---

<sup>1</sup> C'est encore Mauss qui relève ce changement entre l'œuvre consciente (moderne) et celle inconsciente des sociétés précédentes : « Jusqu'à des époques récentes, les caractères des sociétés étaient plutôt l'œuvre des fédérations et des circonstances où elles s'étaient trouvées, intérieures et extérieures ». *Ibid.*, p. 603.

<sup>2</sup> Ce qui n'est pas vraiment le cas pour les enfants : la morale sociale, seule, s'oppose à une « dislocation des familles » déjà largement amorcée par les transformations industrielles. Mais dans les deux cas, l'isolement des enfants comme des jeunes est la pièce maîtresse du projet, comme le note fort justement Ariès dans son étude sur l'enfance.

et de l'État, ce groupe d'âge peut difficilement devenir un nouveau lieu de support mutuel, d'affection ou de solidarité. Il est au contraire traversé par les mille et une contraintes de l'obéissance, de la conformité et de la règle imposée. Or je voudrais montrer ici que ce double processus, vital à l'établissement de la nation moderne a pour effet :

- 1) de déstructurer les jeunes en les privant de leurs anciens supports ;
- 2) de créer ainsi des sous-groupes qui, sans pouvoir corrélatif à leur nouveau statut, – les jeunes n'ont pas le droit de vote – évoluent vers un radicalisme contestataire, de gauche puis de droite ;
- 3) de priver enfin la république/nation du support de la jeunesse. En retour, les jeunes développent des formes alternatives d'intervention politique, de préférence en dehors de la sphère politicienne. Radicalisée parce que « déracinée », la jeunesse tentera tout au long de cette période de se réapproprier son identité, en constituant des groupes de jeunesse (*peer group*) et en voulant intervenir dans le champ politique, par des formes de contre pouvoir. La lutte antimilitariste et celle qui lui est conjointe, le nationalisme, fourniront aux jeunes les premières plates-formes de regroupement.

L'adolescence, catégorie d'âge a-temporelle, prend dès lors l'aspect d'une condition justifiant son rassemblement au sein d'un groupe social. Plus encore, elle se range immédiatement du côté des forces de la contestation aux politiques républicaines, essentiellement dans le camp du socialisme. Mais en pratique ce dernier n'a guère répondu à ses attentes ; la République non plus ne sait que faire de ses jeunes, sinon les éduquer et les encaserner. Placée au centre des préoccupations de politiciens, la jeunesse n'a curieusement aucune place propre dans l'arrangement social qu'ils préconisent. Seules des fractions politiques radicales sauront et voudront utiliser leurs énergies. Les nationalistes de droite trouveront, par l'exaltation des vieilles différences (le sexe, l'âge, la race) un écho auprès de ces nouveaux sous-groupes. En reconnaissant la segmentation élémentaire de la société et en conférant un sens aux sous-groupes qui la constituent, l'extrême droite nationaliste comprendra l'importance de ces différences dans l'élaboration de l'idéologie nationale. Le syncrétisme qu'elle réalise, en donnant à des catégories intemporelles une dimension parfois politique, toujours sociale, fera de ce courant une des forces conquérantes des sociétés modernes. Pourtant à l'origine, les groupes de jeunesse se constituent en plus grand nombre autour du socialisme, seul mouvement susceptible à leurs yeux d'accueillir et de porter leur contestation.

Comment s'est opérée leur jonction avec les partis naissants, puis avec la grande SFIO ? À quoi est due la suspicion qui entoure les groupes de jeunesse socialiste ?

Peut-on seulement prendre au sérieux les prétentions des jeunes à changer les règles d'un jeu qui les dépasse ? Questionnements sans fin que la fluidité même du concept alimente.

J'ai voulu tenir le pari de faire son histoire, en puisant aux multiples ressources offertes par l'histoire sociale. La richesse des études consacrées aux débuts de la III<sup>e</sup> République et du socialisme, a permis l'émergence d'une histoire plus thématique, aux confluent de l'histoire sociale et politique<sup>1</sup>. Tenter de circonscrire le rôle joué par la jeunesse dans ces politiques permettrait de révéler des aspects peu connus de leur fonctionnement.

En effet, si la spécificité des traditions républicaines et jacobines du socialisme français, tant par rapport aux partis européens qu'aux autres partis français, a été fort bien étudiée (M. Reberioux, 1975 ; J.-P. Rioux, 1981 ; J. Julliard, 1971 et M. Winock, 1973), son fonctionnement interne et la nature du parti ainsi formé, restent encore peu connus. Certes depuis les monographies consacrées aux guesdistes (Willard, 1965) aux allemanistes (Winock, 1976 et Reynolds, 1983) aux blanquistes-vaillantistes (Howorth, 1982) on connaît mieux l'aire d'influence des partis. Les rapports que tissent les jeunesses socialistes avec les partis questionnent leur capacité de créer un grand parti révolutionnaire et pose le problème de leurs rapports à l'État et à la conquête des pouvoirs publics (Kriegel et Perrot, 1966).

Porteurs de la question sociale, c'est-à-dire de la contestation des opprimés dont la classe ouvrière assurerait la cohésion – les socialistes traduisent en termes organisationnels, un mouvement diffus. En devenant les porte-parole de ceux qu'ils constituent en catégorie sociale, ils confèrent au parti un rôle politique appréciable, ouvrant également sur un renouvellement considérable du personnel politique (Mayeur, 1984). Entrevue sous cet angle, l'histoire du socialisme atteste de l'intégration du parti au système politique républicain.

Ainsi les liens qui unissent la III<sup>e</sup> République naissante au socialisme ne sont guère ceux d'une opposition à son adversaire politique. Plutôt unis à la République sur les nombreuses questions de la laïcité, des lois sociales, et même de la politique coloniale il peut sembler exagéré de ranger les socialistes dans le camp de la révolution ou de la contestation. Principaux soutiens de la République contre la réaction monarchiste et cléricale, ils se dissocient

---

<sup>1</sup> À considérer l'historiographie du mouvement ouvrier au tournant du siècle, on est frappé par l'importance des études consacrées à son organisation, politique ou syndicale. Cette prééminence de l'instance politique, au sens large, s'explique aisément par l'abondance de sources, jusqu'alors peu exploitées ; par un engouement certain de cette génération de chercheurs eux-mêmes assez politisés, pour la quête des origines, où socialiste veut dire aussi bien communiste, anarchiste, collectiviste que social-démocrate, réformiste et même, pour certains, nationaliste.

pourtant très vite du régime bourgeois que les opportunistes incarnent à leurs yeux. Les objets de discorde ne manquent guère, de l'affaire Boulanger qui atteste de la vulnérabilité du régime à ses débuts, ou l'affaire de Panama qui prouve sa vénalité, jusqu'à l'affaire Dreyfus, ils contestent la voie suivie par les républicains. Entrant alors de plain pied dans une opposition rangée au gouvernement républicain, malgré ses différentes colorations au fil des ans, les forces socialistes, malgré un fractionnement continu, prospèrent et se développent rapidement. On peut se poser la question alors de savoir si le seul espace qu'ils puissent occuper dans l'échiquier politique n'est pas précisément celui d'une opposition de gauche à la République, qui jusque-là n'était contestée qu'à droite. Ils inaugurent une forme de participation à la vie politique qui fera la gloire de la gauche française : toujours dans l'opposition avec les forces de contestation au niveau du discours, tout en ayant un parti structuré et tout à fait intégré aux rouges parlementaires. Le socialisme français serait alors une force politique centrifuge, rassemblant en son sein aussi bien les tenants de la contestation que ceux de l'intégration ; il occupe à ce titre une place centrale dans la vie politique française, incarnant symboliquement d'abord, réellement aujourd'hui, l'alternance démocratique.

Éclairée par les rapports conflictuels qu'il entretient avec ses jeunes, son histoire montre bien comment le parti tient avant tout à maintenir intacte son unité, qui signifie alors hégémonie sur tout groupe qui le conteste. Tâchant néanmoins de garder le contrôle sur ceux qui s'agitent, le socialisme invente la formule qui réalise un compromis entre le groupe de jeunesse totalement autonome et les pupilles du parti, celle de jeunesse du parti. Cette dernière rencontre au cours du siècle des succès mitigés ; elle a du moins l'avantage de résoudre pour un temps le problème de la jeunesse.

C'est à travers cette histoire souvent contradictoire et conflictuelle que se dessine l'objet de cet ouvrage. Chargée de la transmission des valeurs et du renouvellement de la société, la jeunesse française se constitue en groupe de pression au tournant du siècle. La participation politique permise aux citoyens par la démocratie, fonctionne comme un modèle de référence, qui, bien que les excluant, leur ouvre la perspective de pouvoir s'y intégrer. Aux anciennes fraternités et corporations de jeunes gens succèdent les groupes de jeunesse. Remplaçant les charivaris, chahuts et autres modes de regroupement qui s'estompent après 1848, les groupes de jeunesse se développent en adoptant d'emblée le « registre de l'époque moderne ». Leur intervention sera à la fois nationale et politique, contestataire et autonome (Tilly, 1986). Grâce notamment aux travaux de Maurice Agulhon (1970), on sait comment intégrer leurs anciens modes de sociabilité aux nouvelles solidarités qu'ils tissent à travers leurs groupes. L'histoire de leurs associations, cercles, groupes fournira l'essentiel de cette analyse.

Nous étudierons ici deux de ses passages obligés. À la fin de l'école obligatoire, les jeunes gens entrent dans une période transitoire d'apprentissage ou de menus travaux avant d'effectuer leur service militaire à 20 ou 21 ans, âge de la rupture définitive avec l'adolescence. Au sortir de l'armée vers 22/23 ans, ils obtiennent leur viatique d'adultes et entrent dans une période intermédiaire jusqu'à l'âge de leur mariage. Ainsi confrontés à des passages essentiels, dont on dit qu'ils conditionnent leur vie, comment les jeunes gens réagissent-ils ?

\* \* \*

La première partie, en examinant les effets de la conscription obligatoire sur les jeunes gens, et des lois règlementant l'apprentissage identifie les principaux facteurs d'une résistance sourde et encore peu articulée. L'insoumission d'un groupe croissant mais restreint de jeunes gens, le refus de l'encadrement imposé par l'armée ou par le patronage des différentes associations ouvrières et religieuses, sont autant d'indices d'un malaise. L'émergence d'une thématique révolutionnaire, due essentiellement à l'influence des étudiants, permet à la jeunesse révolutionnaire de s'affirmer en prenant parti.

Ainsi derrière l'unanimité que la classe d'âge évoque, se profile un sous-groupe particulièrement actif, celui qui se proclame sous le nom générique de jeunesse révolutionnaire. C'est elle qui donnera tout son sens aux manifestations de la jeunesse, au tournant du siècle. Son histoire, fortement marquée par des ambitions contraires, oscillera constamment entre deux pôles. Manifestant d'abord le simple désir de développer et perpétuer les plaisirs d'une sociabilité propre à son âge, la jeunesse révolutionnaire découvre le potentiel d'une politique contestataire. Cette double motivation donnera corps à des stratégies contradictoires et pleines d'enseignement sur ce qui caractérise le groupe de jeunesse. La première stratégie, entrevue comme essentielle à la survie du groupe aura pour objectif de consolider son autonomie, et de parfaire son implantation. C'est l'objet de la deuxième partie d'analyser les processus qui amènent les groupes à s'organiser en vue de créer leur propre mouvement.

L'autre stratégie, abordée dans la troisième partie du livre, est dirigée presque exclusivement vers les partis socialistes. Si pendant un temps, les jeunes tentent de garder leur autonomie et de s'affilier aux partis, elles découvrent bien vite l'impossibilité de concilier les deux. Avec la création de la section française de l'Internationale socialiste émerge le groupe de jeunesse affilié, forme ambiguë qui tente de combiner le groupe de jeunesse indépendant sous le contrôle du parti.

À ces deux stratégies, issues tout à la fois de l'éclosion d'un mouvement et de sa confrontation aux organisations politiques, se superpose une ambition politique qui prendra toute son ampleur à la faveur du mouvement anti-guerre.

L'antimilitarisme apparaît dès les débuts du mouvement de jeunesse comme l'expression concentrée de leur révolte mais aussi comme leur contribution particulière à l'histoire de la III<sup>e</sup> République.

Traité plus particulièrement dans la quatrième partie, ce thème traverse la période et donne un relief particulier à la contestation de la jeunesse. Parce que la guerre éclate, infligeant un échec cuisant à ce mouvement, l'antimilitarisme a depuis été considéré comme marginal par rapport au champ politique. C'est pourquoi aussi la jeunesse s'en saisit pour en faire le porte-drapeau de sa contestation tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. En réfléchissant sur les origines de la contestation de la jeunesse, il s'agit de mieux comprendre l'initiative de cette génération, mais aussi d'éclairer l'histoire d'un groupe dont l'impact sur notre société n'est guère négligeable.

## PREMIÈRE PARTIE

### À L'ORIGINE DE LA RÉVOLTE DE LA JEUNESSE

[Retour au sommaire](#)

La première tâche que s'assignent les législateurs et politiciens de la III<sup>e</sup> République est *d'organiser* selon les grands principes révolutionnaires l'école et l'armée. Les historiens et analystes ont donné des interprétations différentes et fort nuancées des effets qu'ont eus ces mesures sur le renforcement du consensus national (la nation armée) ou sur la division durable de la société (l'émergence du socialisme), sur le développement du patriotisme et de son corollaire, l'internationalisme. Mais on ne sait guère comment cette réorganisation affecte le groupe le plus touché par ces mesures : les jeunes. Chargés d'accomplir une fonction essentielle dans le renouvellement social que la III<sup>e</sup> République envisage, les jeunes sont alors identifiés au changement. À l'instar d'autres couches sociales, qui sont suscitées par les transformations économiques et politiques en cours, la jeunesse se constitue alors en classe d'âge. Contrairement à d'autres catégories, dont on connaît par la statistique les modalités d'insertion économique et sociale – qu'on songe aux nombreuses études sur la classe ouvrière – on sait peu de chose sur la jeunesse. Certes toutes les « fonctions sociales » tenues par les jeunes sont étroitement réglementées et codifiées par des mesures précises et contraignantes : la taille, l'origine sociale et le métier du conscrit sont dûment recensés par l'institution militaire, de même que le quadrillage établi par l'école et plus tard l'apprentissage laissent peu de marge aux délinquants. Les enquêtes sur l'adolescence (Hall, 1904) se multiplient tandis que la sociologie de l'éducation dont Durkheim se fait le théoricien, se développe comme une véritable science. L'éducation serait le reflet qu'une société a d'elle-même et la jeunesse, l'image exacte de l'avenir qu'elle projette. Je voudrais ici démontrer que pour accomplir ces changements, la III<sup>e</sup> République, dans sa ferveur organisationnelle, déstructure radicalement la jeunesse française et l'amène à se révolter plutôt qu'à se soumettre à son contrôle. En mettant en place un système « éducation centralisée, elle perpétue des hiérarchies que ni l'obligation, ni la gratuité scolaires ne parviennent à briser. L'idéal égalitaire reste une utopie pour l'école laïque qui continue de reproduire les divisions sociales. Le déplacement des jeunes est la pierre angulaire de cette politique. Sorti de la tutelle de sa famille,

l'enfant en est séparé pour être mis sous l'empire du maître. Divisés en sous-classes d'âge (les grades hiérarchiques de l'enseignement primaire et secondaire) les enfants sont regroupés (de 0 à 13 ou 14 ans) pour être aussitôt atomisés et soumis collectivement à l'autorité paternaliste de l'institution scolaire, qui se superpose à celle qu'ils subissent individuellement dans leurs familles. Les jeunes adolescents, au sortir de l'école obligatoire sont alors acheminés vers différents types d'institutions qui ont toutes pour but de les former, de les encadrer, de les éduquer. L'enseignement post-secondaire et éventuellement supérieur ou l'apprentissage et le marché du travail modèlent des jeunesses différentes, où les jeunes apprennent et comprennent les clivages de classe. Enfin, le service militaire obligatoire pour tous annule les anciennes hiérarchies pour former le jeune garçon à la vie civile : il éduque le futur citoyen libre de la République. Ces trois moments de la vie des adolescents constituent des rites de passage qui sont censés les mener à entrer graduellement dans la vie adulte, celle où ils ne sont plus exclus de la vie civile et politique. Les jeunes passent successivement d'une situation de protection, à celle où ils sont encadrés et contrôlés par la société des adultes. Dans tous les cas, il s'agit de traduire par des mesures et une attention spéciales les besoins spécifiques de la société à l'égard de ce groupe d'âge ; c'est l'objet de l'éducation, tandis que la sociologie et la psychologie contribuent à établir objectivement ce qui le constitue comme groupe spécifique, et à identifier ses modes de comportement particuliers. Tout cela concourt à justifier la séparation des enfants puis des jeunes de leurs familles, et à faire de leur isolement dans des catégories à part, la pièce maîtresse du projet républicain.

Ce projet, on l'imagine aisément se heurtera à la résistance sourde des parents qui n'acceptent pas de se laisser ainsi départir de leur autorité, mais aussi à celle des corps constitués (patronat, syndicat, églises, années) au pouvoir déjà établi sur les jeunes à partir de leurs propres nécessités et critères.

De ces conflits naîtront de nombreux compromis qui ne laissent du projet initial, qu'un vague souvenir. Seuls seront ici envisagés la réaction de la jeunesse à de telles ambitions et l'effort qu'elle va déployer pour que son existence-même, sinon ses projets, soient prise en compte. Soumise à la tutelle combinée de l'État et de ses institutions, la jeunesse développe de nouvelles solidarités pour résister aux politiques républicaines ; le signe le plus apparent de ce ralliement se traduit par la contestation de toutes ces formes d'encadrement. Ainsi éclate la révolte de la jeunesse. Les jeunes se regroupent spontanément entre eux pour contester des mesures qu'ils estiment menaçantes et injustes. Bravant l'exclusion qui pèse sur eux, transgressant les interdits, ils déploient pour la première fois dans leur histoire des stratégies qui font de la contestation un mode unifié d'expression politique de la jeunesse. Deux facteurs objectifs précipitent cette évolution : les effets de la conscription obligatoire sur les jeunes et ceux des transformations économiques sur la jeunesse ouvrière. De nouvelles lois réforment l'apprentissage, consolidant

l'emprise des aînés sur les jeunes ouvriers. Examinons-les tour à tour pour comprendre comment les jeunes perçoivent l'armée et pour ceux qui y sont soumis, l'apprentissage ; dans ce contexte, le facteur subjectif, l'idéal révolutionnaire, sera déterminant. Il devient pour eux une façon d'affirmer leur existence face au contrôle qui se resserre sur eux. Un bon aperçu des thèmes de leur révolte nous est donné par la presse des jeunes.

## CHAPITRE I

### LA CONSCRIPTION OBLIGATOIRE

[Retour au sommaire](#)

Établir par des lois, l'égalité de tous pour servir la patrie et constituer la nation, tel est le sens que donnent les législateurs à la réforme de l'armée. Autant, sinon plus que les lois scolaires, les lois militaires qui dès 1885 sont en chantier, attestent de cette volonté. Trois corps de lois, passés entre 1889 et 1914, régissent l'armée et redéfinissent ses orientations. La loi du 18 juillet 1889 vise à établir le service militaire de trois ans égal pour tous, en principe, et à rompre avec la tradition de l'armée de métier. Son application fut difficile, les anciens privilèges perpétuant de nombreuses catégories de dispensés (étudiants, séminaristes, soutiens de famille, etc.). Ces entorses à la loi, outre qu'elles réduisaient d'autant les effectifs du contingent, ont eu le désavantage de créer une situation double où l'ancien et le nouveau coexistaient en s'annulant mutuellement. Elles ouvrirent tout naturellement la voie à la contestation des différents groupes touchés. Les tenants de l'armée de métier contestèrent la validité d'une telle loi, qu'il fallait donc amender pour qu'elle reconnût tous les dispensés ; ceux qui prônaient une véritable défense, par la levée de milices nationales, la dénonçaient comme le fruit d'un compromis douteux. L'épisode Boulanger contribua à donner à cette loi l'aspect d'un mauvais décor dans une mise en scène vieillotte. Pourtant elle fut votée après les amendements proposés au Sénat par des chambres dont les jours étaient comptés. C'est sous cette loi militaire que le débat politique sur l'armée sera le plus acerbe et véhément. Elle eut pour effet, non négligeable, de cristalliser autour de la formation du contingent, un mouvement de jeunesse désormais homogène parce qu'également touché, qui fera sienne une contestation de l'armée jusque là passablement éclectique. Avec l'affaire Dreyfus, l'armée est ouvertement la cible de fractions importantes de la société française ; une réforme plus radicale de l'armée s'impose.

Les compromis passés entre la République, l'Église et l'armée en 1889 éclatent à cette occasion. En 1901, un nouveau projet de loi est déposé par le général André. Après maints débats au Sénat et dans les chambres, la loi est adoptée par 519 voix contre 32. La loi militaire du 21 mars 1905 réduit le

service militaire à deux ans, supprime toutes les dispenses dans l'armée active, sans toucher au volume global du contingent.<sup>1</sup>

Cette réforme démocratisant l'armée française provoque de grandes controverses. Lavisse la considère comme « la plus démocratique du monde civilisé » parce qu'elle transforme l'armée en une école de la nation armée. Vidal (1913), officier en exercice, applaudit à la réforme<sup>2</sup>. Lui aussi constate le triomphe de la nation armée : « Le principe de liberté était sauvegardé, l'égalité assurée ».

Ces thèmes égalitaires sont repris à tous les niveaux par d'éminents juristes, sénateurs, politiciens pour justifier non tellement l'abolition des dispenses que la nécessité « une armée de la République. Les débats sont intenses et les réponses aux nombreux détracteurs viennent de tous les horizons<sup>3</sup>. L'adoption de la loi en 1905 fut considérée, à juste titre, comme une victoire des gauches. Le principe de l'égalité venait de triompher.

Pourtant les bruits de guerre annonciateurs d'une poussée nationaliste et de divisions politiques importantes suffirent à redonner force et légitimité aux militaristes. Le contingent levé par la nouvelle loi s'avèrerait nettement insuffisant en cas de guerre. Le conseil supérieur de guerre, ne pouvant revenir sur les principes adoptés, propose néanmoins de renforcer les effectifs en prolongeant d'un an la durée du service militaire. Devant une opposition hésitante bien que vociférante, la loi dite Berry-Millerand est votée très vite, le 7 août 1913. Elle fixe le service à trois ans, abaisse l'âge d'incorporation à 20 ans ; ce qui a pour résultats de maintenir la classe de 1911 sous les drapeaux et d'appeler ensemble les classes 1912 et 1913.

Malgré les innombrables affrontements que l'entrée en vigueur de ces différentes lois provoque, il faut noter pourtant l'apparition d'un consensus sur la question de l'armée.

La nécessité d'une armée est unanimement reconnue. Quelle que soit la formule retenue ou souhaitée, nation armée, armée nouvelle (Jaurès) milice ou armement général du peuple, tous les partis s'entendent pour déclarer

---

<sup>1</sup> Ernest Lavis, p. 142 et 243. De nombreuses catégories d'étudiants, de séminaristes et même de soutiens de famille tombaient désormais sous le coup de la conscription obligatoire ; incorporés, tous ces anciens dispensés fournissent près de 65 000 hommes qui s'ajoutent aux 110 000 hommes recrutés régulièrement.

<sup>2</sup> « Nous venons de réédifier, en 90 années, de 1815 à 1905, soigneusement pierre par pierre ce que la Révolution avait voulu construire en 7 années de 1791 à 1798. De l'engagement volontaire, on est revenu au service militaire personnel effectivement obligatoire pour tous », p. 125.

<sup>3</sup> L. Boudenot, (1903), p. 23 et 36. Il insiste sur les 113 projets d'amendement discutés entre 1900 et 1903 pour montrer que tous les points de vue ont été émis.

l'importance d'une défense nationale, mais surtout pour souligner l'aspect civique du service militaire. L'unanimité se fait autour du service national, imposé aux jeunes gens. L'obligation militaire est le viatique du jeune dans un monde civilisé et démocratique : le jeune homme, en faisant son service, s'acquitte de son devoir civique et devient seulement alors membre de la communauté adulte. Tels sont les acquis de ces lois militaires. Reflétant un accord profond de tous les segments de la société française, ces trois lois militaires sont votées sans encombres majeurs. Certes les convictions divergentes s'expriment sans cesse autour des questions de défense nationale, de patrie, et de militarisme. Relevant de soucis moraux (la paix, la défense de la patrie), idéologiques (la nation armée, l'internationalisme) ou politique (contre l'armement ou pour la guerre) ces antagonismes sont constituants de la société elle-même. Les traditionnels conflits d'intérêts et d'orientations politiques revêtent les aspects nouveaux de la démocratie républicaine. Ce qui est complètement neuf, c'est le consensus qui s'établit au cours de ces vingt-cinq ans pour faire porter aux jeunes le poids de cette vision de la société. Résultant d'un compromis entre les tenants d'une armée forte et ceux d'une nation républicaine, cette conception de l'armée comme école de la nation en devenir, attribue aux jeunes un rôle central mais passif dans l'accomplissement des projets des adultes.

## A – LES CONSCRITS

[Retour au sommaire](#)

Par opposition au conscrit, est délinquant, hors-la-loi, tout jeune qui ne se présente pas au bureau de recrutement pour effectuer son service militaire à l'âge requis de 20, 21 ans. Au nom du civisme, de la démocratie et de l'égalité (et non plus du respect dû à l'adulte) la norme établissant une hiérarchie entre les âges est décrétée par cette loi. Certes les années professionnelles, la levée en masse, le tirage au sort n'épargnaient guère les jeunes gens <sup>1</sup>.

Ainsi la République n'innove pas par rapport aux régimes précédents en assignant les jeunes au service militaire. Mais en renforçant l'ancienne hiérarchie des âges (en rendant le service militaire obligatoire pour toutes les catégories de jeunes gens), elle veut y donner un autre sens : celui du statut de citoyen. Les anciennes considérations morales et politiques (subordination des citoyens devant la défense nationale, esprit belliqueux, etc.) passent après la toute puissance de l'argument égalitaire. Le citoyen fait son apprentissage de la vie civique à l'armée. Il y acquiert le sens de son territoire, de son pays, de sa patrie. Pratiquement, l'année inculque au soldat son appartenance à la nation.

---

<sup>1</sup> Joseph Vidal, *ibid.*, p. 96. Il établit l'âge moyen des effectifs levés (environ 80 000) de 1798 à 1913 autour de 21 ans avec des périodes de levée plus importante d'effectifs (environ 100 000) où l'âge moyen s'élève à 25 ans (en 1805) à 31 puis à 20 ans, fin 1813. Pour notre période, l'âge moyen oscille entre 20 et 22 ans.

Ce sont là des thèmes connus, et amplement traités. Pourtant des innombrables ouvrages consacrés à la question de l'armée, école de la nation ou même à la contestation de ce projet par toutes les tendances antimilitaristes, le jeune conscrit est le grand absent. Lui donner un profil s'avère une tâche malaisée. Si le portrait du conscrit a pu être dressé à partir de ces riches sources que sont les listes de recrutement de l'année et les archives militaires, s'il a servi à alimenter d'innombrables monographies, il est rare qu'on se soit préoccupé de savoir quelle jeunesse était embusquée derrière les statistiques donnant la taille, le degré d'alphabétisation, la profession ou même les délits du conscrit. La raison est simple : le processus de recrutement, d'abord et avant tout individuel, atomise. Si l'appel de la classe institue un fait de cohorte (100 000 à 150 000 hommes du même âge chaque année), il ne crée pas d'emblée, un groupe d'âge. Au contraire, les jeunes conscrits apprennent à la caserne à se comporter en individus responsables. L'obéissance et la discipline sont maintenues à l'aide du groupe.

L'armée a donc pour effet d'homogénéiser dans l'absolu une classe de jeunes, d'atomiser les individus qui la composent, enfin de les regrouper suivant une structure qui lui est propre. Ainsi séparés, déplacés et rassemblés, les jeunes conscrits deviennent une masse relativement inerte. Privés des repères essentiels qui jusque-là balisaient leur existence, les conscrits s'en remettent d'abord aux supérieurs et, exceptionnellement, au groupe de pairs pour se former. C'est alors qu'ils découvrent que le contenu du message civique de l'armée diffère de celui préconisé par la République. Voulant les former à la vie civique, l'armée les prépare au sens de la hiérarchie et de l'ordre. Ayant son propre sens du devoir national, l'armée entrevoit son rôle d'éducation comme un nivellement des différences. L'accord qui se réalise entre l'armée et la République s'établit donc non pas sur le contenu du message patriotique ou national, mais sur le processus de séparation des jeunes de leur milieu. Il revient à l'armée de l'accomplir. La force du système ainsi mis en place réside dans la séparation des jeunes de leurs anciens agrégats et leur projection dans une structure chargée de les modeler. Cette séparation forcée des jeunes de leur milieu conduit à faire naître chez les jeunes une conscience nouvelle de leur force, de leur âge. Autour de cette donnée, dont les implications sont complexes, les jeunes essaient de reconstituer des réseaux entre eux. Une des manières qu'ils auront d'exprimer cette conscience passe par une résistance diffuse aux mesures militaires. Difficile à évaluer, cette résistance se mesure à deux niveaux : par le développement remarquable de l'insoumission durant cette période, et par l'articulation de critiques de l'armée et de la caserne qui débouchent éventuellement sur un mouvement antimilitariste. Voyons ici ce qui concerne l'insoumission.

## B – L'INSOUMISSION

[Retour au sommaire](#)

L'insoumission est le signe le plus apparent de la résistance des jeunes à la conscription. Par cet acte, le jeune exerce, avant même d'entrer à l'armée, son opposition au fait militaire. Manifestation du libre arbitre des individus face à l'obligation civique, l'insoumission est-elle une forme de contestation, et laquelle ?

Le processus de conscription régleme très précisément l'appel de la classe qui notifie au jeune soldat son devoir militaire. Celui qui ne s'y soumet pas volontairement y est alors contraint. Toutes les lois passées entre 1889 et 1914 mentionnent et sanctionnent l'insoumission. « Elle est le fait de l'homme qui passe pour la première fois de l'état civil à l'état militaire » stipule la circulaire ministérielle du 18 mars 1891. Le délit d'insoumission s'applique à « tout jeune soldat appelé, ou tout autre militaire dans ses foyers, rappelé à l'activité, à qui un ordre de route a été régulièrement notifié et qui hors le cas de force majeure, n'est pas arrivé à sa destination au jour fixé par cet ordre ; après un délai de trente jours en temps de paix, il est considéré comme insoumis et puni des peines portées par l'article 230 du code de justice militaire <sup>1</sup>. »

L'évolution de ces lois atteste de l'existence d'un problème. Les statistiques de l'insoumission montrent le développement considérable de cette pratique entre 1889 et 1914.

J'ai établi d'après les listes de recrutement de l'armée le total annuel des jeunes gens considérés comme insoumis, leur pourcentage annuel et moyen par rapport aux jeunes appelés et recrutés (chiffres du contingent par classe). On y voit clairement la progression lente mais inexorable du nombre d'insoumis qui chaque année ne se présentent pas à leur centre de recrutement. Totalisé, ce nombre devient impressionnant. On parle de « 76 723 déserteurs et insoumis recherchés par la police au 31 décembre 1911 <sup>2</sup>. » Nos propres tableaux indiquent des chiffres annuels, qui additionnés depuis 1889 donnent un nombre supérieur – la période considérée est plus longue – soit 120 454 insoumis sur 25 ans. La disparité de ces chiffres et l'argumentation qui entoure leur

---

<sup>1</sup> Joseph Vidal, *op. cit.*, p. 1 et J-J. Becker, p. 85. L'article 83 de la loi du 21 mars 1905 reprend les anciens codés de l'insoumission mais allège quelque peu les peines encourues. Allant de l'emprisonnement d'un mois à un an en temps de paix, les peines prévues à l'article 230 furent appliquées avec plus ou moins de laxisme.

<sup>2</sup> J-J. Becker, *ibid.*, p. 85. Le capitaine d'infanterie J. Vidal (1913) rapporte que « le général Andren de Kerdrel signalait un total global de 50 000 insoumis au 31 décembre 1909 et 53 000 au 31 décembre 1910, total aujourd'hui voisin de l'effectif de deux corps d'armée ».

interprétation méritent d'être analysées. Il est extrêmement difficile de comptabiliser avec précision l'insoumission<sup>1</sup>. Cette difficulté comptable, qui tient à la nature compliquée du « délit », alimente les interprétations les plus diverses. Bien qu'on préfère généralement ignorer ce phénomène en établissant des moyennes nationales, 1,5 % étant considéré comme un taux acceptable d'insoumission annuelle, et discuter plutôt du volume global du contingent, ce phénomène inquiète l'armée et la justice qui sont directement confrontées à l'insoumission. Cherchant à comprendre les causes de l'insoumission, le capitaine d'infanterie Joseph Vidal (1913) consacre une étude circonstanciée au phénomène. À l'origine de l'insoumission est l'obligation du devoir militaire ; dès lors que le service militaire devient obligatoire, apparaît l'intention de s'y soustraire<sup>2</sup>.

La Révolution française introduit dans l'armée le principe de l'obligation égalitaire et donc des mesures coercitives qui le font respecter. Vidal attribue le nombre élevé d'insoumis et de fuyards (près de 60 000 individus sur 300 000 soldats levés) aux mesures hâtives et maladroites des assemblées révolutionnaires, qui pratiquent la levée en masse, et aux incompétences administratives. Sans plus entrer dans le détail, il oppose cette période de troubles révolutionnaires à celle calme et ordonnée qui lui succède et note que « les armées napoléoniennes connaissent très peu d'insoumission ». Ainsi, pour lui, l'augmentation « des statistiques récentes de l'insoumission » est d'abord et avant tout attribuable à l'obligation militaire. En reprenant le modèle de l'armée établi par la Révolution, la III<sup>e</sup> République s'exposait selon lui aux mêmes troubles. Il distingue néanmoins trois raisons conjoncturelles pour expliquer l'augmentation de l'insoumission. L'incurie administrative est la première cause : en omettant de soustraire de la statistique les hommes décédés, le taux d'insoumis est augmenté d'environ un vingtième. À cette erreur s'ajoute celle d'un mauvais recensement. Les fausses adresses, les départs à l'étranger ne sont pas répertoriés. Plus, à cause de la complexité des lois sur la naturalisation, et de la prescription triennale sur l'insoumission, des individus qui ne devraient pas figurer sur les listes d'insoumission y sont inscrits. Toutes ces erreurs contribuent à augmenter indiscutablement le taux d'insoumission et conduisent à des conclusions fausses et regrettables. L'argumentation la moins fondée selon lui est celle qui consiste à faire de l'insoumission le résultat de l'antimilitarisme et de la propagande révolutionnaire. Il s'attache plus particulièrement à montrer combien cet argument est fallacieux.

---

<sup>1</sup> On ne peut se fier ici qu'aux inscriptions officielles établies dans les registres de l'armée. Parce que les cas de désertion, de mutineries ou de délinquance relèvent de la justice militaire, il est difficile de les inclure dans cette catégorie, bien qu'ils aient été souvent additionnés aux actes d'insoumission. Un graphique approximatif établi par la préfecture de police donne une idée de l'évolution de la désertion dans la même période. Pour plus de rigueur, seuls les cas d'insoumission enregistrés seront ici considérés.

<sup>2</sup> Les décrets du 6 et 12 décembre 1790 et celui du 28 mars 1793 sanctionnent pour la première fois l'insoumission comme un délit.

Il attribue à « l'extension et à l'intensité de la vie économique actuelle » la cause essentielle de l'insoumission. C'est ainsi que les nécessités de survie économique favorisent l'émigration ; cette dernière soustrait au service militaire de nombreux jeunes, partis s'installer dans des pays où il devient très difficile de les rejoindre. Vidal en veut pour preuve la géographie de l'insoumission. Divisant les foyers d'insoumission en trois catégories, il montre que chacune d'entre elle s'applique à une région d'intense émigration<sup>1</sup>. Ces Français qui sont allés chercher ailleurs un support économique, dit en substance Vidal, ne sont pas insoumis mais absents ou émigrés<sup>2</sup>.

Vidal établit enfin une catégorie non territoriale celle qu'il constitue autour des « subdivisions ouvrières » pour répondre à ceux qui prétendent « gratuitement d'ailleurs que l'augmentation des insoumis est le résultat de certaines menées antimilitaristes ». Il nie totalement la véracité de telles allégations en montrant que tous les chiffres d'insoumission dans ces villes sont inférieurs à la moyenne nationale. « Ces chiffres prouvent bien que loin de fuir les rangs de l'armée, l'ouvrier est encore celui qui, au jour du danger, fournira le plus fort contingent pour la défense du pays ».

L'argumentation de Vidal est intéressante, non seulement parce qu'elle révèle l'état d'esprit conciliant de certains milieux militaires juste avant la guerre, mais aussi parce qu'elle fut reprise depuis par la plupart des études traitant de cette question.

Constatant un phénomène statistique qui n'est pas nouveau mais dont l'ampleur et la chronologie surprennent – car la réforme militaire de 1905 était censée apaiser l'opposition antimilitariste –, Vidal s'attache à démontrer que l'insoumission est due à un facteur économique conjoncturel et pas, comme on voudrait le faire croire, à une dissidence nationale. Ainsi bien qu'il n'arrive pas

---

<sup>1</sup> La première catégorie est composée des subdivisions militaires de Bayonne, Gap et Pau. À elles seules, elles concentrent la plus forte densité d'insoumis. Avec un taux global, respectivement de 15,03, 12,60 et 10,60 % calculé sur la période de 1901 à 1910. Cette première catégorie constituait le problème le plus préoccupant. Vidal le justifie par l'émigration ; ces trois régions fournissent un taux élevé de basques de Bayonne et Pau émigrés en Argentine, d'originaires de Gap émigrés à Barcelone et au Mexique.

<sup>2</sup> Ayant « expliqué » l'insoumission dans cette catégorie, Vidal passe rapidement sur les deux autres qui ne sont pas des « foyers sérieux d'insoumission », p. 184. Les 15 subdivisions de la deuxième catégorie totalisent entre 3 et 6,93 % des insoumis. Située dans les régions frontalières de l'Allemagne et de la Suisse et à Nancy, Belfort, Toul, Vesoul et Épinal, l'insoumission s'explique par les lois draconiennes sur la naturalisation, compliquées dans ces régions. Quant à Grenoble, Digne, Perpignan, Montpellier, Narbonne, Ajaccio et Bordeaux, l'émigration vers l'Italie, l'Amérique est encore le principal facteur d'insoumission. La troisième catégorie comprend des villes frontalières ou méridionales comme Verdun, Nice, Béziers où des conditions fortuites (départs ...) ont conduit à un taux d'insoumis (moins de 3 %) certes, mais faible et peu inquiétant, *Ibid.*, p. 184 et sq.

à expliquer pourquoi le taux d'insoumission augmente à partir de 1905 alors que le volume du contingent diminue, Vidal réussit à disculper entièrement les deux groupes sur lesquels pèse la suspicion : les congrégations religieuses mais surtout le mouvement ouvrier. La cohésion nationale préservée, l'insoumission perd tout son sens contestataire et devient un phénomène marginal et individuel. Dès lors la frustration des séminaristes et des étudiants à l'égard d'une armée qui leur enlève leurs privilèges ou de quelques antimilitaristes professionnels ne sont que des accidents de parcours qui se résorbent d'eux-mêmes. L'insoumission sort de la préoccupation politique pour devenir une catégorie juridique. Cette explication est largement reprise et étayée par les études plus récentes traitant de l'insoumission <sup>1</sup>. Rejetant l'argument avancé par les insoumis arrêtés, prétextant de leur ignorance de la mobilisation, Maurin (1979) voit deux causes principales d'insoumission : les imbroglios administratifs et le fait que la moitié des insoumis Lozériens et 30 % de ceux de l'Hérault résident à l'étranger quand la guerre éclate. Étudiant alors le groupe d'émigrés à l'étranger, il constate qu'ils sont partis bien avant la guerre s'établir à l'étranger et que les raisons qui les y ont poussé sont d'ordre religieuse plutôt qu'économique <sup>2</sup>. Ainsi les insoumis de ces deux circonscriptions n'émigrent pas pour résister à la conscription mais au moins 20 % d'entre eux profitent de leur séjour à l'étranger pour ne pas répondre à l'appel.

Ainsi Maurin présente-t-il un portrait nuancé de l'insoumis. Il n'est pas non plus un être asocial, vagabond ou laissé pour compte. Bien qu'il soit difficile de savoir quelle est sa profession, on connaît ses préférences religieuses. Le clergé manifeste son opposition sourde à la guerre en choisissant de rester dans ses lointaines contrées de mission. Bref, l'insoumis loin d'être cet opposant au régime, à la nation et à son armée, « est un être anodin, insignifiant, falot ». L'insoumission est le résultat de prises de décisions individuelles qui « dépendent de circonstances géographiques, sociales et politiques <sup>3</sup>. » Devant ces preuves irréfutables, le phénomène de l'insoumission devrait cesser de poser problème. Pourtant la vision politicienne de l'insoumission n'est guère satisfaisante.

Ni Maurin ni Vidal n'attachent d'intérêt à la signification même de l'insoumission. Ils se soucient avant tout de savoir si l'insoumission atteint de

---

<sup>1</sup> L'étude de Maurin analysant l'impact de l'armée sur la société française à partir d'une monographie régionale a l'avantage de préciser encore plus le contexte dans lequel l'insoumission a lieu à Béziers et à Mende. Ces deux circonscriptions militaires, offrent l'image contrastée d'une région où l'insoumission est relativement faible (0,89 % dans l'ouest héraultais) et une autre où elle est plus élevée (2,73 % en Lozère) par rapport à la moyenne nationale.

<sup>2</sup> Jules Maurin, *ibid.*, p. 656. Ne sachant que faire « ignorance ? », ces derniers profitent de leur séjour à l'étranger pour ne pas obéir à l'ordre de mobilisation.

<sup>3</sup> Jules Maurin, *op. cit.*, p. 661.

manière significative l'unité de l'armée et la cohésion nationale. Ne découvrant aucune preuve pour étayer la thèse globale de l'antimilitarisme, ils concluent à un épiphénomène. Leurs conclusions, renforcées par celles de J.-J. Becker sur la marginalité de l'antimilitarisme ouvrier, confirmeront la thèse du déferlement du patriotisme en France. Pourtant il ne peut s'agir ici d'appliquer à un phénomène (l'insoumission) des conclusions qui dérivent d'un autre type de problème (l'antimilitarisme ou le nationalisme). Les deux phénomènes, étroitement liés, appartiennent à des registres et des niveaux différents d'analyse. Relevant de la micro-histoire, l'insoumission nécessite un traitement approprié. Envisagée comme une résistance particulière et individuelle des jeunes gens face à la conscription, l'insoumission prend un relief et une signification propres. La progression de l'insoumission, quelles que soient les motivations des insoumis, atteste d'une prise de conscience particulière du devoir national par les jeunes générations. En faisant appel au civisme des jeunes, le service militaire devient un moyen pour eux d'exercer leur libre arbitre d'individus égaux. Comme le service militaire, l'insoumission est le signe de la conscience politique des jeunes. Deux aspects méritent « être ici précisés.

1. L'insoumission est d'abord le fait de ceux qui la pratiquent. Protestation muette contre l'armée, l'insoumission est une action des jeunes. Parce que ne pas se présenter au bureau de recrutement est un fait répréhensible et condamné, l'insoumission est largement anonyme et rarement revendiquée. L'insoumis s'exclut du groupe auquel il appartient ; il se met hors la loi. Difficile démarche à effectuer seul, l'insoumis se trouve plus fréquemment à l'étranger que sur le territoire français. La pression contraignante du groupe familial mais aussi social y est bien moindre. Surtout l'insoumis est moins exposé à l'étranger à la pression des jeunes de son âge qui font « tous » leur service militaire. Pour ces raisons, on retrouve plus d'insoumis à l'étranger qu'en France.

Ainsi l'insoumis se met en position de résistance par rapport à l'institution militaire, au groupe social auquel il appartient ; il se retrouve à l'extérieur de sa classe d'âge. Le jeune qui « ignore » la conscription découvre une forme de protestation individuelle. Il lui apparaît possible d'exister en dehors de la structure sociale. En évitant de se soumettre à sa contrainte, le jeune insoumis réalise une action volontaire, individuelle et consciente. La logique de l'obéissance collective trouve dans l'insoumission une frontière, un barrage.

L'insoumission offre à la jeunesse une des formes les plus immédiates mais aussi les plus complexes de prise de conscience, civique et donc politique. Elle représente l'action atomisée des jeunes, étape indispensable sinon nécessaire de leur mouvement collectif. Moment extraordinaire d'affirmation de leur individualité, l'acte d'insoumission révèle une trame invisible qui relie les jeunes entre eux, en leur permettant de façon partielle et détournée de se

réapproprier leur identité. La revendication de l'insoumission par les groupes de jeunesse deviendra un des éléments distinctifs du mouvement antimilitariste. On étudiera plus loin comment la chronologie de l'insoumission coïncide parfois avec l'action antimilitariste des groupes.

2. Notons déjà que l'insoumission est le signe certain de la conscience que la jeunesse prend d'elle-même. Mais cette conscience est modulée par différents facteurs. On peut se demander, par exemple, ce que cette révolte emprunte à celles d'ancien régime auxquelles participent de nombreux jeunes. Il y a aussi les caractéristiques régionales. Si le midi méditerranéen est une terre propice à la contestation, qu'en est-il pour la région de Bayonne et Pau, pour l'Est de la France et ces quelques grandes villes comme Grenoble et Bordeaux ? Une rapide juxtaposition des cartes des révolutions établie par Tilly (1986) permet de constater la continuation d'une tradition dans certaines régions, autour de Narbonne, Perpignan, Béziers ou Nancy, Toul, Verdun, ce qui donne à croire que la révolte s'inscrit dans une sociabilité régionale, hostile à l'intervention nationale et donc à la conscription obligatoire. Ailleurs, il s'agit de mouvements de conscrits, sans liens apparents avec les révoltes antérieures. Cherchons à les identifier en postulant que c'est dans ces nouvelles couches de la jeunesse, auprès des jeunes apprentis et ouvriers, que ces mouvements trouvent un écho favorable.

## CHAPITRE II

### LA CONSTITUTION DE LA JEUNESSE OUVRIÈRE

[Retour au sommaire](#)

La restructuration du capitalisme français, ce que M. Perrot (1973) appelle la « deuxième révolution industrielle <sup>1</sup> », engendre des remaniements profonds dans les rôles qui sont assignés aux différentes catégories sociales. Pour les jeunes ouvriers, elle se traduit par un accroissement de leur encadrement. Les études sur l'objet de l'enseignement secondaire, sur la réforme de 1902 chargée de définir les orientations qu'il doit prendre, sont édifiantes. L'enseignement technique est introduit, qui devrait permettre une plus grande capacité de l'école à éduquer et instruire la jeunesse ouvrière. Parallèlement, la question de l'apprentissage est alors posée ; jusqu'alors peu réglementé, doit-il prendre le relais de l'école et assurer la formation plutôt que l'éducation des fils du peuple ? La République s'en préoccupe davantage, mais établit une sorte de répartition des tâches entre elle et les syndicats ouvriers ; elle se chargera de l'éducation du peuple tandis que ces derniers devraient assumer sa formation ; à l'inspection du travail reviendra le contrôle des mécanismes ainsi mis en place. La jeunesse, objet de ces convoitises, devient le sujet essentiel de ces controverses <sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> P. 114.

<sup>2</sup> Mentionnons-en deux parce qu'elles ont certaines répercussions sur les jeunes. La première est celle de l'âge des apprentis. Franklin (1906) fait remonter au XVI<sup>e</sup> siècle l'apparition d'une limite d'âge dans les règlements de l'apprentissage. Dépendant des différents corps de métiers et des périodes, les limites varient entre dix et vingt ans. L'apprenti est donc le plus souvent mais pas toujours, un enfant ou un adolescent de l'un ou l'autre sexe. Progressivement des réglementations plus ou moins rigides et générales développent les clauses liant les apprentis à leur corporation. C'est avec la réglementation de la durée de travail des enfants (loi du 22 mars 1841) qu'est en même temps réexaminée la question de l'apprentissage. La loi du 22 février 1851 établit des dispositions visant à protéger l'enfant qui, en vue d'apprendre un métier, quitte sa famille pour entrer en apprentissage. Les cinquante années qui suivent renforcent les devoirs légaux du maître qui doit enseigner à l'apprenti son métier. De fait, la situation est tellement désastreuse qu'une commission permanente est chargée par le Conseil supérieur du travail d'enquêter sur l'apprentissage. (Rapport de M. Briat, au nom de la commission permanente, session de 1902. Paris, Imprimerie Nationale, 1902). En 1902, elle adresse deux questionnaires en 19 points aux conseils des prudhommes, chambres de commerce, manufactures, syndicats

## A – LA RÉFORME DE L'APPRENTISSAGE

### La protection légale des jeunes travailleurs

[Retour au sommaire](#)

La statistique officielle, baromètre de bien des indices, introduit l'âge dans ses classements. C'est en 1896 que l'application des lois concernant l'apprentissage et l'entrée en vigueur de la scolarisation obligatoire jusqu'à treize ans deviennent effectives. Au même moment, la loi dite du Recul, établissant la journée de travail à onze heures pour « tous les ouvriers travaillant dans les mêmes locaux que les jeunes » est adoptée le 30 mars 1900 ; elle atteste des difficultés qu'il y a à unifier pour toutes les catégories de travailleurs, la durée du travail <sup>1</sup>. Cette dynamique a néanmoins pour effet de renforcer la place des jeunes dans le monde de l'industrie. Les chiffres attestent de l'augmentation importante des travailleurs des deux sexes de moins de dix-huit ans dans l'industrie nouvelle « en un temps où les mesures de police semblent les éloigner des grands ateliers ». Étonnante, la proportion des jeunes gens, mais surtout des jeunes filles de moins de vingt-quatre ans, qui en 1896 comme en 1901, sont plus de la moitié des femmes qui travaillent. Quatre cent trente-trois mille cent dix-huit adolescents et trois cent dix-huit mille neuf cent dix-sept adolescentes de moins de dix-huit ans travaillent comme employés et

---

patronaux, ouvriers, etc. Préoccupée essentiellement par l'amélioration de l'instruction professionnelle dont elle constate l'affaiblissement, la commission suggère l'institution de cours obligatoires et d'examens garantissant, par les conseils de prudhommes, une instruction minimale. La commission conclut son enquête en proposant que tous les jeunes gens de moins de dix-huit ans reçoivent un minimum d'instruction professionnelle et qu'une protection accrue des apprentis soit mise en œuvre. Ainsi la réglementation de l'apprentissage entraîne la délimitation d'une couche de travailleurs qui, par leur âge, ont un statut inférieur aux travailleurs adultes. Ils sont, selon le recensement professionnel qui pour la première fois en 1896 les comptabilise, 602 000 à être des enfants de moins de dix-huit ans occupés dans l'industrie ou le commerce. (382 000 garçons ; 222 000 filles). Mais comme la loi de 1851 ne touche que les apprentis ayant des contrats d'apprentissage (10 %) – ils sont 540 000 à être sans protection aucune – l'intérêt pour nous de cette enquête réside dans la prise de conscience publique du problème de la jeunesse. Voir aussi Émile Levasseur, 1907, p. 176 et sv.

<sup>1</sup> La loi du 2 novembre 1882 régissant le travail des enfants et des femmes avait établi un mode compliqué de comptabilité, le travail des enfants était fixé à dix heures, celui des adolescents de 16 à 18 ans, à soixante heures par semaine et à onze heures par jour maximum, celui des femmes à onze heures, celui des hommes adultes à douze heures. Paul Pic, 1909 a, p. 30, voir aussi p. 530-641 et 958-972. Section II : De la tutelle exercée par l'État sur l'industrie, p. 530-641 (réglementation légale du travail industriel ou commercial des enfants, des femmes et des hommes adultes). Du contrat d'apprentissage et de l'enseignement technique, pp. 957-967.

ouvrières d'industries <sup>1</sup>. Sur le total de la population active qui est d'environ quatre millions de personnes (hommes et femmes), les jeunes de moins de dix-huit ans constituent presque le quart. Si on considère le vieillissement relatif de la population française, on admettra que ce secteur est peu touché puisqu'il attire une telle proportion de jeunes. Ces chiffres traduisent également un reclassement important au niveau de ce qu'on entend alors par jeunesse dans la classe ouvrière. La coupure à dix-huit ans indique qu'au delà, on est adulte et qu'en deçà, on est jeune <sup>2</sup>.

L'entrée précoce dans la vie active a entraîné la disparition graduelle du problème de l'enfance ouvrière ; à l'apprentissage ancienne manière, jugé bête et avilissant, honteux et servile succède une période de formation dûment rémunérée par un salaire. À douze ou treize ans « les enfants entrent dans la fabrique comme ouvriers » dit Paul Pic <sup>3</sup>. Ainsi, tout en essayant d'homogénéiser les catégories de travailleurs, la loi entérine la hiérarchie créée par l'âge. Ces deux pôles fixent les limites de l'intervention politique dans ce secteur. Les lois régissant le contrat d'apprentissage seront amendées dans le sens d'une libéralisation de la condition d'apprenti ; mais le salaire, même modique, parfois équivalent à celui de l'ouvrier adulte, que touche le jeune travailleur reste la pierre d'achoppement de tout l'édifice. Bourses du travail et syndicats en font des points centraux de discussion à leurs congrès de 1900 et 1902. Le mouvement syndical comprend l'impact que ces mesures vont avoir sur la constitution même de la classe ouvrière ; il s'empresse d'établir à son tour son contrôle sur « la question de l'apprentissage ».

## **Le paternalisme syndical**

Il ressort de l'analyse des comptes rendus des congrès syndicaux des origines à 1902 une préoccupation double envers les jeunes. C'est d'abord la jeunesse, habillée du terne tablier de l'apprenti, qui apparaît dans les discussions et résolutions des congrès. À Nantes en 1894, les congressistes réitérent des vœux concernant « l'utilité des cours professionnels dans les

---

<sup>1</sup> La composition par sexe de la population active est enfin recensée. Soit 3 160 099 salariés du sexe masculin et 1 148 311 salariées du sexe féminin, M. Perrot, *ibid.* p. 276 et 314-315.

<sup>2</sup> « Le travail des enfants, des adolescents et des femmes dans l'industrie est actuellement régi par la loi du 2 novembre 1892 en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1893 amendée par la loi du 30 mars 1900... » C'est en fait en 1896 qu'on commence à se préoccuper des classes d'âge et en 1900 que les lois sur l'enseignement obligatoire donc sur le travail des enfants « âge scolaire (en dessous de 13 ans) s'appliquent. Paul Pic, 1909 b, p. 57. Bien que les lois concernant l'enseignement obligatoire et la gratuité absolue aient été promulguées respectivement le 28 mars 1882 et le 16 juin 1881, tous les observateurs et juristes s'accordent à constater le laxisme avec lequel elles sont appliquées, surtout celle de l'obligation scolaire qui stipule que « tout enfant de 6 à 13 ans révolus [doit] fréquenter une école publique ou privée, à moins qu'il ne fût constaté qu'il recevait l'instruction dans sa famille... » Émile Levasseur, p. 309.

<sup>3</sup> *Op. cit.*, p. 970.

syndicats »<sup>1</sup> ; à Tours en 1896, l'ordre du jour comporte un point définissant une propagande spécifique pour « l'application de la loi du 2 novembre 1892 sur l'apprentissage »<sup>2</sup>.

Mais il faut le congrès de Rennes en 1898 pour arriver à un débat et à des résolutions dépassant les simples vœux. Les corporations ouvrières se préoccupent de rationaliser et de contrôler l'impact que peut avoir l'arrivée de jeunes dans leur profession. Unanimes, les rapporteurs de la cinquième commission dévoileront, chiffres à l'appui, l'aspect néfaste de la multiplication des apprentis par rapport aux travailleurs<sup>3</sup> ; ils demanderont une réglementation sérieuse sur ce problème<sup>4</sup>. Ils proposent une législation en vue d'arrêter la tendance à la prolifération d'apprentis non qualifiés et peu payés<sup>5</sup>. Très précises, ces mesures définissent quand, comment et où l'employeur peut engager un apprenti, en fixent le nombre maximum par profession, en déterminent la tâche... bref circonscrivent ce qui était laissé au hasard, aux personnalités, aux humeurs. Mouvement double en vue de protéger les salaires et conditions de travail des différentes corporations impliquées, il pose le problème de la place de ces jeunes en-voie-de-devenir-des-ouvriers. Les apprentis ni tout à fait hommes, ni tout à fait ouvriers, néanmoins couche sociale nombreuse, déséquilibrent la fragile balance qu'employeurs et employés tentent d'atteindre. Quand les syndicats s'en préoccupent, peu de temps après le vote par la Chambre de mesures légales, c'est pour annoncer leurs intentions de défendre certains droits-privilèges. Dans les deux cas, les apprentis sont un enjeu, non pour eux-mêmes, mais comme une pièce dans un échiquier. Pion malgré lui, l'apprenti va tout de même bénéficier d'un support syndical qui se traduit par des règles plus clémentes pour son travail et un allègement de la pression patronale sur lui. Allié objectif, le syndicat partage cette pression et protège ainsi l'apprenti. En retour ses droits et devoirs dans le syndicat ne sont pas encore clairement définis : dans les inscriptions aux congrès, il n'est nulle part mentionné d'affiliations spécifiques de jeunes ou

---

<sup>1</sup> *Compte rendu du 6<sup>e</sup> congrès national des syndicats de France*, Nantes, 17 au 22 septembre 1894, Imprimerie G. Schwob et Frères, Nantes 1894.

<sup>2</sup> Quatrième point de l'ordre du jour, *Compte rendu du 8<sup>e</sup> congrès corporatif* (2<sup>e</sup> de la CGT) tenu à Tours du 14 au 19 septembre 1896, Imprimerie Debenay-Lafond, Tours 1896.

<sup>3</sup> « Considérant que... les patrons emploient de jour en jour un plus grand nombre d'apprentis qui sont opposés aux ouvriers et ouvrières... que cet état de choses ne peut être amélioré que par la réglementation des apprentis dans les ateliers, chantiers, fabriques, usines et manufactures proportionnellement au nombre des ouvriers et ouvrières qui y sont occupés », *ibid.* p. 362.

<sup>4</sup> « La commission propose au congrès de demander une loi fixant le nombre des apprentis, après enquête auprès des chambres syndicales de chaque corporation. La commission engage les syndicats à réclamer énergiquement l'application de la loi relative au contrat d'apprentissage... » telles sont les conclusions de la commission composée du rapporteur J Eugène Morin et de F. Roche, Philippe, L. Dugoy, Morel, H. Le Corre, A. Allibert, H. Galantus, E. Langlois, *ibid.* p. 363.

<sup>5</sup> *Compte rendu du 10<sup>e</sup> congrès national corporatif* (4<sup>e</sup> de la CGT), Rennes, 16 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 1898, Imprimerie LeRoy, Le Havre, 1898.

d'apprentis. Sont-ils syndiqués seulement ? Insertion faible, alliances aléatoires, la chronique des relations syndicats-apprentis reste à faire. La question de la jeunesse ouvrière, appréhendée par ce biais, ne débouche pas sur une stratégie syndicale précise.

## La qualification

Le syndicalisme, ou plutôt les syndicalistes règlent la question de la qualification professionnelle des apprentis avant tout sous l'angle qui les concerne. Ils soulèvent une question rencontrée dans l'atelier, l'échoppe, l'usine ; pensent la régler par les mêmes mesures qu'ils ont coutume d'utiliser dans les conflits classiques du travail, en revendiquant une meilleure réglementation ; en fait, ils touchent à une catégorie de problèmes qui leur échappe complètement. Que faire de cette jeunesse qui sort de l'école obligatoire à dix, onze, douze ans selon l'application de la loi ? Elle sait désormais lire et écrire, et peut donc prétendre à un sort plus enviable que ses aînés. Est-elle prête à se faire happer par l'usine machinisée après une formation minimum de quelques mois ? Cette jeunesse n'existe pas dans les congrès syndicaux. Celle dont on se préoccupe, c'est celle, encore nombreuse, qui au village comme à la ville suit le corps de métier familial – cuisine, coiffure, bâtiment, etc. – et dont l'apprentissage se fait sur le tas. Héritage direct du compagnonnage, le talent, l'habileté, l'intelligence du métier ne s'acquièrent qu'avec l'expérience, qu'avec l'âge. C'est cet apprentissage là qu'on veut protéger mais c'est de l'autre qu'on a peur et c'est lui qu'on veut limiter. C'est précisément ce qui fut discuté au congrès des Bourses à Alger. L'éducation de la classe ouvrière, considérée comme primordiale par les syndicalistes, acquiert une importance accrue avec l'avènement du siècle. Dûment orientée, elle permet de s'attaquer à la racine du mal. « C'est dès le jeune âge, qu'il importe d'instruire les enfants sur leurs devoirs sociaux et corporatifs » dira le rapport de la commission d'éducation syndicale des jeunes gens et des jeunes filles<sup>1</sup>. Vieux rêve depuis longtemps caressé par le mouvement ouvrier que de donner à ses enfants l'instruction que lui, veut et oriente<sup>2</sup>. « Mais les charges et les soucis quotidiens avaient absorbé l'activité pourtant si grande des militants de la cause syndicale »<sup>3</sup>. Le mouvement ouvrier ne veut pas laisser sa jeunesse être corrompue par l'éducation « républicaine »<sup>4</sup>. Sur la pression conjuguée du ministère – soucieux

---

<sup>1</sup> Le rapport sera présenté au cours de la 9<sup>e</sup> séance du congrès (jeudi après-midi 18 septembre 1902) Président : Versailles ; assesseurs : Nîmes et Grenoble, *ibid.* pp. 81-92.

<sup>2</sup> « N'était-il pas naturel en effet que tout syndiqué comprît l'utilité ou plutôt la nécessité pour le développement des syndicats de cette action éducative exercée dès l'entrée de l'atelier sur l'esprit des jeunes apprentis ? » *Ibid.* p. 82.

<sup>3</sup> *Ibid.* p. 82.

<sup>4</sup> « La direction intellectuelle et morale donnée aux enfants pendant les années d'école primaire » ne peut être entièrement abandonnée à ceux-ci. C'est un instituteur public à Aubervilliers, Albert Dupin, qui sera l'initiateur de la commission d'éducation syndicale. Il

d'encadrer le plus étroitement la jeunesse – et d'organismes de jeunes existant déjà de façon autonome et menaçant l'autorité des Bourses dans ce domaine <sup>1</sup>, les Bourses tentent de mettre sur pied une commission d'éducation syndicale qui résoudrait leur problème envers la jeunesse. La Fédération des Bourses et l'Office national ouvrier de statistique et de placement, évitant soigneusement de parler de l'apprentissage <sup>2</sup>, recommandent une approche timorée, un « enseignement industriel, professionnel... des coopératives d'apprentis ». Paternaliste, la commission cherche l'appui officiel du congrès ; connaissant sa réticence, elle consacre le reste du rapport à envisager les avantages que les Bourses peuvent tirer de cette alliance, dont le contrôle de cette jeunesse, n'est pas le moindre <sup>3</sup>. Lèveront-ils les préjugés et les peurs des congressistes ? Plus d'une quarantaine de vœux expriment la perplexité des congressistes. Attentifs à cette évolution nouvelle, ils ne savent comment l'aborder <sup>4</sup>. Il en résulte, comme souvent dans ces cas-là, une grande disparité dans les décisions prises, et une recrudescence de détails concernant ce qui existe déjà et fut maintes fois discuté.

---

fit une démarche au ministère du Commerce pour tenter d'organiser « avec l'aide des pouvoirs publics, un office central de placement gratuit pour les jeunes gens qui eût constitué par l'aide effective et les services qu'il pouvait rendre aux jeunes gens un excellent organe de propagande syndicale au sortir de l'école », *ibid.* p. 82. Dans un deuxième temps et par l'intermédiaire du ministère du Commerce, les Bourses sont saisies du problème. « Le ministère adressa le citoyen Dupin aux camarades Briat et Yvetot avec le concours desquels fut organisée la commission d'éducation syndicale », *ibid.* p.82.

<sup>1</sup> « C'est donc par une tentative d'accord officieux avec les petites A. que nous avons commencé notre campagne de propagande. » (les petites A. sont des associations d'anciens élèves d'écoles communales), *ibid.* p. 82.

<sup>2</sup> « Par ce mode de placement, nous nous efforcerons d'éviter la concurrence, malheureusement trop fréquente que font les apprentis, après quelques années d'atelier, aux ouvriers adultes et chargés de famille... l'un et l'autre étant également aptes à faire un ouvrage, qui ne leur est cependant point payé du même salaire ». *Ibid.* p. 82.

<sup>3</sup> Voici le programme fixé par la commission pour l'année 1902 : « D'abord des conférences... qui comprendraient :

1. historique : les syndicats avant la loi de 1884 ;
2. la loi de 1884 : lectures et commentaires, loi du 22 février 1851 sur l'apprentissage ;
3. le syndicat, tel qu'il est aujourd'hui. Son rôle dans la vie économique de l'ouvrier... ce que serait la classe ouvrière vis-à-vis de la classe patronale si tous les ouvriers étaient syndiqués ;
4. les avantages dont bénéficie un syndiqué : le placement gratuit, la caisse de secours, la caisse de chômage, le viaticum, caisse de retraite, la défense des intérêts vis-à-vis du patron par la solidarité ouvrière ;
5. la grève, sa raison d'être, sa portée, son utilité ;
6. conclusions sur la nécessité pour l'ouvrier de se syndiquer. Et avantages que peuvent tirer les petites A. en prenant part à l'action syndicale des hommes ». *Ibid.* p. 84.

<sup>4</sup> Le secrétaire de la Bourse de Constantine écrit au congrès : « Si les Bourses savaient faire, elles mettraient peu à peu la main sur les ligues d'enseignement, sur les UF etc. (Universités Populaires), sur tout ce qui touche à l'éducation du citoyen ; car tout est là. La société de demain sera ce que nous en ferons. » *Ibid.* p. 84.

## La réglementation

Passant outre les recommandations, pourtant conservatrices de la commission – propagande syndicale <sup>1</sup>, admission des apprentis, à titre de « pupilles du syndicat » <sup>2</sup>, gestion « du quart de la somme de dix mille francs mise par le ministère du Commerce à la disposition de l'Office central de statistique et de placement » <sup>3</sup> – les congressistes s'en tiendront à la revendication du contrôle par l'État de l'apprentissage. Les conclusions, présentées sous la forme de modifications à la loi du 22 février 1851, ne laissent transparaître aucun des problèmes soulevés dans la discussion animée qui suivit le rapport de la commission <sup>4</sup>. Le citoyen Briat de la bourse du travail de Belfort, chargé des conclusions, établit son rapport à partir de deux catégories d'apprentis : ceux dont l'apprentissage sera réglé par contrat ; et ceux qui n'ont pas de contrat. Les premiers devront répondre à certaines conditions mais obtiendront en retour la protection syndicale <sup>5</sup>. Exigeant un contrôle sévère du nombre et de la qualification des apprentis, le congrès préfère s'en remettre à l'action conjuguée des syndicats ouvriers et patronaux, qu'à « l'arbitraire » des conseils des prud'hommes, trop éloignés des problèmes économiques. Tutelle nouvelle que les Bourses s'attribuent en collaboration avec le patronat ; et qui, pour être totale, se charge aussi des enfants qui n'ont pas de contrat d'apprentissage, ces moins de dix-huit ans, vulnérables, incontrôlables ; la bourse de Belfort recommande qu'un minimum d'instruction

<sup>1</sup> a) « par des conférences, brochures, circulaires...

b) par l'organisation de placement gratuit des apprentis dans les meilleures conditions possibles de salaire, d'hygiène de durée du travail quotidien, sans toutefois porter atteinte au travail des adultes ». *Ibid.* p. 85.

<sup>2</sup> « Ils n'auront pas à payer de cotisation mais simplement une indemnité maxima de 25 sous à l'entrée ; ...ils seront autorisés à assister à l'assemblée générale du syndicat à titre consultatif seulement, sans voix délibérative », *Ibid.* p. 85.

<sup>3</sup> « La commission devant avoir, tant pour les conférences en province que pour l'organisation du placement des frais relativement importants et ne disposant jusqu'ici par elle-même d'aucune ressource... ». *Ibid.* p.85.

<sup>4</sup> *Ibid.* p. 85.

<sup>5</sup> Vœux des principes relatifs à l'apprentissage réglé par contrat :

a) liberté de faire des contrats d'apprentissage, mais s'il y a contrat, il doit être écrit ;

b) la surveillance de l'apprentissage est confiée aux conseils des prud'hommes et à défaut à des commissions mixtes composées moitié de patrons et d'ouvriers ;

c) examen théorique et pratique. Certificat d'instruction professionnelle ; les conseils des prud'hommes qui avaient le soin de faire passer les examens doivent s'en décharger au profit des organisations syndicales patronales et des syndicats ouvriers ; les certificats seront délivrés par le conseil des prud'hommes et contresignés par la commission d'examen ;

d) réduction et limitation du nombre d'apprentis. Retrait du droit d'avoir des apprentis par le conseil des prud'hommes défini par les syndicats ouvriers et patronaux ;

e) sanction civile donnée aux commissions mixtes professionnelles, règlementant pour leur profession, l'apprentissage et le nombre de leurs apprentis. *Ibid.* p. 88.

professionnelle leur soit garanti <sup>1</sup>. Effort patent du congrès qui, par l'adoption de ces vœux, se fait législateur dans son domaine.

Partant d'une préoccupation légitime de protéger sa jeunesse, de garantir son statut dans la classe ouvrière et par rapport au patronat, le congrès préfère une réglementation dont il peut être maître, à « l'anarchie » régnante. Ce faisant, voit-il combien de telles réformes enserrant les jeunes dans un carcan inextricable, qui peut être ressenti comme la réplique de la camisole patronale ? Problèmes de fond que le congrès aborde sans perspective. Les besoins nouveaux de l'industrie, les processus de mécanisation accrus nécessitent une main d'œuvre fondamentalement différente de celle qui, seulement vingt ans auparavant, arrivait à subsister. Le « take-off » tardif de l'économie française a maintenu des formes anachroniques dans les rapports sociaux. La persistance de corporations aux volontés contradictoires dans la CGT et la Fédération des Bourses explique en partie les difficultés qu'ont les syndicats à s'adapter aux nouveaux besoins. Sensible au travail sous-qualifié et sous-payé, le congrès d'Alger a décidé de défendre certains acquis, ceux des adultes en l'occurrence, contre les méfaits présumés du changement. Il doit être exigé d'obtenir des conditions d'éducation professionnelle décentes, contrôlées par les syndicats. Mais que celles-ci se heurtent à la « spécialisation » de plus en plus grande qu'impose le machinisme <sup>2</sup>, et le congrès avoue son impuissance. Exacerbation de la lutte des classes dans un sens, mépris des intérêts des apprentis concernés dans l'autre. Des apprentis, on se souciera peu, des transformations profondes que l'apprentissage imprime à la société, on retiendra la loi possible. Il ressort de l'intervention des Bourses dans ce domaine des résultats qui dépassent les effets attendus. Non que les lois sur l'apprentissage se soient du jour au lendemain adoucies, ni que la concurrence ouvrière adulte-jeune ait cessé ; plus modestes, les vœux adoptés par le congrès des Bourses ont cependant révélé la présence d'une couche sociale compacte, embusquée derrière des lois et réglementations peu adaptées à sa situation, à son âge, à ses ambitions. En marge des congrès, comment les jeunes, touchés par de telles mesures, réagissent-ils ? Il n'est pas aisé de le savoir, mais à partir des quelques données existantes, il est possible d'entrevoir leurs réactions.

---

<sup>1</sup> « Le congrès émet le vœu : qu'une instruction professionnelle, en rapport avec l'état choisi et exercé, soit donnée à l'enfant de moins de 18 ans, et qui n'a pas de contrat écrit d'apprentissage, de façon à ce qu'il ne soit pas condamné à être manœuvre. Cette instruction peut être donnée à l'atelier. Elle sera donnée dans des cours et écoles professionnels, si elle ne peut être donnée à l'atelier ou si le patron ne veut pas en accepter la responsabilité. Le degré d'instruction serait constaté par un examen et un certificat. Le certificat affranchira le patron et l'enfant de moins de 18 ans des obligations prescrites par la loi ». *Ibid.* p. 88.

<sup>2</sup> Vœu déposé par Amiens : « Le congrès considérant que ce qui empêche le prolétariat de lutter efficacement pour son émancipation c'est la spécialisation (souligné par l'auteur) qui de plus en plus est la condition de travail où le pousse le machinisme, émet le vœu que les Bourses s'occupent d'une façon active de l'organisation de cours professionnels de façon à augmenter la capacité technique de la classe ouvrière sans laquelle l'organisation syndicale ne pourra donner son maximum de résultats ». *Ibid.* p. 86.

## B – LA DIFFICILE RIPOSTE DES JEUNES OUVRIERS

[Retour au sommaire](#)

La jeunesse ouvrière ne rentre pas forcément dans le strict carcan qu'aussi bien patrons que syndicalistes lui ont dressé. Les uns et les autres ont une conscience vague de ses besoins et de la spécificité de sa position dans la société française. Le processus qui conduit les jeunes travailleurs vers le mouvement ouvrier n'est guère évident. Alors que les patronages cléricaux et autres organismes de sport se disputent son adhésion, un nombre infime de jeunes rejoint les organisations ouvrières. Même dans ces temps privilégiés que sont les grèves, cette élémentaire solidarité de classe a du mal à prévaloir chez les jeunes travailleurs. Les jeunes ouvriers mènent seulement 6 % des grèves nationales recensées, et constituent 16 % des manifestants arrêtés<sup>1</sup>. Dans les cas connus, la jeunesse est un élément moteur qui entraîne les autres dans la grève<sup>2</sup>. Devant la nécessité d'une action commune, les jeunes travailleurs n'hésitent pas à s'engager aux côtés de leurs aînés pour revendiquer. Mais plus souvent, ils se sentent tyrannisés par une triple coalition coercitive (patronat, parents, syndicats). Perçue comme une arme que les adultes se sont forgée, la grève n'est pas leur mode privilégié d'intervention<sup>3</sup>. La grève est envisagée comme l'arme de l'ouvrier qualifié, mâle et adulte. Le jeune y a recours, faute de mieux mais ne considère pas la grève comme son expression.

Pourtant, les jeunes s'illustrent dans certains secteurs par leur agitation et leur propension à la révolte spontanée et immédiate. Ainsi dans le textile, « destructeur des hiérarchies », les rebrousseurs, travailleurs dont l'âge varie entre quatorze et seize ans, déclenchent la plupart des conflits de bonnetiers de Troyes en 1880, 1886, 1888 ; à Reims et Roubaix ils font figure de détonateurs dans les grèves de 1880. Dans les industries où la combativité ouvrière est en pointe, textile mais aussi mines, la révolte est prête à éclater à tout instant<sup>4</sup>. À Montceau et Bézenet en 1878, à Commentry en 1881, les rapports de police désignent les jeunes comme les auteurs de troubles : « les individus arrêtés au

---

<sup>1</sup> M. Perrot, *op. cit.* p. 316.

<sup>2</sup> Se dégageant du point de vue purement statistique, le travail de Michelle Perrot permet de préciser d'avantage la sociologie de ces mouvements. *Ibid.*, pp. 314-316.

<sup>3</sup> Les grèves spécifiques des jeunes « offrent peu d'ampleur (21,8 % grévistes par grève) une durée médiocre (49 jours en moyenne 63 % des conflits durent moins de 3 jours), sont subites (80 %), peu articulées et encore moins organisées ». *Ibid.*, p. 315.

<sup>4</sup> P. Guillaume (1974) raconte la vie de ces jeunes traîneurs dans les mines de la Loire, « particulièrement indociles », et le rôle qu'ils ont joué dans le déclenchement de la grève de St-Etienne en 1846 : « Les trameurs, moins payés que les piqueurs pour un métier fort dangereux, étaient à cause de leur jeunesse, moins soumis que leurs aînés, passés dans des catégories de main-d'œuvre moins défavorisées ».

moment des troubles sont *tous des jeunes gens de 25 ans au plus* qui gagnent les salaires les plus élevés de la mine... et les investigations auxquelles on a pu se livrer jusqu'à présent parmi les mineurs libres, ont fait connaître que ce sont également les plus *jeunes des ouvriers* qui tiennent les propos les plus hostiles, alors que les ouvriers de trente ans et au-dessus, ont suivi le mouvement mais se tiennent cois et à l'écart des turbulents »<sup>1</sup>. Loin d'être un phénomène original, l'agitation débridée de ces gamins prend un relief nouveau avec le développement et l'importance de manufactures où la force, l'agilité, l'adresse, la santé physique valorisent un travail qui ne demande pas d'autre qualification. Fini le respect dû au bon ouvrier, qui a conquis son habileté et le prestige aux yeux du patron au fil des ans. L'usine, laminoir des traditions, fait place au jeune, déraciné, qui vit en logis, s'amuse le soir en ville, et que l'autorité n'impressionne plus outre mesure. Libéré de ses attaches familiales, il découvre l'importance d'un salaire qui l'émancipe du respect dû à l'adulte. Il sera le premier à s'enflammer quand il s'agira de fonder un groupe d'étude ou d'action sociale dans le quartier. Il prendra la tête de coups de mains frondeurs. Disponible, il sera prêt à investir l'effort nécessaire à la constitution des chambres syndicales et Bourses du travail, éléments du maintien de son nouveau statut social. La nature même du mouvement ouvrier, « dépourvu de cadres stabilisateurs, encore largement informel, facilite l'action des jeunes »<sup>2</sup>. Mobiles, les jeunes déplacent leurs assises aussi souvent qu'il le faut, s'installent grâce à la complaisance d'un marchand de vin, s'évanouissent ou disparaissent au premier incident.

Cette lutte de génération, aux aspects anti-autoritaires dans le cas de ces jeunes apprentis se dressant contre un compagnonnage rabougri et conservateur, amène la jeunesse ouvrière à participer aux rituels du mouvement ouvrier, comme la commémoration du premier mai, chômé, mais aussi à se méfier de ce qu'il préconise pour assurer sa protection. Ainsi la jeunesse ouvrière existe bien, mais elle est loin de former un groupe homogène. Même si l'ensemble des législations et des préoccupations du mouvement ouvrier à l'égard de la jeunesse ouvrière contribuent à affermir sa condition, elle garde encore un visage flou<sup>3</sup>. Entre les deux âges limitrophes, l'enfance (jusqu'à douze-treize ans) et l'âge adulte (après vingt et un ans) on parle indifféremment de « jeunes gens », « d'enfants », de « jeunes ouvriers »,

---

<sup>1</sup> Rapport de police, août 1888.

<sup>2</sup> M. Perrot, *op. cit.*, p. 313.

<sup>3</sup> Rolande Trempe (1971), rappelle révolution de la notion d'enfant à partir de 1850. Les deux décrets du 13 mai 1875 et du 31 octobre 1882 et la loi du 2 novembre 1892 retardent à dix-huit ans « le moment où le jeune ouvrier recevait l'autorisation de quitter le jour ». Désormais, ajoute-t-elle « pour la direction, il n'y avait plus d'enfants au fond : à dix-huit ans les jeunes rouleurs n'étaient plus considérés comme tels, sans être pour autant de vrais ouvriers. La SIM aussi bien que la sentence arbitrale de mars 1892 ne reconnaissaient comme « adultes » que les hommes de plus de vingt et un ans et comme « enfants » que les garçons de treize à seize ans. De seize à vingt et un ans, les jeunes gens avaient un statut... qui sera... la source de vives réclamations ». p. 139-141.

parfois de « gamins..., d'adolescents »<sup>1</sup>. En l'absence d'une définition plus clairement revendiquée par les jeunes eux-mêmes, sont-ils condamnés à errer entre cette demi-enfance et l'âge d'homme consacré par le service militaire ? De la première communion à la caserne, le jeune ouvrier subit les brimades de tous les aînés qu'il côtoie : de sa famille qui réclame désormais de lui qu'il soit rentable – s'il n'est pas en meublé, le jeune qui habite encore chez ses parents, leur paie un loyer –, de son patron et de son syndicat qui ne tolèrent pas ses incartades et gamineries ; dans ces conditions, le jeune travailleur mûrit vite et se sent solidaire de ses égaux, compagnons d'infortune. L'émergence d'une thématique propre à la jeunesse prolétarienne et révolutionnaire confirme l'ambition qu'ont les jeunes ouvriers de rejoindre le mouvement plus large de la jeunesse.

Ses refus, difficilement identifiables parce qu'encore peu connus, ne peuvent alimenter une chronique comme telle. Au delà des statistiques et des résolutions de congrès, le portrait de la jeunesse ouvrière reste imprécis. Tantôt brimés par des mesures qui règlementent très étroitement l'accès au métier, par le contrôle de l'apprentissage et des critères d'embauche – les cas de la mine et du textile sont probants<sup>2</sup> – tantôt au contraire encouragés par le protectionnisme qui règne dans certains métiers, à ne prendre ouvrage que dans les secteurs d'activité de leurs parents et même grands-parents, les jeunes ouvriers sont, soit attirés par ces nouveaux secteurs industriels, la métallurgie et la chimie niveleuses, et donc très mobiles, soit placés sous l'autorité d'un père-patron. Curieusement absents des études sur la formation de la classe ouvrière, les jeunes ouvriers constitueraient des sous-ensembles qui épouseraient plus ou moins ceux de la classe ouvrière. Néanmoins, il est permis de croire que les secteurs à forte syndicalisation ne privilégient pas l'apport des jeunes et encore moins leur possible identification ou regroupement. C'est pourquoi on note souvent (Lequin, Treppe, Perrot) la forte mobilité qui caractérise l'emploi des jeunes. Le développement important des secteurs tertiaires dans les villes, draine bon nombre de ces jeunes à la recherche d'un salaire et alimente la portion croissante de la jeunesse, constituée par ces employés, coursiers, hommes à tout faire. Ainsi, sans qu'elle soit proclamée ou même nettement identifiée, la jeunesse ouvrière émerge à la lisière de la classe ouvrière et presque à son insu. C'est en fait la thématique révolutionnaire qui, en proclamant l'idéal élevé de la jeunesse prolétarienne, confirme son existence à la classe ouvrière et révèle au public un mouvement de la jeunesse.

---

<sup>1</sup> M. Perrot, *op. cit.*, pp. 313-314.

<sup>2</sup> Rolande Treppe note que le vieillissement général de la population minière qu'elle étudie est surtout dû à l'arrêt des promotions internes qui frappent les jeunes ouvriers : « Privés de tout espoir d'ascension, confinés à un âge déjà élevé dans des fonctions inférieures, à bas salaires, ils quittent tout simplement la houillère », *Ibid.* p. 144.

## CHAPITRE III

### LA THÉMATIQUE RÉVOLUTIONNAIRE DANS LA PRESSE DES JEUNESSES

[Retour au sommaire](#)

L'écllosion d'un mouvement social se traduit souvent par la publication d'une presse abondante. On se sent pris du désir indicible de s'exprimer publiquement, de faire connaître son point de vue, son analyse de la situation, ses pronostics pour l'avenir. L'apparition du siècle nouveau coïncide avec l'abondance de journaux, quotidiens et hebdomadaires, feuilles, brochures, pamphlets qu'on a, après l'affaire Dreyfus, appelé presse d'opinion. La démocratie, dit-on, s'institue à travers sa presse. Il semble bien que les groupes de jeunesse naissent avec leur presse : ces derniers s'enthousiasment d'emblée pour ce mode de communication. L'extrême pluralisme qui y règne leur ouvre la possibilité de faire leur marque. Une première remarque s'impose : on est frappé en dépouillant les catalogues de la presse périodique de la fréquence du qualificatif jeune dans les titres. La *Jeune République*, la *Jeune Garde*, *Jeune Paris* sont des titres qui reviennent souvent et qui expriment le sentiment diffus qu'ont leurs rédacteurs d'annoncer l'avenir, d'être à l'avant-garde d'un mouvement la plupart du temps esthétique et culturel, ou porteur de renouveau.

Trop disparates et parce que n'ayant pas nécessairement pour objet de s'adresser à la jeunesse, ces journaux, qu'ils soient faits à son intention ou qu'ils s'en réclament tout simplement, n'ont pas été retenus. Seuls les journaux conçus, rédigés, fabriqués et se présentant comme l'organe des jeunes révolutionnaires, ont été analysés. Sur la trentaine de titres retenus, une dizaine seulement ont bénéficié de l'appui des partis socialistes. Ce sont d'ailleurs des journaux qui dureront plus longtemps, les autres étant voués à une rapide disparition. Mais ne nous méprenons pas sur le critère de la durée : l'éphémère est la règle pour tous et la périodicité aléatoire. Leur archivage est d'autant plus compliqué : la plupart des titres repérés ne figurent pas dans les bibliographies, pourtant fort complètes, de la presse périodique établies par la Bibliothèque nationale. Ce qui nous conduit à penser que les titres présentés et analysés ici peuvent au mieux constituer un échantillon, toutefois largement représentatif, de ce qui fut publié par ces jeunes. Reste la question de savoir ce que

représente cette presse, les conditions dans lesquelles elle fut publiée et accueillie ; à quelles nécessités les jeunes répondent-ils en sortant ces journaux, quels moyens sont mis en œuvre pour y aboutir ?

Trois types de publication <sup>1</sup> véhiculent des formes différentes de révolte : la première catégorie, inscrite dans une même tranche chronologique, regroupe souvent les plus connus des journaux, brochures, revues, animés essentiellement par des étudiants ; leur objectif est de répandre le socialisme scientifique car seul il peut donner une issue à la révolte des jeunes. Les « hauteurs de l'idée » sont acheminées au prolétariat par l'intermédiaire de ces revues à prix modique. Dans la seconde catégorie, on retrouve une même préoccupation d'émancipation du prolétariat mais assortie d'objectifs pratiques. Il s'agit d'abattre l'hydre militaire, dernier rempart à l'émancipation prolétarienne. La presse de la jeunesse antimilitariste se veut être le vecteur de ce combat mais aussi le lien qui rend solidaire, unit, reconforte la jeunesse encasernée. La troisième catégorie, enfin ressemble plus à la presse socialiste des aînés puisqu'elle se présente comme l'organe d'un groupe, qui à son tour prétend représenter le mouvement entier <sup>2</sup>. Plus stricte dans sa formulation que le grandiloquent *Socialiste* par exemple, la presse des différents groupes de jeunesse socialiste est leur principal outil de reconnaissance. On distingue trois grands moments d'éclosion de cette presse, autour des années 1895, 1900 et 1908 ; les années 1911 voyant éclore un tout nouveau genre de presse, combinant les trois catégories mentionnées dans la lutte effective contre la guerre. Examinons dans le détail quelques unes de ces publications parce qu'elles caractérisent les principales positions des groupes de jeunesse existants ; et d'abord celles des étudiants qui inaugurent ce genre.

## **A – UNE RÉVOLTE BASÉE SUR DES DONNÉES OBJECTIVES : L'INFLUENCE DES ÉTUDIANTS ET LA DÉFENSE DE LA SCIENCE**

[Retour au sommaire](#)

La promotion de la science suscite une conscience nouvelle de la mission critique et libératrice dont les étudiants se disent porteurs. C'est alors que se développent au Quartier Latin des groupes de jeunes contestataires, dont le plus connu est le groupe des étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes (ESRI), qui trouvent la réforme de l'enseignement supérieur trop bourgeoise, et l'Association générale des étudiants trop réformiste. Ils

---

<sup>1</sup> Ces trois catégories se retrouvent dans les autres parties de cet ouvrage et pour ce qui concerne les journaux étudiants, ils sont replacés dans le contexte de la mobilisation des étudiants dans mon article : « Avoir 20 ans en 1900 », *Le Mouvement social*, n° 120, 1982.

<sup>2</sup> Pour la presse antimilitariste, l'essentiel de l'argumentation sera présenté dans la partie consacrée à ce thème.

entendent donner un autre contenu à la défense de la science : la convergence avec les théories professées par le socialisme scientifique ne tardera pas à s'effectuer. Insistant sur l'indépendance scientifique des universités, les ESRI évoluent vite vers un militantisme socialiste dont le thème de base est de restituer la science au prolétariat, qui seul peut lutter pour l'émancipation humaine. Au-delà des discussions nombreuses qu'un tel programme suscite au sein du milieu étudiant, notons surtout en quoi l'action des ESRI et celle des étudiants socialistes contribuent à donner corps au mouvement de la jeunesse. L'influence de la presse étudiante sur l'organisation des jeunes s'avèrera déterminante. À travers leur journaux, revues, pamphlets se dessine l'orientation politique des jeunes durant les années 1890<sup>1</sup>. Tant par leur action à l'intérieur de la première fédération de jeunesse socialiste que par le mouvement qu'ils animent au Quartier Latin, les étudiants occupent une place symbolique et idéologique de première importance. Ils sont, à bien des égards, la conscience de la jeunesse. Je présenterai ici l'influence de la presse étudiante au cours des années 1890 sur l'organisation et l'orientation de la jeunesse.

## La presse socialiste des étudiants

C'est d'abord aux anarchistes que revient l'initiative de ces innombrables feuilles, revues, journaux, pamphlets ; semer le trouble dans les esprits, révolutionner la pensée, se faire les propagateurs d'idées nouvelles, telles apparaissent leurs ambitions<sup>2</sup>. Un des moyens, privilégiés par les groupes naissants, sera d'exprimer dans de longues déclarations, leurs considérations sur la société ; ce dont se charge *Le Drapeau Rouge*, revue mensuelle, socialiste et révolutionnaire<sup>3</sup>. Sans être l'organe des ESRI, *Le Drapeau Rouge* a des rédacteurs qui en sont des membres connus, et prétendent à la plus large audience : « Le temps n'est plus du mysticisme, de l'idéalisme et de l'art pour l'art, mais à de vigoureuses études naturalistes et sociales ». Acquis à la cause du prolétariat, ces jeunes étudiants ont décidé de propager la science socialiste car c'est la « seule solution fournie à la fois par la justice et par la science au problème social ». Cet unique numéro du *Drapeau Rouge* annonce la série suivante de plusieurs façons. Les étudiants socialistes y font leurs premières armes de journalistes militants ; ils y développent ce qui sera le leitmotiv des revues qui lui succéderont : la justification de leur rôle indispensable aux côtés

---

<sup>1</sup> Yolande Cohen, 1982.

<sup>2</sup> *Le Cri-Cri* de Sceaux qui paraît en 1880 suivi de près par La Jeunesse révolutionnaire en 1882 ouvrent cette ère faste où la jeunesse a son mot à écrire. Rapport de police de 1882, Ba 1489. « Contre la tyrannie, tous les moyens sont légitimes » titre Le Drapeau Rouge de 1885, n° 1, Première année, 24 mai au 6 juin 1885. Quatre numéros paraissent régulièrement durant le seul mois de juin. Il disparaîtra, poursuivi par la police et faute de ressources financières.

<sup>3</sup> Reprenant l'héritage des précédents *Drapeau Rouge*, celui-ci est publié par le trio d'étudiants activistes J.-L. Breton, Léon Thivrier et A. Zevaès en mars 1892, à partir du 22 de la rue des Écoles dans le 5<sup>e</sup>.

du prolétariat. Ils doivent lui démontrer qu'il est trompé, berné par les capitalistes et que son intérêt est d'être socialiste. Les étudiants, parce qu'ils sont dépositaires de la science et de la justice, feront la preuve que la bourgeoisie utilise l'ignorance pour tromper le prolétariat. Dès que ce dernier aura corrigé son interprétation de la société, il s'engagera aussitôt dans la révolution sociale. Cette vision naïve qui fait du quiproquo et du mensonge les facteurs essentiels de l'apathie du prolétariat, nourrit une grande partie des revues étudiantes.

Après *Le Drapeau Rouge*, naissent trois revues qui appartiennent à ce courant « théoricien » du socialisme à la française. Plus sophistiquée, la revue mensuelle *l'Ère Nouvelle* poursuit le projet d'être la tribune de discussion et d'élaboration scientifique du socialisme international. Derrière Georges Diamandy, l'inlassable propagateur du marxisme, un petit groupe d'émigrés roumains à Paris anime la revue qui paraîtra régulièrement de juillet 1893 à décembre 1894. Avec les ESRI, ils développent l'idéologie officieuse du parti ouvrier, seul censé concrétiser la liaison avec le prolétariat. À sa façon, *l'Ère Nouvelle* continue le processus amorcé par *Le Drapeau Rouge*, qui consiste à questionner publiquement les rôles respectifs du prolétariat, du parti et des intellectuels dans l'avènement du socialisme<sup>1</sup>. Dès 1893, les interprétations divergent entre les tenants, majoritaires aux ESRI, du socialisme international (lire anarchiste) et ceux du collectivisme. Les publications nombreuses que les ESRI font paraître aux *Temps Nouveaux* témoignent de l'évolution de cette réflexion<sup>2</sup>. Pour les autres, la discussion se poursuit dans les colonnes de la *Jeunesse Socialiste*. Le fait qu'elle paraisse à Toulouse, à l'initiative de deux étudiants en droit Hubert Lagardelle et Joseph Sarraute atteste néanmoins d'un changement important<sup>3</sup>. « À ce tournant tragique de l'histoire où nous sommes... la jeunesse intellectuelle ne saurait ni ne pourrait rester à l'écart du plus grand mouvement révolutionnaire qui ait bouleversé des sociétés humaines<sup>4</sup> ». Le changement d'appellation de la revue n'est pas fortuit : il correspond à une donnée nouvelle ; la jeunesse, appuyée par le prolétariat doit s'exprimer en son nom pour ouvrir des perspectives d'émancipation, indiquer les voies de l'avenir dont elle est porteuse<sup>5</sup>. Le but de la *Jeunesse Socialiste* est de reprendre la science à la bourgeoisie pour la remettre à sa juste place, au service du prolétariat. Le type de socialisme qui fait la jonction entre justice et

---

<sup>1</sup> Outre la participation des même Thivrier, Breton, Zevaès à *l'Ère Nouvelle*, on trouve dans *Le Drapeau Rouge* les annonces du groupe roumain et sa théorie « critico-sociale ».

<sup>2</sup> Cf. liste des brochures dans la bibliographie, p. 230.

<sup>3</sup> J'en ai fait une analyse circonstanciée dans ma thèse, 1978, pp. 98 à 114 et p. 275.

<sup>4</sup> *Le Socialiste*, du 30 décembre 1894, « Déclaration du groupe des Étudiants socialistes de Toulouse ».

<sup>5</sup> Le groupe d'étudiants socialistes de Toulouse appuie et anime la revue ; si, comme *l'Ère Nouvelle* dont ils se disent les continuateurs, ces étudiants se dotent d'un mensuel du socialisme scientifique, ils changent sensiblement d'orientation. Certes l'allégeance au Parti ouvrier est réaffirmée ; mais elle n'indique plus pour autant ce lien organique qui restreignait quelque peu la liberté de *l'Ère Nouvelle*.

science sera celui pour lequel elle se bat. En ce sens, la *Jeunesse Socialiste* participe déjà à ce mouvement qu'on appelle socialisme indépendant, et qui a fait de Toulouse sa capitale. Pionnière de ce mouvement, la *Jeunesse Socialiste* a ouvert un espace pour d'autres revues du socialisme scientifique : le *Devenir Social* qui débute en avril 1895 relaye à Paris la *Jeunesse Socialiste* de Toulouse. Elle a surtout contribué à placer toute la jeunesse, pas seulement étudiante, comme force sociale, dans l'orbite politique.

*L'Idéal Socialiste* inaugure aussi le journal comme bulletin de liaison des jeunes. Appuyée sur l'activité de nombreux groupes de jeunesses partout en France, cette imitation de la *Jeunesse Socialiste* en synthétise l'expérience. Lancé à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai 1898 *L'Idéal Socialiste* est l'organe mensuel du groupe de jeunesse socialiste révolutionnaire de Toulouse <sup>1</sup>.

Publication qui bénéficie de l'appui du comité socialiste adulte de la ville et des ténors du socialisme en voie d'unification (Vaillant, Sembat, Chauvières, Dubreuilh ...) elle s'assigne un but, celui de l'éducation <sup>2</sup>. La jeunesse, habituée aux hauteurs de l'idée, s'appliquera à « stimuler les intelligences somnolentes des amis artistes ». La renaissance de « l'art industriel » est célébrée ; « d'abord floués, ensuite ignorants, les ouvriers sont maintenant endormis » <sup>3</sup> ; l'intervention de la jeunesse doit rétablir la conscience des ouvriers. Dans le second numéro du 19 mai 1898, la jeunesse s'identifie complètement à l'objectif de construction du grand parti de la classe ouvrière. La solidarité de *L'Idéal Socialiste* envers Jaurès et Guesde, défaits aux élections du 8 mai, s'exprime dans un long éditorial où « la réaction déchaînée » qui jette à flot l'argent pour écraser le socialisme est violemment attaquée. *L'Idéal Socialiste* ne survivra pas ; le journal des jeunes s'éteint après ces deux numéros.

## La thématique révolutionnaire

Mais les jeunesses de Toulouse ne s'arrêtent pas pour autant. Regroupées dans la Fédération des jeunesses socialistes du Midi, elles reprendront la *Jeunesse Socialiste* comme titre de la « revue populaire » qu'elles lancent pour le premier mai 1899.

La nouvelle JS emprunte à ses deux ancêtres une méthode et une équipe ; à la *Jeunesse Socialiste*, le procédé éducatif : « faire connaître aux déshérités de l'instruction les principes fondamentaux de la doctrine socialiste » ; à *L'Idéal Socialiste* son rédacteur E. Albregue, qui deviendra son secrétaire de

---

<sup>1</sup> Spécialement destiné à la jeunesse », le bulletin a pour comité de rédaction des jeunes militants : A. Albregue, L. Duplaissy, M. Pinel, L. Roger, Henri Turot.

<sup>2</sup> *L'Idéal Socialiste*, n° 1, premier mai 1898. Administration : citoyen A. Granger, 9 rue Job ; rédaction : G. Corbière, 20 rue Saint-Félix.

<sup>3</sup> « Décentralisation et fédération », première partie, *Jeunesse Socialiste*, 1, p. 20-25.

rédaction. L'accent est volontairement mis sur la « collaboration étroite des travailleurs du bras et des ouvriers de la pensée ». La composition du comité de rédaction reflète cette préoccupation : un employé de commerce, Jean Lerouge, un cultivateur, Joseph Cazeaux, quatre étudiants, Firmin Verdier, licencié en droit, O. Mallet, licencié ès-sciences, Ciprien Delon, étudiant en médecine et Alphonse Ternère, étudiant en lettres ; enfin trois ouvriers spécialisés, un mécanicien, Rogale, un ébéniste, Germain Astlé et Auguste Granier, vannier. Cette distribution des rôles correspond à la volonté d'unifier des catégories sociales opprimées par un système où « l'ouvrier est exploité, le paysan ruiné, le petit commerçant succombant devant la concentration des capitaux ». Outre cette volonté de dépasser la dichotomie classique, d'une revue faite par des intellectuels pour éduquer le prolétariat – à laquelle elle n'échappe pourtant pas – l'originalité de la revue réside dans le ton des articles et le choix des sujets.

On prétend que « l'émancipation morale » du prolétariat rural passe par la « grève générale agricole » ou même par des « grèves rurales partielles ». Cette analogie avec l'émancipation du prolétariat industriel, bien que schématique, soulève tout de même la question des paysans. Le projet de décentralisation que propose l'étudiant en lettres Alphonse Ternère repose sur une même préoccupation. Contre le dépeuplement des campagnes qu'il constate avec effroi, contre la centralisation uniformisante, il appelle les régions à se ressaisir, à « prendre conscience d'elles-mêmes ». La revendication de l'autonomie régionale apparaît comme le moteur d'une contestation sociale radicale... Cette sensibilité détonne singulièrement dans ce milieu qui se « laisse classer volontiers parmi les socialistes autoritaires ». Éclectique, la *Jeunesse Socialiste* publie l'opinion personnelle d'un des membres du comité de rédaction tandis que les autres semblent plutôt favorables à une autre conception du « socialisme ». Plus orthodoxe et plus académique, l'article d'O. Mallet suit une logique arithmétique inéluctable. Fondé sur les lois naturelles, le socialisme apparaît comme une version améliorée d'une physiocratie adaptée au Midi agricole. Le socialisme est synonyme de bonheur. La vie matérielle et morale, la vie de famille, l'armée seront qualitativement transformées par les progrès de la science économique universelle. Octave Mallet traduit en termes simples sa croyance dans un positivisme émancipateur.

Ces trois contributions ont, parmi les nombreux articles de la revue, le mérite de présenter la vision que leurs auteurs se font du changement social. Cherchant à préciser les effets du changement, le comité de rédaction s'interroge déjà sur leur utilité ou la manière de les combattre.

Fascinée par un socialisme émancipateur dont elle retient la méthode d'une science rationnelle, la *Jeunesse Socialiste* propose au cours des numéros, un mélange qui lui est propre. Une rubrique consacrée aux questions économiques indique la place essentielle qu'occupent les conditions matérielles dans cette vision. Manifestant également sa solidarité avec les partis amis, la *Jeunesse*

*Socialiste* appuie par des vœux Vaillant ou Keufer pour obtenir le repos hebdomadaire, la limitation du nombre d'ouvriers étrangers, la fixation du nombre d'heures de travail et la fixation d'un minimum de salaire <sup>1</sup>. Sensible aux débats locaux, la *Jeunesse Socialiste* se fait l'écho des discussions en cours. Objet de controverses importantes, la verrerie ouvrière d'Albi est présentée comme le modèle de l'entreprise coopérative. Expérience unique qui intègre comme actionnaires les organisations ouvrières, « c'est un moyen sinon un grand pas vers l'émancipation ouvrière ». Certes les fractions socialistes, distinguant le moyen de la fin, montrent leurs réticences devant cette entreprise. Conciliante, la *Jeunesse Socialiste* reconnaît que « si la coopération socialiste n'a pas donné au parti socialiste tout l'appui qu'elle peut lui donner, cela tient à ce que les travailleurs n'ont pas encore compris l'avantage qu'ils peuvent en retirer ». Pour les convaincre de l'intérêt qu'ils ont à ne pas s'y opposer, elle fait référence aux coopératives ouvrières belges, prospères et puissantes, espérant ainsi influencer sur l'orientation du socialisme français qui les a, jusque-là, passablement ignorées.

L'originalité de la *Jeunesse Socialiste* du Midi n'a pas pour seule cause son éloignement du centre parisien. À la croisée d'influences nombreuses, elle s'en détache suffisamment pour affirmer sa personnalité propre.

Ces quelques feuilles, au tirage limité, à la parution volatile, indiquent le rôle que les étudiants ont joué dans la maturation du regroupement de la jeunesse. Lui donnant à la fois sa justification théorique et sa raison d'être, le journal étudiant fut le catalyseur de ces nombreux groupes à Paris comme dans ces grandes villes de province que sont Toulouse, Lyon et Marseille.

Plus encore, les étudiants ralliés au socialisme trouvent dans la jeunesse ouvrière le trait d'union qui forge leur alliance avec la classe ouvrière mais aussi celle qui fournit les troupes nécessaires à leur action. Dès lors, les plus lucides d'entre eux n'auront de cesse qu'ils n'appellent à l'union des jeunes travailleurs du bras et de l'esprit. Les débuts des années 1890 seront propices à de telles épousailles. La presse étudiante a ouvert la voie à celle de la jeunesse.

---

<sup>1</sup> Article signé par Émile Briat, *Jeunesse Socialiste*, 1, p. 19-20, article de Louis Renoux, *JS*, 2, p. 69-74.

## **B – UN SENTIMENT D'INJUSTICE : LA MISÈRE ET LA JEUNE GARDE SOCIALISTE**

### ***La Misère***

[Retour au sommaire](#)

Elle naît du mouvement protestataire particulièrement actif dans les 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements de Paris. Les jeunes de ces deux quartiers ont, bon an mal an, réussi à créer autour d'elles un noyau de militants sensibles à l'injustice, épris de liberté et prêts à tout pour défendre leurs principes. Très liés aux ESRI, ils forment un réseau de secours mutuel mais aussi de propagation d'idées coopératives et libertaires. Ce qui frappe ces militants, c'est le degré de misère répandue dans le monde. À la différence de beaucoup d'autres qu'ils critiquent, ils voient les souffrances des individus mais ils préfèrent s'attaquer aux racines du mal. Ainsi en va-t-il du cas d'A. Dreyfus aussi bien que de la prostitution : « Que nous importe à nous tel ou tel état-major, si l'ignoble armée subsiste toujours »<sup>1</sup>. L'individu Dreyfus est certes à plaindre : « En tant qu'homme, nous le plaignons, coupable ou innocent, parce que c'est un être qui souffre horriblement. Voilà tout », ce qui compte avant tout dans cette affaire c'est qu'elle a permis de révéler « les saloperies de l'état-major. Le faux du colonel Henry a été le coup de grâce du militarisme »<sup>2</sup>. *La Misère* se prononce donc pour l'abolition pure et simple des armées, instruments de haine et de souffrance entre les peuples. De même, le problème de la prostitution est soulevé par M. Biais qui rend compte d'un congrès tenu à Londres sur le sujet. Approuvant l'esprit des résolutions prises par « la Fédération abolitionniste internationale », ardente adversaire d'une réglementation de la prostitution, elle dénonce à son tour la volonté d'embrigadement des individus, qui se cache derrière la morale et la santé publique : « Il n'appartient pas à l'État de reconnaître à la prostitution une sorte de position civile, en l'autorisant et en violant dans certains cas et dans certaines conditions toute liberté individuelle ». Car « l'avalissement suprême que l'État provoque, c'est bien que les uns se vendent aux autres »<sup>3</sup>. La conclusion s'impose d'elle-même : l'État n'a aucune raison d'être. L'objectif de *La Misère* est donc relativement clair : « Si ses jeunes rédacteurs tiennent tant à ce qu'elle reparaisse – après cinq années de léthargie... dues aux persécutions subies, aux poursuites injustifiées et aux procès de tendance – c'est qu'ils ressentent toujours la nécessité de faire crouler notre société où tout est aux oisifs, pour instaurer ensuite la cité libre qui n'aura qu'une devise : amour et harmonie ». En attendant ce jour, le moyen

---

<sup>1</sup> *La Misère*, deuxième année, n° 1, du 29 août au 4 septembre 1898.

<sup>2</sup> *La Misère*, deuxième année, n° 3, lundi 12 septembre 1898.

<sup>3</sup> *La Misère*, deuxième année, n° 1 du 29 août au 4 septembre 1898.

qu'ils choisissent pour y parvenir c'est de rendre « l'armée de la misère plus consciente de ses maux »<sup>1</sup>. « La jeunesse révolutionnaire est trop consciente pour croire aux réformes ; elle combat pour la transformation intégrale de la société, pour une société libre et entière »<sup>2</sup>. Les rubriques du journal seront donc autant de chefs d'accusation contre les plaies sociales infligées aux individus<sup>3</sup>.

Le drame de François Lecloux en est un exemple. « La candidature abstentionniste du camarade F. Lecloux, séquestré arbitrairement dans une des cages de fer de la sûreté de Bicêtre depuis le 5 novembre 1891 » provoque un changement notoire dans la facture du journal. Le format est plus grand, les préoccupations plus univoques, centrées sur l'affaire Lecloux qui occupe la moitié de la place des numéros 7 à 14. Cette affaire d'injustice caractérisée les conduit à dénoncer l'ensemble de la société<sup>4</sup>. Systématiquement, *La Misère* reproduit les échanges de lettres entre les protagonistes qui attestent d'une chose : l'hypocrisie avec laquelle les députés traitent leurs électeurs, les mensonges qu'ils profèrent et surtout l'impuissance dans laquelle ils se retrouvent dès qu'il s'agit d'une intervention concrète. Ainsi malgré les interventions parlementaires et les dénonciations publiques (la liste des quotidiens et grands journaux saisis de l'affaire est impressionnante<sup>5</sup>), « le diktat », de la préfecture de police et du ministère de l'Intérieur est imposé. Les efforts de *La Misère* pour alerter l'opinion publique sur la manière dont la République bafoue les droits de l'homme (La ligue du même nom ne s'étant pas chargée de l'affaire avant décembre 1898<sup>6</sup>), restent vains. Elle ne réussit pas à en faire une autre affaire Dreyfus, bien que de nombreuses similarités aient été soulignées.

<sup>1</sup> *La Misère, ibid.*, article de Marius Kleinhoff, p. 2.

<sup>2</sup> *La Misère, ibid.*

<sup>3</sup> Le Carnet de *La Misère* se fait l'écho de ces innombrables cas de malades, grabataires, infirmes, suicidés, que les hôpitaux de l'Assistance publique abritent et laissent périr. Jusqu'au numéro six, en date du 3 octobre 1898, les articles divers se succèdent sur un même ton, misérabiliste mais enthousiaste. On décompte le nombre des morts durant les 286 guerres qui se sont succédé depuis mille ans, *La Misère, ibid.*, p. 3. On encourage les terrassiers à faire une grève générale contre leurs patrons, *La Misère, ibid.*, p. 3 ; on décrète que le pessimisme est la seule morale révolutionnaire, *La Misère*, n° 4, lundi 19 septembre 1898 et n° 5, du lundi 26 septembre 1898, p. 1 ; on plaint les jeunes employés des bureaux ou magasins qui souffrent plus encore que leurs camarades d'usines, car ils doivent être « toujours en tenue correcte, en habit ». *La Misère*, n° 1, *ibid.*

<sup>4</sup> Même abstentionniste, la participation d'un anarchiste à une campagne électorale est entrevue comme une trahison. Les jeunes cessent de faire paraître leurs convocations dans *La Misère*. Pourtant on sait que les JS des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements se sont, elles aussi, divisées sur la question électorale et qu'une partie d'entre elles ont accepté d'appuyer Lecloux. Où sont-elles ? Elles ne s'expriment plus désormais en leur nom propre dans *La Misère*, pendant quelques numéros ; elles réapparaissent plus tard sous le nom de F. des JSRI, uniquement dans la rubrique « Convocations ».

<sup>5</sup> *La Misère*, n° 12, du 3 au 10 décembre 1898.

<sup>6</sup> *La Misère*, n° 14, du 10 et 17 décembre 1898.

En cette toute fin de siècle une seule affaire Dreyfus suffit ; les anarchistes rappellent du moins dans *La Misère* que cette affaire est loin d'être unique ; s'ils sont dreyfusards, c'est parce qu'ils sont conscients de la duplicité du régime en place qui autorise de tels abus de pouvoir. Refusant de se cantonner dans un registre étroitement politique qu'elle dédaigne, *La Misère* s'est voulue et a été l'écho d'un groupe de jeunesse épris de justice absolue ; elle avance aussi des « solutions » originales à des problèmes ponctuels. Mêlée au mouvement d'action sociale qui regroupe dans les 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements une communauté de citoyens vigilants, les jeunes gens qui l'animent ont leur cheminement propre. Ils font de *La Misère* un support de leur action et de leur propagande, et impriment au journal un ton aux accents généreusement utopistes <sup>1</sup>. Les solutions qu'ils inventent sont à la mesure de ce qu'ils peuvent imaginer.

### ***La Jeune Garde Socialiste***

Elle ressemble à s'y méprendre à la défunte *Misère*. Les jeunes du 14<sup>e</sup>, parce que divisées tiennent chacune à publier le journal de la jeunesse. Les plus « radicales » se retrouvaient dans *La Misère* ; puis dans *Le Cri* ; les plus « modérées » se mettent d'accord, Louis César en tête, pour confectionner avec la Fédération des JS de France un journal des jeunes sans distinction d'écoles, *La Jeune Garde Socialiste* <sup>2</sup>. Des membres de la Fédération y signent plusieurs articles et « Notre enquête sur le militarisme » y développe le point de vue des jeunes <sup>3</sup>. Un meeting à l'Alcazar d'Italie, au sujet évocateur « Frocards et soudards », est tenu au bénéfice du journal. Malheureusement, la salle est loin d'être, pleine et l'objectif qui était de ramasser de l'argent n'est pas atteint. L'opportunité de faire paraître un second numéro se pose alors <sup>4</sup>. Il paraîtra néanmoins. Affichant une volonté unitaire, un discours antimilitariste et la nécessité du recrutement et de l'éducation de la jeunesse, la JSI du 14<sup>e</sup> tente un

---

<sup>1</sup> Le conflit de génération mais aussi « la grève d'amour » dont Lucien Perrin mentionne les potentialités, tels sont les sujets qui préoccupent ces jeunes, *La Misère*, n° 11, 14 novembre 1898.

<sup>2</sup> Une liste de souscription est ouverte à la *Petite République* ; le secrétariat du journal d'abord au 35, rue Pastourelle se déplace ensuite au siège de la Fédération 11, rue Valette. Ce départ traduit la difficulté du groupe à choisir laquelle des trois fédérations de jeunesse peut abriter le journal de toutes les jeunes. *Petite République*, des 7 janvier et 29 avril 1899.

<sup>3</sup> Il obtient alors l'aide toujours précieuse de Jean Allemane et de son Imprimerie Ouvrière et celle de Urbain Gohier ; il parvient ainsi, avec une mise de fond initiale de 7 F, à publier un premier numéro en mai 1899. C'est par un Rapport de Police que nous connaissons l'existence et le contenu de ce numéro, par ailleurs introuvable. Rapport de Police, du 6 juin 1899, Ba 1489.

<sup>4</sup> Rapport de Police, du 6 juin 1899, Ba 1489.

ultime redressement <sup>1</sup>. S'étant déclarée hostile aux partis socialistes malgré ses appels à l'unité socialiste, à la solidarité internationale, elle insiste alors sur l'antimilitarisme et l'éducation comme étant les idéaux de la jeunesse.

À l'instar de *La Misère*, *La Jeune Garde Socialiste* aborde les thèmes de l'actualité justifiant la révolte des jeunes : l'affaire Dreyfus, la prostitution, la lutte contre l'armée et ses méfaits, les plaies sociales <sup>2</sup>.

Parce qu'un journal ne fait de bonne propagande que lorsqu'il est lu, particulièrement par ceux qui ne partagent pas ses idées, « il s'adresse à tous, et en particulier à tous les amis de l'atelier, du bureau, des champs ou du plaisir ». La *JGS* ne fera pas de discrimination d'opinion, de classe ou de race...

« Accusée d'abriter des jeunes gens tout frais débarqués d'Allemagne pour venir désorganiser l'armée française, d'arracher à l'Église charitable ses croyants », la *JGS* ne manque pas d'occasions pour déclarer son attachement à l'émancipation du prolétariat international. Pour elle, l'affaire Dreyfus comme les « bagnes capitalistes », comme « la révolte du peuple espagnol » sont autant de faits qui prouvent la nécessité de la libération. « Sachez donc, farouches nationalistes, que si nous sommes dreyfusards, c'est que nous n'avons pas voulu nous laisser enlever le peu de liberté que nous avons » déclare Auguste Villet. Il tient à faire cette explication dans son article intitulé « Dreyfusard », pour lever toutes les ambiguïtés. L'accusait-on d'avoir inconsidérément pris parti ? Il semble bien que la *JGS* doive justifier son soutien au capitaine Dreyfus. C'est au nom de la liberté qu'ils le font, de même que c'est au nom de la justice qu'ils décrivent les conditions de travail de leurs concitoyens <sup>3</sup>.

Le problème, tel qu'entrevu par les rédacteurs de la *JGS* est simple. L'injustice règne partout. La liberté est certes un idéal à atteindre mais sans la conscience de l'oppression, elle est une utopie. « Nous devons remercier le siècle nouveau de nous avoir apporté non pas la liberté, mais l'instruction,

---

<sup>1</sup> Fruit d'une scission dans la JSI du 14<sup>e</sup>, *La Jeune Garde Socialiste* est certes imprimée et tirée à 1 000 exemplaires par l'imprimerie de J. Allemane mais n'a pas l'appui des JS allemanistes. J.M. Machin de la coalition des JRI qui, avec Giardino, s'était agité pour lancer un journal de jeunes refuse finalement de s'associer à la rédaction de *La Jeune Garde Socialiste*. Pour lui « l'Union matérielle des jeunesses » est essentielle mais n'est pas encore réalisable. Donc point d'union entre les jeunesses et plutôt un sectarisme de fait à *La Jeune Garde Socialiste*.

<sup>2</sup> *La Jeune Garde Socialiste*, première année, n° 2, unique numéro que j'ai retrouvé, Ba 1489.

<sup>3</sup> Aussi, ils plaignent ces « jeunes jouvencelles » que cet ignoble Pigelet, patron de l'imprimerie du même nom, emploie pour la moitié du salaire des jeunes hommes (les privant ainsi d'un emploi) ; ils se solidarisent avec celles qui sont obligées de se prostituer en plus, car « cette brute de patron les y force. Mais peuvent-elles faire autrement ? » L'auteur, un certain Urbain Bechamor se demande en conclusion pourquoi elles ne se révoltent pas.

point principal qui nous aidera à faire aboutir nos revendications ». L'éducation permet la conscience donc la liberté. Mais ce n'est pas n'importe quelle conscience pour n'importe quelle liberté : « Nous, jeunes révoltés qui comprenons les souffrances du prolétariat, nous nous jetons dans la lutte pour son affranchissement, car nous ne sommes pas sur terre pour servir de bêtes de somme aux exploiters, nous y sommes pour aimer et être aimés, c'est-à-dire pour soulager les misères et être soulagés des nôtres ». Ce plaidoyer aux accents humanistes et chrétiens nous fait comprendre comment ces jeunes entrevoient leur rôle dans la société – inéluctablement aux côtés de ceux qui souffrent donc aux côtés du prolétariat – mais il montre surtout comment cette existence peut changer. Elle ne sera allégée de son cortège de misères et de souffrances que par l'instruction et l'éducation. Seulement alors ils pourront tous se révolter, parce convaincus et conscients de leur état. Jeunes, ils participent au mouvement global de la société française qui vise à faire de l'instruction le premier pas de l'apprentissage de la liberté pour la démocratie ; pour eux liberté veut dire affranchissement par et pour le prolétariat.

Le type de rapport qu'ils veulent établir avec le prolétariat n'a rien d'organique pour reprendre le terme de Gramsci. La révolte de la jeunesse, qui s'exprime essentiellement par son antimilitarisme, doit ouvrir la voie au cortège des exploités, les prolétaires<sup>1</sup>. L'idée que les jeunes pourraient mener seuls cette bataille ne les a jamais effleurés. Bien qu'ils se disent indépendants ou anarchistes, ils méprisent les solutions individuelles et préfèrent avoir partie liée avec le prolétariat. L'arrêt brutal de leur publication atteste qu'ils ont cherché plus qu'ils n'ont trouvé l'écho désiré.

Ces deux feuilles sont assez typiques des journaux publiés par les jeunes durant cette période. Elles traduisent bien cet état d'exaltation dans lequel la jeunesse militante se retrouve. Il n'est pas étonnant, dans ce contexte, de la voir reprendre les thèmes anarchisants de la révolte, en vogue alors, mais aussi plus proches de ses états d'âme. Cette combinaison d'idées et de pulsions aboutira à une expression concentrée de la révolte de la jeunesse : l'antimilitarisme.

---

<sup>1</sup> La *JGS*, qui est appuyée par de nombreux groupes affiliés au PSR, veut promouvoir et défendre l'autonomie de ces groupes. Si elle se fait l'écho des souffrances du prolétariat, c'est avant tout pour « l'aider à s'affranchir ». Il s'agit des JS des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup> arrondissements de Paris, de Malakoff, de Saint-Denis et Saint-Ouen. *La Jeune Garde Socialiste*, juin 1899.

## C – LES REFUS DE L'ARMÉE

[Retour au sommaire](#)

Deux journaux sont typiques de ce mouvement. Brûlot éphémère *Le Drapeau Rouge* naît à la faveur d'une grève à Montceau-les-Mines ; d'envergure nationale, le régional *Pioupiou de l'Yonne* marque son époque.

### *Le Drapeau Rouge*

La parution du *Drapeau Rouge* est due, de façon non équivoque à l'importante poussée militante qui saisit « le peuple travailleur » après la grève de Montceau-les-Mines<sup>1</sup>. Pressentis comme les initiateurs de cette grève « ratée », les jeunes porteraient le poids d'une manipulation tant anarchiste que patronale<sup>2</sup>. Il est intéressant « examiner plus attentivement ce cas, parce qu'il relève d'une analyse qu'on retrouve fréquemment.

Les jeunes, irresponsables dit-on, s'engagent trop vite dans une action dont ils ne mesurent pas toujours l'ampleur. Il y a donc de grandes chances qu'ils soient ou manipulés ou bloqués par les structures de l'organisation adulte<sup>3</sup>. Pourtant à lire *Le Réveil Creusotin* puis *Le Réveil de Saône et Loire* et *Le Drapeau Rouge*, on a la nette impression que ces jeunes, loin d'être un ramassis composite d'individus sans attaches, tirent leur énergie et construisent leurs forces du mouvement plus global de la jeunesse. Dès le 11 mars 1900, date de parution du premier numéro du *Réveil Creusotin*, jusqu'au dernier numéro du *Drapeau Rouge*, la persistance de l'agitation faite par les jeunes est étonnante. Cette détermination à vouloir mener, en tant que jeunes, le combat du prolétariat atteste d'un profil non équivoque commun aux jeunes en 1900 : faire du combat antimilitariste le fer de lance de la solidarité de classe. Se présentant comme l'organe de la Fédération des groupes de JSR du Sud-Est, *Le Drapeau Rouge* fait appel dès son premier numéro daté du 14 juillet 1901, à

---

<sup>1</sup> Comme le soulignent les participants au colloque du Creusot, consacré à l'étude de ce mouvement, surtout Ponsot (1977) dont la réflexion est axée sur le cas de Montceau-les-Mines, les grandes grèves qui éclatent dans les mines et la métallurgie sont d'abord spontanées et portent sur les libertés réelles d'association, de réunion, etc. L'organisation prolétarienne naît des grèves et agit aussitôt comme un frein à l'évolution de la grève. *Le Mouvement Socialiste*, « Organisation et action dans les mouvements ouvriers », p. 11-22 et p. 15.

<sup>2</sup> Attribuant le retard de la grève en 1901 à « l'irresponsabilité des anarchistes et à la provocation de la compagnie », M. Louis soulève le problème de l'intervention des jeunes. Intervention de M. Louis, *ibid.*, p. 19.

<sup>3</sup> Comme le dit Michelle Perrot : « Dans la mine, le dynamisme des jeunes – herscheurs ou rouleurs – se heurte à la forte structure hiérarchique d'un milieu qui valorise l'homme dans la force de l'âge : le piqueur, roi du fond, père de famille, est le chef naturel des ouvriers. » « Le militant face à la grève dans la mine et la métallurgie au XIX<sup>e</sup> siècle, *ibid.*, p. 78.

la collaboration active des ouvriers mineurs et métallos du Creusot et de Montceau-les-Mines. En se faisant l'écho de délégués mineurs connus, Escalier à Saint-Etienne, Merzet et Meulien à Montceau, *Le Drapeau Rouge* entend consolider ses liens avec les ouvriers mais aussi leur démontrer l'utilité des groupes de jeunesse. *Le Drapeau Rouge* justifie ainsi « la naissance spontanément simultanée de nombreux groupes de JSR qui surgissent de toutes parts, précieuses autant qu'éclatantes indications du désir d'éducation sociale qui travaille enfin la classe des travailleurs »<sup>1</sup>. Les JSR entendent instaurer cette étroite collaboration en « combattant avec énergie toutes compromissions passées ou futures du parti socialiste avec la classe des exploiters de toutes étiquettes ».

Se faisant l'écho des débats qui secouent le parti socialiste, ils ouvrent leurs colonnes aussi bien à Édouard Vaillant qui les rassure sur la crise dans le PS – c'est une force et pas une faiblesse<sup>2</sup> –, qu'à Lagardelle qui s'associe à leur haine du ministérialisme. Bien vite fatigués d'entendre les mêmes arguments, les rédacteurs du *Drapeau Rouge* diversifient les articles et font place de plus en plus à ce qui peut forger l'esprit de classe de leurs camarades. La série « de Trust en Trust » de Ferdinand Faure raconte les méfaits de la loi d'airain du capitalisme qui rejette sans relâche dans « le prolétariat, des vaincus par d'insolents et rapaces vainqueurs ». Les jeunes qui en font partie doivent alors se regrouper et faire front. Ils sont convoqués régulièrement à des réunions dans toutes les villes du Sud-Est et du Sud-Ouest où sont constitués des JSR. Ils sont surtout conviés à se révolter contre toute forme d'autorité.

Mais ce qui se dégage de la lecture du journal, c'est un sentiment commun aux jeunes, une révolte qui devient une stratégie.

Éprise de justice, la jeunesse décide de s'en faire l'avocate zélée. Elle réalise par là-même la jonction entre les victimes de l'injustice, les ouvriers, les femmes, les jeunes, imaginant un front des opprimés contre les nantis. Cette perception des antagonismes leur permet de se situer dans l'arène politique de façon particulière. Pour eux, les ennemis sont aussi ces arrivistes socialistes qui « pourrissent dans les milieux ministériels » et permettent à la troupe de frapper les grévistes. *Le Drapeau Rouge* sera l'écho du refus du conformisme tant bourgeois que socialiste. Il justifie par de longues tirades les raisons pour lesquelles les jeunes ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Leur dernier avatar avec les arrivistes socialistes les pousse à démissionner de la Fédération de la Seine : « Exposés aux coups de la politique gouvernementale, nous ne

---

<sup>1</sup> *Le Drapeau Rouge*, n° 1, du 14 juillet 1901.

<sup>2</sup> *Le Drapeau Rouge*, première année, n° 2, premier août 1901, articles « Le Devoir » et « Ministérialisme et socialisme », p. 1.

voulons pas l'être à ceux des socialistes »<sup>1</sup>. L'argument qui est ici apporté est neuf ; parce qu'elle est jeune, la jeunesse ne peut être corrompue.

Tout au long des treize numéros du *Drapeau Rouge*, dont la parution cesse avec le numéro d'octobre-novembre 1901, les jeunes évoluent rapidement d'une contestation amicale des adultes socialistes vers une rupture nette et définitive. Même s'il est probable qu'ils étaient dès le départ séduits par une certaine vision libertaire, il n'en demeure pas moins vrai qu'une évolution a lieu, portée par des événements qui mettent en scène l'armée contre les ouvriers. Ils perçoivent l'importance des mots d'ordre antimilitaristes mais comprennent vite qu'ils sont inopérants, s'ils ne sont pas relayés par un « militantisme » effectif. Ils se doivent d'être ces militants parce qu'ils se pensent seuls capables de mener à bien cette lutte, en dehors de toute interférence partisane et indépendamment d'elle. Peut-on alors dire qu'ils ont été manipulés et que leur jeunesse les y prédestinait ? Ils ont plutôt fait leur expérience dans les partis, et leur volonté d'en sortir s'est exprimée par leur action dans cette grève. Ont-ils contribué à la radicalisation des positions des mineurs du Creusot ? Quelle place tiennent-ils dans l'orientation anarcho-syndicaliste de Saint-Etienne ? Les convergences sont certainement nombreuses ; il suffit de constater que l'expérience de la grève des mineurs et sa répression les ont conduits à identifier l'institution militaire comme leur terrain de lutte privilégié ; ils ont ainsi prouvé aux adultes la nécessité d'un mouvement de la jeunesse ouvrière<sup>2</sup>.

Journal d'une action (la grève) et d'un moment (ces années fastes pour la jeunesse socialiste), *Le Drapeau Rouge* indique l'engouement des jeunes pour l'engagement politique. Il traduit bien leur façon de concevoir l'action et d'envisager l'avenir : ponctuelle et instantanée, leur intervention dure autant que dure la grève. Réfractaire à tout mode d'organisation durable, le journal exprime les ambitions émancipatrices dont il charge la jeunesse. En dehors de l'action même, seul le journal des jeunes peut se faire le véhicule d'une telle proposition. C'est pourquoi, n'ayant plus de raison d'être après la grève, il disparaît. On découvre ici les raisons de la précarité de l'organisation des jeunes et surtout pourquoi leurs publications sont tellement éphémères.

---

<sup>1</sup> *Le Drapeau Rouge*, n° 4, du 15-22 août 1901.

<sup>2</sup> Dans ce département de Saône et Loire, nouvellement acquis aux organisations ouvrières – le PS de F, avec ses 122 cartes délivrées en 1904, reste ultra minoritaire – la tendance au spontanéisme demeure un terrain fertile pour l'éclosion des jeunes et alimentée par elles. L'hebdomadaire de toutes les jeunes y a grandement contribué.

## ***Le Pioupiou de l'Yonne, flambeau de l'antimilitarisme des jeunesses***

Aux confluents de ces versions, anciennes et modernes du militantisme socialiste, se trouve *Le Pioupiou de l'Yonne*, actualisation populaire de l'antimilitarisme. Journal des jeunes pour les jeunes, il s'adresse « à ceux qui vont partir au régiment »<sup>1</sup> et fonctionne dès le début comme un lieu de rencontre départemental qui devient très vite le symbole national du regroupement des conscrits. La Fédération socialiste de l'Yonne et les JS de Sens d'abord puis d'Auxerre<sup>2</sup>, en sont les principaux acteurs.

Le journal, publié avec l'assentiment et l'appui moral des adultes du parti, traduit une détermination double : l'antimilitarisme, en sera le principe et l'organisation indépendante de la jeunesse, le moteur. Restent à définir les rapports qui l'uniront au parti. Peu problématiques encore, ces liens étroits seront officiellement établis au premier congrès des JS de Sens et d'Auxerre. Là, les JS décident d'éditer un journal antimilitariste ; *Le Pioupiou de l'Yonne* sera distribué entre l'époque du tirage au sort et celle de la révision : « Une commission administrative et une commission de rédaction de cinq membres chacune sont nommées par acclamation »<sup>3</sup>. La coopération entre jeunes et adultes, souhaitée de part et d'autre, permettra l'harmonieux développement des jeunesses que la vie rurale de la région favorise. L'entente est scellée : le parti approuve l'idée d'un Conscrit du département appelé pour s'en distinguer, *Le Pioupiou de l'Yonne*.

Le premier numéro paraît en février 1901<sup>4</sup> et acquiert une célébrité inespérée grâce aux bons soins d'une police et d'une justice vigilantes. Immédiatement traduit en Cour d'assises, le *Pioupiou* jouira d'une publicité nationale peu commune. Pourtant le contenu n'est pas plus corrosif que ce qui fut dit et écrit précédemment à propos de l'armée. Mais en 1901, les autorités ont décidé d'agir : trois années d'intense agitation antimilitariste ont dirigé l'attention du gouvernement sur les jeunes ; et en sévissant dès la parution du premier numéro, ce dernier pense mettre un terme à cette explosion.

Au nom de la nation, attaquée dans ce qu'elle a de plus précieux, l'armée, la République frappera donc. Pensant trouver peu de répondant, – qui se soucie du *Pioupiou de l'Yonne* ? – elle veut surtout, par l'exemple, enrayer un mécanisme. Le moment et l'objet furent mal choisis : la punition déclenche

---

<sup>1</sup> En-tête du n° 2, première année.

<sup>2</sup> *Le Travailleur Socialiste de l'Yonne*, n° 3, du 14 avril 1900.

<sup>3</sup> *Le Travailleur Socialiste de l'Yonne*, n° 16, du 22 septembre 1900.

<sup>4</sup> *La Petite République*, du samedi 14 avril 1900.

l'indignation. La Fédération socialiste autonome de l'Yonne, se saisissant de cette occasion inespérée de se manifester, appuie sans condition les jeunesses ; pour ne pas les laisser dans un isolement qui aurait pu leur être fatal à cette étape de leur démarche, elle leur offre une tribune dans *Le Travailleur Socialiste* : « Le *Piouiou* en Cour d'assises » ; « en attendant nous servirons chaque semaine par tranches, à nos lecteurs les ordures du *Piouiou*, sauf, naturellement celles qui tombent sous le coup des justes lois »<sup>1</sup>. La Fédération des groupes de jeunesse de France, adhérente au PSR, vole aussi au secours du *Piouiou*, apportant ainsi l'aide précieuse du *Conscrit* : « La Fédération envoie son salut fraternel et ses vives félicitations aux organisateurs du *Piouiou*, poursuivi par les tartuffes de la défense républicaine »<sup>2</sup>...

Fortes de ces appuis, les JS de l'Yonne, plus antimilitaristes que jamais, publient un second *Piouiou* en octobre, devenu l'organe semestriel des JS du département<sup>3</sup>. On y lit les informations les plus diverses, sur les cas de désertion, individuelles et collectives.

Les effets d'une si radicale contestation de l'armée ne se font pas attendre. Le deuxième numéro du *Piouiou* est également traduit en Cour d'assises : « Ce qu'il veut, le gouvernement, c'est décourager nos amis... enrayer le mouvement antimilitariste... en la personne de ses meilleurs militants, nous faire taire. Nous voulons parler »<sup>4</sup>. G. Thomas, C. Lancelin, A. Monneret devront répondre devant la justice de leurs propos.

Cette seconde inculpation ne fait que renforcer la détermination des jeunes, unis aux adultes, à persévérer dans cette voie. Convaincus d'avoir atteint une cible, les JS font paraître le troisième numéro du *Piouiou* ; les souscriptions sont ouvertes au *Travailleur Socialiste*, toujours solidaire. Il fera la preuve, en sa deuxième année d'existence, que les « défenseurs de l'ordre ne supportent pas la seule idée d'une jeunesse contestataire et moins encore de voir des jeunes organiser leur propre propagande et réussir »<sup>5</sup>. Reprenant les dix articles incriminés<sup>6</sup>, la rédaction démontre aux lecteurs la « sottise du

<sup>1</sup> *L'Encyclopédie Socialiste* mentionne sa parution en 1900. Mais il ne semble pas que ce soit le cas puisque la série que nous avons consultée commence au numéro 1 et est datée de février 1901.

<sup>2</sup> *Le Travailleur Socialiste de l'Yonne*, n° 56, du 20 avril 1901.

<sup>3</sup> Cette décision fut prise au deuxième congrès des JS de l'Yonne, qui a eu lieu en septembre 1901 mais dont nous n'avons aucun compte rendu. *Le Travailleur Socialiste de l'Yonne*, n° 76, du 7 septembre 1901.

<sup>4</sup> La JS de l'Yonne, *le Travailleur Socialiste de l'Yonne*, n° 94, du 11 janvier 1901.

<sup>5</sup> *Le Piouiou de l'Yonne*, deuxième année, n° 3, p. 1.

<sup>6</sup> « Aux mères, aux pères, aux conscrits, femmes du peuple » signé des J. de l'Yonne ; « Légende pour les conscrits » de P. Amans avait déjà été publié dans *Le Libertaire* : « le peuple de Lénine » ; le poème « Désespoir » de Lepic-Rousseau ; « Aux conscrits » signé du Sans-Patrie, Hervé ; « À Biribi » signé de l'Échappé de Biribi ; un poème « Les Dix commandements du soldat » par Un Libéré ; « But de la caserne » signé F.S. (Un ancien du

procureur », que le jury confirme en acquittant le 13 novembre G. Hervé, Lepic-Rousseau, Thomas et Monneret, représentants du *Piouiou*. Cette victoire spectaculaire des jeunes les conforte dans leur entreprise. Le même « Sans-Patrie » continue de signer des articles où il convie les conscrits à brûler « toutes les ordures et tout le fumier de la caserne »<sup>1</sup>. Les envolées lyriques contre la caserne s'étalent à pleines pages sous forme d'un feuilleton tiré du roman de Léon Riator, *Les joyeux artilleurs*, de gravures et dessins humoristiques originaux, raillant l'armée. L'aspect ascétique et moralisateur a presque disparu pour laisser la place à un ton léger, presque frivole, où la moquerie et la dérision remportent. Le *Piouiou* est devenu l'organe trimestriel des jeunesses du département et il lui faut prendre un rythme de croisière<sup>2</sup>. La propagande antimilitariste se diversifie ; les expériences et histoires vécues des conscrits sont racontées dans les colonnes du journal avec candeur, emportement, fanatisme. L'ironie y a pris la place du sinistre réalisme des numéros précédents. Les querelles de groupes et de parti n'ont guère droit de cité au *Piouiou*. Les JS de l'Yonne, consciemment ou pas, refusent de faire du *Piouiou* l'organe d'une secte, pas même la leur. Il y a tout lieu de croire que cette sage décision qui vaut au journal sa relative longue vie, est le fruit d'une expérience dûment éprouvée. Elles ont longuement réfléchi sur l'expérience parisienne qu'elles ne veulent pas répéter. Car les jeunesses parisiennes auraient bien aimé fusionner avec le *Piouiou*<sup>3</sup>.

L'antimilitarisme, atout majeur des jeunes pour polariser et organiser leur autonomie, sera le lien qui les rassemblera dans leur révolte. Retranchés sur ce qu'ils considèrent comme leur plus solide terrain, les groupes font de nécessité, vertu et développent une propagande antimilitariste plus globale, laquelle devient la clé de l'affranchissement social : « Nous voulons supprimer le désordre au milieu duquel les hommes se disputent le morceau de pain quotidien... Le *Piouiou* est spécialement antimilitariste mais il n'est qu'une des cent mille haches que le peuple lance à toutes volées pour saper la baraque nauséabonde de la société bourgeoise, dont chaque poutre, chaque travée, chaque pilier, portent inscrites en lettres de boue et de sang : mensonge,

---

46) ; « À ceux qui vont partir » de A. Monneret ; « Conscrit : À bas le régiment » non signé. *Ibid.*, pp. 1 et 2.

<sup>1</sup> « L'anniversaire de Wagram », *ibid.*, p. 3-4.

<sup>2</sup> J. Leloup a remplacé pour ce numéro G. Thomas comme gérant et c'est à l'Imprimerie Ouvrière d'Oyonnax (Ain) plutôt qu'à l'Imprimerie Jacquin de Poligny qu'il paraît. L'inculpation de Thomas justifie ce remaniement temporaire puisque le numéro quatre, publié en novembre 1902 l'accueille à nouveau.

<sup>3</sup> L'idée d'unifier le *Conscrit* et le *Piouiou* a fait son chemin jusqu'au moment où les dissensions éclatent. Un « revenant » raconte l'histoire de cet épisode : « Lorsqu'avec Lepic, nous fondâmes la JS d'Auxerre... nous pensions que les jeunes, ayant pour objectif principal l'antimilitarisme, tous révolutionnaires par tempérament, n'avaient pas de raison sérieuse de rester sinon désunis, mais isolés... Provincial novice, j'avais compté sans la mauvaise volonté des meneurs parisiens ». *Le Travailleur Socialiste de l'Yonne*, n° 111, du 10 mai 1902.

cléricalisme, meurtre, militarisme, vol, prostitution »<sup>1</sup>. Vecteur de la transformation sociale, le *Piouiou* sera ouvert à toutes les formes de contestation de la société. Les jeunes devront « protester contre ce qui les opprime et ce qui les broie ! C'est à vous, jeunes, de faire entendre votre cri de réprobation, contre cette monstruosité humaine, contre la guerre »<sup>2</sup>. À côté de cet aspect radical et souvent dénoncé comme « libertaire », une analyse plus nuancée du régime politique est aussi présente. L'attachement du *Piouiou* à la République est rappelée : « Les conscrits de l'Yonne savent tous que le régime actuel vaut mieux que tous ceux qui l'ont précédé, ils savent aussi que malgré les progrès réalisés, la République est encore loin d'avoir tenu toutes ses promesses »<sup>3</sup>. Ils utiliseront les lois républicaines pour obtenir un second acquittement du *Piouiou*.

Mais le numéro cinq passera outre les conseils de prudence. Privé du support publicitaire que la comparution en Cour d'assises lui avait conféré, il multiplie ses provocations outrancières ; toutefois ce numéro est tout juste passible de la simple police et de quarante sous d'amende : « Camarades, conscrits, nous n'avons pas vraiment de chance ! Le général ministre ne daigne plus nous entendre... ! »<sup>4</sup> Les articles appelant les conscrits à faire la « Guerre à la guerre ! »<sup>5</sup>, se multiplient ; on leur demande même de refuser d'obéir, si c'est contre les travailleurs qu'il faut tirer car « l'obéissance au crime est un crime contre nature »<sup>6</sup>.

D'abord au nom de la conscience individuelle, les bases de la contestation antimilitariste deviennent ensuite objectives. C'est ce qu'Honorio des JS blanquistes exprime dans un article intitulé « Où est l'ennemi ? »<sup>7</sup> Il déplore que le *Piouiou* fasse naître des « espérances enfantines » chez les soldats en ne s'attaquant qu'aux effets du mal : « Nos lamentations, nos indignations, nos colères les mieux justifiées ne serviront à rien, si nous sommes incapables de remonter la chaîne des causes et des effets jusqu'à ce que nous tenions la racine du mal »<sup>8</sup>. Il se déclare partisan d'une dénonciation des institutions, « de l'ordre qui nous régit » et non des hommes, « militaires, capitalistes, politiciens, qui se sont trouvés investis d'une fonction barbare ».

Ce qui importe, ce n'est pas « le superficiel et le transitoire », mais « l'avènement de la République sociale ». La polémique est ouverte. G. Loublé, dans sa réponse aux camarades des jeunesses du PSR « qui pensent

<sup>1</sup> *Le Piouiou de l'Yonne*, deuxième année, n° 4, p. 1.

<sup>2</sup> Article signé de Ad. D., *ibid.*, p. 2.

<sup>3</sup> *Le Piouiou de l'Yonne*, deuxième année, n° 4, p. 1.

<sup>4</sup> « Jeunesses de l'Yonne », *Le Piouiou de l'Yonne*, troisième année, n° 5, 1903, p. 1.

<sup>5</sup> En sept couplets, les paroles sont de Besson et la musique de Gilbert Lamy, *ibid.*, p. 1.

<sup>6</sup> « Conscrit », *ibid.*, p. 1.

<sup>7</sup> *Le Piouiou de l'Yonne*, n° 4, novembre 1902, p. 2.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 2.

que tout notre antimilitarisme doit se ramener à une chose : faire du socialisme dans l'armée », identifie bien le problème. Reprenant d'abord les arguments d'Honorio qui prétend s'appuyer sur la méthode analytique que la sociologie, l'histoire et les sciences ont développée pour démontrer au *Piouiou* qu'il est en dehors de la science, Loublie se charge de préciser ce qu'est la méthode scientifique<sup>1</sup>. Il s'agit d'abord et avant tout de « montrer les caractères extérieurs » de l'objet à étudier. C'est l'abc de toute recherche expérimentale. Dévoiler les « hideurs » du militarisme que nos jeunes lecteurs, « les yeux voilés par l'éducation première », n'ont jamais vues, est la première étape. Ensuite « quand ils nous ont lu et qu'ils ont vérifié par eux-mêmes que nous disons vrai... ils sont préparés à chercher par eux-mêmes les causes du monstrueux régime qu'ils subissent ». La conclusion s'impose alors à eux, par simple déduction. Le *Piouiou* n'aura pas forcé leur conscience : « Les mille faits quotidiens de la caserne, commentés ironiquement ou sévèrement, feront naître chez tous les soldats des sentiments de révolte ». Ainsi la démonstration finit-elle par la preuve que donne le *Piouiou* :

a) de la justesse de ses arguments concernant l'armée ;

b) de l'importance de l'action des jeunes qui a déjà donné des résultats concrets. Fond et forme vont de pair ; les jeunes n'ont que faire des prêchi-prêcha qui ont entraîné les adultes à la ruine et les socialistes à l'imitation peu glorieuse des bourgeois.

Irréductibles opposants des systèmes de pensée fermés, les JS de l'Yonne raillent la grande autorité républicaine, devant laquelle tout le monde se prosterne, se moquent de ses peureuses réactions et hésitent à y substituer une autre forme de carcan. Ils sont jeunes et savent désormais que c'est comme tels qu'ils peuvent révéler la faille du pouvoir politique. Percevant l'anachronisme de mécanismes juridiques qui font des jeunes des personnes civilement irresponsables, ils en profitent pour demander l'acquiescement et seront acquittés ; ce qui leur ouvre la possibilité de dire tout haut leur haine de l'armée et d'une société qui en fait son pilier.

Cette triple conscience explique leur succès et la décision qu'ils prennent de poursuivre la publication plus régulière du *Piouiou*. Les numéros cinq, six et six bis parus respectivement les premier et quatrième trimestres 1903 et le 1<sup>er</sup> février 1904 restent entre les mains de JS et en portent la marque. La virulence des attaques tous azimuts contre les bourgeois, les socialistes, l'armée, les colonies n'est tempérée que par quelques feuilletons fleurant bon un sentimentalisme désuet et attendri envers le « chose », conscrit perdu dans les dédales de l'armée. C'est aussi dans ces numéros que les jeunes tentent d'approfondir leur pensée et de l'asseoir sur des bases scientifiques. On a déjà

---

<sup>1</sup> *Le Piouiou de l'Yonne*, n° 5, 1903, p. 3.

vu l'influence du raisonnement positiviste dans le précédent numéro. Cette fois l'auteur, Edmond Potier, utilise une méthodologie appropriée à sa démonstration intitulée « La nature et la guerre ». Reprenant la formule de Darwin « La guerre est l'état de nature », il s'emploie à démontrer que l'homme s'est toujours battu contre la nature ; il réduit ce postulat à un autre qui est que les hommes ne s'entretuent que s'ils ont faim. La solution est donc toute trouvée : il s'agit de réduire la fécondité naturelle pour diminuer le nombre d'individus ; ainsi cesseront-ils de s'entretuer. Le « pauvre cabotin de l'église anglicane » qui a trouvé la théorie qui s'opposait 50 ans plus tôt au « Struggle for Life » de Darwin, c'est Malthus.

Ainsi en limitant les naissances, « vous vous garderez d'engendrer pour l'armée de la chair à canon, pour l'usine de la chair à travail, pour la police des mœurs de la chair à plaisir, pour l'hôpital de la chair à misère. Et vous libérerez vos femmes de leur rôle séculaire de machine à reproduire – ou plutôt elles s'en libéreront elles-mêmes ! »

Dans cette démonstration percutante, l'auteur reprend les développements malthusiens, répandus dans les milieux ouvriers éclairés et les met au service de la cause antimilitariste.

Ainsi donc sont mêlées plusieurs stratégies ; elles vont de la séduction, adressée prioritairement aux partis socialistes réfractaires à ce tintamarre antimilitariste, au raisonnement qui prouve le bien fondé de ce combat, aux insultes et invectives violentes contre tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre se sont ligués pour « laisser l'armée effectuer ses massacres ».

Dessins et annonces publicitaires, compléments agréables de tout journal qui se respecte, contribuent à donner au *Piouiou* l'aspect d'une œuvre sérieuse et achevée.

Période faste de l'activité autonome des jeunesses, elle s'achève en 1903. L'antimilitarisme, trop populaire, est devenu affaire d'État et de parti : il ne peut être l'exclusivité des seules jeunesses. Le *Piouiou*, est devenu « l'organe de tous les militants socialistes du département »<sup>1</sup>. L'exergue aussi a changé, qui est désormais : « Si tu veux la paix, prépare la paix », au lieu de la profession de foi : « La guerre entre les peuples, c'est le plus grand fléau de l'humanité »<sup>2</sup>. « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », la célèbre formule de paix remplace celle d'Hérodote contre la guerre. Les temps changent et bien que l'équipe de rédaction soit restée la même, le discours s'oriente vers un antimilitarisme acceptable par les socialistes. Dès lors qu'il est subordonné au recrutement, l'antimilitarisme perd de son attrait pour les jeunes tandis qu'il

---

<sup>1</sup> Le sous-titre change au numéro 7, quatrième année, premier mai 1904.

<sup>2</sup> *Le Piouiou de l'Yonne*, n° 6, troisième année, 1903.

devient entre les mains des adultes socialistes un outil supplémentaire de négociation entre eux : ce que doit être le vrai combat contre l'armée. Hervé et consorts perçoivent l'importance de l'antimilitarisme dans une stratégie globale ; ils visent à être bien placés dans les pourparlers d'unification socialiste. La Cour d'assises et les six inculpations suivies d'acquittements spectaculaires confèrent au *Piouiou* une audience nationale qu'Hervé espère utiliser pour son compte propre fraction.

Aux jeunesses, jalouses de leur autonomie et remarquables par leur franc-parler succède une pâlotte fédération des JS de l'Yonne qui annonce son existence par un entrefilet timide dans le *Piouiou*. Un comité d'action publie une déclaration assez défaitiste, ne voit de salut, pour les jeunes que dans le regroupement socialiste de tous les soldats, sans lequel, « isolés, ils ne peuvent rien contre le militarisme »<sup>1</sup>. L'appui, même timide, à ce projet d'antimilitarisme sera fatal aux groupes.

Dans les trois numéros parus en 1904 règne une grande monotonie. Un encart désormais classique appelle les conscrits à la grève générale. Jean Lorriss adresse dans les trois numéros ses conseils aux pioupiou, leur assignant un seul but, celui de faire de la propagande à la caserne. Les feuilletons tranchent par leur sensiblerie dans cet environnement moralisateur<sup>2</sup>. Sur quatre pages, des informations des plus diverses sont imprimées avec même des annonces publicitaires invitant les lecteurs à aller à la montagne, à manger dans tel restaurant ou auberge. Alors que jusque-là les seules publicités présentées vantaient *L'histoire générale de France* de Gustave Hervé, agrégé d'histoire, on peut dire qu'il y a un progrès net en faveur d'une diversification du support publicitaire. Ce numéro, intermédiaire entre deux départs de la classe, est consacré à la liaison informelle entre les soldats, sans qu'aucun mot d'ordre ou d'action n'en soit le motif.

En 1905, le numéro 8<sup>bis</sup>, de février et le numéro 9 du premier mai appuient le mouvement d'unification socialiste dont le congrès final a lieu en avril de la même année<sup>3</sup>. L'Yonne se rallie donc au mouvement général, et G. Hervé aussi. Avec le numéro 9<sup>bis</sup>, similaire au 9, se termine la publication du *Piouiou de l'Yonne*. Coïncidant avec la création de la SFIO, la disparition du *Piouiou* révèle bien la place que le nouveau parti réservera aux jeunes :

---

<sup>1</sup> « Déclaration » signée « Pour la fédération des jeunesses, le comité d'action », *Le Piouiou de l'Yonne*, cinquième année, n° 9, premier mai 1905.

<sup>2</sup> « Le tirage au sort » de Paul Amans (n° 7) et « L'idylle brisée » de Georges Baur (n° 8) racontent ces histoires d'amour que la guerre vient briser. Curieusement le numéro 7<sup>bis</sup> du 1<sup>er</sup> août 1904 ne comporte même pas ces rubriques pourtant régulières dans les autres numéros.

<sup>3</sup> Une résolution en faveur de l'unité socialiste, signée par le POSR (J. B. Lavaud), les fédérations autonomes (G. Hervé), le PS de F (L. Dubreuilh) et le PSF (A. Orry), est publiée en page 2.

aucune. Les jeunesses quant à elles ont fait le chemin inverse. Autonomes et libres, elles ont vu leur propagande et leur action antimilitariste reprises par les adultes pour en faire un objet de marchandage entre eux.

Dès lors, il ne leur restait plus qu'à se révolter et à quitter le *Piouiou*, ce que certains font ; à trouver un compromis avec les adultes les plus compréhensifs, ce que d'autres tentent avec la Fédération pour garder le *Piouiou*. Mais une fois ce groupe de vaillants militants écarté, il n'y aura plus d'autres jeunes pour continuer cette entreprise. C'est pourquoi le journal cesse de paraître pendant un temps, pour renaître ensuite sous le même titre mais avec de nouveaux militants ; vers 1907, un numéro 10, qui correspond au réveil national des jeunesses dans la SFIO ; en octobre 1909, un numéro 11 qu'une fédération des jeunesses du département fait revivre ; enfin, un numéro 12 en mars 1910 que le gérant Laculle relance. On y rappela les vieux souvenirs de l'inculcation en donnant la parole à Aristide Briand, le défenseur du *Piouiou*, désormais *persona grata* de la République. La gloire du *Piouiou* appartient au passé. Les jeunesses socialistes ne sont plus ce qu'elles ont été. Laboratoire d'idées, terreau fertilisant la créativité des jeunes, le *Piouiou* a une façon unique et frondeuse de présenter la révolte de la jeunesse. Éclairant l'aspect moqueur et contestataire des jeunes, il représente leur façon de rire du sérieux adulte. Ridiculisés par cette bande de jeunes, les institutions républicaines n'en souffrirent certes pas beaucoup, mais ce genre de pied de nez égratigne. C'est ce que le *Piouiou* désirait le plus.

À travers ces journaux se dessinent nettement les différentes orientations prises par les groupes de jeunesse pour s'affirmer et contester la plus inébranlable des institutions, l'armée. En les voyant intervenir, on découvre la multitude de regroupements qu'ils ont créés pour exprimer leurs vues. Acharnés défenseurs de l'autonomie, ils se rangent néanmoins régulièrement du côté du prolétariat pour ensuite tenter leur propre politique antimilitariste.

Explorons dans le détail cette histoire qui commence à l'aube du socialisme parlementaire, à l'ombre des grandes figures parisiennes.

\* \* \*

Ainsi il existe au tournant du siècle une situation propre à la jeunesse française. Conditionnée par divers facteurs, cette situation place les jeunes en porte-à-faux dans la société et les conduit à se prononcer contre des mesures qu'ils ressentent comme injustes, pour ne pas dire discriminatoires ; certes, tous ne vivent pas l'encadrement de l'école et de l'armée de la même façon ; et ils ne sont certainement pas tous soumis aux dures lois de l'apprentissage ou des longues journées de travail. Toutefois, comme les nombreuses enquêtes tendent à le démontrer – la délinquance touche plus particulièrement l'adolescence, de même que les jeunes sont plus enclins que les adultes à la

révolte – la particularité du comportement des jeunes dans la société devient tendanciellement plus importante, donnant à croire à un phénomène nouveau. Si, comme on l'a vu à travers la réforme de l'armée, on assiste effectivement à la création d'une nouvelle catégorie, « les conscrits », faisant de tous les jeunes entre 18 et 22 ans de potentielles recrues, l'uniformisation de la jeunesse à travers des réglementations, aussi strictes soient-elles, n'est pas encore chose faite, si elle a jamais été souhaitée.

Aussi ne parlerons-nous ici que de la conscience que la jeunesse prend d'elle-même au tournant du siècle. À travers les mouvements qu'elle impulse, une certaine jeunesse s'affirme qui tente d'échapper au contrôle qu'on veut lui imposer.

S'appuyant sur une longue tradition de sociabilité, propre aux jeunes, les groupes qui gravitent autour des jeunesses socialistes précisent un peu plus le besoin qu'ils ont de se rassembler, et le sens qu'ils donnent au regroupement. Ce faisant, ils débordent le cadre étroit de l'association de loisir pour entrer de plein pied dans le débat politique. Seront-ils seulement autorisés à s'y exprimer ?

Parce que les jeunesses socialistes tentent cette percée, elles annoncent de bien des façons ce qui deviendra la règle de la socialisation politique des jeunes au XX<sup>e</sup> siècle. C'est pourquoi j'ai choisi de suivre dans le détail leur cheminement.

## DEUXIÈME PARTIE

### L'ÉCLOSION D'UN MOUVEMENT

[Retour au sommaire](#)

Exhortant la jeunesse à renouveler la société, la jeune République anticipe son appui inconditionnel. Certes, les structures qu'elle a mises en place pour former les jeunes ont pour but de faire advenir au plus vite l'homme nouveau et libre qui sera, nul ne peut en douter, un homme jeune. Parce qu'il est clairement établi que ce nouvel ordre social correspond aux intérêts, sinon aux convictions infimes des jeunes, on ne se préoccupera guère de les convaincre du bien-fondé de la démocratie ni d'ailleurs de les inclure dans le cercle des citoyens qui ont le droit de vote. C'est pourquoi nul parti, républicain, radical ou socialiste, ne songera un instant seulement à créer son groupe de jeunesse. La République, pourtant prompt à vouloir organiser ses troupes, ne pense pas à susciter un mouvement de la jeunesse républicaine. Ce qui a pour effet de laisser le champ de la jeunesse complètement libre de toute influence politique, tandis que les innombrables regroupements patronaux et ouvriers, religieux et militaires, sportifs et récréatifs continuent de le structurer. Il en résulte alors une situation paradoxale où les nouveaux comportements imposés aux jeunes par les effets combinés de la révolution industrielle et de l'idéal démocratique se heurtent à leurs anciennes formes de sociabilité.

Gillis (1974) montre bien comment ce phénomène se réalise en Europe tandis que les travaux d'Agulhon (1968) nous permettent d'entrevoir en quoi consistait leur regroupement <sup>1</sup>.

Ces manifestations de jeunes que Nathalie Davis (1979) caractérise comme une forme de *misrule* médiéval, que M. Maurice Agulhon (1968) entrevoit dans les chambrettes provençales du XVIII<sup>e</sup> siècle ou que Michelle Perrot (1981) découvre avec les apaches parisiens du XIX<sup>e</sup> siècle, ont toutes en

---

<sup>1</sup> En France la tradition des charivaris et divertissements entre jeunes marque un mode de sociabilité spécifique des jeunes bien avant la Révolution française. Agulhon (1968) montre bien comment les chambrées provençales, dont l'origine remonte aux réunions des jeunes encasernés sous l'Ancien Régime, évoluent pour devenir la marque d'une sociabilité populaire importante au XIX<sup>e</sup> siècle.

commun une sociabilité établie à partir d'une hiérarchie stricte entre les âges. C'est une réaction « normale » et attendue de révolte ou tout simplement de manifestation de soi des jeunes contre les adultes. Or cette expression du particularisme de la jeunesse est rendue caduque par l'égalitarisme ou plutôt les nivellements de l'ère industrielle. Les rapports intergénérationnels vont s'en trouver profondément affectés.

Le discours politique égalitaire qui vise à émanciper les individus des anciennes tutelles, s'il n'annule pas la hiérarchie ou le conflit de générations, tend du moins à l'estomper. En voulant intégrer la jeunesse à sa vision de la société nouvelle, la III<sup>e</sup> République ébranle les anciens réseaux de solidarité des jeunes. Mais comme aucune autre forme d'encadrement ou de réseau n'est instituée, les anciennes fraternités, corporations et clubs où les jeunes gens se retrouvaient pour se socialiser entre eux, festoyer, chahuter ou chercher femme, continuent de jouer ce rôle ; ils seront néanmoins concurrencés par la multiplication des groupes de jeunesse dont on se demandera s'ils ne s'y substituent pas, qui accompliront à leur tour cette fonction.

Cherchant à se démarquer des anciennes fraternités, ces groupes tentent alors l'aventure politique ; pour ceux que nous étudions, c'est l'utopie révolutionnaire qui marque leur projet. Considérés comme des mineurs, malgré l'emphase dont la jeunesse est l'objet, ils restent exclus du processus politique proprement dit. Ils doivent faire leurs preuves, le service militaire pour entrer dans la *polis*. De sorte que l'ambiguïté de leur position est totale : adules lorsqu'il s'agit de les inciter à rejoindre le juste combat de la démocratie, ils sont renvoyés à leur groupe d'âge pour tenter de se faire entendre. Pour eux, le discours égalitaire sonne creux. Quant à leur mode de sociabilité, il reste fondamentalement le même ; seul le sens de leur regroupement change. S'appuyant toujours sur leur classe d'âge, ils essaieront eux-mêmes de définir par ce biais leur rôle dans la société.

Avec les plaisirs frivoles et les parties de campagne coexisteront désormais les discussions politiques sur les grandes questions de l'heure. Prolongeant le cercle et la chambrée, le groupe de jeunesse vient de naître. À l'instar de ses prédécesseurs, les divisions sociales, sexuelles, ethniques le traversent tout autant ; mais il traduit les refus séculaires des jeunes par une contestation d'un autre ordre – bien que de peu de conséquence, encore – celle qui prend pour cible la politique, et particulièrement la conscription qui, par ses effets néfastes sur la jeunesse, est considérée comme également nocive à la nation. Alors que la démocratie établit les règles d'un jeu politique accessible, elle libère les forces contestataires des groupes qu'elle n'inclut pas dans son projet.

On ne s'étonnera pas alors de voir les premiers groupes de jeunes rallier d'emblée le socialisme : il apparaît comme pouvant résoudre ces contradictions. Ils pratiquent néanmoins une forme de contestation, plus proche

des charivaris et de l'anarchisme que de toute autre idéologie. Ce faisant, ils découvrent derrière le mirage de l'émancipation socialiste, la réalité du fractionnement partisan. Les groupes perçoivent alors la difficulté mais aussi les plaisirs des combinaisons politiques. Suivons-les dans ce qui promet d'être riche en péripéties.

## CHAPITRE IV

### L'ATTRACTION EXERCÉE PAR LE SOCIALISME ET LA CRÉATION DES PREMIERS GROUPES DE JEUNESSE (1880-1896)

[Retour au sommaire](#)

L'attraction des jeunes vers les fractions socialistes naissantes relève d'un acte de foi, qui se manifeste de la façon la plus rationnelle. Trois formules traduisent cet engagement. La formule allemaniste est familiale, la formule guesdiste, instrumentale, et la formule blanquiste se forge dans l'action directe. Elles s'élaborent toutes trois durant cette période bouillonnante du socialisme français, alors qu'il cherchait les voies de sa reconnaissance et qu'il délimitait les sphères de son action politique, entre 1880 et 1898. Toutes trois suivent une périodisation similaire. Au cours des années 80, les trois fractions socialistes françaises se disputent un maigre bassin de militants et quelques bastions où elles solidifient leur implantation. Elles cherchent alors à s'allier la faveur des jeunes ou de tout groupe susceptible de former le parti. C'est le seul moment où il fut jamais question pour les socialistes de négocier une quelconque entente avec des jeunesses. À ces temps initiatiques succède une période plus troublée, pendant laquelle les jeunes découvrent l'irréductible opposition de certains partis à leurs regroupements et l'indifférence peu amène des autres. Les jeunes qui se tournent vers eux privilégient néanmoins un mode de socialisation particulier, qu'il nous appartient de découvrir.

#### A – L'ALLEMANISME : UN PATERNALISME À COURTE VUE

##### L'éclosion d'un groupe

[Retour au sommaire](#)

Le premier à être imité est Jean Allemane. Son fils Charles a onze ans quand il convoque avec son ami Noury qui en a dix-huit, ses camarades à une réunion. Le 9 septembre 1880, vingt-sept jeunes gens se rassemblent au 3, rue du Petit-Pont à Paris pour constituer le groupe d'études sociales et politiques de

la jeunesse républicaine collectiviste. Fils de communards et de proscrits, les deux fils d'Allemane, le fils de Jardet et celui de Fournière veulent à leur tour « démontrer au prolétariat sa tâche historique ». Ils entonnent le même hymne que leurs pères, celui de la révolution car « le prolétariat ne peut s'émanciper que par la révolution »<sup>1</sup>. Fait curieux, plutôt que d'adhérer directement à la fédération du centre, ils préfèrent constituer entre eux leur propre groupe de jeunesse. Ce qui ne va pas sans créer des conflits. À commencer par la mère des frères Bourgoing, dont ils ont provoqué l'ire quand ils ont voulu se réunir chez elle. Elle les trouve bien trop jeunes pour de telles activités et leur interdit de continuer. Faisant fi de ses menaces, ils tiennent alors leurs réunions ailleurs chez les amis marchands de vin, aux sièges des syndicats des tonneliers ou des tailleurs. Ils veulent se faire entendre par leurs parents et se faire reconnaître par ceux qui sont devenus de valeureux dirigeants du mouvement ouvrier. Ils se dotent d'emblée d'une organisation, rigide pour le petit groupe qu'ils ont formé, et d'un titre pompeux ; ils s'appellent le groupe d'études sociales et politiques de la jeunesse républicaine collectiviste.

Bien que le plus vieux d'entre eux n'ait que dix-huit ans, ils votent des statuts et des règlements qui interdisent à quiconque au-dessous de seize ans d'en être membre, l'âge limite étant de vingt et un ans. Alors que leur objectif est de recruter, ils fixent le nombre maximum du groupe à vingt, pour, prétendent-ils, éviter le mouchardage. Mimant les habitudes adultes, ils découvrent un mouchard dans leurs rangs, en la personne de la Dame Désirée qu'ils dénoncent auprès d'Allemane... Ils tentent ainsi par tous les moyens d'attirer l'attention des aînés qu'ils admirent. Aux convocations qui pendant les trois premiers mois de leur existence sont insérées dans les premiers journaux ouvriers, *L'Égalité*, *Le Cri du peuple*, *L'Avant-garde*, *Le Prolétaire*, succèdent les disputes. Charles Allemane appelle le groupe à adhérer à la toute récente union fédérative issue de la scission dans la fédération des travailleurs socialistes français (FTSF) dès la fin du mois de décembre 1880 ; « après une vive discussion », le groupe refuse. Charles Allemane suivi de deux compagnons démissionnent accusant leurs opposants d'être des « centralisateurs ». Premier d'une série de trois scissions, cet épisode atteste de la fidélité de Charles envers son père Jean, mais aussi de la volonté marquée par ce petit groupe de profiter de la création de nouveaux partis pour s'y insérer. Mais cette stratégie n'aboutit pas au résultat escompté : le seul groupe de jeunesse existant à Paris éclate sur la même ligne de clivage qui sépare ses aînés. En avril 1881, les démissionnaires créent le cercle de la jeunesse socialiste du 11<sup>e</sup> entièrement dévoué à la cause de Jean Allemane. Charles Allemane représentera le cercle au congrès de la fédération du centre qui a lieu la même année. Mais le cercle ne prospère guère et disparaît en décembre 1881. Il renaîtra de ses cendres une troisième fois en avril 1882 sous l'impulsion des frères Bourgoing qui rejoignent Charles et créent le cercle

---

<sup>1</sup> Rapport de police du 9 septembre 1880, Ba 1485.

d'étude des jeunes travailleurs du 11<sup>e</sup>. Cette fois, le cercle est aussi bien affilié à l'Union fédérative du centre (au congrès duquel il envoie un délégué en mai 1882), qu'à l'Union fédérative des tonneliers de la Seine et à la fédération des travailleurs socialistes de France. Surmontant leurs brouilles du début et voyant surtout qu'isolés, les groupes de jeunesses disparaissent, les frères Allemane et Bourgoing réussissent une fois de plus à rassembler leurs amis. Les effectifs du cercle doublent aussitôt<sup>1</sup>, pour se disperser encore. Certains rejoindront la tendance possibiliste de Paul Brousse ; d'autres profiteront de la création du parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR) pour s'y affilier tandis qu'il restera d'irréductibles militants indépendants.

### Une adhésion spontanée

Mouvement populiste jusqu'en 1895 au moins<sup>2</sup>, l'allemanisme canalise de nombreuses énergies issues de l'anarchisme et se présente d'abord comme un anti-guesdisme, La constitution du POSR est ainsi le moyen de lutter contre les guesdistes ; mais c'est aussi par un effet de mimétisme à l'égard du parti ouvrier français (POF), que les allemanistes décident de créer un parti, à un moment où il semble indispensable d'en avoir un pour être présent sur la scène politique.

En étudiant le rapport que les jeunesses entretiennent avec le POSR, on découvre une conception particulière du fonctionnement de ce groupe. Derrière l'indifférence du POSR à l'égard des jeunesses, se profile un désintérêt croissant pour la construction d'un parti organisé. Si Jean Allemane a d'abord encouragé, par sa présence à leurs réunions, les jeunes à se regrouper, le POSR ne fait aucun cas des jeunesses, montrant ainsi le peu d'intérêt qu'il a à recruter des jeunes. C'est plutôt ses mots d'ordre qui en attirent quelques-uns dans les bastions allemanistes du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris et dans les Ardennes.

Constitué sur la base d'un programme relativement flexible, l'allemanisme se présente d'abord comme un socialisme anti-autoritaire ; il préconise la révolution par la grève générale, donc l'organisation du prolétariat par lui-même, faisant ainsi du parti une entité plutôt abstraite. À cette pratique, peu élitiste, s'ajoutent les proclamations antimilitaristes et antipatriotiques<sup>3</sup> qui lui attirent des militants radicaux. Des résolutions prises au congrès de

---

<sup>1</sup> Réunion contradictoire du cercle de la jeunesse socialiste de Paris et de l'union des jeunes travailleurs collectivistes révolutionnaire de Paris, le 6-8-1881, *ibid.*

<sup>2</sup> Michel Winock fut le pionnier des travaux sur l'allemanisme en France, 1971.

<sup>3</sup> Michel Winock montre combien la scission de Châtellerauld fait sortir de la vieille FTST un parti nouveau, franchement engagé... dans une voie révolutionnaire : « La démocratie interne était ainsi proclamée et organisée sur la base d'un ouvrierisme discret et d'un antiparlementarisme dépassé », *ibid.*, p. 59. Voir aussi l'article du même auteur où il cite Léon de Seilhac, « Ce qui distingue l'allemanisme c'est l'anonymat et la discipline », 1973, p. 21.

constitution du POSR en 1891, les jeunesses ne retiendront que l'antimilitarisme <sup>1</sup>. Ce qui provoquera la rupture ultime après une histoire faite de malentendus.

Les premiers à concevoir la nécessité du groupe de jeunesse en 1891, les allemanistes lui ont ouvert un nouveau champ d'intervention. Le premier communiqué paru dans *Le Parti Ouvrier* appelant à une réunion du « cercle des jeunes prolétaires » le 25 février 1891 <sup>2</sup> inaugure une série de vingt-cinq annonces du même genre qui rendent à peine compte de l'activité des jeunesses entre 1891 et 1896. Leur facture, identique tout au long de cette période, est terne : l'ordre du jour, le lieu et la date de réunion en constituent l'essentiel <sup>3</sup>. La fréquence des communiqués varie d'une année à l'autre ; l'année 1893 atteste d'une certaine régularité des réunions, activité qui atteint son point culminant en 1895 <sup>4</sup>. Deux groupes de jeunesse mènent tambour battant cette propagande : ceux du 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> arrondissements et le groupe du 18<sup>e</sup>. La JS des 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> arrondissements a déjà une certaine tradition de militantisme derrière elle. Principal bastion de l'allemanisme, le 11<sup>e</sup> arrondissement fournit l'essentiel des membres de la jeunesse. Mais l'activité de ce groupe déborde celle de l'allemanisme dans ce quartier. La jeunesse du 11<sup>e</sup> s'est trouvée une vocation unitaire : elle contracte des alliances ponctuelles avec toutes les fractions socialistes du quartier pour réaliser son vœu le plus cher, l'unité du socialisme. Pour un temps affiliée au POF guesdiste, elle participe au congrès qu'il organise à Romilly en 1895 mais en dénonce aussitôt les exactions sectaires et proclame ensuite son attachement à l'Union fédérative. Sous l'égide de Boisserolles, l'un des militants les plus acharnés des jeunesses et secrétaire de cette tourbillonnante JS du 11<sup>e</sup> arrondissement le tout Paris socialiste est pris à témoin et convié à se proclamer solidaire de la jeunesse. Ses communiqués insérés aussi bien au *Parti Ouvrier* qu'à *La Petite République* marquent son intention d'ouvrir le débat sur la question de la réalisation de l'unité de la jeunesse <sup>5</sup>. Par ce biais, les jeunes espèrent à la fois se faire entendre et déclencher le processus unitaire chez les adultes. Les conférences succèdent aux banquets ; Boisserolles tient deux conférences en janvier et mars 1895 pour démontrer « l'inanité des divers gouvernements bourgeois comparés au socialisme » <sup>6</sup> ; le groupe invite séparément les jeunes à commémorer le 18

<sup>1</sup> Dixième congrès national du POSR, Paris, 21-29 juin 1891, p. 101. Cité par M. Winock, *ibid.*, p. 60.

<sup>2</sup> *Le Parti Ouvrier*, du 24-25 juillet 1894.

<sup>3</sup> *Le Parti Ouvrier*, du 26-27 février 1891.

<sup>4</sup> Six convocations paraissent dans *Le Parti Ouvrier* durant le seul mois de janvier 1895. Le libellé est toujours le même, « Le groupe de JS de la Maison du Peuple, adhérent à la fédération des groupes de la JS informe les jeunes gens qu'il se réunit tous les mardi soir à 9h 00. Les adhésions sont reçues tous les soirs de 9h 00 à 10h 00 à la Maison du Peuple, 4 Impasse Pers, signé le secrétaire Louis Dauphin ». *Le Parti Ouvrier* des 1-2, 2-4, 7-8, 9, 14-15, et 21-22 janvier 1895.

<sup>5</sup> Réunion qui a lieu au 100 bis, rue de Charenton, *La Petite République*, du 3 janvier 1895.

<sup>6</sup> *La Petite République*, du 31 mars 1895.

mars en organisant un banquet <sup>1</sup>. Bref, l'activisme du groupe est payant puisque désormais la JS du 11<sup>e</sup> rassemble derrière elle les membres des quatre autres groupes de jeunesse du 11<sup>e</sup>. L'unification socialiste, dont rêve Boisserolles se réalisera-t-elle grâce à la jeunesse ? Du moins son activisme a-t-il pour effet de mobiliser les groupes de quartier et de les unifier, ce qui ne plaira pas forcément au parti.

Le groupe de jeunesse du Parti moribond, qui était devenu un simple groupe d'études sociales <sup>2</sup>, a décidé de rejoindre les trois autres jeunesses du quartier pour former l'union de la jeunesse révolutionnaire internationaliste des 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> arrondissements. Cette union, qui est à la base de la fédération de la jeunesse socialiste de Seine, Seine et Oise est la première tentative unitaire victorieuse des militants parisiens. Pourtant son existence fut de courte durée. En mai 1896, un an seulement après sa création, l'union des groupes des 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> arrondissements agonise : sous les effets combinés de l'essoufflement, et de la réaction négative du POSR à cette union, cette dernière arrive à la fin de sa brève histoire. L'occasion du démêlé est fournie par la tenue d'un meeting raté. Organisatrice d'une fête de protestation contre l'armée <sup>3</sup>, en l'honneur des conscrits de l'arrondissement, l'union provoque des affrontements qui coïncident avec le premier débat ouvert sur la jeunesse au congrès du POSR <sup>4</sup>. L'époque de l'unisson familial est révolue ; l'allemanisme réagit mal à l'activisme de ses turbulentes jeunesses et se fige dans l'attitude doctrinale d'un parti.

Trois rapports et une commission *ad hoc* résument les propositions et résolutions qui y sont adoptées. Les trois rapports effectués par les groupes des Grandes Carrières, du Bâtiment et de Vincent-de-Paul sont prudents. Ils reconnaissent que les jeunes se trouvent mieux entre eux : « Il est indispensable que les jeunes gens forment dans le parti ouvrier un groupement distinct des groupes de quartier, vu que les jeunes hommes se plaisent essentiellement avec ceux de leur âge, et qu'il serait téméraire de vouloir les grouper avec des citoyens d'un âge différent, dont le goût et le tempérament sont de beaucoup dissemblables ». Mais ils se méfient beaucoup de leurs excès. Ils tolèrent la volonté d'étude et de regroupement antimilitariste de la jeunesse à condition de la contrôler : « En vue du développement des idées socialistes parmi les jeunes gens, il sera donné au moment du départ de la classe, de grandes réunions publiques où seront spécialement convoqués les

---

<sup>1</sup> *La Petite République*, du 15 mars 1895.

<sup>2</sup> C'est Charles Michel qui recevra les dons et communications au 11, rue Civiale, *Le Parti Ouvrier*, 20 et 21 décembre 1895.

<sup>3</sup> Rapport de police du 9 février 1896, Ba 1489.

<sup>4</sup> Ce débat a lieu lors du 14<sup>e</sup> congrès régional de l'Union fédérative du centre (POSR) tenu en février 1896 à Paris, où la question de la jeunesse est l'objet du quatrième point de l'ordre du jour, sous le titre « De l'impulsion à donner à la jeunesse ». *Compte rendu du 14<sup>e</sup> congrès...*, *op. cit.*

conscrits... »<sup>1</sup>. Les limites de l'action de la jeunesse sont tracées. On reproche aux groupes de vouloir rester entre eux. On trouve à redire sur l'âge des membres, « trop jeunes » pour le délégué de Vincent-de-Paul, sur leur excès d'enthousiasme, « souvent suivi de désillusion » dit le délégué du Bâtiment, et sur leur antimilitarisme : on conteste la légitimité de leur référence fréquente aux Jeunes Gardes belges, car « l'impôt du sang qui existe encore en Belgique, n'existe plus en France ». Bref, les congressistes ne voient pas pourquoi il leur faudrait accorder aux jeunes une place spécifique. Devant une telle attitude, le délégué des jeunesses, essaie de convaincre. Il s'élève, « dans un exposé très étudié », contre l'indifférence des adultes. Il souhaite que les rapports des jeunesses avec le parti soient clarifiés : favoriser les jeunesses c'est un des « moyens d'augmenter le nombre des militants du parti à leur retour de l'année » affirme-t-il. Sourde à ce plaidoyer, la commission propose une résolution qui restreint la marge de manœuvre permise aux jeunes, tout en préconisant leur regroupement à des fins uniquement éducatives. « Inexpérimentés », ces jeunes ne peuvent avoir qu'une voix consultative dans les groupes d'adultes et en compensation, ils seront exemptés du paiement des cotisations jusqu'à l'âge de 21 ans. À L'Union fédérative, la jeunesse n'aura qu'une voix « délibérative », quel que soit le nombre de ses sections ; enfin la commission préconise la fixation de limites d'âge : 15 ans au moins et 30 ans au plus. À l'intérieur de cette tranche, « nous divisons ces jeunes gens en deux catégories : la première formée des 15 à 21 ans, époque de leur départ au service militaire, représente en fait la jeunesse réelle, dont il faut surtout chercher à remanier le cerveau déprimé par l'éducation bourgeoise » ; le rôle de la deuxième composée des 21 à 30 ans, n'est pas défini ; auront-ils à surveiller la première ? Les principes sont clairs : les jeunes devront soutenir et diffuser la politique que les adultes définissent. On les accepte comme des nouveaux militants parce qu'on reconnaît la nécessité d'avoir des nouvelles recrues pour être un vrai parti. Ce sont ces conclusions, en treize points, que la commission des résolutions propose à la ratification du congrès. Toutes les précautions ont été prises pour rallier les plus réticents. Mais le congrès est encore plus intransigeant. Il refuse l'organisation des jeunes sous quelque forme qu'elle se présente et adopte à l'unanimité la motion laconique que dépose le délégué du groupe des Grandes-Carrières : « Le congrès invite les jeunes gens à se faire inscrire dans les groupes de leur quartier, où ils auront les mêmes droits et les mêmes devoirs que les autres citoyens »<sup>2</sup>.

Toutes ces discussions aboutissent donc à la négation d'une organisation des jeunes ; le congrès s'en protège en proclamant à l'unanimité l'indifférenciation des âges. L'égalité de tous est sa devise officielle. Pratiquement, il est conduit à changer la relation, teintée de paternalisme, qui reconnaissait aux « gosses » la possibilité de se retrouver entre eux, en

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p 32-33.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p 36.

l'attitude réfléchie d'un parti qui ne tolère pas de passe-droit. L'organisation, même embryonnaire du POSR ne veut guère reconnaître, et encore moins admettre dans ses rangs, des groupes à l'expression autonome.

Si les résolutions de congrès indiquent bien l'orientation des débats en cours, il reste difficile de mesurer leur effet exact sur le déroulement ultérieur des événements. À court terme, il est certain que cette résolution refroidit l'ardeur des jeunes qui jusque-là se proclamaient allemanistes. Les plus combatifs d'entre eux se déclareront désormais indépendants : c'est le cas des groupes des 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> et du 18<sup>e</sup> arrondissements qui se retrouvent par la suite dans les nombreuses tentatives d'union des jeunesses indépendantes. Pour les groupes moins établis, en province surtout, la désillusion est grande : les jeunesses du Havre, de la Maison du Peuple du 18<sup>e</sup> et de la Creuse qui sont apparues au cours de ces années, sont dissoutes peu après le congrès. Voilà réglé le problème de la jeunesse allemaniste, qui ne survivra qu'à Paris, grâce au mouvement qu'elle impulse. L'absence d'une stratégie à l'égard des jeunes conduit le POSR à ignorer le potentiel d'un groupe qui lui avait pourtant accordé d'emblée sa confiance. Ce qui n'est pas sans révéler le peu d'attention que le POSR accorde à la construction d'un grand parti.

## **B – LA VISION DES GUESDISTES : LE GROUPE DE JEUNESSE DU PARTI**

[Retour au sommaire](#)

Le processus guesdiste, à l'inverse, est significatif d'une volonté politique ; il s'agit pour Jules Guesde et ses alliés de construire le parti ouvrier, seul moyen de transformer les rapports de force entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Alors chef du parti ouvrier, Guesde traduit son intention par la création du « Cercle de la jeunesse socialiste de Paris ». Il est le premier, et le seul alors, à voir l'enjeu que ces jeunes militants représentent pour la construction du parti <sup>1</sup>. Il n'hésitera pas à aller recruter des membres chez les allemanistes du 11<sup>e</sup> ; une quinzaine de membres quittent aussitôt l'Union fédérative <sup>2</sup> pour rallier le cercle des jeunes du parti ouvrier guesdiste.

Mais c'est auprès des étudiants que le guesdisme obtient ses meilleures recrues. Représentant l'intégralité du programme marxiste, le POF apparaît comme l'unique parti faisant le lien avec le prolétariat. Et bien que très vite les

---

<sup>1</sup> « Venez à nous, vous qui souffrez de la domination et de l'exploitation nous ne sommes pas une catégorie, nous ne sommes pas un clan. Notre titre est modeste Nous ne défendons pas tel programme et n'attaquons pas tel autre, nous cherchons le meilleur. C'est par des discussions franches que nous le trouverons. » *Le Citoyen Français*, du 13 septembre 1881.

<sup>2</sup> Crespin fait une intervention remarquée contre la fédération « d'abord parce que nos opinions diffèrent complètement et ensuite qui nous dit qu'ils ne veulent pas anéantir notre groupe », Rapport de police du 1<sup>er</sup> juillet 1882, Ba 1485.

étudiants parisiens se rendent compte de l'autoritarisme du POF<sup>1</sup>, leur adhésion au guesdisme reste importante et exemplaire à Paris. On continuera d'y adhérer sur la base de la foi. Dans les régions, la situation hégémonique du guesdisme est une preuve suffisante de son efficacité. À Roubaix, Calais, Roanne et Troyes, le POF compte de nombreux jeunes qui perçoivent leur action comme un prolongement naturel de celle du parti.

Ils développent, de concert avec lui, une activité tous azimuts en direction des « jeunes travailleurs ». À Troyes, des réunions mensuelles rassemblent les membres du groupe pour traiter aussi bien des questions sociales que des problèmes d'organisation. Ainsi le 23 novembre 1892, le groupe de jeunesse appuie la création de sociétés de gymnastique, organisant quant à lui les loisirs des jeunes par des matinées musicales. Participant à la « lutte parlementaire », les jeunesses fournissent les bataillons de colleurs d'affiches, ce que le secrétaire de la jeunesse, J.-L. Renault rappelle avec émoi : « Viennent les époques de période électorale et aussitôt des équipes se forment soit pour distribuer les bulletins de vote, soit pour apposer des affiches, soit pour toute autre besogne. En temps ordinaire, nous allons partout où pour les seconder nous appellent les groupes d'adultes : nous faisons la distribution des journaux et des brochures socialistes »<sup>2</sup>.

La jeunesse de Troyes fonctionne en pleine osmose avec le parti ; à sa manière, plus frondeuse, la jeunesse parisienne développe un autre modèle. Elle fait paraître de nombreux communiqués dans *La Petite République*, signe d'une indépendance affichée ; leur contenu se démarque quelque peu de l'orientation du POF. « Flétrissant la bande de vendus qui se sont mis à la remorque de l'Auvergnat Dupuy », les jeunesses défendent Millerand et le suffrage universel, « bafoués à la Chambre », et votent des ordres du jour renouvelant leur confiance au groupe socialiste parlementaire<sup>3</sup>. Tout comme les autres groupes parisiens, les jeunesses guesdistes sont attachées au regroupement autonome de la jeunesse. Eux aussi comprennent l'intérêt qu'ils ont à se faire les champions de l'unité socialiste, et tentent de traduire en termes d'organisation le courant unitaire qui traverse l'ensemble des groupes.

Ainsi une fédération des groupes de JS de France est constituée le 16 mai 1894 sous l'égide de la JS de Troyes. Elle assure la publication du « seul

---

<sup>1</sup> Motion Thiercelin au congrès international des étudiants socialistes à Genève appelant à la dissolution du congrès parce qu'une organisation séparée des étudiants n'avait pas de raison d'être. C'est à l'initiative des groupes d'étudiants parisiens et à leurs dirigeants, Zévaès et Thiercelin devenus guesdistes, que le POF doit « avoir eu des groupes de jeunesse. Cf. Y. Cohen, « Avoir 20 ans en 1900 », *Mouvement Social*, n° 120, 1982.

<sup>2</sup> *La Jeunesse Socialiste*, n° 2, février 1895 p 118.

<sup>3</sup> *La Petite République*, des 19 janvier 1895 et 8 février 1895.

journal des jeunes » : *L'Avant-garde Socialiste*<sup>1</sup>, qui reprend à son compte la formule guesdiste de la guerre des classes au niveau des jeunes : « Le fils du riche lutte contre le fils du pauvre »<sup>2</sup>. En l'inscrivant dans la ligne du parti, la Fédération des jeunesses espère échapper à l'ultimatum guesdiste. Car se regrouper séparément en fédération est faire preuve de grande désobéissance. D'ailleurs ce fut l'origine de la rupture, provoquée par le POF, un an plus tard, à son congrès.

Le procès de la jeunesse socialiste éclate pendant le premier congrès de la fédération des JS de France, qui a lieu à la fin du congrès national du POF, les 10 et 11 septembre 1895<sup>3</sup>. Plusieurs dizaines de délégués de différentes villes de France<sup>4</sup> proclament leur attachement au programme guesdiste et une inconditionnelle soumission au parti. Mais le POF, par la voix de Thiercelin, décrète intolérable l'existence d'une fédération de jeunesse : « Considérant que d'une part, là où la jeunesse ouvrière est industrialisée et prolétarisée, des groupes de jeunes travailleurs, à condition qu'ils soient dûment affiliés au PO de la ville dans laquelle ils sont constitués, peuvent dans une certaine mesure aider à la propagande et au renouveau général du parti et préparer ainsi des électeurs et révolutionnaires conscients. Mais que d'autre part, ce qu'on appelle la jeunesse et qu'il est d'ailleurs impossible de définir, ne correspond ni à un groupe corporatif ni à une catégorie économique. Que par suite, il n'y a pas lieu de constituer, à côté du PO partout organisé, une sorte de parti nouveau qui n'aboutirait qu'à opposer et à mettre aux prises la jeunesse dite intellectuelle et étudiante et la jeunesse dite manuelle... »

Cette déclaration produit de vifs remous et les congressistes, devant se prononcer sur la motion Thiercelin, prennent un vote majoritaire favorable à la motion, quatre délégations se prononcent contre. Le congrès décide donc que :

- 1) les groupes de jeunesse doivent adhérer directement aux partis socialistes organisés dans les localités respectives ;
- 2) il n'y a pas lieu de constituer une fédération dite de jeunesses socialistes.

Reprenant la stratégie que Zévaès avait essayé vainement d'appliquer au Congrès international des étudiants socialistes à Genève en 1891, Thiercelin

---

<sup>1</sup> L'existence de cette feuille est attestée par *La Petite République*, du 11 octobre 1894. Elle est publiée par la fédération des JS de Troyes et coûte 10 sous.

<sup>2</sup> É. Néré annonce cette intention dans une brochure publiée sous sa direction par l'Imprimerie Ouvrière le 23 août 1895, G. Delory au 28, rue Fives, Lille, 1894 (Ba 1489). Il donne son adresse au 11, rue Galit à Sainte-Savine près de Troyes (Aube). La brochure est éditée par le Comité national, au prix de 5 centimes, 13 p.

<sup>3</sup> Le compte rendu du congrès est donné par *La Petite République*, du 13 septembre 1895.

<sup>4</sup> « Brochure d'appel du Congrès national » publiée par la fédération nationale des groupes de JS de France. *La Petite République*, du 20 août 1895.

réussit cette fois à rallier la majorité des groupes de jeunesse derrière sa proposition. Il ne sera plus question désormais d'une fédération autonome des jeunesses affiliée au POF.

Cette décision marque le début d'une nouvelle ère, celle des groupes affiliés. Les groupes de JS, en province surtout, continueront d'exister comme des appendices du POF. Surtout implantés dans le Nord et dans la Loire, ils contribueront à développer un genre nouveau d'affiliation des jeunes au parti, genre qui fera fortune plus tard dans tous les partis politiques. C'est le groupe de jeunesse du parti.

Ainsi le POF a gagné une nouvelle structure d'appui à sa politique et a rallié un réseau de jeunes qui assurent la représentation du parti dans les nouvelles générations. Est-ce là le secret du recrutement guesdiste durant cette décennie ? En tout cas le sectarisme têtu des guesdistes apparaît comme offrant une structure sinon une protection aux groupes qui en ont besoin. Seuls, les activistes des jeunesses parisiennes refusent de s'en remettre au parti et abandonnent le POF ; les autres connaissent les limites de cette formule, les acceptent et décident de jouer dans ce cadre.

## **C – L'ÉMULSION BLANQUISTE : L'ACTION DIRECTE**

[Retour au sommaire](#)

Us deux formules blanquistes et vaillantistes naissent de l'action directe. Dans le feu de l'enthousiasme provoqué par l'affaire Boulanger, les jeunes rejoignent les rangs des blanquistes qui appuient l'initiative du général. Littéralement, les jeunesses apparaissent publiquement lors de la scission qui fait éclater le comité révolutionnaire central en deux moitiés égales, pour ou contre le général.

Cette scission donne naissance au comité central socialiste révolutionnaire. Pour Granger et Roche, ses principaux animateurs, l'initiative du général est parfaitement conforme aux traditions blanquistes d'action directe. La même répulsion de la démocratie parlementaire, le même enthousiasme pour l'action directe rapprochent Granger et Roche du boulangisme – par l'intermédiaire de Rochefort. L'antimilitarisme leur fournit le moyen de concilier ces aspirations sous l'étiquette blanquiste. De nombreux historiens ont vu dans cette initiative, le moment du passage de cette extrême gauche tumultueuse à ce qui apparaît comme une des premières manifestations d'une droite populaire radicale. Cette variante ambiguë du boulangisme connaît un éphémère éclat à la toute fin des années 1880, auquel elle survit sous la forme du groupe de la « jeunesse blanquiste ».

## La jeunesse blanquiste

La glorification de l'action a fourni aux jeunes l'occasion inespérée de se révéler. Non que l'affaire Boulanger soit particulièrement signifiante pour eux <sup>1</sup>. Elle leur permet seulement de se saisir de cette opportunité pour faire valoir leur existence et démontrer leur utilité aux adultes. C'est donc à la fraction qui saura exploiter l'affaire, le comité central socialiste révolutionnaire (CCSR) que le premier groupe de Jeunesse blanquiste (JB) de Paris accordera sa confiance. Officiellement constituée en août 1891, la JB émerge comme indépendante du CCSR mais encouragée par lui <sup>2</sup>. Établie d'abord dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, la JB étend rapidement le champ de son intervention aux 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements. Le nombre de militants actifs passe des quelques membres du début à une vingtaine de militants réguliers <sup>3</sup>, une cinquantaine de sympathisants qui assistent aux réunions et un rayon d'action encore plus large.

La JB se distingue des autres groupes de jeunesse par sa volonté d'élaborer une version nationale du socialisme. De l'affaire Boulanger à l'affaire Dreyfus, elle sera de toutes les manifestations, de tous les défilés contre l'armée, pour la patrie républicaine ; c'est elle qui publie la dernière feuille rochefortiste en 1899 qui s'intitule « Journal mensuel, organe du comité central socialiste révolutionnaire de la JB, fondée par Auguste Blanqui ». Qu'a-t-elle réalisé durant cette décennie ?

Pendant les deux premières années de son existence, la JB n'évoque le blanquisme que par l'utilisation réitérée de la formule lapidaire « ni Dieu ni maître », brandie en toutes occasions comme seul programme. L'appartenance au CCSR est ainsi maintenue ; l'organisation de fêtes familiales, de banquets à l'occasion de la Commune ou de l'anniversaire de Blanqui fournissent le prétexte de l'existence séparée de la JB aux yeux du CCSR <sup>4</sup>. Mais c'est aussi

---

<sup>1</sup> On ne trouve nulle part dans les rapports étudiés de prise de position ou même de discussion sur le sujet, par les groupes ou leurs membres. Plus encore, il n'est fait mention d'aucune discussion politique aux réunions de la jeunesse blanquiste ; Rapport de police du 8 novembre 1891, Ba 1517.

<sup>2</sup> Une lettre d'appui et de sympathie d'Henri Rochefort au secrétaire de la JB, Boucharnin, est lue aux groupes et publiée par l'*Intransigeant*, du 13 décembre 1892. « Cher ami, vous avez mille fois raison de compter sur moi dans l'œuvre de régénération et d'assainissement que vous entreprenez. Dans ma vie tourmentée, c'est toujours parmi les jeunes que j'ai trouvé la force dont j'avais besoin. Nous vous aiderons bien volontiers à l'*Intransigeant*... »

<sup>3</sup> La liste des noms de militants de la JB est dévoilée dans le rapport du 17 février 1893, Ba 1517. Ce sont : Lemarchand, Dupalais, Piret, Delfin, Perrière, Maraudet, Lecarreaux, Massé, Kraemer, Drouelle, Jourdanney, Barberelle, Herbert Major, Janin, Picton, Vincent, Pape, Janny, Fay, Roux, Cordier.

<sup>4</sup> Spécialisé dans l'organisation des fêtes familiales, auxquelles tout le peuple de Paris est convié par affiches et tracts de couleur rose ou jaune, et de banquets commémorant le 18 mars,

dans le foisonnement des nombreux autres groupes de JS alors en plein essor à Paris, que la JB puise une grande partie de son inspiration. Machin et Boisserolles, militants connus des JS assistent fréquemment aux réunions de la JB. L'amalgame sera vite fait par des inspecteurs de police prompts à taxer toute cette mouvance d'anarchiste. Au-delà des propos alarmistes des mouchards, un changement important intervient dans la JB, peu de temps après les attentats anarchistes de 1893 et les « émeutes » de juillet 1893 au Quartier Latin <sup>1</sup>. Pour établir une démarcation nette avec les anarchistes individualistes, dont elle se désolidarise publiquement <sup>2</sup>, la JB élabore sa propre version de l'action directe et établit des règles de fonctionnement plus strictes. Une section centrale de la JB de Paris est constituée, avec pour objectif de contrôler les annonces et l'activité des autres sections <sup>3</sup>. La participation aux manifestations de juillet 1893 au Quartier Latin de certains membres de la JB est-elle à la source de ce resserrement ? Ou est-ce l'orientation antimilitariste des groupes qui effraie le CCSR ? Car dès octobre 1893, les fêtes familiales innocentes de la JB deviennent le lieu d'une contestation de l'armée. Les conscrits de chacune des sections ont droit à des adieux et à de nombreux discours. Leur contenu est clair, avant tout les conscrits servent la patrie ; faites donc « votre devoir en cas de guerre avec l'étranger » mais « refusez de marcher contre vos frères, comme on le fait faire actuellement à la troupe dans le Nord pour défendre les capitalistes ». Ce discours patriotique est assorti des mêmes exhortations à la haine de l'armée des capitalistes que chez les JS. Ces déclarations ne sont pas plus contradictoires que celles proférées par les JS contre l'armée. Leur ambiguïté disparaît pour laisser la place à un sentiment nouveau à partir de 1894. Un *Bulletin* de la JB sera lancé cette année-là qui tentera de clarifier la ligne, les buts et les objectifs suivis par le groupe ; y prédomine l'œuvre « d'éducation matérialiste et révolutionnaire ». Règlement du *Bulletin* en 6 articles, statut du groupe, manifeste, déclaration d'intention et de principe, tout y est pour faire de la jeunesse le fer de lance d'une politique qui vise à « purifier » la République. La JB a trouvé son créneau : antimilitarisme et antiparlementarisme se conjuguent utilement pour réaliser cet objectif. Affranchie désormais des barrières partisans et de la tutelle du comité adulte, moribond, la JB animera, seule, cette propagande à Paris.

---

la Commune ou l'anniversaire de la mort de Blanqui, le groupe de la JB connaît un vrai succès, surtout dans les 13<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements de Paris où ces fêtes sont attendues, appréciées et fréquentées.

<sup>1</sup> Le mot est d'Alexandre Zévaès, 1913.

<sup>2</sup> Dans la déclaration que Boucharnin publie dans *La Jeunesse Blanquiste*, n° 1, dimanche 7 janvier 1894, il commence d'abord par rétablir les faits : « Les membres du groupe central de la JB de Paris, réunis le 14 décembre, salle du Lion d'Or, 18, rue Greneta, déclarent à l'unanimité que tout en repoussant avec la plus vive énergie toute solidarité avec les partisans de l'action individuelle et de la propagande par le fait ils ne sauraient laisser passer... les manœuvres réactionnaires du gouvernement... », p. 2-4.

<sup>3</sup> « Chaque section devra présenter son ordre du jour à la réunion du groupe central de la JB ». Rapport de police du 21 juillet 1893.

Adolphe Fretel, André Colzy, Masson, Ducout, Boucharnin multiplient les activités de ce qui est devenu en janvier 1895 le groupe central de la jeunesse blanquiste de Paris. Il se manifeste par des réunions qui célèbrent l'anniversaire de la Commune<sup>1</sup>, des conférences dont Rochefort est l'orateur préféré<sup>2</sup>, et par la création d'une bibliothèque au 72, rue Quincampoix, le local de la JB, dont Piret sera l'aimable gardien. Ainsi structurée, la JB est prête.

L'affaire Dreyfus fournit alors au groupe l'occasion inespérée d'affirmer son attachement à la nation, que la République ne sait plus défendre. Voyant dans l'armée l'instrument indispensable de régénération sociale et nationale, la JB ne pardonne guère à la République d'en avoir souillé l'image. Dès lors, elle troquera l'ancien antimilitarisme blanquiste pour défendre l'idée, radicale selon elle, d'une révolution nationale. Au moment où le CCSR n'a plus de militants pour mener cette campagne, la JB entonne l'hymne nationaliste à l'unisson avec tous les autres anti-dreyfusards. La question, très controversée, de la signification de cet épisode de l'histoire française reste entière. Sternhell<sup>3</sup> et à sa suite Howorth<sup>4</sup> s'appuient sur l'évidence de ce qu'ils appellent le revirement de la JB pour en faire l'origine ou l'expression du socialisme nationaliste français. S'il est incontestable que la JB se proclame nationaliste en 1898, il est tout aussi incontestable qu'elle se disait socialiste avant 1896. Peut-on dire pour autant qu'elle incarne cette combinaison particulière qu'est le socialisme nationaliste et qu'elle est l'ancêtre du national-socialisme à la française ? Elle a plutôt oscillé entre les deux, abandonnant le socialisme pour le nationalisme quand les circonstances lui semblaient plus favorables. Plus républicaine que nationaliste d'ailleurs, ses déclarations fracassantes visent avant tout à améliorer la République, qui a trahi. La JB compte certainement parmi ces groupes aux revirements spectaculaires, annonceurs en ce sens de la débâcle idéologique qui marquera la décennie suivante.

Le groupe central de la JB s'éteint donc avec l'affaire Dreyfus, après une dizaine d'années d'activités marquées par une ambiguïté qui alimente encore la controverse. Elle offre néanmoins un exemple unique d'organisation de jeunesse indépendante, qui survit au CCSR et qui milite en faveur d'idéaux qu'elle n'hésitera pas à renier selon les besoins. La JB est en fait un groupe de jeunesse comme ces nombreux autres groupes pour lesquels l'action vaut plus que l'idée. Elle a seulement pressenti avant les autres, que l'action se passait désormais ailleurs que chez les socialistes.

---

<sup>1</sup> *La Petite République*, des 13 mars 1895 et 3 juillet 1896.

<sup>2</sup> *La Petite République*, du 15 avril 1897.

<sup>3</sup> Zeev Sternhell, 1978.

<sup>4</sup> Jolyon Howorth, 1982, p. 78.

## Les jeunesses autour des vaillantistes

Plus conforme à celui des autres jeunesses socialistes, l'itinéraire des jeunesses vaillantistes commence cependant par le même besoin d'action directe. Elles trouvent un écho favorable auprès d'Édouard Vaillant et du comité révolutionnaire central (CRC), nouvellement constitué.

Le programme adopté par le CRC en 1892 offre à tous les groupes une ouverture nouvelle et garantit leur autonomie. Vaillant, lui-même, encourage la formation de comités, cercles, groupements spontanément constitués comme l'« expression de la conscience ouvrière naissante »<sup>1</sup>.

Les groupes se forment d'abord dans les bastions vaillantistes du Cher, de l'Allier et de la région parisienne. En trois ans, le CRC a triplé ses effectifs à Vierzon, Toulouse et dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Là, les jeunes qui forment la jeunesse révolutionnaire décident d'adhérer au CRC en 1895, pour rompre avec la politique d'abstentionnisme prônée par les anarchistes<sup>2</sup>. Avec une trentaine d'adhérents, le groupe anime la vie de quartier par de nombreuses conférences publiques souvent contradictoires<sup>3</sup>, mais toujours d'actualité, comme celle sur « Le crime des religions et du militarisme »<sup>4</sup>. N'ayant que partiellement rompu avec l'anarchisme, le groupe se prononce pour le suffrage universel comme moyen révolutionnaire, et donc pour la participation aux élections<sup>5</sup>. En fait, les jeunes veulent être inclus dans le débat politique. En abandonnant le qualificatif anarchiste devenu désuet, ils réintègrent la famille socialiste sous l'appellation de jeunesse, sans rien perdre de leur autonomie.

---

<sup>1</sup> J. Howorth, *ibid.*, p. 69.

<sup>2</sup> Ils annoncent ce changement d'orientation lors d'une conférence convoquée par tracts, tirés à 2 000 exemplaires, et diffusés dans tout l'arrondissement. Paule Mink connue pour ses sympathies anarchistes, y figure comme conférencière ; l'affiliation à l'une quelconque des formations socialistes importe peu. Pour 40 sous, le public entendit à sa place Boisserolles, militant de la jeunesse du 11<sup>e</sup>, et Ebers du 15<sup>e</sup> arrondissement, « prêcher la révolution socialiste ».

<sup>3</sup> Trente personnes paieront 15 sous pour savoir pourquoi Gilliard et Ferrand sont « communistes et révolutionnaires ». Ou encore, avertis des « dangers du cléricisme » par un tract tiré à 2 000 exemplaires, les citoyens des 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> arrondissements, au nombre de trente sauront comment les conjurer par « l'Internationale révolutionnaire ». Rapport de police du 6 décembre 1896, Ba 1489.

<sup>4</sup> C'est dans des termes plutôt vifs que la JSRI du 15<sup>e</sup>, affiliée au CRC dès le départ « flétrit l'armée » : « Devant les excès de cruauté commis par les officiers envers les enfants du peuple dans l'armée, la JSRI proteste énergiquement contre ces coutumes barbares d'une autre époque, voue au mépris général les auteurs de ces faits sauvages qui démontrent une fois de plus l'utilité de l'abolition du militarisme par la suppression des armées permanentes ». *La Petite République* du 27 février 1895.

<sup>5</sup> *La Petite République*, des 23 janvier, 17 février, 3 mars et 6 mars 1895.

Dans le 13<sup>e</sup>, traditionnellement militant, vingt-cinq jeunes décident de se constituer en Jeunesse communiste socialiste internationaliste ; le programme, établi à la première réunion, le 3 octobre 1897, affiche la plus grande intransigeance : « On berne la jeunesse avec des idées de patrie, dans la famille, dans les écoles et plus tard dans les différentes sociétés patriotiques ! »<sup>1</sup> Le regroupement de la jeunesse remplacera le bulletin de vote, inutile, et l'antimilitarisme y est la règle. Contre les élus socialistes au parlement<sup>2</sup>, ce groupe manifeste avec force son indépendance visible par des statuts qui interdisent l'adhésion aux plus de 25 ans. Les manifestes du groupe seront distribués à la porte des écoles professionnelles Dolet et Diderot<sup>3</sup>, ses fêtes rassemblent jusqu'à cinquante personnes dont certaines clament leur solidarité avec un des leurs, Felten, à son départ pour le régiment<sup>4</sup>. En outre, les concerts d'amateurs seront l'un des moyens pour tenter de regrouper toutes les jeunesses du 13<sup>e</sup> dans un grand mouvement. Mais les dissensions semblent insurmontables tant avec la JB rochefortiste, cible de leurs attaques, qu'avec les Jeunesses indépendantes, influentes dans les 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> et qui résistent aux avances des JSR. Les pourparlers d'union provoquent plutôt une scission ; une partie des membres quitte alors la JSR pour reconstituer une JSR libertaire, à la vie éphémère. Sous l'influence de Rattier, le reste du groupe bascule alors du côté du CRC.

Ainsi le CRC a-t-il constitué, sans l'avoir véritablement cherché, l'alternative possible pour des jeunesses venues pour la plupart de l'anarchisme. À un moment où l'anarchisme plongeait dans l'illégalité, les jeunes militants ont trouvé dans le CRC un ancrage politique plus stable. Cette position était viable jusqu'à la création du parti socialiste révolutionnaire (PSR). Après, ils devront adapter leur stratégie. En juillet 1898, trois jeunesses réitèrent leur attachement au PSR et obtiennent la constitution d'une fédération de jeunesse affiliée au parti mais qui gardera son autonomie.

---

<sup>1</sup> L'ordre du jour de la réunion est typique : « Projet de manifestation contre les élus du 13<sup>e</sup> et organisation d'un meeting à l'Alcazar d'Italie ». Rapport de police du 24 mai 1898, Ba 1489.

<sup>2</sup> Rapports de police du 6 décembre 1896, du 7 février 1897 (la réunion a lieu à la salle Legeron, 18, rue de la Croix-Nivers, 15<sup>e</sup>), du 8 octobre 1897 (salle des familles, 104, rue des Entrepreneurs) et du 3 et 14 octobre 1897, Ba 1489.

<sup>3</sup> Les comptes rendus de ces activités sont faits à la réunion du premier juin 1898. Rapport de police du même jour, Ba 1489.

<sup>4</sup> La fille du sieur Rattier a, elle, l'idée de porter un ruban rouge en écharpe en signe de protestation contre l'armée. Rapport de police du 12 novembre 1898, Ba 1489.

## Une décennie marquante

Curieuse période que celle des débuts. Voilà une poignée de jeunes gens, en tout peut être une cinquantaine, qui apparaissent imprégnés dès leur enfance par la rhétorique révolutionnaire, avides d'en perpétuer la tradition. Attirés par les figures du socialisme naissant que sont Allemane, Brousse, Guesde et par l'aura de Blanqui, ils se réclament de leur paternité tout en se plaçant en dehors de leur tutelle. Le groupe de jeunesse répond exactement à ce besoin : il apparaît comme la formule idéale pour leur permettre de sortir de l'univers familial tout en leur donnant l'impression de contribuer à l'édification du socialisme.

Par un effet courant, de mimétisme, ils créent une situation nouvelle, propice au changement de leur statut. Que ce soit par vocation familiale (les fils d'Allemane), par intérêt (pour le parti ouvrier de Guesde) ou par admiration (pour Blanqui), ces jeunes gens espèrent prendre part à l'avènement de la révolution. En ces années 1880-1884, le mouvement ouvrier leur offre l'attrait d'un groupe en pleine formation. Ainsi c'est à la faveur de l'éclatement de la FTSF en 1882 que les guesdistes désireux de rallier toutes les troupes pour construire le parti ouvrier lancent cet appel aux jeunes. Le mouvement ouvrier naissant offre à ces jeunes la perspective d'un avenir politique. Quelle que soit la formule adoptée par les fractions socialistes, les jeunes peuvent y projeter leurs propres ambitions.

Attirées par le socialisme, les jeunesses tentent d'imposer leur présence aux nouveaux partis mais découvrent vite l'ampleur des problèmes qu'elles leur posent. En essayant de convaincre les allemanistes que leur parti ne perd rien à les garder, les jeunesses découvrent l'intransigeance mais surtout l'indifférence. En leur refusant le droit de cité, le POSR fait preuve d'une absence de stratégie quant au parti qu'il dit vouloir construire. Il est significatif que ce parti, qui jouit pourtant d'une popularité auprès des jeunesses, n'ait pu se résoudre à devenir un vrai parti. Hormis quelques militants de renom, les allemanistes disparaissent comme tendance organisée avec l'unification socialiste.

À l'exact opposé, le POF vise véritablement une clientèle et des militants dont la fidélité et l'entier dévouement doivent lui être acquis. Les turbulentes jeunesses, d'abord impressionnées par tant d'organisation n'y trouveront de place qu'à condition de bien apprendre les règlements. Certes, la vision guesdiste du parti est sectaire mais elle ne souffre pas de courte vue. Ancêtre à bien des égards du parti moderne que décrit si bien R. Michels, le parti guesdiste impose aux autres sa conception de l'organisation sinon du socialisme. Mais des trois partis, c'est le PSR qui réalise la combinaison gagnante. S'évitant un conflit inutile avec des jeunesses, qu'il ne dédaigne pas

avoir de son côté, le PSR a un sens aigu du compromis et de son usage en politique.

L'attraction des jeunes vers les partis socialistes est réelle. Chacune des fractions socialistes a joué le rôle d'un catalyseur ou plutôt d'un révélateur des différentes ambitions qui traversent les jeunesses françaises. En premier lieu, elles servent à révéler le désir qu'a une certaine jeunesse d'entrer dans l'arène politique. À travers le discours socialiste et l'activité des partis, on mesure l'écho que peut avoir la formule de participation politique. Car ce fractionnement socialiste qui a permis une identification facile des jeunes au parti localement le plus influent, a également ouvert la voie à des engagements politiques insoupçonnés. Première génération à naître dans la démocratie, la jeunesse de cette dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle est éblouie par la tâche qu'elle doit assumer. Grisée par la perspective d'un pouvoir politique qu'elle aurait, cette jeunesse emboîte le pas au socialisme avec la volonté de faire, sous sa bannière, la révolution ; parce que nouvellement instituées, les fractions socialistes offrent aux jeunes un bouillon de culture propice à leur éclosion. Il s'agit alors de comprendre le double mouvement qui pousse ces jeunes à se réclamer du socialisme, et des partis qui l'incarnent en France, tout en créant leur propre structure politique.

Cette situation, vivable un temps, devient très vite inconfortable. Hésitant à renoncer à leur autonomie, les jeunesses montrent une détermination certaine à participer au mouvement de construction du parti socialiste. Leur volonté unitaire marque cette période de leur histoire. Quels compromis les jeunesses devront-elles passer pour continuer d'exister comme jeunesses socialistes ? Les congrès d'unification socialistes bouclent le siècle précédent sur la note optimiste de la nécessaire union des forces. Mais l'union est-elle possible et quel en est le coût pour les jeunesses ?

Renvoyés à leur propre initiative, les jeunes font plusieurs tentatives pour imposer leur propre mode de regroupement et peut-être aussi pour faire tout simplement connaître un mode de sociabilité qui leur est particulier.

## CHAPITRE V

### LES EMBÛCHES DE L'AUTONOMIE DE LÀ JEUNESSE

[Retour au sommaire](#)

Parallèlement à l'offensive menée par certains, groupes pour convaincre les partis de les reconnaître, les jeunesses développent leur propre mouvement. À la faveur d'une conjoncture propice – l'affaire Boulanger et l'affaire Dreyfus – elles adoptent un comportement contestataire. Leur regroupement dans des fédérations de jeunesses sera leur façon d'entrer sur la scène politique. Suivre leur histoire chaotique n'est pas toujours chose aisée ; on apprend pourtant à mieux les connaître.

#### **A – LE DÉSIR D'UNE ACTION AUTONOMIE : LA LIGUE DE LA JEUNESSE SOCIALISTE DE LA SEINE**

[Retour au sommaire](#)

À la faveur de l'affaire Boulanger, des groupes de jeunesses convoquent le peuple de Paris à une conférence publique, au sujet provoquant « Le prologue d'une dictature »<sup>1</sup>. C'est devant une salle comble de 1 200 personnes que des orateurs renommés dénoncent le général Boulanger à la vindicte publique ; la motion votée appelle le Paris révolutionnaire à faire échec à ses manœuvres. La Ligue de la jeunesse socialiste de la Seine, hôte de ce débat, fait immédiatement sensation.

Le scandale déclenché par le général Boulanger confirme la Ligue dans sa haine du « parlementarisme et du césarisme » et dans sa détermination à lutter contre le militarisme « honni » qu'il incarne. Reprenant le mot d'ordre « d'abolition des armées permanentes et d'armement général du peuple » avancé par les socialistes, elle appuie leur initiative « courageuse » de

---

<sup>1</sup> Rapport de police du 21 janvier 1889, Ba 1489.

s'opposer à Boulanger<sup>1</sup>. Réitérant son attachement à la Révolution qu'elle oppose à la République qui en a trahi les idéaux, la Ligue reprend la rhétorique révolutionnaire du socialisme. Indépendante, elle adhère néanmoins au parti ouvrier, tient ses réunions au siège du Possibilisme parisien, au 54 rue Grenéta, et convie les orateurs les plus en vue du socialisme parisien aux meetings qu'elle convoque. Son indépendance hautement revendiquée lui permet toutes les alliances : « Nous ne nous plaçons pas en tant que groupe parmi telle ou telle fraction du PS, nous n'acceptons *a priori* aucune formule étroite, aucune école exclusive »<sup>2</sup>.

Par un instinct sûr, la Ligue préfère jouer le rôle d'éducateur averti, qui croit aux vertus de l'action collective. C'est aux jeunes que revient cette mission. Leur révolte contre la répartition injuste des richesses caractérise la prise de conscience des jeunes. Au nom de la justice et de la liberté, la Ligue conteste les institutions républicaines. Constituée dès le départ d'une cinquantaine de membres actifs, elle décide de se doter d'un programme, d'une charte, d'un bureau, d'un comité de propagande et d'une bibliothèque. Devant l'importance de la tâche et du succès immédiat qu'elle rencontre, la Ligue se mue aussitôt en Fédération de la jeunesse socialiste révolutionnaire. Ses membres, selon l'inspecteur Dubois, spécialement affecté au groupe, sont de très jeunes gens, qui sont déjà identifiés comme « des personnalités de valeur »<sup>3</sup>. À lire la description qu'il fait du bureau, on voit mal où elles sont : « Loubet, secrétaire : belle intelligence, Lorillon, secrétaire adjoint : quantité négligeable ; Gosse, bibliothécaire : physionomie de rodeur de barrière ». Hormis le secrétaire, les membres du groupe ne semblent pas très brillants. La commission de propagande n'est guère mieux notée : « Wurmser est un ambitieux, Odille, un imbécile, Roussel a une bonne tête, Briois est très écouté donc à suivre, Lepeut est journaliste, très lié avec Baudin, Ferroul, Vaillant... » Deux jeunes gens seulement reçoivent son admiration, tous les autres ne sont que jeunes écervelés ; doit-on comprendre que les deux sont les meneurs qui ont réussi à embrigader non seulement ces huit autres militants mais cinquante autres jeunes ? Retenons du moins l'activisme qui règne dans le groupe. Du programme rédigé par une commission de neuf membres et de la charte en trente-deux points nous ne savons rien, sinon qu'ils ont été l'objet de longues discussions et compromis avant d'être adoptés. Les pourparlers pour faire adhérer la Fédération à l'Union fédérative du centre échouent. Jalouse de son indépendance, la Fédération ne démord pas de sa position initiale même si ses sympathies vont désormais plus particulièrement au Parti ouvrier et à l'*Insurgé*. Leur influence combinée se traduit par leur participation au

<sup>1</sup> La Ligue compte des groupes dans les 3<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements de Paris depuis novembre 1888. Son objectif est « de faire revivre la flamme de la révolution française, éteinte par la République des agioteurs ». Rapports de police, du 18 novembre 1888 et du 25 novembre 1888, Ba 1489.

<sup>2</sup> *L'Égalité*, du 8 octobre 1890.

<sup>3</sup> Rapport de police du 5 septembre 1891, Ba 1489.

manifeste à la jeunesse ; tiré à 3 000 exemplaires, il est lancé par la Fédération en novembre 1890. Les statuts ont été rédigés par le secrétaire, tandis que les frais d'impression ont été assurés par l'*Insurgé* et l'imprimeur Coste <sup>1</sup>. Cette dernière manifestation unitaire de la Fédération annonce une campagne de recrutement d'un nouveau genre, mais aussi une scission prochaine.

Durant l'automne 1890, les tensions éclatent, après un été qui fut pourtant particulièrement fructueux <sup>2</sup>. Une bataille serrée s'engage alors entre les différents groupes pour prendre le secrétariat et donner à la Fédération une direction politique moins centralisatrice. Le secrétaire Rozier est l'objet de vives attaques : accusé par certains membres de vouloir faire adhérer la Fédération au Parti ouvrier, il est forcé de démissionner <sup>3</sup>.

La scission, inéluctable, est consommée : deux fédérations de la jeunesse socialiste révolutionnaire en sont issues <sup>4</sup>. La première, anarchiste, se réunit au 28, rue des Boulets ; elle continue « avoir des liens avec le *Réveil Social*, le Comité central socialiste révolutionnaire de Paris et l'*Insurgé*. L'autre adhère à l'Union fédérative du centre allemand le 13 décembre 1890, et poursuit ses activités jusque vers juillet 1891. Le manifeste à la jeunesse était donc bien le dernier coup d'éclat de la Fédération des jeunes socialistes révolutionnaires. La belle unité de toutes les tendances s'est envolée avec le succès. Que s'est-il passé ? Les groupes se sont-ils effectivement divisés sur l'orientation que la Fédération devait prendre ? Ou la Fédération s'offrait-elle comme le terrain privilégié des luttes d'influences politiques ? La composition du groupe nous fournit certaines indications sur l'origine géographique de ses adhérents, et peut-être sur leurs orientations.

---

<sup>1</sup> Rapports de police des 20 juillet 1890 et 8 octobre 1890, Ba 1489.

<sup>2</sup> La jeunesse et la fédération du Canton de Neuilly avaient organisé fêtes champêtres et sorties estivales fort appréciées. Le cercle des jeunes prolétaires de Boulogne fit de nombreux sympathisants et au groupe des Batignolles se sont adjoint ceux des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> arrondissements pour festoyer ensemble. C'est à Belleville que le conflit entre la Fédération et les cercles apparaît. Deux compagnons anarchistes voient d'un mauvais œil les envoyés de la Fédération qui recrutent sur leurs plates bandes. Sous prétexte de parler des « crimes sociaux », ces derniers utilisent les groupes de jeunes indépendantes pour développer la Fédération. Rapports de police des 6 août 1890 et 31 août 1890, Ba 1489.

<sup>3</sup> Rapport de police du 6 septembre 1890, Ba 1489.

<sup>4</sup> Un jeune homme du 12<sup>e</sup>, Lamarre, est nommé secrétaire à la place de Rozier le 27 août 1890. Le débat interne est répercuté par l'*Événement* qui accuse « les anarchistes et possibilistes » d'être les auteurs de trouble : « Il avait donc été décidé que l'on exclurait tous les compagnons anarchistes qui se présenteraient ». L'*Événement*, du 11 septembre 1890.

## Profil du groupe

Implantée dans les quartiers populaires de Paris et dans la région ouvrière de Boulogne, la Fédération se présente comme un regroupement de jeunes ouvriers. L'inspecteur de police confirme cette tendance en déclarant qu'elle est majoritairement animée par de jeunes ouvriers avides de changer « l'ordre des choses ». Cent cinq militants en sont membres dont nous connaissons les noms, prénoms et adresses <sup>1</sup>, mais ni l'âge ni la profession. Leur origine géographique est particulièrement uniforme : presque tous habitent les quartiers industriels et boutiquiers du centre de la ville (1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> arrondissements) ; quelques-uns viennent des banlieues : un de Vanves, deux de Boulogne, un d'Alfortville, trois de Levallois Perret. Cette répartition correspond plus ou moins à la situation des groupes de jeunesse qui ont adhéré à la Ligue à ses débuts. En l'absence de groupes de banlieue, doit-on supposer que ceux qui y habitent, « militent » dans les groupes du centre, participant ainsi à des groupes dans leurs milieux de travail ? Par ailleurs, rien ne prouve que ce soit des jeunes ouvriers qui habitent dans ces quartiers, ni que la Fédération soit composée de groupes mixtes, par quartiers et par occupation. Nous avons seulement retrouvé une quinzaine de militants qui continuent d'agir dans le mouvement ouvrier et dont nous savons qu'ils y sont impliqués. Rozier en est la figure la plus marquante. Né le 17 mai 1870 à Romilly (Aube), il est ouvrier bonnetier à Troyes. Il y rejoint à l'occasion du congrès de Marseille le mouvement ouvrier ; il adhère en 1880 au groupe collectiviste de la ville, s'associe à une société antireligieuse et à une bibliothèque populaire <sup>2</sup>. Il fonde alors un groupe de jeunesse socialiste et est l'un des créateurs du journal la *République Sociale* (1887-1889). Journaliste en Touraine, il vient à Paris où il est employé. C'est là qu'il participe à la création de la Fédération. On le retrouve plus tard conseiller municipal et député de Paris ; au terme de sa vie en 1924, on peut dire qu'il aura fait carrière dans et par le parti socialiste. Il est le seul du groupe dans ce cas. Les autres membres connus s'illustrent par des actions ponctuelles dans les différentes fractions, possibiliste (Chauvin sera membre de la jeunesse socialiste possibiliste) guesdiste (Vallet sera délégué au congrès du POF à Épernay <sup>3</sup> par la jeunesse socialiste indépendante des 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> arrondissements) ou même allemaniste (E. Raguét devient membre de la jeunesse socialiste révolutionnaire du POSR en 1895 et s'il n'y a pas confusion de noms, secrétaire de l'Union des syndicats ouvriers de Meurthe et Moselle en 1911 <sup>4</sup>).

---

<sup>1</sup> Nous possédons une liste de noms, prise au cours d'une perquisition effectuée chez le citoyen Rozier, qui nous donne quelques indications supplémentaires sur la composition de la Fédération, en plus d'une liste détaillée des membres adhérents de la Fédération en juillet 1890. On y compte cent cinq noms, Ba 1489 pièce 3182180.

<sup>2</sup> *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, tome 15, p. 115.

<sup>3</sup> *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, tome 15, p. 115.

<sup>4</sup> *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, tome 14, p. 337.

À côté de ces employés et ouvriers de la région parisienne, les étudiants occupent une place de choix. Ludovic Marchand qui demeure au 132 rue du Bois à Levallois Perret est membre des ESRI de 1893 à 1897. Il participe également à la ligue démocratique des écoles en 1893 et aux étudiants collectivistes en 1894<sup>1</sup>. Ses activités militantes conduisent les autorités à lui retirer sa bourse « agrégation en 1894<sup>2</sup>. Ce qui ne l'empêche pas de continuer à militer dans le mouvement étudiant. Il signera un dossier intitulé « Jean Grave contre Urbain Gohier » dans la revue, majoritairement étudiante, des *Cahiers de la Quinzaine*<sup>3</sup>. La dernière fois qu'on mentionne son nom, en 1907, il occupe le poste de secrétaire de la jeunesse socialiste de Toulouse<sup>4</sup>. Son itinéraire en dit long sur l'engagement politique de ces étudiants qui douze années durant consacrent leur vie à la cause de la jeunesse. Chauvin semble avoir suivi le même cheminement après avoir été adhérent des ESRI et de la ligue démocratique des écoles en 1896<sup>5</sup>. On perd sa trace ensuite. Quant à Philippot, on se demande s'il est le commis de marine qu'on retrouve comme délégué de la fédération socialiste du Morbihan à Amiens<sup>6</sup> ou si c'est l'étudiant en médecine de Montpellier, Phalippou Joseph. Tout porte à croire que c'est plutôt de ce dernier qu'il s'agit. Poursuivant ses études à Paris, il adhère au POF et devient membre du conseil fédéral de l'agglomération parisienne en 1899-1900. Spécialiste des problèmes coloniaux, il est rédacteur en chef du journal *Les Antilles Socialistes*<sup>7</sup>.

Ces quelques biographies, même tronquées, offrent d'intéressantes données. Ainsi la Fédération est vraiment liée au mouvement socialiste parisien. Elle recrute dans les secteurs d'occupation les plus favorables au socialisme : employé, ouvrier, étudiants. Dans la foulée du mouvement qui donne naissance aux différents partis socialistes, la Fédération intervient pour faire une place aux jeunes dans l'organisation révolutionnaire. N'était-ce sa courte existence, elle aurait réussi à être un bassin de militants pour le parti. Ses membres deviennent pour cinq d'entre eux des militants « stables » sinon célèbres du parti socialiste. On imagine bien l'attraction qu'un tel regroupement a pu constituer pour la jeunesse. Derrière les grands discours et l'activisme de la Fédération se profile une sorte de solidarité entre jeunes de différentes couches sociales qui leur fait entrevoir une façon de vivre ensemble. L'idéal socialiste cimentait cette union, donnant même à certains le goût de faire de la politique. L'émergence de « meneurs » témoigne de cette passion nouvelle que certains

---

<sup>1</sup> Rapport de police, juillet 1890, Ba 1489.

<sup>2</sup> *Le Socialiste*, du 11 mars 1894.

<sup>3</sup> « Jean Grave contre Urbain Gohier », *Cahiers de la quinzaine*, II, 13, du premier août 1900.

<sup>4</sup> *L'encyclopédie socialiste*.

<sup>5</sup> Rapport de police, mai 1896, Ba 1527.

<sup>6</sup> *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, tome 14, p. 259.

<sup>7</sup> Rapport de police, 1899-1900, Ba 1489.

militants découvrent dans la Fédération ; ils y voient un avenir. Ce sont eux qui prennent la décision de faire suivre à la Fédération la ligne du Parti ouvrier <sup>1</sup>. La plupart des autres, militants anonymes, n'ont pas d'ambition politique ; ils ont plaisir à se rencontrer et savourent l'ambiance « bon enfant » de la Fédération. Ils y resteront tant que l'équilibre entre la « politique » et « l'amitié » leur conviendra ; dès qu'il est rompu, ils désertent les groupes de jeunesse et, à notre connaissance, tout autre militantisme.

Première du genre, la Fédération des jeunesse socialistes révolutionnaires inaugure un processus qui se répétera tout au long des années 1890. Une poignée de jeunes, ravis de pouvoir intercaler leur ambition dans la rapide ascension du mouvement ouvrier, a l'idée de doter la jeunesse de structures propres. Pour en augmenter l'impact, il suffit de faire comme les adultes et de se fédérer. C'est alors que les jeunes gens du quartier découvrent ces ouvriers d'usine, ces employés de bureau, ces étudiants en médecine. Le groupe d'âge « peer group » se crée, dont la dynamique, inhérente à la rencontre de différents itinéraires, l'emporte un temps sur les projets politiques. Le mouvement de jeunesse se constitue autour de ces militants et de leurs groupes. La jeunesse socialiste fait ainsi son entrée dans la vie politique. Le cycle recrutement, regroupement/scission, dissolution a commencé. Non que les jeunesse en aient l'exclusivité : on peut en dire autant du mouvement ouvrier ; mais le cycle des jeunesse est plus court, plus répétitif. Comme si c'était dans cette répétition que les jeunesse puisaient les raisons de leur acharnement à se regrouper ; comme si le regroupement se justifiait par lui-même. Les années 1890 seront riches en expériences, élaborations, scissions diverses qui mèneront ces jeunes gens à préciser leur rôle dans la société. La place des étudiants dans l'affirmation politique de la jeunesse, déjà fort visible au sein de la Ligue, deviendra ensuite plus symbolique. Néanmoins leur appui est toujours recherché car ils donnent la garantie « scientifique » au programme d'action politique de la jeunesse. Le groupe des étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes (ESRI) jouera pour un temps ce rôle.

---

<sup>1</sup> Durant les trois années d'existence de la Fédération, les banquets, sorties champêtres, fêtes familiales et causeries n'ont pas cessé. C'est au faite de son influence, peu après le grand meeting unitaire que la scission intervient. La Fédération, en prenant parti risquait de devenir un enjeu politique. Pour beaucoup de jeunes elle perdait alors sa raison d'être.

## **B– LA NÉCESSAIRE OPINION DES JEUNESSES DANS LES FÉDÉRATIONS : UNE ÉTAPE VERS L'INDÉPENDANCE DES GROUPES**

[Retour au sommaire](#)

Bien que tout sépare les jeunes militants des faubourgs des fameux étudiants du Quartier Latin, la révolte de la jeunesse les pousse à se retrouver dans une fédération commune. L'union des groupes de la jeunesse socialiste de la Seine symbolise cette rencontre entre deux mondes. En 1892, Marc Pierrot, secrétaire des ESRI, alors étudiant en médecine et Georges Boisserolles de l'Union des jeunes socialistes des 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> arrondissements préconisent l'union des groupes de la Seine. Rassemblant les jeunes déjà existantes des 11<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> arrondissements, l'Union connaît un relatif succès dans la coordination, la création de nouveaux groupes et l'animation de leurs réunions.

Pris dans l'agitation qui secoue le Quartier Latin et par les remous suscités par les attentats anarchistes, les ESRI n'ont pourtant pas beaucoup de temps à consacrer à l'Union des groupes <sup>1</sup>. Ils leur donnent seulement leur caution. On voit ici combien les ESRI, groupe d'étudiants socialistes, symbolisent plus qu'ils ne l'incarnent réellement, la légitimation du regroupement des jeunes.

L'Union, élargie à une dizaine de militants recrutés par Boisserolles <sup>2</sup>, affirme son indépendance par rapport aux anarchistes et aux jeunes affiliées aux fractions socialistes. Elle regroupe plutôt ces militants issus de l'« anarchisme littéraire » dont parle J. Julliard (1971) ou qui se retrouvent dans les manifestations de rue, les cercles, les revues du bouillonnant Paris de la fin du siècle <sup>3</sup>.

Mais cette mouvance est difficilement organisable ; les jeunes ne voient pas l'intérêt d'adhérer formellement au projet de Boisserolles. En dépit d'une agitation intense, l'Union des jeunes ne trouve guère d'appuis pour mener à bien son projet de congrès et finalement celui d'une fédération de tous les

---

<sup>1</sup> Ils reviendront plus tard, à l'occasion des manifestations publiques (en 1894-95) et lorsque Boisserolles aura besoin d'eux (au congrès de Romilly en 1895). Jean Maïtron, 1964.

<sup>2</sup> Il s'agit de Lauze (fils du député), employé à la mairie de Saint-Denis, qui a déjà manifesté son intention de former un groupe, de Dauphin qui réside au 34, rue Doudeauville et qui aimerait avoir plus d'influence dans la jeunesse du 18<sup>e</sup>, de Cortes ou plutôt Costes qui demeure au 83, boulevard de Grenelle et déplore l'absence d'une jeunesse dans le 15<sup>e</sup>, enfin de Cordou (sans doute Cordon) qui est militant actif de la Jeunesse socialiste de Saint-Ouen et habite dans le quartier au 3, rue de la Chapelle.

<sup>3</sup> Comme le note le policier Frouard, il y a un engouement des jeunes pour l'indépendance d'esprit qu'il explique par leur « désaffection à l'égard des églises sociales ». Rapport de police du 31 octobre 1894, Ba 1489.

groupes de jeunesse. Force est de constater que les jeunesses affiliées aux partis représentent une base plus solide pour asseoir les projets d'organisation de la jeunesse. La Fédération indépendante des jeunesses socialistes de Troyes offre l'unique opportunité de rassembler les groupes ; Boisserolles jettera son dévolu sur elle en décembre 1894<sup>1</sup>. Bien qu'officiellement affiliée au parti guesdiste (POF), la Fédération lui semble suffisamment indépendante pour qu'il veuille s'y joindre. De plus, la Fédération prévoit de tenir un congrès de la jeunesse en septembre 1895 à Romilly. Dès lors, la stratégie de Boisserolles est arrêtée : plutôt que d'organiser un congrès séparé – qu'il sait avoir peu de chances de réussir – il va tenter de « noyauter » le congrès de la Fédération de Troyes. Boisserolles convaincra Gladel du 18<sup>e</sup>, Costes du 15<sup>e</sup> et même Pierrot des ESRI, du bien-fondé de sa stratégie. S'ils la suivent, ils feront coup double : d'abord les jeunesses indépendantes prouveront leur force aux jeunesses affiliées au POF mais aussi aux autres fractions qui l'imitent, allemanistes du POSR et blanquistes du CRC ; ensuite en les convaincant de s'unir en une grande fédération de la jeunesse française, elles prouveront aux socialistes que la jeunesse est une force avec laquelle il leur faudra compter. Armés de leur détermination en guise de programme, les quatre délégués imaginent ces stratagèmes pour réaliser leur fédération indépendante et abordent l'année 1895 avec beaucoup d'optimisme ; ce qui aura pour effet de provoquer une recrudescence d'activités. Si l'ensemble du projet ne se réalise pas, du moins entendra-t-on parler abondamment des jeunesses au cours de cette année.

Jamais auparavant n'avait-on vu croître autant de groupes, se tenir autant de réunions publiques dans les divers quartiers de Paris, manifestant la présence des jeunesses.

La nouvelle version de l'Union des jeunesses, la Jeunesse parisienne socialiste indépendante, coordonne les événements. Officiellement constituée en février 1895, elle inaugure, par une campagne d'adhésion, l'adoption de nouveaux statuts et l'élection d'un bureau, sa nouvelle politique<sup>2</sup>.

Convaincue que le rôle qui lui revient, sans être celui d'une avant-garde, doit être celui d'un éclaireur, elle se donne pour tâche « d'émanciper le prolétariat en l'éduquant ». On discerne aisément l'influence des étudiants socialistes, mais aussi celle du messianisme révolutionnaire de ces années. Avec un optimisme juvénile, elle reprend le discours de ses prédécesseurs : « C'est parce que le peuple manque encore d'érudition politique que la bourgeoisie peut le courber et l'étendre sous le plus fatal et le plus odieux des servages. » Imbus de justice, les jeunes devront intervenir : « Il s'agit donc de

---

<sup>1</sup> *La Petite République*, du 15 décembre 1894.

<sup>2</sup> Son nouveau bureau est composé des mêmes ; de Cordon pour la jeunesse socialiste de Saint-Ouen et de Boisserolles pour le 11<sup>e</sup> et le 12<sup>e</sup>, de Gladel et Costes pour le 18<sup>e</sup> et le 15<sup>e</sup> plus trois nouveaux venus : l'un représente le 20<sup>e</sup> arrondissement, Jacob le 11<sup>e</sup> -12<sup>e</sup>, Ducreux le cercle d'études sociales de la jeunesse socialiste du 3<sup>e</sup>, *Ibid.*

nous éclairer, de développer en toutes les intelligences ouvrières la pensée libre et la conviction de notre force »<sup>1</sup>.

La célébration du 1<sup>er</sup> mai 1895 sera l'occasion de défiler sous la bannière de la jeunesse ; elle déposera sa propre couronne au Mur des Fédérés pour « honorer les vaincus de 1871 »<sup>2</sup>. Chacune à leur tour, les sections de la jeunesse organisent des fêtes familiales et dansantes ; celles de la Maison du Peuple ont même une réputation établie<sup>3</sup>. C'est surtout dans l'organisation de grands débats publics, rassemblant de préférence toutes les tendances socialistes, que la jeunesse fait ses preuves. La jeunesse parisienne appelle le peuple de Paris à assister à un grand meeting sur un thème qui lui est cher, celui de « l'antimilitarisme et des scandales de l'armée ». La crème du socialisme parisien est là, « comme aux beaux temps de la lutte boulangiste » écrira Breton dans *La Petite République* du 25 mai 1895. Le meeting fait salle comble : trois cents personnes sont venues Salle du Commerce écouter Jaurès, Vaillant, Guesde, Gérault-Richard, Sembat, Dejeante, Faberot, Briant affirmer leur détermination à lutter contre le militarisme. Le succès du meeting est total. Les jeunesses sont capables de mobiliser les socialistes sur un terrain qu'elles définissent comme étant spécifique aux jeunes. Certes, la propagande antimilitariste figure au programme de tous les partis socialistes et c'est pourquoi tous ses ténors tiennent à y être, mais les jeunesses prennent l'initiative de le mettre en action, de lui donner corps et âme.

Ayant ainsi proposé les deux axes de l'action des jeunes, l'éducation et l'antimilitarisme, la jeunesse parisienne doit désormais convaincre les autres groupes d'adopter ce programme.

Les tractations auront lieu durant l'été qui précède la tenue du congrès de Romilly.

## **Le congrès de Romilly**

Les discussions, souvent très animées, tournent autour de l'orientation à prendre ; la question de l'affiliation est toujours posée. Les délégués de Saint-Ouen, Chrismant et Allo, aimeraient que la jeunesse se rapproche du CRC, qu'ils trouvent plus ouvert, tandis que les autres tiennent absolument à garder leur indépendance. Mais la question de l'été est de savoir s'il faut ou non se doter d'une fédération de jeunesse qui pourra s'imposer à la Fédération indépendante de Troyes, ou mieux, l'absorber. Boisserolles préfère cette

---

<sup>1</sup> Cet appel adressé aux journaux socialistes vise à demander le soutien des partis pour créer une bibliothèque de la jeunesse socialiste de Paris. *La Petite République*, du 13 février 1895, rubrique « Échos ».

<sup>2</sup> *La Petite République*, du 25 mai 1895.

<sup>3</sup> *La Petite République*, du 12 avril 1895.

dernière solution qu'il pratique au nom de l'internationalisme<sup>1</sup> ; ce qui lui permet d'ajouter une clause aux statuts du congrès, qui stipule que « les comités peuvent garder leur autonomie sans distinction de leurs nuances politiques ».

Certains que la jeunesse parisienne pourra au moins participer au congrès de Romilly, les trois délégués se mettent en devoir d'organiser cette nouvelle vague de militants. Pilotée par quelques anciens (Pierrot, Lorain, Boisserolles, Allo et Noreau), une nouvelle fédération des groupes de jeunesse socialiste de Seine, Seine-et-Oise est créée ; elle sera socialiste, révolutionnaire et internationaliste. Il va sans dire qu'elle « reste complètement indépendante et n'adhère à aucune école. Chaque groupe suivra la conduite qu'il voudra sans toutefois parler au nom de la Fédération »<sup>2</sup>.

Prévenues par l'expérience, les jeunesses veulent se doter d'une fédération qui puisse fonctionner. On réitérera les grands principes de la jeunesse<sup>3</sup> : elle est d'abord unitaire, parce que l'union de la jeunesse n'est qu'une étape vers l'unité essentielle, celle du socialisme. Elle est internationaliste<sup>4</sup> et révolutionnaire<sup>5</sup>. Le programme a ainsi subi quelques changements pour susciter un ralliement plus large. Les espoirs internationalistes s'avèrent moins compromettants que les thèmes antimilitaristes ou éducatifs, mis en sourdine ; la Fédération avance prudemment les points sur lesquels elle espère faire consensus au congrès<sup>6</sup>.

Le qualificatif socialiste a également disparu, attestant d'une bataille entre les partisans du mot socialiste et ceux qui lui préfèrent collectiviste ou même

---

<sup>1</sup> Rapport de police du 2 août 1895, Ba 1489.

<sup>2</sup> *La Petite République*, du 9 août 1895. Tous les membres de la jeunesse sont convoqués à la réunion d'orientation du 2 août 1895. Ils seront quatorze délégués à décider d'un commun accord des statuts d'une nouvelle fédération parisienne. Aux nouveaux venus de Garches et de la Plaine Saint-Denis représentés par Descours et Renaud, s'ajoutent les anciens groupes : de Saint-Ouen, Allo et Chrismant, du Quartier Latin, Pierrot qui s'est adjoint Lorin « étudiant Lorain membre depuis 1891 des ESRI) ; Haret, Dauphin et Roy représentent le 3<sup>e</sup> arrondissement ; Clairdin est délégué par le 18<sup>e</sup> ; Noreau, Verdier et Leconte par le 15<sup>e</sup>.

<sup>3</sup> Lors d'une réunion publique convoquée par la nouvelle fédération Salle du Commerce, elle se déclare solidaire de la classe ouvrière et de toutes les expériences de son combat. Une motion de sympathie aux mineurs de Carmaux, en grève, est votée par les quelques cent personnes présentes. Rapport de police du 29 septembre 1895, Ba 1489.

<sup>4</sup> Le blanquiste Collinet tient à préciser la nature de ce mot d'ordre : il avoue ne pas voir de contradiction entre l'internationalisme et le patriotisme, *ibid*.

<sup>5</sup> Soucieux d'éviter les dissensions, Fribère du 12<sup>e</sup> ralliera tout le monde en déclarant que les jeunes préparent l'avènement de la révolution socialiste. « Sûrs de marcher unis au combat » les jeunes se séparent aux cris de « Vive l'Internationale ! Vive la Sociale ! », *Ibid*.

<sup>6</sup> Le résultat est probant : les groupes affiliés à la Fédération ont doublé et le nombre de sympathisants est appréciable, 800 aux dires de la Préfecture de police, *ibid*.

communiste. Ensuite la Fédération exige « l'abolition de l'article 1 du règlement (de la Fédération de Troyes) » qui stipule que cette dernière doit « suivre la politique adoptée au congrès du Havre » du POF. Boisserolles et ses amis n'ont feint d'ignorer cette clause que pour mieux la combattre une fois admis au congrès. En faisant adopter ce point par la Fédération, ils l'impliquent dans une manœuvre d'autant plus périlleuse qu'elle est pleine d'ambiguïté : au nom de l'unité, la Fédération des jeunesses de Seine et Seine-et-Oise déclare vouloir se joindre à la Fédération de Troyes. Mais comme elle n'en accepte pas le principe fondateur, son affiliation inconditionnelle au parti guesdiste, elle se donne pour mission de l'en délivrer. L'indépendance des jeunesses est le but qu'elle se fixe. Les points 3, 4 et 6 traduisent la volonté d'en contrôler l'avenir : ils prévoient le transfert du siège de la Fédération à Paris, portent la cotisation mensuelle à 0,50 F. pour se donner les moyens de l'indépendance, préconisent l'extension des conseils de prud'hommes, marque de l'intérêt des jeunes pour la classe ouvrière dans les conflits du travail. Cette préoccupation, dont on ne sait si elle provient des jeunes travailleurs qu'ils recrutent, ou si elle est empruntée à la rhétorique ouvriériste, indique le souci qu'a la Fédération d'appuyer les revendications concrètes de la classe ouvrière. Enfin, elle préconise « la suppression des armées permanentes et leur remplacement par une milice nationale », point 5 de sa plateforme.

Ainsi bardée de recommandations, la Fédération parisienne envoie trois délégués à Romilly, que le secrétaire Boisserolles dirige. Le congrès, qui se tient à l'occasion du congrès national du POF est l'unique moment de rencontre entre le POF et la jeunesse, « l'avenir de la société que nous préconisons »<sup>1</sup>. Retenons de ce congrès, ce qui concerne directement la Fédération. D'entrée de jeu Boisserolles est mis en minorité sur ses propositions, qui ne recueillent que trois voix. Le congrès vote même son affiliation inconditionnelle aux guesdistes et « accepte la ligne du POF élaborée dans ses douze congrès nationaux ». Cette version officielle est âprement contestée par la Fédération parisienne<sup>2</sup>. La Fédération insiste sur l'objectif unitaire qu'elle poursuivait en allant à Romilly. Loin de s'avouer battu, Boisserolles revient du congrès convaincu que les jeunesses doivent montrer aux adultes le chemin de l'unité. Elles devront être les artisans de la dynamique unitaire. Perdus dans leurs batailles byzantines, les socialistes, s'ils ne sont pas éclairés par les jeunes,

---

<sup>1</sup> *La Petite République*, du 13 septembre 1895.

<sup>2</sup> Dans un plaidoyer touchant paru dans *La Petite République* du 27 septembre 1895, Boisserolles « rétablit les faits : le congrès a seulement été unanime à voter pour la lutte des classes, la socialisation des moyens de production et l'internationalisme ». Ces principes sont compatibles avec ceux de la Fédération mais celle-ci n'a certainement pas voté « pour une école socialiste quelconque » même si, « nous le reconnaissons, celles-là sont toutes animées du même esprit d'affranchissement du prolétariat ». La Fédération tient à bien faire la distinction entre les deux positions. « Tout en envoyant son salut fraternel au POF comme à toutes les fractions du parti socialiste sans distinction d'école », la Fédération sait que « sa tactique d'indépendance peut seule réaliser l'union socialiste ».

risqueraient de faire échouer la cause du socialisme, partant l'avenir de la jeunesse. Il entreprend alors une campagne de sensibilisation pour convaincre les différentes fractions parisiennes de la nécessité des groupes de jeunesse. Il prône par l'exemple et organise une réunion commune avec la jeunesse blanquiste, qui ne veut pas entendre parler d'union avec ses frères ennemis. Mais cette erreur de tactique lui coûtera cher <sup>1</sup>.

Trop ambitieuse, la stratégie de Boisserolles n'a pas eu le résultat escompté. Non seulement les jeunesses n'ouvrent pas la voie de l'unité aux socialistes mais elles se divisent entre elles. À l'heure où les partis socialistes réagissent à la présence des jeunesses par une intempestive mise au pas, Boisserolles comprend qu'il fait fausse route en s'adressant aux groupes affiliés pour faire une fédération de jeunesse. L'unité, rendue illusoire par ce dénouement peu glorieux, devra être remplacée par un programme qui convienne à toutes les fractions de la jeunesse. Boisserolles s'affaire aussitôt à d'autres combinaisons. Quant aux groupes qui l'ont suivi, leur démarche s'explique aisément. Accordant peu ou pas d'importance aux tractations « politiques », ils sont heureux de se retrouver lors de ces fêtes et réunions où l'essentiel n'est pas ce qui est dit mais ce qui advient. Leur participation à la Fédération ainsi que leur recrutement dans la jeunesse attestent de leur volonté d'être ensemble. Toute cette activité leur confère de l'importance, leur permet d'aiguiser leur jugement, leur ouvre la perspective d'une reconnaissance publique. Pouvoir deviser entre eux des grands et petits problèmes du monde pour y trouver leur place, voilà ce qu'ils découvrent dans le groupe de jeunesse, un lieu d'insertion sociale, une forme d'action politique. Que quelques politiciens en herbe cherchent à développer telle ou telle manœuvre n'importe guère au fond. Ces premières expériences sont précieuses pour les jeunes qui y prennent part.

Alors qu'avec la fin des années 80, les militants de la Fédération pensaient jouer un rôle intermédiaire entre les fractions socialistes, les jeunesses du début des années 1890 découvrent la possibilité d'avoir une place propre, celle créée par la reconnaissance de leur rôle. La participation des étudiants, leur fonction comme « théoriciens » du mouvement de la jeunesse ne sauraient être sous-estimées ; ils lui donnent une légitimité. Mais le gros des troupes est fourni par

---

<sup>1</sup> Pierrot des ESRI, Vindry des 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup>, Reichardin du 15<sup>e</sup>, Chrismant du 18<sup>e</sup>, Cordon de Saint-Ouen, Tricotel de Saint-Denis, Renault et Fribère de Garches entendent les dénégations de Boisserolles. Après avoir examiné le cas et « entendu les accusations mesquines et de mauvaise foi dont Boisserolles était l'objet », la commission l'absout et ses membres lui réitèrent « leur amitié et leur confiance » que Boisserolles n'a pas cessé de mériter. Absout par ses camarades, Boisserolles ne l'est pas par la police auprès de qui la jeunesse blanquiste a dû porter plainte. Convoqué le 18 du même mois par la police, Boisserolles est immédiatement relâché. Héros d'un jour, Boisserolles persiste dans sa volonté de regroupement. *La Petite République*, du 1<sup>er</sup> octobre 1895.

de jeunes employés de bureau et jeunes apprentis des faubourgs. Une extrême mobilité <sup>1</sup> marque leur mode de vie et les formes de leur regroupement.

À la recherche d'un ancrage, ces jeunes trouvent dans les fédérations une forme d'attache à un milieu – qui n'est ni leur famille, ni leur occupation, ni leur quartier, mais leurs pairs – et l'espoir d'une certaine mobilité en dehors des voies tracées pour eux. Rencontrer des étudiants, parler avec les leaders socialistes, participer à de grands rassemblements, représentent une démarche hors du commun.

À la fin de l'année 1896, le tableau se précise : les troupes sont motivées ; les chefs, même défaits, existent ; les organisations fonctionnent. Vont-ils pouvoir réaliser leur rêve le plus cher : une jeunesse forte et indépendante ? Les divergences de vue sinon d'intérêts qui grèvent l'activité des groupes de jeunesse leur seront-elles fatales ?

## **C – INDÉPENDANCE OU AUTONOMIE DES GROUPES DANS LES FÉDÉRATIONS**

[Retour au sommaire](#)

Quatorze groupes sont conviés par Boisserolles, Hébert, Gladel et Lamoureux pour constituer la Fédération des jeunesses socialistes révolutionnaires internationalistes (FJSRI). Le 22 juin 1896, 45 délégués ratifient le projet. Maber du 12<sup>e</sup> arrondissement a rédigé un manifeste, pièce maîtresse du projet, qu'il propose à l'assemblée. Il y dénonce ce que la liberté républicaine a de factice : « La révolution de 1789 a été faite par des bourgeois pour s'affranchir de la tutelle des nobles et pour donner plus de bonheur au peuple, au moyen de la liberté. Cette liberté n'est qu'apparente car elle nous rend plus esclaves que jamais » <sup>2</sup>. Il affirme que le but de la jeunesse est de « lutter sur le terrain économique et de marcher, par des moyens pratiques, à la conquête des pouvoirs publics, pour amener le plus promptement possible la révolution ». Ces termes suscitent de vives réactions. Certains demandent que l'expression « conquête des pouvoirs publics » soit supprimée et remplacée par « action politique ». L'autre point du manifeste est adopté sans critiques. Il concerne la lutte pour « préparer et obtenir l'union du PS pour le succès de nos revendications socialistes ». Quelques « anarchistes » font remarquer qu'il n'est pas question d'antimilitarisme dans ce manifeste ; Boisserolles rétorque que c'est superflu puisque le socialisme implique l'antimilitarisme. Le manifeste est

---

<sup>1</sup> Soulignée par les études sur la composition de ces couches sociales à cette époque. M. Perrot, p. 315-316. R. Trempé, *Les mineurs de Carmaux*, Paris, 1971.

<sup>2</sup> Rapport de police du 1<sup>er</sup> juin 1896, Ba 1489.

adopté ainsi qu'une déclaration de principes en quatorze points <sup>1</sup>. Affirmant sa solidarité avec les congrès socialistes, la Fédération s'abstiendra lors de toute campagne électorale et par conséquent, ne participera à aucune campagne anti-électorale. Vigilante, la Fédération prend ses distances : « Elle ne pourra adhérer ni soutenir aucune des fractions socialistes » <sup>2</sup>.

En se mettant sous l'autorité de l'Internationale, elle démontre son attachement aux institutions de la classe ouvrière ; ce qui l'autorise à agir dans ses sections, tout en gardant son autonomie. On réitère la nécessité de participer aux manifestations du 1<sup>er</sup> mai, d'organiser des réunions et conférences contradictoires (points 6 et 10), de se doter d'instruments d'éducation en créant une bibliothèque, en publiant une série de brochures au nom de la bibliothèque de la jeunesse socialiste et en fondant une école libre en sciences sociales et en économie (points 7 et 8) ; on n'oublie pas non plus l'activité antimilitariste que la Fédération coordonnera (point 12).

Mais le cours pris par la Fédération rend caduques ces belles résolutions. Le ralliement des groupes autonomes que la Fédération a tenté s'avère invivable. Le programme adopté qui visait à pacifier toutes les tendances ne suffit guère ; la discorde éclate à propos de l'affiliation des JS du 11<sup>e</sup> à la Fédération <sup>3</sup>. Boisserolles pense faire bénéficier la Fédération de la petite bibliothèque de la jeunesse socialiste du 11<sup>e</sup> <sup>4</sup>. Cette « manœuvre » est aussitôt dénoncée comme faisant perdre à la Fédération son indépendance, puisqu'elle participe à des activités auxquelles le POSR est mêlé <sup>5</sup>. Encore jugé par ses camarades, Boisserolles est accusé d'opportunisme ; on lui reproche ses tractations avec tous les partis et on saisit l'occasion pour réaffirmer l'indépendance et l'antimilitarisme de la Fédération <sup>6</sup>. En dénonçant les arrangements que Boisserolles effectue avec les jeunes affiliés aux partis,

<sup>1</sup> Il l'est par dix voix contre quatre, mais la minorité devra se soumettre en acceptant d'être liée au groupe par le manifeste. *La Petite République*, du 15 juin 1896 et Rapport de police du 8 juin 1896, Ba 1489.

<sup>2</sup> « La Fédération participera à tous les congrès socialistes internationaux pour affirmer sa solidarité avec le PS ». Points 5, 11 et 13. *La Petite République*, du 15 juin 1896.

<sup>3</sup> Il veut doter cette dernière d'une bibliothèque, convaincre le groupe affilié au POSR du 11<sup>e</sup> d'adhérer à la Fédération. Réunion Salle Galléron, 53, rue des Archives. Rapport de police du 10 août 1896, Ba 1489.

<sup>4</sup> Une imprimerie de la petite bibliothèque socialiste a-t-elle vraiment vu le jour ? Les dates ne concordent pas puisque sur les deux brochures retrouvées à la BDIC on lit 1883-1884 : erreur d'impression ? Le numéro 2 de cette série, intitulé « La révolution et la jeunesse » fait un éloge dithyrambique des jeunes « car ils sont la force, le pouvoir, la Révolution ». Signé G. F., 17 p., 1883.

<sup>5</sup> Prudents, ils ont remanié le bureau de la bibliothèque, y ont élu comme secrétaire Charles Michel et se sont dotés de nouveaux principes d'action. La bibliothèque sera indépendante, et devra « permettre aux jeunes travailleurs d'étudier les différents moyens de résoudre le problème social, sur la base de l'acceptation du principe internationaliste ». *La Petite République*, du 13 juin 1896.

<sup>6</sup> *La Petite République*, du 15 juillet 1897.

les autres membres de la Fédération adoptent résolument une politique d'autonomie de la jeunesse. S'ouvre alors au sein de la FJSRIC une bataille de clans qui grèvera son activité pour le reste de l'année 1897<sup>1</sup>. Les opposants de Boisserolles se sont emparés de la direction de la Fédération et le destituent de ses fonctions de secrétaire<sup>2</sup>. Avec Gladel, Boisserolles ira chercher l'appui de groupes en province ; des nouveaux groupes du Havre et de Toulon, et des plus anciens de Vierzon et Toulouse. Ils opposent aux « autonomes » de la FJSRIC un front plus ou moins uni, qui ne parviendra pas cependant à rétablir l'ancienne cohésion.

Ses principaux amis ont lâché Boisserolles : non pas parce qu'ils ne voulaient pas d'une fédération de jeunesse mais parce qu'ils la voulaient totalement autonome. L'énergique Boisserolles, qui a su réveiller de si nombreux jeunes à la conscience de leur situation, « celle de souffrir de l'exploitation capitaliste plus encore que les adultes » selon le mot de la jeunesse havraise<sup>3</sup>, a perdu du terrain, battu par ses propres compagnons. Le paradoxe veut que ces derniers ressentent le besoin de procéder à l'éviction de Boisserolles pour parvenir à l'autonomie. En 1897, les jeunesses ne conçoivent plus la nécessité d'alliances, conjoncturelles ou non, avec les fractions socialistes. Elles s'imaginent suffisamment importantes et reconnues pour exister indépendamment. Boisserolles, vestige du passé, doit alors disparaître.

Discrédité, on le retrouve quelques mois plus tard, participant à un banquet à Paris au cours duquel il déclare que la jeunesse socialiste de la Creuse qu'il vient de créer avec Ebers adhèrera, elle, au CRC « pour qu'il n'y ait pas « équivoque »<sup>4</sup>. Son itinéraire de militant s'arrêtera quelques années plus tard après qu'il ait adhéré à la fédération des jeunesses du PSR. Membre actif des jeunesses durant leur période d'éclosion, il ne concevait l'indépendance des jeunesses et de leurs organisations qu'en fonction d'une stratégie unitaire à l'égard des partis socialistes. Pour lui, faire de la politique équivalait à lutter pour le socialisme organisé.

Paradoxalement, c'est au moment où cette conception culmine à Paris – avec l'organisation du premier congrès de la jeunesse dont il avait tant rêvé – que Boisserolles, fatigué, est écarté des groupes de jeunesse. Clairvoyants mais

---

<sup>1</sup> De nombreux groupes désertent les réunions mensuelles de la Fédération, lassés par toutes ces querelles, mais les plus tenaces restent. En tout, une trentaine de jeunes, que les batailles procédurières occupent, se réunissent une fois par mois pendant les trois premiers mois de 1897, surtout pour régler le cas de Boisserolles. *La Petite République*, du 18 avril 1897.

<sup>2</sup> Ils y ont élu Reigner de la JS de Saint-Denis comme secrétaire, Levieux des 11<sup>e</sup> 12<sup>e</sup> comme adjoint, Marcellin du 19<sup>e</sup> comme trésorier et Poulard de Pantin comme adjoint. *La Petite République*, du 18 avril 1897.

<sup>3</sup> *La Petite République*, du 7 mai 1896.

<sup>4</sup> Au nombre de vingt, les adhérents à la Fédération décident ce rajout à une réunion du 7 décembre 1890, 53 rue des Archives. Rapport de police du même jour, Ba 1489.

néanmoins vindicatifs, ses anciens compagnons de lutte reproduisent les comportements sectaires des adultes en immolant à la « cause » un des principaux artisans de leur victoire. D'emblée instruits des mœurs barbares qui règnent en politique, ils s'y adonnent sans hésiter. Tout se passe comme si c'était le prix qu'ils avaient à payer pour y faire leur entrée. Dès lors, les clivages seront nets entre les partisans de l'indépendance en dehors de toute tutelle, et ceux qui se rallient avec leurs fédérations aux partis socialistes. Le premier congrès de la jeunesse marque le dernier moment où la combinaison des deux (l'indépendance et l'affiliation) est encore une stratégie possible sinon gagnante. Mais la preuve est rapidement faite. Avec la tenue de ce congrès s'évanouit le rêve d'une jeunesse organisée indépendamment des partis et participant à leur lutte.

### **Les espoirs d'indépendance contrariés au premier congrès de la jeunesse**

Plusieurs fois annoncé par *Le Parti Ouvrier* et *La Petite République*, le congrès a lieu du 21 au 24 octobre 1897 à la salle Bertin, siège de l'allemanisme parisien <sup>1</sup>.

Un règlement draconien sous-tend son organisation. Facile d'accès pour les groupes (qui ne doivent payer qu'un franc par délégué et qui ont droit à deux délégués par groupe de plus de cinq membres) le congrès est fermé aux non-jeunes et même à la presse <sup>2</sup>. Les groupes ont décidé de rester entre eux. Comment se fait la sélection ? Ils doivent être « essentiellement socialistes, révolutionnaires, internationalistes et communistes, indépendants ou adhérents à une école communiste quelconque ». Même si le communiqué prend bien soin de se montrer ouvert et magnanime, les « écoles communistes quelconques » ne sont pas légion. S'agit-il seulement de quelques jeunes extrémistes, qui tentent un regroupement de la jeunesse autour d'eux, tout en se donnant la caution du POSR allemaniste ? La volonté unitaire recouvre, comme c'est souvent le cas, les pratiques les plus sectaires. « L'entente entre les groupes de jeunesse pour la fondation d'une fédération morale et matérielle en vue de l'action politique commune » résume l'objet du congrès. Dirigée contre les éléments centralisateurs qui ont noyauté les précédentes fédérations, celle-ci prend soin d'afficher la couleur. Des meetings antimilitaristes, ciment de la solidarité entre les jeunes, seront organisés et la création d'un journal

---

<sup>1</sup> La conférence-compte rendu que fait A. Besombes du congrès est le premier article que *Le Parti Ouvrier* consacre aux jeunesses, 29 octobre et 5 novembre 1897. C'est Machin qui signe ceux de *La Petite République*, des 24, 25, 26 et 28 octobre 1897. On trouve quelques rapports de police qui mentionnent le congrès, ceux du 17 septembre et du 22 et 29 octobre 1897, Ba 1489.

<sup>2</sup> Seuls les détenteurs de cartes, délivrés par la commission d'organisation du congrès sont admis. *La Petite République*, du 24 octobre 1897.

« organe mensuel de la jeunesse révolutionnaire » complètent son projet <sup>1</sup>. Un certain Émile Huberty (Lucien Hubert ? <sup>2</sup>) reçoit, en tant que secrétaire de la commission d'organisation du congrès, les propositions d'amendement au 33 rue Sambre et Meuse. Les débats se dérouleront en cinq séances, commençant à 8 h 00 du soir pour respecter les heures de travail, et se terminent tard dans la nuit <sup>3</sup>.

La première résolution repousse le projet de fédération de la jeunesse. Deux autres retiennent la création d'un journal et l'organisation d'un meeting à la veille du départ de la classe ; mais le congrès se prononce contre la manifestation antimilitariste envisagée par certains, parce que trop « aventureuse ». Ces résolutions désespèrent certains membres comme Besombes et Machin qui prétendent que le congrès a été saboté par les collectivistes. Besombes ajoute que grâce à « l'énergie de la jeunesse militante, qui n'entend pas servir de marchepied à de petits ambitieux », le congrès a même débattu des questions « de la participation des jeunes au mouvement politique » et de la « grève générale ». Ainsi « les membres de la fédération peuvent défendre les candidats nettement socialistes » <sup>4</sup> ; mais il affirme que le congrès s'est prononcé en faveur de la « grève générale » <sup>5</sup>. Divisé en deux moitiés égales et opposées, le congrès est réduit à l'impuissance. Pourtant l'examen attentif des groupes qui ont appuyé ou participé au congrès, laisse entrevoir la configuration différente et nouvelle des groupes à Paris à la fin de l'année 1897. Nouvelle parce qu'elle offre cette complexité d'un mouvement en pleine expansion ; différente parce qu'elle réunit les tendances les plus représentatives de la jeunesse socialiste à Paris, annonçant, d'une certaine manière ses projets pour les années futures. Des quarante-cinq participants

<sup>1</sup> *La Petite République*, des 28 février 1897 et 9 octobre 1897.

<sup>2</sup> Membre de la jeunesse socialiste indépendante du 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> arrondissement. Rapport de police du 7 juillet 1898, Ba 1489.

<sup>3</sup> Sous la présidence du citoyen Delaunay, délégué de Pantin, assisté de J.-M. Machin, activiste du 14<sup>e</sup> et de Louis César, les différentes commissions statuent sur les points à l'ordre du jour. Les résultats de ces débats sont contradictoires. Les réunions du vendredi 22 ont lieu salle Bertin. *La Petite République*, du 24 octobre 1897.

<sup>4</sup> Besombes accuse, dans un article de la *Petite République*, les collectivistes (le POF) d'avoir envoyé ses intellectuels (Longuet et Lagardelle ?) déguisés en jeunesse de la Seine (qui n'a jamais tenu séance) pour saboter l'entreprise. Besombes explique ainsi le revirement des délégués sur la question de la fédération. Si en revanche, ils ont admis le principe de la création d'un journal, c'est qu'ils l'ont estimé utile « pour entraîner les jeunes vers leurs idées de conquête des pouvoirs publics ». *La Petite République*, du 5 novembre 1897.

<sup>5</sup> Laconique, la résolution se lit ainsi : « le congrès, s'inspirant des décisions prises par divers congrès ouvriers, déclare accepter la grève générale comme un moyen d'action révolutionnaire pour arriver à la transformation de l'ordre capitaliste et à un régime purement socialiste ». Besombes prétend que le scrutin, majoritaire d'une voix pour repousser la résolution, a été truqué : « En réalité, dit-il, la grève générale a été adoptée », *ibid.*

représentant quatorze groupes à la première réunion en juillet 1896, treize adhérent au manifeste et à la Fédération <sup>1</sup>.

Onze groupes, venant exclusivement de la région parisienne, participent au congrès <sup>2</sup>. Ils se répartissent en deux catégories. La première est composée de cinq groupes qui ont été créés un peu avant le congrès par le noyau militant « permanent ». Les militants les plus actifs de la jeunesse sont Gladel <sup>3</sup>, Jollit, Boulet, Chopart, Felten, Machin, Mouton, Marcellin <sup>4</sup>. La régularité de leurs réunions, la confiance qu'ils ont dans la force de la jeunesse, leur irréductible attachement à une indépendance immédiatement proclamée caractérisent cette équipe. Leur organisation est simple : la vingtaine de militants « chevrons » (ils ont au moins un an d'expérience) se répartissent dans la région et forment dans certains arrondissements une union des jeunes de plusieurs arrondissements, là où il n'y a pas d'autre groupe. Ils organisent une conférence publique sur « la République universelle ou sur tout autre thème », convient par tract le Peuple de Paris à venir en débattre <sup>5</sup>, et proclament par acclamation à la fin de la réunion la création d'un nouveau groupe de jeunesse. Ce sont eux qui donneront à la jeunesse socialiste son nouveau visage.

La seconde catégorie regroupe six jeunes qui se constituent à la faveur de l'effervescence suscitée par la tenue du congrès. Ils viennent au congrès pour représenter la jeunesse révolutionnaire internationaliste du 19<sup>e</sup> ou la jeunesse socialiste internationaliste des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> arrondissements <sup>6</sup>. Quant

---

<sup>1</sup> Ce sont les JS des 4<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements de Pantin, Saint-Denis et Garches ; s'y ajoutent deux nouveaux groupes venus d'Ivry, entraînés par Boisserolles mais qui récusent aussitôt leur adhésion. En fait hormis le noyau résistant des 11<sup>e</sup>-12<sup>e</sup> (artificiellement séparé en trois groupes distincts), du 15<sup>e</sup>, du 18<sup>e</sup> et de Saint-Denis, qui s'est un peu renforcé depuis l'époque de la Fédération de la Seine, Seine et Oise, les autres groupes ne figurent encore que pour la forme. Il y a bien quelques militants à Garches et à Pantin, mais dans le 20<sup>e</sup>, ils ne sont guère présents. Ce sont ces groupes qui assisteront au congrès. Rapports Tellier et Foureux des 17 septembre, 17 et 22 octobre 1897, Ba 1489.

<sup>2</sup> Plutôt que les 12 mentionnés par Tellier et Foureux et les 18 comptés par Besombes chacun rapporte une version différente du congrès.

<sup>3</sup> Gladel s'est chargé de la jeunesse socialiste des 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, et Chopart a développé une jeunesse socialiste internationaliste dans le 14<sup>e</sup>. Le 14<sup>e</sup> apparaît le 17 septembre 1897 et les 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> le 17 octobre 1897, c'est-à-dire à peine un mois avant le congrès. Ba 1489.

<sup>4</sup> La solide jeunesse socialiste internationaliste du 11<sup>e</sup> a débordé ses frontières. Marcellin a fondé la jeunesse socialiste révolutionnaire du 13<sup>e</sup> deux semaines avant le congrès et Huberty a déclaré l'existence de la jeunesse socialiste indépendante des 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> arrondissements au cours du congrès. La jeunesse socialiste révolutionnaire du 13<sup>e</sup> est créée le 3 octobre 1897 par des militants du 14<sup>e</sup> arrondissement et la jeunesse socialiste révolutionnaire des 10<sup>e</sup>-11<sup>e</sup>, le 22 octobre 1897 au cours du congrès. Ba 1489.

<sup>5</sup> Manifeste tiré à 200 exemplaires qui précise : « jeunes socialistes, l'heure a donc enfin sonné de s'unir, de se regrouper et de savoir réellement quel sera notre devenir ». Rapport de police du 17 octobre 1897, Ba 1489.

<sup>6</sup> Ces deux groupes tiennent quelques réunions après le congrès de novembre sous l'impulsion de Besombes, mais disparaissent aussitôt après. Aucun indice de l'existence de ces groupes en 1897.

aux quatre autres groupes des 7<sup>e</sup>, Noisy Le Sec, Nîmes et Blois, ils n'ont qu'une existence formelle. Typique de bien des groupes, cette forme de rassemblement, à la faveur d'un congrès ou d'une manifestation caractérise aussi le mouvement de la jeunesse.

Enfin, il y a les grands absents au congrès, perdus dans leurs dissensions internes mais animés aussi par une conception autonomiste de la fédération de jeunesse. C'est le cas de la jeunesse socialiste du 15<sup>e</sup>, pilier des fédérations précédentes. Après s'être épuisée dans de vaines polémiques et avoir passé l'année 1896 à alimenter des débats contradictoires sur « les préjugés politiques », le « capital et le salariat », le développement de l'idée révolutionnaire pendant ces dix dernières années <sup>1</sup>, la jeunesse socialiste du 15<sup>e</sup> éclate sous la pression de forces opposées <sup>2</sup>. La jeunesse socialiste internationaliste, issue de la scission, disparaît, quelques-uns de ses militants allant rejoindre le parti blanquiste.

Le congrès est l'occasion pour les jeunes de se compter et de se confronter. Ils y débattent des questions qui leur semblent importantes, même s'ils sont loin d'arriver à un consensus, pour « savoir quel sera réellement leur devenir ». D'un côté, les jeunesses indépendantes veulent être de plain-pied dans la grande politique, les manœuvres partisans excitent leur envie de s'impliquer ; de l'autre, il y a celles, autonomes qui lui préfèrent la petite politique, celle d'une sociabilité quotidienne, centrée sur la vie des jeunes et leurs espoirs antimilitaristes. Ces deux types de regroupement vont coexister dans deux fédérations voisines : l'une, la FJSRI a son siège au 11, rue Valette, l'autre au 7 de la même rue. Deux visions d'un même débat ; des fédérations de jeunesse « luttant pour l'unité des groupes qui devraient hâter l'unification socialiste » vont ouvrir à leur tour la voie aux groupes affiliés tandis que se rassemble une jeunesse plus marginale qui préfère utiliser la pression que l'affiliation pour arriver à ses fins. Les deux versions de l'activisme se conjuguent pour donner toute son ampleur au mouvement de la jeunesse. Grâce aux fédérations, la jeunesse a conquis sa place.

---

<sup>1</sup> *La Petite République*, des 11, 13, 18 et 20 janvier 1896.

<sup>2</sup> Sur la candidature du blanquiste Brunet, la jeunesse socialiste internationaliste se divise en deux : « Plusieurs membres anciens de la Jeunesse révolutionnaire du 15<sup>e</sup>, après avoir constaté que la majorité des membres de ce groupe étaient devenus adversaires des théories socialistes et avaient pris la décision de présenter la candidature de Brunet dans le but de mener une campagne abstentionniste ont décidé de former un nouveau groupe ». *La Petite République*, du 7 février 1896.

## CHAPITRE VI

### UN MODE DE SOCIABILITÉ DOUBLÉ D'UNE AMBITION POLITIQUE

[Retour au sommaire](#)

Les jeunesses sont désormais divisées en de nombreux clans. Il ne s'agit plus pour elles ni de se fédérer ni de faire l'unité de tous les groupes – encore que cette rhétorique figure toujours dans leur programme – mais de réaliser un « grand coup » qui les distingue des autres socialistes. Les deux fédérations de JSRI qui occupent le haut du pavé parisien se disputent ce rôle. Sœurs ennemies, elles développent deux stratégies qui, bien qu'opposées, convergent pour amener la jeunesse aux sommets de sa gloire en 1900.

#### A – DES FÉDÉRATIONS POUR OBTENIR UN CONSENSUS

D'abord préoccupées par leur organisation, les jeunesses parisiennes de l'ex-fédération des JSRI décident de se doter de principes clairs, l'antimilitarisme et l'anticléricisme. Dans cette cinquième fédération, « l'émancipation du prolétariat » ou la « révolution sociale », utopies humanitaires et socialistes, ne figurent plus au programme, désormais pragmatique <sup>1</sup>. Un bureau formé de trois membres assurera le suivi et prendra toutes les initiatives entre deux assemblées <sup>2</sup>.

Forte de l'expérience de celles qui l'ont précédée, la Fédération des jeunesses révolutionnaires internationalistes de la Seine étudie attentivement

---

<sup>1</sup> « Aucune question d'école ne sera admise au sein de la Fédération qui fonctionnera de façon démocratique ». Des assemblées générales, convoquées tous les trois mois, réuniront tous les groupes adhérents. Rapports de police du 30 mars et du 11 avril 1898, Ba 1489.

<sup>2</sup> Le premier bureau sera composé de César, Cousin et Kleinhoff. Élu tous les trois mois, ce bureau n'est cependant pas investi de tous les pouvoirs ; une commission exécutive, composée des délégués des groupes, est chargée de convoquer des assemblées spéciales si le besoin s'en fait sentir. *Ibid.*

son mode de fonctionnement <sup>1</sup> et de recrutement <sup>2</sup>. D'anciens militants des jeunesses y côtoient de nouveaux venus, imprimant leur marque sur l'orientation de la Fédération. Rappelant que « la révolution française de 1789 a été en grande partie due à l'initiative et au courage des jeunes tels Danton, Saint-Just », on est unanime à célébrer la jeunesse. Des réunions régulières des 15 délégués au 11, rue Valette scandent la vie des groupes qui ont par ailleurs toute latitude pour s'organiser. À l'heure de l'affaire Dreyfus, l'antimilitarisme prédomine aux quatre réunions publiques tenues par la Fédération de mars à juin 1898.

La première réunion a lieu à la Maison du Peuple au 4, Impasse Pers, le 5 mars 1898. Trois cents personnes conviées à débattre du thème « Les scandales militaires et les crimes du militarisme » se prononcent pour l'armement général du peuple, contre les armées permanentes. Ce mot d'ordre rassemble aussi bien l'allemaniste Joindy que les orateurs anarchistes Broussouloux, Brunet et Bruat. La fédération convoque « le Peuple de Paris » à un second meeting le 30 mars à l'Alcazar d'Italie. Huit cents personnes s'y retrouvent et entonnent, derrière les allemanistes et les anarchistes réunis par la jeunesse antimilitariste, l'hymne contre l'armée.

Cet activisme converge dans un troisième meeting, qui bien que traitant de l'affaire Dreyfus, n'y fait référence qu'incidemment. Le 14 juin a lieu, encore à l'Alcazar d'Italie, un grand meeting de protestation contre « la coalition cosmopolite des Drumont et consorts » convoqué par la Fédération des JSRI <sup>3</sup>. Cette fois deux cents personnes seulement y assistent.

On y « flétrit le saltimbanque Marquis de Rochefort qui sous forme de nationalisme travaille pour la réaction » et l'on y engage le PS à faire « une union sincèrement révolutionnaire ». Rien de bien nouveau, hormis cette assimilation du nationalisme à la réaction. En identifiant le passage du

---

<sup>1</sup> L'adhésion des groupes s'effectue sur la base d'une autonomie totale : leur cotisation est volontaire et modulée (0,50 F. par membre, 1 F. par groupe) : ils peuvent même se retirer de la Fédération en récupérant leur mise de fonds initiale. À l'usage cependant on se rend compte que ce mode de financement est périlleux ; cette clause est aussitôt amendée : « Tout groupe démissionnaire n'aura droit à aucune réclamation pécuniaire » précise-t-on. *Ibid.*

<sup>2</sup> Elle reprend pour la parfaire la forme de recrutement développée par l'ancienne fédération (F. JSRIC). Elle confie à ses militants les plus actifs la tâche de sillonner la région. Déjà éprouvée, cette méthode a l'avantage de créer une véritable dynamique de recrutement. La réunion de la Fédération des JSRI, Salle Pluchet à Bagneux, en juin 1898 donne un exemple de son efficacité. Une réunion publique est annoncée pour le 5 juin, sur le thème « Le mal social et ses remèdes : le rôle de la jeunesse ; organisation de la JS du Canton de Sceaux ». Quarante personnes sont présentes quand arrivent une dizaine de délégués des JS du 14<sup>e</sup> et d'autres arrondissements, organisateurs du meeting. Rapport de police du 5 juin 1898, Ba 1489.

<sup>3</sup> Rapports de police des 14 et 17 juin 1898, Ba 1489.

nationalisme de la gauche à la droite, la fédération des JSRI avance l'idée que la réaction s'est emparée de la ferveur nationaliste pour lutter contre la gauche sur son propre terrain<sup>1</sup>. Mais ces subtilités ne font pas vraiment recette. L'échec de ce meeting suscite peu de commentaires. À la réunion de bilan, on n'enregistre ni déficit ni désaccords ouverts<sup>2</sup>. On décide alors d'en tenir un quatrième, le 26 juin.

Le ton de l'appel est péremptoire ; sur de criantes affiches jaunes, on convie le Peuple de Paris à combattre « la réaction cléricale » : « Aujourd'hui, c'est sous le couvert de l'antisémitisme qu'elle cherche à tromper la confiance du peuple » ; l'appel se termine par le mot d'ordre laïc et républicain, cher aux socialistes : « À bas les religions, vive la République sociale ! » Quelque cent cinquante personnes se déplacent cette fois à la Maison du Peuple, pour assister à une réunion où l'allemaniste Joindy est le seul orateur présent. Au déficit s'ajoute l'échec cuisant de cette réunion. La Fédération, après avoir pris position pour Dreyfus, semble se rétracter et adopte les positions abstentionnistes des socialistes, à l'exception de Jaurès. Une réunion, houleuse, en juillet fait état des dissensions qui la traversent. Marius Kleinhoff réitère son engagement en se déclarant « dreyfusiste » tandis que Darche et Machin prétendent que les jeunesses n'ont pas à entrer dans les querelles de religion qu'elles renient en bloc. Prompts à s'émouvoir de l'injustice faite à Dreyfus, les groupes réagissent instinctivement en sa faveur. L'incident qui interrompt leur réunion est révélateur de l'état d'esprit qui règne dans la Fédération. Alors que des manifestants défilent rue Pastourelle pour protester contre les retraites ouvrières, de jeunes délégués se précipitent dans la rue pour les conspuer aux cris de « Vive la Sociale ! Vive la Commune ! Vive Zola ! À bas l'armée ! ». Quatre des quinze délégués sont arrêtés, et un cinquième libéré parce que, comme le pressent Jollit, c'est un mouchard. On apprend à cette occasion l'identité des quatre arrêtés. Jollit, étudiant « orgueilleux et sans moyen d'existence », a 18 ans au moment de son arrestation et demeure aux 18, rue Pernety, et 6, rue de la Sablière. Militant actif des jeunesses du 14<sup>e</sup> jusqu'en 1900, il fut discrédité plus tard par la police qui fit circuler le bruit qu'il était indicateur. Les autres délégués arrêtés sont Auguste Felten, 22 ans, imprimeur ; Georges Potier 21 ans, né en Mayenne, imprimeur aussi et Émile Lacassagne, 21 ans. Deux des quatre jeunes arrêtés continuent de se manifester à la tête de la JS du 14<sup>e</sup>. Rusés, ils essaieront même d'alerter les journaux. *La Petite République* et *l'Aurore* rapportent l'événement<sup>3</sup>, vouant le sous-brigadier 38 qui les a maltraités, à la vindicte publique.

---

<sup>1</sup> Madeleine Rebérioux, 1975.

<sup>2</sup> Le meeting a coûté : 22 F. pour 1 000 affiches, 15 F. pour la location de la salle, 3 F. de frais divers, soit 40 F. dépensés que la Fédération récupère avec les deux cents entrées payantes. Il lui reste même 0,80 F. en caisse. Rapport de police du 25 juin 1898, Ba 1489.

<sup>3</sup> Rapports de police des 14 et 15 juillet 1898, Ba 1489.

Au-delà de l'affaire Dreyfus, les préoccupations quotidiennes l'emportent sur les principes. Une réunion animée sur « le socialisme et la femme »<sup>1</sup> établit la position de la JSI des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> arrondissements. Maximilienne Biais et Louise Réville font part de leur croyance dans l'union libre et donnent ainsi un fondement à la rumeur qui circule sur le compte de M. Biais. Amie de Henri Kleinhoff, cette dernière se serait « donnée à son cousin, Marius » qui l'a alors invitée comme conférencière. Interrogé, Henri rétorque qu'il en a « pris une autre puisque l'amour doit être libre entre copains »<sup>2</sup>.

La JS du 14<sup>e</sup> appuie, elle, le jeune Belge Beaudoin parti faire à pied un tour du monde ; Beaudoin s'arrête chez les amis de la JS qui font une collecte pour l'encourager à publier une brochure « sur la situation des peuples » qu'il visite<sup>3</sup>. Quant à la JSI des 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> arrondissements, elle reprend à son compte la demande d'un jeune coiffeur de Saint-Merri : les jeunes boycotteront les coiffeurs qui n'affichent pas le manifeste pour la suppression du surcroît de travail en guise de solidarité avec les apprentis coiffeurs<sup>4</sup>. On le voit, ces groupes favorisent une pratique conforme à leurs idéaux plus que les grands slogans. Certes la tradition anarchiste mêlée à l'influence ouvrieriste conduit ces jeunes gens à faire des choix parfois péremptoirs. Les vingt membres de la JSI des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> arrondissements déclarent « Marx, complètement démodé », lui préférant à la rigueur Jaurès ou « ces théories du socialisme allemand » dont le conférencier Duval déplore qu'elles soient si peu connues en France<sup>5</sup>. Rassemblement hétéroclite de jeunes aux idéaux élevés et aux préoccupations immédiates, la Fédération est le lieu de tous les affrontements. Les tendances parlementaristes-antiparlementaristes, autonomistes et affiliées s'opposent durant tout l'été. Le second congrès de la jeunesse coïncide avec le regain d'intérêt des partis à l'égard de la jeunesse<sup>6</sup>, avec la recrudescence de l'agitation nationaliste et antimilitariste due à l'affaire Dreyfus<sup>7</sup>, enfin avec la détermination des jeunes à élaborer leur programme d'action. Préparé dans une atmosphère fiévreuse, le congrès s'ouvre alors que les bandes nationalistes et antisémites s'affrontent aux dreyfusistes.

---

<sup>1</sup> Rapport de police du 24 septembre 1898, Ba 1489.

<sup>2</sup> Rapports de police du 15 août 1898 et du 18 novembre 1899, Ba 1489.

<sup>3</sup> Rapport de police du 20 mai 1898, Ba 1489.

<sup>4</sup> Rapport de police du 3 juillet 1899, Ba 1489.

<sup>5</sup> Rapport de police du 2 juin 1898, Ba 1489.

<sup>6</sup> Le POSR déclare alors qu'il ne faut pas rester indifférent face à la jeunesse, « cette phalange de l'avenir » en plein désarroi à cause de la « crise économique et morale que nous subissons ». *Le Parti Ouvrier*, du 30 juillet et du 10 septembre 1898. La fédération des JSI est alors constituée de même que celle du PSR dont Tanger est responsable.

<sup>7</sup> Un meeting monstre organisé par le PSR-AC reçoit, salle Chaynes, plus de 3 000 personnes pour protester contre les bandes nationalistes et le militarisme, *La Petite République*, du 8 octobre 1898.

## **Le deuxième congrès de la jeunesse, Paris, 24-26 octobre 1898**

Lorsque s'ouvre le deuxième congrès annuel de la Fédération des JSRI le 24 octobre, salle du Regard au 323, rue Saint-Martin, des bandes royalistes sèment la confusion dans les rues et plusieurs congressistes sont arrêtés <sup>1</sup>.

L'ordre du jour du congrès comporte cinq points qui seront débattus en commission : l'union de la jeunesse (avec Giardino, Spitte et H. Kleinhoff) ; la publication d'un journal (avec R. Lambert, Prat et M. Levis) ; la propagande (avec M. Biais, Boyer et Auffray) ; la grève générale avec (Delaunay, Fraissard et Machin). Le cinquième point annoncé sous le titre de « l'affaire Dreyfus », se transforme pendant le congrès en « agitation actuelle : cléricisme, militarisme, antisémitisme, révolution ». Renaud, Maximilienne Biais et Barra sont responsables de cette commission.

Vingt délégués représentent quatorze groupes, qui élisent Delaunay de Pantin à la présidence, Marius Kleinhoff et Spitte comme secrétaires permanents <sup>2</sup>. Dans ce bureau paritaire significatif, les trois tendances, anarchiste, allemaniste et blanquiste, sont représentées. Elles apparaissent lors du débat sur l'union des jeunesses. La Fédération des JS du PSR, avec ses trois groupes du 13<sup>e</sup>, du 18<sup>e</sup> et de Vierzon tente de réaliser l'unité à son profit. Spitte étant président de séance, il propose que toutes les jeunesses adhèrent sans distinction d'école à un comité central de la jeunesse. Delaunay repousse cette proposition en soulignant que toute union est impossible tant que subsistent deux fédérations, en complet désaccord ; Machin qui pense l'union en termes moraux seulement et Boyer en termes matériels la repoussent également. Six propositions seront présentées. C'est celle de Giardino, du PSR qui l'emporte, sur la base du compromis suivant : « Le congrès entend faire l'union entre toutes les jeunesses ayant au moins comme programme minimum la propagande antimilitariste, anticléricale, internationaliste ». Un triptyque similaire est proposé par la troisième commission : la propagande sera « éducative, antimilitariste, antireligieuse ». Des brochures et des conférences périodiques mais aussi la propagande individuelle auprès des militaires contribueront à faire connaître les objectifs de la jeunesse. Une longue discussion a lieu sur la question du journal. On se prononce pour un journal qui

---

<sup>1</sup> Sur proposition de Prat et Kleinhoff, la première séance est reportée au lendemain, et les délégués des jeunesses vont tous manifester devant *La Petite République* et *L'Intransigeant*. Rapport de police du 25 octobre 1898, Ba 1489. Des annonces et communiqués sur le congrès seront publiés dans *La Petite République*, du 12 septembre 1898 et le Rapport de police du mois d'octobre 1898, Ba 1489.

<sup>2</sup> Il s'agit des JS des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, et 6<sup>e</sup>, les JSI des 13<sup>e</sup> et 14 la jeunesse du 15<sup>e</sup> et celle du 18<sup>e</sup>, la JRI des 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>, la JS de Saint-Denis de Vierzon, et d'une jeunesse républicaine radicale socialiste de Montauban dont le mandat n'est pas validé par le congrès. Rapport de police du 24 octobre 1898, Ba 1489.

serait révolutionnaire et indépendant et où tous les employés, du garçon de bureau au rédacteur en chef en passant par le typographe, recevraient le même salaire. Les participants se réfèrent à l'expérience d'un journal belge ; mais la mise de fonds est considérable « estimation est de 300 000 F.) et la Fédération n'a pas un sou. C'est alors que M. Biais annonce la parution d'un journal anarchiste *La Misère* où elle s'exprimera. Mais la commission rejette la proposition du journal à cause de la situation pécuniaire de la Fédération.

Les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> séances des 28 et 29 octobre sont consacrées aux deux derniers points. La discussion sur la grève générale tourne court en raison de l'absence des deux rapporteurs de la commission, Machin et Delaunay. S'agit-il d'une absence volontaire ou fortuite ? Principaux défenseurs de la grève générale, ils abandonnent le terrain au PSR, à Giardino et Fraissard. Giardino insiste sur la nécessité de s'approprier l'intégralité des moyens de production, jugeant illusoire la revendication de réformes ; à partir de l'expérience avortée de la grève des employés de chemin de fer, Fraissard s'oppose à la grève générale qu'il estime impossible à réaliser. Malgré tout, le principe de la grève générale est adopté par la majorité des congressistes, rapporte laconiquement *La Petite République*.

Le cinquième point, mobilise les énergies ; trente délégués assistent à la séance de clôture du congrès. Les jeunes vont-ils parler de l'affaire Dreyfus, ou de ses conséquences ? Les résolutions que proposent Ferrand et Kleinhoff se bornent à énoncer une opposition de principe à l'antisémitisme et au cléricanisme dans toutes les réunions, « Vu l'agitation actuelle qu'ils causent ». La question, soigneusement éludée, aurait pu compromettre l'issue du congrès, l'unité à tout prix. Non que l'affaire Dreyfus ne les concerne pas : ils s'indignent « du visage de Janus de la bourgeoisie ». Mais sachant qu'ils ne parviendront pas à un consensus sur cette question, les champions de l'antimilitarisme laissent de côté la cause du capitaine Dreyfus, pour mieux consolider l'union des jeunes.

Un événement révèle cet état d'esprit : par mimétisme à l'endroit des sociétés secrètes qui stimulent leur imagination, les militants décident d'adopter un signe de reconnaissance entre eux, qui consiste à « porter la main droite à hauteur du revers du paletot et à le faire glisser de bas en haut ; en réponse, il suffira de tirer le gilet ».

Notons que son habit, pure imitation du style de l'adulte bourgeois, en veston et gilet, symbolise bien l'ambiguïté de cette jeunesse, fière de son âge mais déjà submergée par le monde des adultes.

Le deuxième congrès de la jeunesse, qui s'est ouvert par un « salut fraternel et socialiste à tous les peuples du monde entier » se clôt par une protestation non moins grandiloquente « contre les agissements des bandes jésuitiques et de

l'Internationale noire, Rochefort, Drumont et consorts ». Mais on n'aboutit pas à un véritable consensus ; au contraire, une nouvelle fédération voit le jour, dirigée par la JSI du 14<sup>e</sup>. Giardino qui en dirige la destinée du 39, rue de l'Ouest déclare qu'elle sera essentiellement basée sur les principes révolutionnaires et libertaires, « à l'exclusion de toutes les questions sur les pouvoirs publics »<sup>1</sup>.

Les autres, militants « affiliés » rassemblés autour de Jean Longuet, récupèrent les débris de la fédération du 11, rue Valette. Ils en reprennent le sigle, Fédération des JSRI et en déplacent le siège du 11 au 7, rue Valette qu'ils partagent avec la Ligue démocratique des écoles. Sous la direction de Kleinhoff, César, Machin et Longuet, la Fédération contracte des alliances avec les indépendants, avec la Fédération des JSI (proche du POSR même si elle s'affirme notoirement indépendante), et avec la Fédération des JSR du PSR, indépendante. Ainsi un équilibre certes fragile est rétabli. La Fédération des JSRI continue de regrouper quelques anciens membres et les jeunesses affiliées au PSR et au POF. Ces derniers tentent même de réaliser un comité d'union entre les groupes et ainsi faire de la Fédération leur instrument.

Mais la nouvelle Fédération des groupes indépendants de la JS de France se place quand même au-dessus des factions. Elle se prononce pour la socialisation des moyens de production, pour la conquête des pouvoirs publics et pour l'entente internationale. Elle adhère donc sans problème au Congrès général d'unification socialiste de la Salle Japy (1899) et pense même se mettre sous la tutelle du comité fédéral des organisations socialistes. Si Jean Longuet qui est l'instigateur de ces résolutions voit tout l'intérêt qu'il a à rester lié aux partis socialistes, les adhérents à la Fédération, ses opposants, ne l'entendent pas de la même façon. Les groupes des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> et ceux de Malakoff s'opposent avec vigueur à cette orientation. Ils n'ont rien contre l'affiliation aux partis ou l'action parlementaire. Simplement ils sont fatigués par ces années de débats stériles sur des questions auxquelles, au fond, ils attachent peu d'importance. Ils préfèrent être présents dans les débats et tenter de formuler des alternatives aux politiques adultes. Par goût de se retrouver entre jeunes et lassés des petits chefs qui veulent leur dicter ce qu'ils ont à faire, ils se retirent une fois de plus de la Fédération dont le siège est désormais fixé au 23, rue Pontoise. Contestée aussi par les Bussy et Grandville, responsables des fédérations affiliées au PSR et au POF, la Fédération des JSRI, saura-t-elle relever le défi ? Exsangue, n'ayant plus derrière elle la Fédération des J. du Midi, et certains groupes de la région parisienne comme ceux du 9<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> arrondissements, la Fédération aborde le tournant du siècle avec un projet unitaire et quelques militants déterminés à le faire aboutir. Ces derniers peuvent se passer de troupes puisque les armes qu'ils utilisent sont celles de la négociation de cabinet, de fédération à parti. Il est significatif que

---

<sup>1</sup> Rapport de police du 1<sup>er</sup> août 1899, Ba 1489.

ce soit le futur maire et député socialiste Jean Longuet qui préside aux destinées de la Fédération. Ancien militant des ESRI, le futur avocat et publiciste J. Longuet participe à 20 ans à la mise sur pied de la Fédération des J. du Midi et lance avec Lagardelle le *Mouvement Socialiste*. Antiquesdiste fervent, il s'empare de la Fédération pour neutraliser l'influence du POF dans la jeunesse mais aussi pour en faire un instrument d'intervention au sein des partis socialistes. Délégué par la jeunesse du Calvados aux congrès de Japy et Wagram, on le retrouve dans les instances dirigeantes du parti socialiste (la CAP) de 1905 à 1914. Il réussira à la fois à donner une impulsion à la Fédération des jeunesses et à trouver son itinéraire dans le parti <sup>1</sup>. En 1900, la Fédération des JSRI qu'il anime, entame les négociations avec tous les partis et a quelques années d'intense activité encore devant elle. Ce faisant, elle s'est irrémédiablement détachée du groupe de militants « autonomistes » qui gravitent désormais autour de la JS du 14<sup>e</sup>. Cette dernière offre aux jeunesses parisiennes « dégoûtées des tractations politiciennes », l'ultime chance de se retrouver. Suivre son histoire depuis qu'elle est entrée à la Fédération des JSRI résume le cheminement de bien des jeunes qui y ont fait leurs classes.

## **B – LA PRATIQUE DE L'AUTONOMIE : L'AFFAIRE LECLOUX**

[Retour au sommaire](#)

La JS du 14<sup>e</sup> a un rôle moteur dans la Fédération des JSRI : elle lui fournit les trois membres de son secrétariat et son siège social. Surtout elle mène une bataille qui aboutit en janvier 1898 à un petit scandale, qu'elle aurait voulu semblable à l'affaire Dreyfus ; il s'agit de l'affaire Lecloux, dont le déroulement traduit bien le type d'engagement des jeunesses du 14<sup>e</sup>.

Elle commence de façon banale par une lettre qu'un dénommé Lecloux envoie à la JS du 14<sup>e</sup>. Il prétend avoir été interné à Sainte-Anne de façon arbitraire, « parce qu'il gênait le gouvernement » <sup>2</sup>. Henri Kleinhoff, secrétaire du groupe, indigné par de telles procédures propose à la JS de lutter pour sa libération. Un meeting de protestation contre son « incarcération arbitraire », pour « la liberté des individus » est alors organisé par la JS du 14<sup>e</sup> et la famille Lecloux <sup>3</sup>, soutenus par le POSR <sup>4</sup>. Mille deux cents personnes se prononcent contre « l'internement des aliénés » et les lettres de cachet indûment émises par un gouvernement peu enclin à défendre les droits des individus. Givors, Bruat, Gathois, Prost sont acclamés par un public animé, qui frémit à l'évocation de

---

<sup>1</sup> Fidèle à ses engagements, on le retrouve à la tête de la minorité pacifiste de la SFIO pendant la guerre. *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, tome 13, p. 308-310, C. Willard (1972) p. 632 et Rapport de police, Ba 1489.

<sup>2</sup> Rapport de police du 11 janvier 1898, Ba 1489.

<sup>3</sup> Qui fait don de 30 F. à la JS du 14<sup>e</sup>, pour la remercier d'avoir organisé le meeting. *Ibid.*

<sup>4</sup> Rapport de police du 11 janvier 1898, Ba 1489.

situations semblables <sup>1</sup>. Devant un tel succès, Lecloux appuyé par sa famille, son frère surtout, décide de mener une campagne électorale dans le 14<sup>e</sup> pour obtenir gain de cause. Ce qui lui coûtera le soutien de ses protecteurs de la JS du 14<sup>e</sup>, opposés à toute forme d'utilisation du parlementarisme <sup>2</sup>.

L'affaire Lecloux est alors prise en charge par *La Misère*, organe de combat révolutionnaire (anarchiste), et par la JSR du 13<sup>e</sup> <sup>3</sup>. Topsent, Nourisson, Prost, Jeiger se présentent à partir de mai toutes les semaines à la Santé pour mettre au point la campagne électorale. Mal vue par les JS du 14<sup>e</sup> pourtant initiatrices de ce combat, elle le sera d'autant plus par les pouvoirs publics, qui décident d'interdire les visites perturbatrices. Un comité d'amnistie est alors organisé, présidé par le père du militant Boulet aidé de A. Felten et F. Chapuis. La JSI du 14<sup>e</sup> donne son appui du bout des lèvres, tandis que la JSR du 13<sup>e</sup> y milite activement <sup>4</sup>. Le jour de l'ouverture du congrès des jeunesses en octobre 1898, une délégation du comité « se présente à la porte du bagne » : « Nous sommes introduits dans l'asile-prison sur lequel est écrit comme ironie et défi "Liberté, égalité, fraternité" » <sup>5</sup>. La délégation composée de dix personnes <sup>6</sup> rend compte de l'état dépressif dans lequel se trouve Lecloux « enfermé parce que connaissant les secrets des gouvernants ». « Il nous parle de plusieurs politiciens contre qui il avait réuni pas mal de preuves accablantes de leur lâcheté et qui, pour lui fermer la bouche, le firent interner ».

Les jeunesses veulent-elles faire de l'affaire Lecloux, une autre affaire Dreyfus ? Cette affaire émerge-t-elle parce que la situation y est favorable ? Lecloux sort manifestement de l'ombre grâce à ses jeunes justiciers ; mais aussitôt qu'il se déclare prêt à faire une campagne électorale, il cesse de les intéresser. Leur humanisme s'arrête là où commence leur militantisme. Ils ne se préoccupent plus guère de Lecloux. Marius Kleinhoff <sup>7</sup> veut bien publier les échanges acerbes de lettres entre Lecloux et le député du 20<sup>e</sup>, Dejeante, violemment pris à parti dans *La Misère* <sup>8</sup>. Mais pour lui, ce n'est guère qu'un « prétexte » pour aborder ses thèmes favoris, ceux de l'anti-parlementarisme d'abord : « Une chose m'étonne prodigieusement, c'est qu'à l'heure scientifique où j'écris, après les innombrables expériences, après les scandales journaliers,

<sup>1</sup> Salle des Mille colonnes. Prost évoque les cas de Lenoir et celui de Berthe Klein qui, parce qu'elle a refusé « les caresses immondes de Sarah Bernhardt » s'est vue envoyer une lettre de cachet. Rapport de police du 6 avril 1899, Ba 1489.

<sup>2</sup> Est-il parti pour cette raison ou parce qu'accusé d'avoir pris 50 F. dans la caisse, il ne pouvait rester dans la JS ? Rapport de police du 6 mai 1898, Ba 1489.

<sup>3</sup> *La Misère*, du 20 juin 1898 publie la lettre que le directeur de l'asile envoie au frère F. Lecloux indiquant que désormais, il sera le seul admis à visiter son frère.

<sup>4</sup> Les trois frères Kleinhoff et A. Chassy sont délégués à ce comité pour le 14<sup>e</sup> ; Cousinet, Charles Boulet et Émile Topsent pour le 13<sup>e</sup>.

<sup>5</sup> *La Misère*, n° 8, 24 octobre 1898.

<sup>6</sup> Les sept cités dans la note 26 plus trois autres membres du comité d'amnistie.

<sup>7</sup> C'est lui qui reçoit les souscriptions du journal du 7, rue Jeanne, *La Misère*, *ibid.*

<sup>8</sup> *La Misère*, n° 9, du 31 octobre 1898 et n° 11, du 14 novembre 1898.

il puisse exister encore, dans notre chère France, un électeur, un seul électeur, cet animal irrationnel, inorganisé, hallucinant qui consente à se déranger de ses affaires, de ses rêves ou de ses plaisirs pour voter en faveur de quelqu'un ou de quelque chose. Je te l'ai dit bonhomme, reste chez toi et fais la grève »<sup>1</sup>.

Quant à *La Misère* qui a été le vecteur de cette campagne, elle arrête également de parler de Lecloux et de ses déboires avec la justice. Elle préfère publier des articles qui affirment sa haine du chômage, de l'armée et des ignobles guerriers qu'elle produit<sup>2</sup>. Lecloux, quant à lui, reste en prison et n'intéresse plus que quelques compagnons anarchistes.

Le groupe du 14<sup>e</sup> qui anime ces brûlots<sup>3</sup>, se trouve affaibli par ces dissensions. Les modérés et les radicaux, indépendants, s'opposent violemment. Ces derniers se regroupent en septembre 1898 sous le nom de Groupe de jeunesse indépendante. La création de ce groupe concurrent revient à l'initiative de Chopard, aidé de l'étudiant internationaliste Rémy. Connus dans les milieux anarchistes, ils refusent tout compromis avec la JS du 14<sup>e</sup> qu'ils ont pourtant contribué à créer. Scission de principe ? Ils vont s'installer tout près : on les retrouve au 37, rue de l'Ouest tandis que les autres sont au 39. La scission est néanmoins néfaste : la Fédération des JSRI en ressentira le contre coup. L'organe de toutes les jeunesses parisiennes, qu'anime principalement la JS du 14<sup>e</sup>, *La Jeune Garde Socialiste*, cesse aussitôt de paraître.

L'influence de la JS unitaire du 14<sup>e</sup> sur l'activité des jeunesses parisiennes était grande. Mêlant avantageusement l'activisme débridé des uns et les volontés d'union des autres, les JS du 14<sup>e</sup> auraient-elles succombé comme le jeune Chopard l'explique, aux coups des collectivistes : « Depuis que les socialistes collectivistes ont voulu nous guider, depuis que les membres du PO sont venus parmi nous et en ont fait adhérer quelques-uns, les indépendants, les révolutionnaires n'ont jamais pu prendre la parole, et les statuts ont été révisés sans nous consulter. Peu à peu, on a évincé du journal *La Jeune Garde Socialiste* tous les libertaires »<sup>4</sup> et la scission s'est produite enfin.

Le regain d'intérêt des fractions socialistes envers la jeunesse se traduit par l'éviction des troublions : la JS du 14<sup>e</sup> autonome y succombera ; tandis que

---

<sup>1</sup> *La Misère*, n° 9, du 31 octobre 1898.

<sup>2</sup> *La Misère*, n° 9, du 31 octobre 1898, une page entière est dédiée aux *tueurs*, article de René Ghaughi.

<sup>3</sup> Après ce numéro, qui coïncide avec la tenue du deuxième congrès de la Fédération des JS, mais aussi avec la scission qui s'ensuit dans la JS du 14<sup>e</sup>, principale animatrice du journal, *La Misère* disparaît. Elle se mue en *Le Cri*, *La Jeune Garde Socialiste* étant créée comme l'organe de la Fédération des JSRI. Maurice Chamay annonce ce changement dans le n° 12 de *La Misère*, du 21 novembre 1898.

<sup>4</sup> Rapport de police du 20 juin 1898, Ba 1489.

certains de ses anciens militants se retrouvent dans le groupe plus modéré qui accepte la tutelle lointaine du POSR.

Reprenant des forces, la JSI fait une ultime tentative pour fédérer les groupes de Paris, sous la houlette du POSR cette fois <sup>1</sup>.

Abandonnant le qualificatif d'indépendante pour celui, plus évocateur, de jeunesse socialiste révolutionnaire (JSR) <sup>2</sup>, elle rallie quelques sympathisants, et même des militants. Elle appelle à une manifestation unitaire en hommage à Étienne Dolet, qui rassemble entre deux cents et cinq cents jeunes. Aux cris de « Vive la Commune ! » la jeunesse parisienne tente de faire revivre l'espoir égalitaire et dans l'enthousiasme qui suit, cinq jeunesses se déclarent prêtes à porter le flambeau de la première révolution ouvrière et adhèrent au POSR <sup>3</sup>.

Il n'en faut pas plus à Maurice Jollit pour proclamer, quelques semaines plus tard, la Fédération des jeunesses affiliées à l'UFC (POSR) <sup>4</sup>. Faberot et Fribourg lui donnent l'appui du POSR « prêt à seconder les efforts des jeunesses, toujours à l'avant-garde du socialisme révolutionnaire », à condition que les jeunes adhèrent aux principes du parti <sup>5</sup>. Ils voient enfin d'un bon œil l'action que pourrait avoir la Fédération. Elle faciliterait une certaine homogénéisation des groupes de jeunesse avant les congrès socialistes de septembre. À l'inverse, les groupes utilisent l'affiliation au Parti pour recruter des membres, non pas pour entrer dans le Parti <sup>6</sup>. Alors que les fêtes, causeries et conférences scandent l'activité de cette Fédération durant l'été 1900, les groupes <sup>7</sup> font de l'adhésion au POSR <sup>1</sup> un objet de débat. Trente membres

<sup>1</sup> La JSR du 14<sup>e</sup> (UFC) a dans sa séance du 25 juin nommé une commission de six membres pour former dans chaque arrondissement des groupes de jeunesse d'accord avec le programme et la tactique du POSR. Cette commission a décidé de commencer par le 13<sup>e</sup>. *La Petite République*, du 10 juillet 1900.

<sup>2</sup> C'est Maurice Jollit qui annonce ce changement de titre, désormais inadéquat, à une réunion du groupe. Rapport de police du 29 mai 1900, Ba 1489.

<sup>3</sup> Ce sont les jeunesses des 6<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> arrondissements de Paris, des Lilas et de Malakoff en banlieue. Rapports de police des 3, 5, 9 et 10 août 1900, Ba 1489.

<sup>4</sup> Dès la mi-août une commission d'organisation des jeunesses, « formée avec l'appui du POSR » se réunit au 35, rue Pastourelle. *Ibid.*

<sup>5</sup> Rapport de police du 11 août 1900, Ba 1489. *La Petite République*, du 27 août 1900 rapporte aussi l'événement, sous la forme laconique d'un ordre du jour :

1. formation définitive de la fédération ;
2. les congrès ;
3. organisations antimilitaristes.

<sup>6</sup> En témoigne la délégation qu'ils envoient au congrès de la salle Wagram ; seulement le tiers des adhérents participera au congrès derrière le POSR. Des JSR de Malakoff, Marseille, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup>, seulement le 14<sup>e</sup> et Marseille sont représentés. Une jeunesse inconnue, celle de Besançon complète la délégation jeune du POSR. *Ibid.*

<sup>7</sup> La JSR du 11<sup>e</sup> tient une causerie sur les intellectuels que M. Jollit et Faberot animent au 124, boulevard Voltaire ; 27 personnes sont présentes. Rapport de police du 18 août 1900, Ba 1489 ; la JSR du 13<sup>e</sup> réunit 50 personnes au 108, avenue d'Italie, Rapport de police du 13 août 1900. La JSR du 11<sup>e</sup> dans sa réunion hebdomadaire (19 membres présents)

actifs définissent l'orientation du groupe. Une dizaine d'entre eux – dont Felten, Mouton, Paul – se disent hostiles au POSR et plus proches de « l'anarchisme » ; les vingt autres – dont Jollit, Chopard, Kleinhoff, Duparquet – veulent adopter les principes « socialistes révolutionnaires »<sup>2</sup>. Peu soucieux des divergences politiques et méprisant les étiquettes qu'elles supposent, les jeunes révolutionnaires voguent entre les tendances pour se fixer sur l'activité antimilitariste, qui leur apparaît seule susceptible de les rassembler.

## C – L'ANTIMILITARISME : UNE FORME DE SYNCRÉTISME

[Retour au sommaire](#)

Placée au-dessus ou à côté des partis, des manœuvres et des tactiques, la lutte antimilitariste apparaît comme la seule stratégie possible pour la jeunesse. Elle s'en saisit pour exprimer son anxiété et son refus de la société adulte, bourgeoise et hiérarchisée. Elle espère un mouvement de mobilisation à la base en dehors des partis, contre l'institution militaire et contre le fonctionnement de l'appareil d'État. Deux meetings « monstres » annoncés par les jeunesses de Paris, sont prévus pour le 3 et le 11 novembre 1900, mois des départs de la classe, aux Mille Colonnes, rue de la Gaité, et à la salle Chaynes, grandes salles parisiennes. Dûment préparés par une série de réunions préliminaires<sup>3</sup>, des appels dans la presse, des tracts, des affiches<sup>4</sup>, ces meetings sont organisés par Jollit et Mouton, tous deux du 14<sup>e</sup>.

---

mentionne l'envoi par le trésorier Devillers d'un millier de convocations qui ont coûté 6 F. au groupe. Rapport de police du 30 août 1900. Le JS du 18<sup>e</sup>, réunie par Jollit sur le thème « Armée et religion » au 73, rue de la Chapelle, est également ressuscitée – 18 présents. Rapport de police du 31 août 1900. Trois à quatre autres réunions similaires ont lieu pendant le mois de septembre.

<sup>1</sup> À propos des candidatures Allemane et Faberot, le groupe central adulte du 11<sup>e</sup> scissionne (49 pour Faberot, 21 pour Allemane). La JS du 11<sup>e</sup> prendra fait et cause pour Allemane, et vote pour la radiation de Faberot. Rapport de police du 20 septembre 1900, Ba 1489.

<sup>2</sup> La majorité l'emporte et délègue ses membres au congrès socialiste sur la liste du POSR, ce qui ne l'empêche pas d'envoyer aussi des délégués au congrès anarchiste, rue Titon, et d'y voter à l'unanimité une entente avec les anarchistes. Alerté, l'inspecteur Foureur note que c'est « une chose nouvelle et importante ». Nouvelle pas vraiment puisque c'est une pratique relativement ancienne chez les jeunes ; importante certes pour la préfecture de police toujours à la recherche d'alliés possibles des anarchistes, plus faciles à pourchasser. Rapport de police Foureur du 16 octobre 1900, Ba 1489. Un autre rapport en date du 23 octobre 1900 signé Octave rapporte la même décision : « L'entente avec les groupes anarchistes a été acceptée à l'unanimité ».

<sup>3</sup> Une réunion publique aura lieu le 8 septembre 1900, salle du Moulin de la Vierge, 100, rue de Vanves dans le 14<sup>e</sup> qui discutera des problèmes de l'union et de l'antimilitarisme ; 550 à 600 personnes y ont assisté selon le Rapport de police du 10 septembre 1900, Ba 1489.

<sup>4</sup> L'appel édité par l'Union fédérative des jeunesses (POSR) annonce les deux meetings sur le thème « Qu'est-ce que l'armée : l'école du crime » avec Jaurès, U. Gohier, L. Michel, Allemane, De Pressensé, Dejeante... Il fut également distribué à la classe 1899 sous forme

Le 3 novembre, mille à mille cinq cents personnes, selon les estimations de la police et des organisateurs, viennent célébrer dans une atmosphère de fête le départ de la classe. À la présidence comme dans la salle, « ceux qui partent au régiment » dominent <sup>1</sup>. Urbain Gohier et Fribourg, orateurs invités, réitèrent les appels à l'internationalisme et à l'organisation. Un tel succès, dont un gain net de 129 F., pousse les jeunesses à tenter cette fois de s'unir sur un programme antimilitariste précis. Une commission chargée de l'entente avec la Fédération des jeunesses de France est mise sur pied. Millanvoye de Malakoff et Devillers du 11<sup>e</sup> seront chargés de réaliser l'union avec les jeunesses du POF et du PSR, principaux animateurs du *Conscrit*. Ils essaieront de négocier leur participation au *Conscrit* en faisant valoir leur popularité chez les jeunes gens.

Le deuxième meeting, dix jours seulement après le premier, toujours public et contradictoire mais plus local, soulève la difficile question du « rôle des jeunes gens à la caserne : socialisme et nationalisme ». De nombreux groupes de JS de banlieue de Saint-Denis, Ivry, Bicêtre, Choisy-le-Roi se déplacent ainsi que quelques groupes parisiens, des 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> arrondissements ; les membres de l'ancien groupe antimilitariste de Belleville sont présents ; en tout un millier de personnes, jeunes dans leur presque totalité <sup>2</sup>. Là aussi les jeunes réalisent des bénéfices, 240 F. selon Mouton, renflouent leur trésorerie déficitaire et surtout reprennent confiance en eux, laissent libre cours à leur imagination. Des listes de soldats tirés au sort sont dressées avec l'aide des syndicats et des points de liaison entre eux sont établis. Deux fois par mois les groupes se réunissent au 35, rue Pastourelle dans le local du POSR.

La Fédération des jeunesses de France, toujours hostile à ces groupes, est impressionnée. Jaloux d'une telle popularité, Jean Dace tente d'en reprendre les effets à son compte, ce qu'il exprime en voulant faire paraître un appel dans tous les journaux socialistes, mais que le seul *Socialiste* reproduit : « La propagande des groupes de jeunesse mérite toute l'attention du prolétariat. Nous assistons en ce moment à une agitation antimilitariste considérable ; les manifestes, conférences, meetings se multiplient. » <sup>3</sup>.

---

de tract et inséré dans 300 affiches accolées sur les murs de Paris. Rapport de police « Octave » du 23 octobre 1900, Ba. 1489.

<sup>1</sup> Girard, Truchon, Béal furent choisis parmi les appelés, pour présider le meeting. Rapport de police (spécial meeting) du 14 novembre 1900, Ba 1489 ; plus de quatre indicateurs y assistaient, chacun avançant sa propre évaluation de l'assistance (1 000 à 1 500), et son interprétation du déroulement.

<sup>2</sup> Les chiffres varient entre 600 et 1 000 personnes, les indicateurs Finot et Giroflé étant plus d'accord sur 700. De Pressensé, Clovis Hugues, Renouf, Turot, Chaussé, Libertad, etc. sont les orateurs inscrits au bas de l'affiche d'appel au meeting.

<sup>3</sup> *Le Socialiste* laisse un espace aux jeunes en page trois. Sous le titre *Le Conscrit*, et après le chapeau « Notre ami J. Dace fait appel à tous les journaux du parti pour reproduire l'appel suivant », une colonne et demie fait état de l'histoire récente du *Conscrit*, *Le Socialiste*, du 18 novembre 1900.

Après des années d'atermoiement, les jeunesses parisiennes trouvent enfin leur voie. Non qu'elle soit définitive ; mais l'importance des activités qu'elles animent atteste en tout cas qu'un cap vient d'être franchi. Voulant sortir de la marginalité où elles s'étaient confinées, et devant faire face à une nouvelle polarisation des débats entre nationalistes et républicains, les jeunesses socialistes choisissent l'antimilitarisme pour s'opposer aux jeunesses bourgeoises, mais aussi pour tracer un chemin qui leur donne accès aux affaires publiques.

\* \* \*

Des jeunes employés en passant par ces primeurs jusqu'aux intellectuels et autres apprentis coiffeurs, tous ont trouvé dans les fédérations de jeunesse matière à dissensions, discordes et surtout rupture. Mais le bilan au total est loin d'être négatif. Nombre d'entre eux, certes déjà prédisposés par leur profession, comme Longuet ou Sarraute, à faire carrière, restent attachés leur vie durant au socialisme. Ces années de jeunesse ont été décisives. Et d'une certaine manière, quelle meilleure formation peut-on avoir que celle faite dans la contestation ? Quant aux autres militants moins connus ou anonymes de cette classe ouvrière montante, ils auront appris pendant leur jeunesse à jouer toutes les cartes qu'ils ont entre leurs mains et à les faire valoir du mieux qu'ils peuvent. À l'orée du siècle, ils ont incontestablement réussi à établir la jeunesse socialiste comme force. Ils ont surtout appris à se reconnaître et à s'apprécier entre eux, à se donner confiance mutuellement et à débattre de leurs idées. Cette histoire, comme les trajectoires qui la marquent, est à bien des égards significative.

D'abord les jeunesses socialistes peuvent prétendre constituer un mouvement sans doute encore concentré à Paris, Lyon, Toulouse, Marseille et dans certaines professions, il est du moins bien vivant. Derrière ce mouvement, une pléthore de militants s'agite.

Qui sont-ils ? Sept cent deux militants ont été répertoriés, qui ont tous participé d'une manière ou d'une autre à l'activité des jeunesses<sup>1</sup> : congrès, réunions, manifestations, publications d'un journal, d'une feuille, d'un

---

<sup>1</sup> J'ai réussi à établir un fichier de 702 noms. Ces jeunes identifiés au moins une fois, par la police essentiellement, mais aussi par la presse, ont tous participé de près ou de loin à des activités des jeunesses, exclusivement. Les renseignements sur eux sont extrêmement minces et peuvent être difficilement complétés par d'autres sources ; ils ont rarement commis des crimes, donc ils ne figurent pas dans les dossiers d'archives judiciaires (série BB18) ; ils ne sont pas des militants reconnus du mouvement ouvrier : hormis ceux qui participent aux congrès socialistes et ceux qui ont fait carrière dans le parti socialiste (les étudiants surtout) – en tout 1/10 environ de notre échantillon – ils ne figurent pas au *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*.

pamphlet. L'échantillon que nous avons représenté ainsi une approximation assez précise du nombre de jeunes militants engagés dans les jeunesses, pour la première période de 1880 à 1902 <sup>1</sup>.

Pour établir la répartition socio-professionnelle des 702 individus, nous ne possédons d'indication d'emploi que pour 303 d'entre eux ; deux cents sont étudiants membres des ESRI, des étudiants collectivistes et de la ligue démocratique des écoles. Ils sont sur-représentés, car leurs activités dans les émeutes de juillet 1893 au Quartier Latin en ont conduit plusieurs au poste de police. Néanmoins, avec un peu moins du tiers de l'ensemble des militants des jeunesses, les étudiants constituent un groupe reconnu et important, ce qui dans cette période n'est pas étonnant. Quant aux 103 dont on connaît les métiers qu'ils exercent quand ils sont jeunes et après qu'ils aient quitté le groupe de jeunesse, ils forment un contingent de militants au profil plus complexe. Sur les 103, 44 deviendront des « notables » : fonctionnaires, conseiller municipal, maire, député, journaliste, ingénieur, médecin, avocat, professeur. Presqu'une moitié de ces militants ont accédé à des postes « professionnels ». Pour les « politiques », on peut imaginer qu'ils doivent leurs fonctions municipales ou politiques à leur engagement ultérieur dans le parti socialiste. Cette sur-représentation des « intellectuels » dans le mouvement des jeunesses ne fait que confirmer une tendance générale au sein du socialisme français, qui participe bien à la « République des professeurs ». La deuxième catégorie, près de quarante personnes, est formée d'ouvriers et de petits artisans : chemin de fer, métallurgie, jardinier, peintre, cordonnier, terrassier, caoutchoutier, tisseur, ajusteur, correcteur et typographe. Ces métiers plus ou moins spécialisés sont ceux pratiqués par les jeunes ouvriers et correspondent sensiblement à ceux des conscrits recensés par les agents de recrutement pour l'armée. Un bon quart des militants des jeunesses socialistes occupent donc les mêmes métiers que ces 20 % de jeunes français qui se déclarent ouvriers entre 1880 et 1914. Là aussi, ces métiers sont légèrement sur-représentés dans les groupes par rapport à leur représentation nationale. Enfin la dernière catégorie est celle des artisans et employés. Ils sont 19 à exercer les emplois de coiffeur, fleuriste, tailleur d'habit, petit comptable, sténographe et d'employé à tout faire. Catégorie en pleine expansion mais difficilement identifiable – on le voit dans l'augmentation de ces « autres » professions des conscrits, mais surtout dans les descriptions qu'en font Y. Lequin ou M. Perrot (1973), elle est sous-représentée chez les militants des jeunesses. Ainsi les futurs « intellectuels » et les ouvriers se partagent presque également dans les groupes de jeunesse. Cette répartition vérifie ce qui a été dit sur la composition sociale du mouvement socialiste avant l'unification et y est conforme. C'est un mouvement

---

<sup>1</sup> Ce chiffre est corroboré par le policier Frouard qui en annonce 800 ; et par Gaston Levy qui dénombre plus de 400 groupes de jeunes avant l'unité socialiste. L'approximation moyenne juste serait donc près de 1 000 militants autour desquels gravitent environ le double de jeunes. Notre échantillon est alors représentatif des militants plus que des sympathisants.

essentiellement urbain – aucune base rurale apparente, alors que les jeunes ouvriers agricoles constituent 40 % de la jeunesse – avec beaucoup d'étudiants. Un premier constat s'impose : la jeunesse socialiste militante ressemble plus au mouvement socialiste qu'à la jeunesse française. Ainsi, et bien que la nature des sources utilisées détermine ce constat, les jeunes socialistes ne sont guère différents de leurs aînés. Certes, et l'exemple du 14<sup>e</sup> est là pour le prouver, toute une frange de sympathisants et de militants très autonomes et farouchement opposés aux partis, échappe à toute description parce que laissant peu de traces de son passage.

Ce qu'il en reste, c'est l'engouement de quelques centaines de jeunes pour l'action politique, qui suit grosso modo les lignes de clivage présents dans le mouvement ouvrier. Deux grandes tendances divisent le mouvement de la jeunesse en 1900. L'inspiration anarchiste, qui fut jusque-là le moteur stimulant leur rassemblement, produit à la fin de la décennie l'effet inverse et conduit les groupes de jeunesse les plus actifs à s'en détacher. D'autre part, et malgré l'autonomie réclamée par toutes les jeunesses, la tendance plus politique représentée par les partis naissants, exerce une attraction considérable sur les groupes et modèle leur forme d'activité. Ils devront, durant cette décennie, trouver le meilleur moyen de concilier leur autonomie avec les exigences des partis. Dans cette démarche, ceux qui ont tenu à l'affiliation partisane se sont inévitablement heurtés aux querelles d'école qui divisent les socialistes. Malgré leur volonté de promouvoir l'unité, les groupes puis les fédérations de jeunesse se rendent compte des difficultés d'une telle entreprise. Non seulement ils ne comptent guère pour les partis – qui au mieux les utilisent pour leurs manœuvres partisanses – mais il leur est difficile de s'entendre entre eux. L'histoire des multiples fédérations qui naissent à Paris puis en France entre 1895 et 1900 atteste de la recherche éperdue d'une solution médiane.

## TROISIÈME PARTIE

### UNE SOLUTION À LA CONTESTATION DE LA JEUNESSE : LE GROUPE DE JEUNESSE DU PARTI

[Retour au sommaire](#)

En 1900, les groupes de jeunesse se trouvent devant une alternative déchirante l'autonomie et l'affiliation aux partis sont de moins en moins compatibles. Il leur faut choisir l'une ou l'autre solution ; ce à quoi ils se résoudront difficilement.

De plus, après dix ans d'activisme, certains d'entre eux parviennent à une certaine maturité et envisagent, plus qu'ils ne le faisaient auparavant, leur avenir sinon leur carrière au sein d'un parti socialiste. Ils ne seront pas étrangers à la construction d'un grand parti socialiste unifié, laissant une large place à des fédérations autonomes et indépendantes.

L'attraction socialiste des débuts se mue en stratégie politique des jeunesses. Très vite, alors que se précise l'orientation du parti socialiste unifié, le profil des groupes se trouve tracé. Au sein d'un mouvement socialiste, leur seule place sera celle d'une jeunesse du parti. Toutefois avant de parvenir à cette solution, le cheminement est long et tortueux.

En faire l'histoire comble certainement une lacune dans celle du parti socialiste français ; cette histoire illustre en outre un cas d'espèce, celui qu'on retrouve fréquemment dans tous les partis au XX<sup>e</sup> siècle, des rapports tumultueux entre les partis et les jeunesses. Cet épisode, qui relate l'histoire de partis socialistes confrontés à la nécessité de faire une place aux jeunes, établit un précédent. Après la guerre, ce type de relation s'institutionnalise dans le groupe de jeunesses du parti.

Pourtant, comme souvent quand il s'agit des rapports entre les générations, leur histoire est plus répétitive que cumulative. D'une génération à l'autre, on recommence les mêmes combats contre les mêmes partis qui s'entêtent de la même manière. En retracer l'histoire semble une vaine entreprise tant le changement paraît mince. Elle sert alors à marquer plus distinctement des

itinéraires et à aborder ainsi un autre de ces champs d'étude qui ne peuvent être uniquement étudiés en fonction du changement.

On analysera cette question en s'appuyant sur les perspectives ouvertes par des instruments pour comprendre la nature des « transactions » (Perchero que passent les jeunes avec la société.

Dans le cas qui nous occupe, la transaction conduit à la création d'une situation nouvelle. Forcé par la pression des jeunes de statuer sur la question de leur organisation, le parti socialiste ne conçoit pas d'autre manière satisfaisante de le faire qu'en leur donnant la possibilité de se regrouper en son sein. Voyons comment processus se développe.

## CHAPITRE VII

### LA PLACE DES JEUNES DANS L'UNIFICATION SOCIALISTE : UN COMPROMIS DOUTEUX

[Retour au sommaire](#)

La question de l'unification socialiste occupe, à la charnière du siècle, une place prépondérante dans la vie politique française. Déjà présentes dans toutes les manifestations électorales qui scandent le rythme de vie des Français, les fractions socialistes veulent sortir de la marginalité où les confinaient ces innombrables groupuscules et ainsi occuper une place officielle dans l'échiquier politique. Du moins est-ce l'ambition des leaders du socialisme que d'engager un tel processus, témoignage de la « maturation » du mouvement ouvrier français, mais surtout de la capacité qu'ont les socialistes à adopter la formule du parti unique pour représenter les intérêts de ce dernier. L'unification, qui est au programme de toutes les fractions socialistes, arrive dans sa phase décisive. Il reste à élaborer les mesures pratiques de sa réalisation. Des guesdistes aux allemanistes, on est convaincu de la nécessité de donner à la classe ouvrière le parti socialiste dont elle a désormais besoin. Mais de quel parti socialiste s'agit-il ?

Le socialisme parlementaire apparaît comme le plus apte à s'intégrer aux institutions de la III<sup>e</sup> République. À l'action mythique de conquête révolutionnaire des pouvoirs publics se substitue l'infiltration parlementaire du pouvoir ; une « intégration » des forces vives de la nation que la III<sup>e</sup> République n'avait cessé de souhaiter. Mais toutes les fractions socialistes ne sont pas prêtes à servir la République de la même façon ; elles s'entendent encore moins pour ce qui est de préparer l'avènement du socialisme. L'unité veut seulement dire qu'une trêve devrait être conclue dans la guerre que les fractions se livrent.

Les socialistes indépendants, principaux artisans de ce compromis, apparaissent comme les gagnants de la première manche d'une bataille qui, à bien des égards, se poursuit encore aujourd'hui. Tardivement acquis au socialisme, ces « intellectuels » seront âprement contestés par la vieille garde animée par les guesdistes et les vaillantistes. Garants de la pureté

révolutionnaire, les guesdistes tenteront de retarder d'autant un processus auquel ils se sentent passablement contraints. De ces positions, résultent des tiraillements nombreux qui trouvent leur pleine expression à l'occasion des congrès dits d'unification. Au cours de ces trois congrès, le socialisme tente de trouver une sorte d'apaisement interne qui lui permettra d'être enfin crédible, ce qui faciliterait son intégration au système politique républicain.

C'est également à cette occasion que se dévoilent les intentions réelles de chacune des fractions quant à l'avenir qu'elles préconisent mais surtout les manières et les moyens qui sont mis en œuvre pour y aboutir. Nous ne retiendrons de ces congrès que ce qui est directement pertinent pour les jeunesses. Nous avons vu avec quelle unanimité les allemanistes, les guesdistes et dans une moindre mesure les vaillantistes ont tour à tour refusé aux jeunesses d'avoir une place autonome dans leur parti. Tout au plus leur accordera-t-on quelque attention s'ils se soumettent au contrôle moral et politique des sections adultes. Toujours est-il que la tenue de ces congrès nous offre l'occasion inespérée de scruter les comportements respectifs des jeunesses des partis, de mesurer avec exactitude leur implantation, de comprendre ce qui les lie, pour tenter une analyse nuancée de la socialisation politique des jeunes dans la famille socialiste.

La pléthore de groupes représentés aux congrès signifie-t-elle l'adoption par les groupes de la ligne du parti qu'ils représentent ? Quelle stratégie ont-ils développé pour continuer d'exister en tant que jeunesses ? Comment les fractions socialistes recrutent-elles les délégations des jeunesses ?

L'examen attentif des mandats portés par les jeunesses socialistes aux trois congrès d'unification permettra d'évaluer la nature du compromis passé entre eux. En situant numériquement et géographiquement les mandats des jeunesses dans chacune des délégations, on pourra mieux appréhender le type de groupe qui est présent aux congrès et les objectifs qu'il poursuit.

Notons déjà qu'avec les trois congrès, la physionomie des groupes de jeunesse change : elle prend une ampleur nationale et l'apparence d'une structure organisée. Le mouvement anarchique et sporadique des débuts s'est-il vraiment transformé en une organisation de la jeunesse ?

Pour aborder ces questions, il nous a semblé utile de procéder en deux temps après avoir dégagé la place qu'occupent toutes les jeunesses aux trois congrès, nous analyserons ensuite le type de rapport qu'elles entretiennent avec chacun des partis <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Comptes rendus sténographiques officiels des trois congrès : *Premier congrès général des organisations socialistes françaises, tenu à Paris du 3 au 8 décembre 1899*. Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition G. Bellais, 1900. *Deuxième congrès général des*

## A – LES MANDATS DES JEUNES AUX TROIS CONGRÈS D'UNIFICATION

### **Le premier congrès d'unification, salle Japy, 1899.**

[Retour au sommaire](#)

La présence tranquille de la jeunesse au congrès de Japy est tangible. Venant de dix-sept départements, de vingt-neuf villes, avec trente groupes, les quelques trois cents jeunes représentés constituent un potentiel militant important. Ils ne sont cependant qu'une petite fraction de l'ensemble des délégués : quarante-deux jeunes sur six cent neuf présents au congrès (portant 1 131 mandats).

Les délégations de province, croissantes, contrastent avec celles de Paris. Là, sept arrondissements, une banlieue et trois groupes d'étudiants délèguent onze militants jeunes.

De ce contraste on peut déduire que le mode de représentation à ce congrès favorise les organisations établies au détriment des groupes et cercles informels. La place prise par les jeunesses dans le Cher pour les vaillantistes, dans l'Aube pour les guesdistes, vient de leur liaison durable et constante avec les adultes. Cette entente leur a ouvert toutes grandes les portes du congrès – la jeunesse de province qui prend le visage et la voix des adultes est largement présente à ce congrès. En majorité représentée par des militants du parti – les jeunes peuvent-ils assumer les frais d'un voyage à Paris ? – elle semble être en totale osmose avec le parti qu'elle représente.

À l'autre l'extrême se situent ces groupes « études plus ou moins autonomes qui se reconnaissent tantôt comme proches de certaines fractions socialistes, tantôt contre elles ; leur instabilité leur vaut d'être rapidement caractérisées d'« anarchistes ». Une délégation parisienne, composée presque exclusivement de militants jeunes, assiste au congrès. D'accès facile, il se tient dans un espace qui lui est familier. Les groupes, proches des fractions représentées, délèguent un ou plusieurs de leurs membres, pour qu'ils témoignent de l'événement <sup>1</sup>.

Dans cette délégation, la place des jeunesses indépendantes est particulière. Leur profil rend compte d'une grande disparité. Quatre fractions, fédérations

---

*organisations socialistes françaises, tenu à Paris du 28 au 30 décembre 1900. Paris, G. Bellais, 1901. Troisième congrès général des organisations socialistes françaises, tenu à Lyon du 26 avril au 8 mai 1901. Paris, G. Bellais, 1902.*

<sup>1</sup> Militant actif de Malakoff, Gastal apporte un mandat au PSR dans le 20<sup>e</sup> ; Marius Kleinhoff, tard rallié aux indépendants, milite dans le 13<sup>e</sup> depuis 1898 et a contribué avec ses frères Nathan et Henri à créer la vivante jeunesse du 14<sup>e</sup>.

départementales (FD), fédérations socialistes révolutionnaires (FSR), fédérations socialistes indépendantes (FSI) et fédérations des travailleurs socialistes (FTS) que la division dessert, réunissent au total huit mandats ; total nettement en deçà des forces réelles dont ces groupes bénéficient, surtout à Paris. Les militants qui y ont mené l'intense campagne des jeunes ne sont guère présents au congrès. Seuls trois groupes, dont deux étudiants, grossissent la délégation de la FSR <sup>1</sup>. La délégation indépendante de province est encore plus réduite, puisque sur les six militants délégués, deux sont des jeunes ; si l'on considère que Lagardelle avec ses 27 ans et Mallet, un ex-étudiant également, le sont encore. Rescapés de l'intense mouvement qui à Charleville comme à Toulouse, a ébranlé une frange notable de collégiens, ils se font mandater par le groupe de jeunesse pour assister au congrès. Les fédérations autonomes et départementales qui bénéficient de l'apport des étudiants, sont encore sous-représentées. En somme, les groupes de jeunesse qui jouissent d'une certaine autonomie par rapport aux partis ne s'enthousiasment pas outre mesure pour ce congrès. Curieux, ils envoient quelques délégués.

### **Le deuxième congrès de l'unification socialiste, salle Wagram, 1900.**

Au cours de l'interminable validation des mandats qui n'occupa pas moins d'une journée complète, et seize membres en commission, des irrégularités apparaissent. Ainsi, la fédération du Gard se distingue particulièrement ; ses effectifs sont passés de trente mandats validés au précédent congrès à cent huit, progression fulgurante que les membres de la commission jugent suspecte. Ils ne valideront que quatre-vingt-deux mandats. On comprend alors très vite, de part et d'autre, que sur des enjeux importants, pour lesquels le vote tranche, la vérification systématique des mandats s'impose. Mais même vérifiés, peut-on véritablement savoir quelle réalité recouvrent ces mandats ? Relativement, quand il s'agit de groupes connus, stables ; beaucoup moins quand il s'agit de jeunes dont les groupes, sont éphémères et fluctuants. Le jeu est simple ; il suffirait de créer partout des jeunesses dont les mandats gonfleraient, de façon pléthorique, la représentativité des partis. Comment peut-on alors apprécier correctement l'évolution des formations socialistes entre le premier et le deuxième congrès d'unification ?

Si on reprend l'exemple du Gard, les jeunesses sont passées de deux mandats à cinq <sup>2</sup> ; les trois nouveaux groupes apparaissent soit parce que le

---

<sup>1</sup> Péguy et Sarraute, ex-étudiants et personnalités indépendantes, assistent au congrès au nom du lycée d'Orléans et du groupe des étudiants collectivistes de Paris. Marius Kleinhoff, dit Surani, s'est fait déléguer par la JS indépendante du 14<sup>e</sup> qui a décidé d'attribuer ses voix à la FSR.

<sup>2</sup> En 1899, Bussy représente la JS d'Alais (POF) et Ebers, la JSC de Nîmes (PSR) ; en 1900, trois nouveaux groupes affiliés à la FSA représentent la JSR de Bellegarde, la JS de Vézénobres, la jeunesse d'études sociales de Nîmes ; le POF et le PSR ne bougent pas.

développement d'une fédération socialiste autonome dans le département a suscité de nouveaux groupes, soit parce que les groupes déjà existants ont décidé d'envoyer des délégués. Les chiffres ne sont donc indicatifs que d'une tendance, et encore, pas toujours vérifiables. Ils ont du moins l'avantage d'exister. Nous tâcherons alors de les croiser avec d'autres données, quand nous les avons.

En moins d'un an, les jeunesses sont passées de onze mandats attribués à trente et un pour la région parisienne, et de trente et un à quatre-vingt-treize en province. Il serait aisé de conclure à la multiplication artificielle des mandats au vu de l'âge des délégués, ou à partir de l'instabilité de ces multiples groupuscules qui ne font surface qu'en 1900. La connaissance de la morphologie des groupes nous aide à comprendre cette surprenante évolution <sup>1</sup>.

Vingt et un délégués sont jeunes à Paris et vingt-neuf le sont en province. Ces chiffres, relativement élevés par rapport à ceux de 1899 (vingt-trois en tout) suscitent l'étonnement. Comment expliquer que la délégation blanquiste ait triplé ses effectifs en si peu de temps ? Comment expliquer l'apparition de départements nouveaux, comme la Saône et Loire qui n'était pas représentée en 1899 et qui fournit à elle seule neuf mandats en 1900 ? Avec huit nouveaux mandats entièrement attribués aux blanquistes, la banlieue émerge. En partie grâce à l'activité déployée par le noyau militant des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> arrondissements et de Saint-Denis, ces « villes nouvelles » apparaissent sur la carte, pour retourner à l'anonymat que ce congrès aura brisé pour un temps.

À ces nouveaux groupes s'ajoutent ceux de Paris. Les plus anciens ont doublé leur représentation (3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> arrondissements) tandis que dans les quartiers où ils avaient disparu, des groupes réapparaissent <sup>2</sup>. Cette marée haute de la jeunesse parisienne bénéficie d'abord et avant tout aux blanquistes. Les autres délégations stagnent, ou dans le cas du POF, s'accroissent d'un seul mandat : Delèpine, de la jeunesse collectiviste du 15<sup>e</sup>. La délégation allemaniste maintient un délégué <sup>3</sup> ; tandis que les indépendants perdent leur bastion dans le 14<sup>e</sup>, qu'ils gagnent le 13<sup>e</sup> arrondissement que représente

---

<sup>1</sup> Il s'agit de croiser plusieurs éléments pour apprécier la validité de la représentation. La personnalité des délégués doit être examinée et le critère de l'âge retenu. Seront alors comptés parmi les jeunes, les délégués dont on connaît l'âge et qui ont jusqu'à 25-27 ans (inclus les ex-étudiants) ; à ceux-là s'ajoutent les anonymes, absents du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* ou de nos fiches ; ils ont de nombreuses raisons d'être des jeunes gens envoyés par ces groupes de jeunesses éphémères. Par ailleurs, les délégués qui, comme Tanger, Horvillers, accumulent les mandats ne sont comptés qu'une fois au titre de délégué jeune.

<sup>2</sup> C'est le cas des 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> arrondissements.

<sup>3</sup> La JSR du 14<sup>e</sup>, après maints débats, consent à déléguer Jollit au nom du POSR. Il aura fallu que le groupe se scinde en deux pour que ceux des membres qui tiennent à affirmer publiquement leur sympathie au POSR, puissent envoyer un délégué au congrès.

Massieux et conservent leurs deux autres mandats étudiants. Les guesdistes, les allemanistes et les indépendants ont une implantation faible mais stable, qui se justifie différemment. Les guesdistes recrutent peu dans la capitale, et cela ne change pas d'un congrès à l'autre. Les jeunesses allemanistes dédaignent l'organisation, *a fortiori* les congrès ; totalement absentes en 1899, elles envoient Maurice Jollit en 1900. Cet unique mandat ne rend pas compte de l'influence réelle qu'exercent les allemanistes sur la jeunesse parisienne. Son extrême fluidité et sa persistance à osciller entre le groupe d'études sociales ou d'informels petits cercles, rendent la comptabilité de ses groupes difficile.

Quant aux jeunesses indépendantes, elles partagent avec les allemanistes cette particularité de négliger la représentation aux congrès. Aucune jeunesse ne se déclare affiliée aux indépendants, pas plus en 1899 qu'en 1900, ni même en 1901. Certes, à Paris, leur influence dans la jeunesse est faible et n'égale pas celle des allemanistes, avec qui, pourtant, ils sont souvent mêlés. Péguy et Sarraute qui portent leurs mandats, ne sont pas vraiment des jeunes et Massieux représente un semblant de groupe dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, débris de la scission de la JS indépendante du 14<sup>e</sup>.

En fait, le développement considérable du vaillantisme à ce congrès permet de voir que le PSR a pris la place des indépendants dans les quartiers mêmes où ceux-ci recrutaient. La force du PSR fut d'ajouter au noyau initial, surtout composé d'étudiants, un cercle plus large de sympathisants, attirés par leur activité. Grâce à ce groupe compact sinon homogène, la jeunesse effectue une percée importante à ce congrès. Les effets en sont probants même en province. Vingt-neuf délégués jeunes sont envoyés de toute la France au congrès sous la bannière des fractions socialistes. Ils viennent d'abord des départements à forte implantation socialiste : l'Allier et le Cher pour le PSR ; l'Aube et le Nord pour le POF ; les Bouches-du-Rhône et le Rhône pour les FSR ; la Saône et Loire, le Tarn et le Vaucluse pour les autonomes. Parmi les nouveaux venus, on trouve des groupes attirés soit par la solidité des formations socialistes – les blanquistes surtout dans le centre où ils ont fait tâche d'huile – soit par l'apparition de nouvelles fédérations qui admettent des groupes de jeunesses dans leur sillage. C'est le cas du Jura, de la Loire inférieure, de la Saône et Loire, du Tarn, du Vaucluse et de l'Yonne. Les blanquistes, majoritaires avec vingt-huit mandats, ont effectué un véritable raz-de-marée à Wagram, tandis que les autonomes et les guesdistes rassemblent vingt-trois mandats. Le mouvement de la jeunesse en province suit d'une certaine manière le développement des partis. Le nombre des délégués jeunes a considérablement augmenté, attestant de l'implantation solide des groupes de jeunesses.

Partis d'une représentation presque exclusivement adulte au congrès de 1899, les jeunes sont bien présents en 1900. Alors que les départements blanquistes

et guesdistes continuent d'envoyer des délégués adultes <sup>1</sup>, de nouveaux groupes émergent à Nîmes, Luchon, Issoudun, Tours, Cahors <sup>2</sup>. Ces tout jeunes délégués sont la surprise du congrès. Excentrés par rapport à l'aire d'implantation socialiste, ces nouvelles jeunesses naissent dans des régions où le socialisme prend la figure de l'autonomie ; en Saône et Loire, dans le Vaucluse et dans l'Yonne, elles apparaissent au congrès pour y faire leurs premiers pas en politique.

Ainsi les jeunesses viennent en nombre des bastions socialistes de province, mais pas seulement. La présence de ces nouveaux groupes suggère l'existence d'un mouvement d'une autre ampleur, qui dépasse les barrières partisans : peut-être doit-on alors parler de l'éveil d'une conscience nouvelle de la jeunesse ?

### **Le troisième congrès général des organisations socialistes, Lyon 1901**

Troisième et dernier du genre, le congrès général des organisations socialistes françaises qui se tient à Lyon, fin 1901, consacre l'état de division dans lequel elles se trouvent. L'absence du POF à ce congrès marque la résistance guesdiste à ce qu'il considère comme le cours ministérialiste du socialisme français auquel il prétend ne plus vouloir s'associer. Aucun des vingt-trois délégués des jeunesses guesdistes en 1900 ne se présente à Lyon. La dissidence n'existe pas au parti ouvrier ; mais surtout, représentées majoritairement par des adultes aux congrès précédents, les jeunesses peuvent difficilement assumer la responsabilité « aller seules au congrès. Si l'absence des jeunesses guesdistes se justifie ainsi, le net tassement des autres délégations est plus difficilement explicable.

En termes de mandats, la délégation blanquiste a diminué de moitié. La banlieue, présente en 1900, a disparu, et seuls les militants connus sont restés. Neuf mandats seulement sont portés par des jeunes parisiens tandis que dix délégués représentent six départements de province (vingt-trois délégués en tout).

Peu explicable en elle-même, cette transformation d'une délégation qui a imposé les jeunes au socialisme en 1900, ne se comprend qu'en rapport aux

---

<sup>1</sup> À l'exception de Fouilland, qui est membre de la JS de l'Allier, tous les autres sont des adultes : Létang et Bouchaud pour l'Allier, Laudier et Mauger pour le Cher et Garnichat pour l'Aube.

<sup>2</sup> Les Fayaud, Besnard, Marty sont peu connus et accompagnent ceux dont on sait qu'ils sont militants des jeunesses ; c'est le cas de Barbier, fondateur de la JS de Nîmes, et de Louis Soullé, jeune typographe qui à vingt ans, adhère à la JS de Toulouse en 1900. Installé à Luchon, il y animera une JS qui le délèguera au congrès.

autres résultats. C'est en étudiant le score obtenu par les nouvelles formations présentes à Lyon que le voile se lève.

Les fédérations départementales et révolutionnaires sont les gagnantes du congrès de 1901<sup>1</sup>. Mordant sur l'aire d'influence blanquiste mais ouvrant aussi un nouvel espace, le Pas-de-Calais, la Guadeloupe, elles se trouvent investies des espoirs déçus des jeunes. Inexistantes en 1900 dans l'Ain, la Loire et le Lot, elles apparaissent soudain en 1901 non pas dans les régions où les blanquistes ont perdu leurs mandats, mais à côté, dans les villages et villes avoisinantes. À Oyonnax et Nantua plutôt qu'à Tenay ; à Saint-Étienne plutôt qu'à Chazelles/Lyon ; à Cahors et Vayrac plutôt qu'à Figeac. À noter : dans ces trois départements, les FS apparaissent quand le PSR s'efface. Ce phénomène se complique par la disparition des départements où les fédérations autonomes avaient une influence : la Saône et Loire par exemple, forte de ses huit groupes de jeunesses, s'est volatilisée. Géographiquement dispersée, cette délégation est composée de nombreux groupes isolés dans chaque département à l'exception du Gard, du Vaucluse et de l'Yonne<sup>2</sup>.

Plusieurs remarques s'imposent concernant la représentation des JS à ces trois congrès. D'abord l'amplitude des variations qui caractérisent ces délégations :

a) fluctuation du volume global des délégués ; en moins de trois ans, il est passé de 40 à 123 puis à 71 ;

b) mobilité géographique inusitée ; les groupes changent de ville entre chaque congrès et délèguent des personnes différentes à chaque fois ;

c) enfin, le nombre de délégués jeunes aux congrès : vingt-quatre vont au congrès de la salle Japy, cinquante à Wagram et vingt-neuf à Lyon. Sur cette centaine de jeunes délégués, un seulement, le blanquiste Tanger assiste aux trois congrès ; n'y a-t-il donc pas de militants stables pour assurer l'activité permanente des groupes ?

---

<sup>1</sup> Réunissant 44 mandats, respectivement 24 et 13 mandats – auxquels s'ajoutent sept autres mandats allant aux FS(2), FSR(2), aux FA(3) – elles arrivent en tête de la représentation des jeunesses à ce congrès.

<sup>2</sup> Treize départements envoient vingt-trois délégués sur la liste des fédérations départementales, huit en délèguent douze, affiliés aux fédérations révolutionnaires. En tout vingt-trois départements représentés par quarante-huit jeunesses se réclament des cinq fractions FA, FD, FS, FR et FSR. En légère hausse par rapport aux quarante-deux groupes présents en 1900, ce chiffre reste honorable. Inexistantes ou presque dans Paris, sauf pour la FD qui maintient ses trois mandats dans 1<sup>er</sup>, 5<sup>e</sup> 11<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> arrondissements à Paris, les quatre fédérations ont uniquement une implantation provinciale. Avec leurs dix-huit délégués, contre vingt et un en 1900, les fédérations permettent aux jeunes d'être encore présents à ce congrès, derrière les bannières de l'indépendance et de l'autonomie.

En 1901, ces congressistes d'occasion prennent place dans l'unification socialiste alors même que jeunesse signifie éphémère, volatile, flou. Pourtant les stratégies qu'ils développent d'un congrès à l'autre, en utilisant différentes affiliations, indiquent leur détermination à y prendre place. Ils réussissent dans l'indifférence, et parfois l'hostilité, à faire reconnaître leur existence en tant que militants de la jeunesse et à traduire en termes de mandats l'important mouvement qui en 1900 porte la jeunesse socialiste au faite de son influence. Certains groupes peuvent être fictifs, ne représenter que de vagues noyaux de jeunes, manipulés par les adultes par besoin de mandats, il reste que des jeunesses existent partout en France de façon séparée et autonome. Ces trois congrès en font l'éloquent constat.

Par leur présence aux congrès, les groupes de jeunesse participent à la transformation des sectes socialistes en un mouvement national.

C'est en province surtout que cette influence des jeunesses peut le mieux être comptabilisée. Dans les départements pour lesquels nous possédons des monographies, du Cher pour les vaillantistes ou du Nord pour les guesdistes, le rôle des jeunes dans la consolidation des noyaux militants est partout souligné <sup>1</sup>.

À ce premier constat qu'il nous appartiendra de vérifier plus complètement sur toute la période, s'ajoute un second. Un petit nombre de groupes s'est développé au cours même du processus d'unification. Acceptant de lier leur sort à celui des fractions socialistes, ils abandonnent leur autonomie et leurs compagnons de lutte dans l'espoir de la reconnaissance officielle que seul un grand parti socialiste peut leur donner. Ils développent un mode de relation qui convient parfaitement aux exigences des partis modernes, c'est le groupe de jeunesse affilié.

L'étude de la proportion des mandats des jeunesses par rapport à ceux de chacun des partis représentés aux congrès permet de voir dans le détail ces stratégies.

---

<sup>1</sup> Claude Pannetier, 1892 et Claude Willard, 1965.

## **B – ENTRE LES CLIVAGES PARTISANS ET L'UNION**

### **Consolidation des groupes affiliés**

[Retour au sommaire](#)

Les mandats portés par les jeunesses représentent un enjeu mineur dans la course à l'unification socialiste. Bien que l'unification signifie négociation, compromis et compatibilité de chaque mandat, lutte d'influence entre les fractions « réformistes » et « révolutionnaires », la place qu'y occupent les jeunes est symbolique. Dans cette course aux mandats, l'emphase est mise sur la machine du parti et sur sa capacité à mobiliser des troupes au moment des congrès. Significative des rapports internes que les socialistes entretiennent entre eux, cette stratégie instrumentalise les groupes de jeunesse (ils sont avant tout des porteurs de mandats) mais leur ouvre aussi un espace.

Mesurer le poids relatif des jeunesses dans ces congrès, tant par rapport à l'ensemble des partis que pour chacun d'entre eux devient alors intéressant. On y lit en filigrane leurs préférences, les fluctuations de leur affiliation et ce qu'elles signifient. Avec les chiffres se dessinent les rapports concrets que les jeunesses veulent négocier avec les partis, les formes de la transaction politique.

Le POF et le PSR rassemblent les délégations les plus importantes aux trois congrès. Numériquement plus forts que les autres formations, ils sont également ceux qui ont l'idée la plus arrêtée de ce que devra être le parti socialiste. Centralisées, leurs organisations fusionneront dès 1902 pour former le parti socialiste de France. Sans avoir reconsidéré le problème de jeunes, ils semblent moins réticents à les accepter <sup>1</sup>.

On tire quelque instruction de l'étude des départements où le PSR et le POF sont bien représentés. C'est dans le Cher et dans l'Allier, bastions du vaillantisme, que se comptent les plus nombreux contingents de jeunesses du PSR <sup>2</sup>. Les jeunes qui, dès les premières années de la décennie, comptaient des groupes à Bourges, Vierzon et Saint-Amand, maintiennent et même élargissent leur assise. Ils sont quatre, huit et deux délégués à représenter des jeunesses en 1899, 1900 et 1901. L'ancienneté de l'implantation des jeunesses combinée à la position hégémonique du PSR dans la région expliquent cette situation. Il en va un peu différemment pour l'Allier où le POF et le PSR se disputent les mandats

---

<sup>1</sup> Alors que leurs congrès de 1896 et 1898 avaient résolu d'interdire aux jeunes de former des groupes séparés des sections adultes, on retrouve une pléthore de jeunesses portant les mandats du POF et du PSR.

<sup>2</sup> Avec ses 67 mandats validés en 1899, 43 en 1900 et 15 en 1901, le PSR est le seul parti socialiste dans le Cher, bien qu'en rapide déclin.

socialistes, avec une légère avance pour le POF <sup>1</sup>. Détenant environ douze pour cent des mandats (17 % en 1901), les jeunesses de l'Allier peuvent se faire entendre mais influencent peu le rapport de forces entre le POF et le PSR. Elles optent donc pour le PSR, suivant en cela la tendance nationale. Ce fut un bon choix ; la fédération de l'Allier revient en 1901 au PSR.

Ces deux exemples offrent donc des situations où la position du parti ne détermine pas forcément le mode d'affiliation des jeunesses ; elles se retrouvent, certes, dans les bastions de leurs partis, mais pas nécessairement du côté du plus fort.

Si on regarde maintenant du côté des bastions du POF comme le Nord et le Rhône, que voit-on <sup>2</sup> ? Là encore, ce qui frappe n'est pas tant le nombre, négligeable, de mandats (1,5 % et 5,85 %) mais le type d'affiliation que la répartition des mandats dévoile. Ces nouveaux groupes qui apparaissent dans le sillage du POF en 1900 profitent de l'occasion du congrès pour déclarer leur existence. L'affiliation au POF se fait naturellement pour eux puisque c'est le seul parti dans la région. Les anciens groupes de jeunesses, à Roubaix par exemple, n'ont pas de preuves à faire : ils existent déjà et mènent leur propre barque. Ils ne délèguent personne aux congrès.

Dans le Rhône, où le POF a aussi recruté ses premières jeunesses, la situation est encore différente <sup>3</sup>. Les groupes de jeunesse ont une alternative : plutôt que de disparaître, ils profitent du déclin du POF pour aller vers les FSR. On retrouve les mêmes cinq groupes représentés en 1899 dans la délégation du POF, derrière les FSR en 1902. En complétant le tableau de l'implantation du POF et du PSR dans la jeunesse, on note que les groupes de ces partis ont une certaine latitude d'action. Moins figés derrière leur parti que ne le laissent

---

<sup>1</sup> Ce dernier récolte 33 et 40 mandats, tandis que le PSR n'en a que 18, 21 et 21. Mais les jeunesses se trouvent plutôt du côté du PSR avec respectivement 5, 6 et 3 mandats pour 1899, 1900 et 1901, qui laissent loin derrière le mandat du POF en 1899 et les 2 en 1900. Si l'on compare les chiffres globaux, les mandats des jeunesses du POF et du PSR réunis sont de 6, 8 et 3 pour 51, 61 et 21 mandats socialistes dans l'Allier.

<sup>2</sup> Chasse gardée des guesdistes, le Nord rapporte au POF 53 et 102 mandats en 1899 et 1900 sans compter la centaine de groupes syndicaux et la trentaine de mandats électoraux. On connaît l'existence d'au moins trois groupes de jeunesses à Roubaix qui dès 1893 envoyaient annuellement des délégués aux congrès nationaux du POF. Ce ne sont pas ces groupes qui sont présents aux congrès mais de tous nouveaux venus : une seule jeunesse à Fourmies, délègue Moret en 1899 et six autres groupes venant de petites villes, dont un groupe d'étudiants socialistes de Houplines, envoient des représentants en 1900.

<sup>3</sup> Avec 27 mandats, le POF est majoritaire en 1899 mais il est vite rattrapé par la FSR en 1900 (20 mandats pour le POF et 35 pour les FSR). Les groupes de jeunesses, actifs très tôt autour des étudiants de Lyon, ont eu une dizaine de délégués aux congrès nationaux du POF de 1897 et 1899. Au nombre de cinq en 1899, venant de Villeurbanne, Lyon et Oullins, les groupes désertent le congrès suivant en 1900 et n'envoient plus que Jarel de Lyon.

croire les premiers chiffres, ces groupes évoluent vers une certaine indépendance quand ils le peuvent.

En plus de l'Allier, du Rhône et du Nord, le POF compte une forte représentation dans l'Aube, le Gard, l'Isère et le Pas-de-Calais mais point de jeunesse<sup>1</sup>. Il n'y a donc pas nécessairement des jeunesse là où le POF est important. Par contre, quelques groupes se réclament du POF dans certains départements où il est presque inexistant<sup>2</sup>. Les mandats des jeunesse du PSR sont également éparpillés dans différents départements comme l'Ain, l'Aisne, le Gard, l'Indre, l'Indre et Loire, le Lot, l'Oise, le Tarn et Garonne où le PSR n'est pas toujours très fort. Les jeunesse du PSR offrent ainsi une configuration disparate dont la seule constante vient du fait qu'elles participent aux trois congrès sous la bannière du même parti.

De cette représentation bigarrée des jeunesse du POF et du PSR, que peut-on déduire ?

Fournissant une petite portion des mandats adultes (4,35 % en 1899, 8,28 % en 1900 et 7,82 % en 1901), les jeunesse comptent peu dans les stratégies développées par les partis à ces congrès. Tolérée, leur présence n'altère pas la physionomie globale des deux partis ; néanmoins comptabilisés et répertoriés, leurs mandats à l'instar de ceux des coopératives et des cercles d'études, soulignent la diversité d'une implantation que ces partis ne dédaignent pas d'afficher.

En fait, les trois congrès sont l'occasion pour les jeunesse de se faire connaître par les partis, réfractaires à toute organisation de jeunesse. La présence importante des jeunesse du PSR, moindre que celle du POF, contribue à légitimer le rôle de leur groupe. De plus, les jeunesse restent libres de donner leur affiliation à l'un des partis ou des fédérations de leur choix. Elles puisent cette relative autonomie dans le « fait jeune ». L'impulsion donnée à la jeunesse par ses groupes avant 1899 produit un effet boule de neige, entraînant la création de nouveaux groupes au moment de la tenue des congrès.

Pour ces groupes plus encore que pour les anciens – perturbés par les luttes de factions et moins dépendants de la reconnaissance que peut leur conférer le congrès – l'important est d'aller aux congrès, quelle que soit leur affiliation. C'est ce qui explique les déplacements de mandats des jeunesse du POF au PSR (dans l'Allier par exemple) mais surtout du POF aux fédérations

---

<sup>1</sup> Aucune dans l'Isère et le Pas de Calais ; quatre mandats dans l'Aube (deux en 1899 et deux en 1900) et deux dans le Gard (un en 1899 et un en 1900).

<sup>2</sup> C'est le cas de la Charente (deux groupes en 1900), des Deux-Sèvres (un groupe en 1900), de la Gironde, de la Loire et de la Marne. En Charente, c'est le même groupe de jeunesse qui porte le seul mandat obtenu par le POF dans ce département.

socialistes indépendantes et révolutionnaires (comme c'est le cas dans le Rhône). L'important est d'être dans la machine du parti naissant.

Ces fluctuations montrent par ailleurs l'image que ces partis ont dans la jeunesse. Le POF est passé, en une décennie, d'une situation où les jeunes venaient spontanément au parti à celle où elles le quittent ; d'abord pour le parti le plus proche, le PSR, ensuite pour rejoindre ces nombreuses fédérations socialistes ou indépendantes.

Le phénomène, moins évident pour le PSR, se vérifie également. La plus importante délégation de jeunesse en 1900 se divise en nombreux petits groupes affiliés à l'une des quatre fédérations au congrès de Lyon. Les seuls deux partis à prendre au sérieux la construction du parti, et qui auraient donc intérêt à organiser leur recrutement dans la jeunesse, y perdent progressivement leur influence.

La désaffection des partis par les jeunes est réelle, elle est également sélective. Ce sont les groupes les plus combattifs qui s'en vont, laissant la place à de nouveaux groupes qui viennent avec l'enthousiasme des pionniers, des départements où le PSR et le POF sont absents. L'envergure nationale des deux partis attire des « arrivistes » et éloigne les anciens militants. Ce qui a une double signification. La durée d'implication des jeunes dans un groupe est extrêmement limitée. Elle varie dans ces cas-ci entre six mois et deux ans. C'est pourquoi les groupes sont si instables. Mais également la structure du parti élimine ce qui est à la marge pour consolider le centre. Tautologique, depuis que R. Michels a si bien décrit le développement oligarchique des partis, cette proposition vérifie un processus qui dès les origines enferme les militants dans le dilemme intégration-contestation.

L'attitude des jeunes à cet égard est instructive. Prises dans un dédale politique dont elles ne soupçonnent pas l'ampleur, les jeunes pour lesquelles l'opportunisme politique n'est pas un défaut mais plutôt un moyen de survie, vont accepter la tutelle des partis pour exister. Elles choisiront d'aller vers les partis les moins structurés, là où elles peuvent être plus libres d'agir.

### **La nette poussée de l'autonomie**

La croissance exponentielle des mandats des jeunes affiliées aux quatre fédérations, même si elle suit le mouvement général de croissance de ces derniers, fournit une preuve du déplacement de l'intérêt des jeunes. L'affiliation des groupes au socialisme indépendant et autonome a de multiples avantages. Les marges de manœuvre des jeunes sont d'autant plus larges que les formations sont nombreuses et leur structure interne faible : disposant d'un choix plus important et de toute latitude pour agir, les jeunes essaient

au gré de la conjoncture et selon leurs préférences, rendant les liens qui les unissent extrêmement ténus.

Plus encore que pour les jeunesses blanquistes et guesdistes, ces jeunesses se recrutent à la marge des bastions indépendants ou autonomes. Des cinq départements considérés comme indépendants, le Gard, les Bouches-du-Rhône, les Ardennes, la Haute-Garonne et l'Yonne, seuls deux présentent une délégation jeune plus ou moins constante. La fédération départementale des Ardennes et la fédération autonome de l'Yonne, anciennement allemaniste, totalisent la première deux mandats, la seconde quatre, attribuées aux jeunesses<sup>1</sup>. Dans le Midi, la situation est assez semblable ; à ceci près que plusieurs fédérations se partagent la représentation socialiste mais pas les délégations des jeunesses<sup>2</sup>. Dans ces cinq départements, les adultes de toutes les fédérations bénéficient peu des mandats des jeunesses ; inversement, les jeunesses ne profitent pas du fait majoritaire adulte pour se retrouver aux congrès. La relation qui unit les jeunesses aux fractions indépendantes ne s'inscrit donc pas dans un mode partisan. Leur rapport, quand il existe, est le résultat d'une conjoncture favorable à des fédérations nouvellement apparues, pour lesquelles les groupes de jeunesses jouent le rôle de pionniers. On les trouve surtout dans les départements où les partis sont presque complètement absents. C'est le cas de la Saône-et-Loire où les jeunesses ont d'elles-mêmes déployé une activité importante et soutenue. Avec le Vaucluse, ces deux départements offrent aux jeunes un terrain déjà fertilisé par une forte tradition ouvrière autonome dans laquelle ils peuvent aisément s'insérer<sup>3</sup>.

La stratégie d'ensemble des jeunesses à l'endroit des formations indépendantes est clairement celle d'un cheminement autonome. Les congrès ont sur elles un effet de catalyseur ; elles y découvrent leur force potentielle. En ce sens, les fédérations jouent en 1900 le rôle d'ouverture que le POF et le PSR avaient tenu une décennie plus tôt. Et même si la coexistence entre jeunes

---

<sup>1</sup> Si ces mandats n'affectent en rien la représentation adulte des socialistes ardennais (qui cumulent 16, 35 et 33 mandats respectivement aux trois congrès), elle influe plus sur celle de leurs concitoyens de l'Yonne. Les jeunes réussissent avec deux mandats en 1900 et deux en 1901, à constituer près du cinquième de la délégation autonome (qui n'a que 18 et 13 mandats respectivement).

<sup>2</sup> Dans les Bouches du Rhône, la FSR hérite seule des mandats des jeunesses tandis que dans le Gard, les quatre jeunesses qui portent en 1900 les mandats de la FSR se retrouvent en 1901 derrière les adultes dans la fédération départementale, faisant ainsi preuve d'une certaine fidélité.

<sup>3</sup> La Saône et Loire présente le cas le plus extrême avec huit mandats des jeunesses en 1900 alors qu'il n'y a guère de délégation adulte ; le Vaucluse avec ses six jeunesses est dans une situation similaire. Jusqu'au Rhône dont les trois mandats comptabilisés par les FSR en 1901 sont portés par des jeunesses. C'est par le biais de l'évolution des groupes d'étudiants, très forts surtout à Lyon, qu'on peut comprendre cette survivance des jeunesses autonomes. Restent enfin la kyrielle de départements où les jeunesses glanent un mandat ou deux, sans plan vraiment défini, au gré des bonnes volontés des militants alors présents.

et adultes n'est que très rarement conjonction d'intérêts<sup>1</sup>, elle favorise à son tour l'apparition de nouveaux groupes de jeunesse dans des régions encore peu perméables à leur présence.

### **Un phénomène urbain**

À ce tableau décrivant les rapports jeunesses/partis en province, il faut ajouter celui des grandes villes. C'est à Paris que la stratégie autonome des jeunesses est la plus convaincante. À l'instar des quelques autres grandes villes comme Lyon, Marseille, Toulouse, la région parisienne offre une grande diversité de situations. Les jeunesses envoient des délégués auprès de toutes les formations, mais surtout les jeunesses indépendantes de Paris ont en majorité boudé les deux derniers congrès de 1900 et 1901. Une partie des groupes va à Japy mais s'abstient d'envoyer des délégués aux deux autres congrès. Pourtant, on sait que ces groupes continuent d'exercer une activité importante à Paris. Leur absence, notable, révèle le statut unique de la jeunesse parisienne. En appuyant d'abord le processus d'unification par l'envoi de nombreux délégués à Japy, elle dessine deux modèles concomitants d'affiliation aux partis.

Le modèle vaillantiste est celui du groupe affilié ; fort, il garde son indépendance. La délégation parisienne des jeunesses vaillantistes reste constante et importante aux trois congrès. Maintenant une affiliation au PSR et une intense activité au sein de sa fédération, elle renforce son rôle de leader dans la jeunesse parisienne. Grâce à Tanger qui assure la liaison entre le PSR et les groupes de jeunesse, elle a réalisé pendant ces quelques années charnières le syncrétisme idéal dont rêvent tous les groupes de jeunesse : celui de s'inscrire dans la politique en profitant des luttes des fractions socialistes. Cette stratégie a l'avantage de placer les jeunesses dans la dynamique d'intégration déployée par les fractions socialistes.

La seconde stratégie est plus conflictuelle. Développée par des groupes autonomes, sûrs d'eux, elle aboutit à la contestation ouverte des structures de parti par les jeunesses. Les jeunesses parisiennes désertent les deux derniers congrès, parce que la négociation avec les partis ne les mène nulle part, et parce que surtout, elles croient avoir encore assez d'espace pour créer, ailleurs qu'aux congrès, leur propre mouvement.

Elles se détachent alors des jeunesses affiliées pour rejoindre tous ceux qui, comme elles, choisissent l'autonomie. Devant l'irréductible sclérose des partis, ces groupes s'allient aux cercles d'études, universités populaires, bourses du travail ; ensemble, ils préconisent la contestation radicale et spontanée des

---

<sup>1</sup> À l'exception de la Guadeloupe peut-être où les jeunes rapportent cinq mandats à la fédération départementale en 1901, introduisant la scission dans une fédération à majorité guesdiste.

pouvoirs publics. Les jeunesses du 14<sup>e</sup>, du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, de Saint-Ouen deviennent le terreau d'actions ponctuelles et autonomes. Cette seconde stratégie conduit les jeunesses à modifier leur réseau de socialisation. Leur existence n'est plus seulement déterminée par l'avenir des partis socialistes, même unifiés ; se fondant dans une mouvance d'abord et avant tout contestataire, elles sont amenées à se rallier à une gauche plus radicale qui grossira les rangs de la tendance syndicaliste révolutionnaire. Les jeunes découvrent l'intérêt des alliances conjoncturelles qui renforcent leurs groupes sans les aliéner à des partis.

La question de la jeunesse, posée de façon explicite par la présence importante des groupes aux trois congrès, confirme en les précisant les deux cheminements entrevus plus haut. L'un conduit à l'autonomie totale des groupes, l'autre à l'affiliation stricte aux partis. Curieusement, la première stratégie aboutit à faire du groupe d'âge le point de départ d'une coalition et d'un mouvement plus largement contestataire. La seconde conduit les jeunesses à toujours tenter de nouvelles négociations avec les partis.

De leur côté, les partis n'ont qu'une conscience embryonnaire du rôle que les jeunes peuvent jouer dans leur développement. L'unification socialiste privilégie le principe de l'addition à celui de la multiplication. Il n'est pas question de créer une dynamique de recrutement, un processus de mobilisation pour former le parti socialiste français. Il s'agit d'abord et avant tout d'assembler les morceaux, d'apaiser les antagonismes, de trouver un compromis viable entre les fractions socialistes existantes et non pas entre le futur parti et les groupes qui désirent s'y associer. Cet enfermement sur soi, cette sclérose à la naissance du parti socialiste est particulièrement visible quand ce dernier se rend compte que les jeunesses existent et qu'il doit éventuellement les intégrer.

Découvrant à cette occasion l'existence en leur sein d'éléments incontrôlables, supposés néfastes à leur organisation, les partis tenteront plus systématiquement cette fois et avec une autre génération de jeunes, d'imposer leur conception non moins étroite et fermée du groupe de jeunesse.

Paradoxalement, alors même que les jeunes réussissent à s'imposer aux socialistes, il leur faut choisir entre l'autonomie et la protection pour survivre dans l'arène politique. Ils prolongeront un temps seulement, le temps de la consolidation du grand parti socialiste, la formule syncrétique qu'ils privilégient, celle de l'action politique sur tous les fronts. Dès lors, les ruptures sont inévitables.

## CHAPITRE VIII

### LA MISE AU PAS DES JEUNESSES : LE REFUS D'UNE ORGANISATION AUTONOME

[Retour au sommaire](#)

Devenu le principal parti d'opposition au sein de la République opportuniste, le Parti socialiste (PS) aborde un cours nouveau qui va se traduire par une progression fulgurante du nombre de sièges qu'il occupe à la chambre <sup>1</sup>. L'option parlementaire fixe de façon déterminante la place et l'orientation du PS sur l'échiquier politique français. Le PS entre de plain-pied dans ce qu'on a appelé le réformisme institutionnel <sup>2</sup>. En moins de 10 ans, il apprend et inaugure le rôle, nécessaire à toute démocratie, d'une opposition parlementaire classique encore que de tradition récente en France.

Néanmoins le PS, pas tout à fait affranchi de son jeune passé insurrectionnel, reste incapable, comme le dit Sarraute, de prendre part aux débats qui concernent les intérêts plus généraux de la nation <sup>3</sup>. Une période transitoire s'ouvre pendant laquelle se substitue au programme minimum anticlérical, antimilitariste et internationaliste, une formulation plus nuancée du socialisme républicain. La politique indépendante mais surtout la figure de Jaurès y impriment leurs marques. Dans cette période intermédiaire, dont le congrès constitutif de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) n'est qu'une étape, le Parti reste réfractaire aux jeunes. Ce manque d'intérêt à leur égard contraste singulièrement avec l'activité qu'elles déploient et la

---

<sup>1</sup> Cinquante-deux députés en 1906 représentent 878 000 votes ; 76 en 1910 représentant 1 100 000 votes et 103 en 1914 représentant 1 400 000 votes. Rebérioux, 1974.

<sup>2</sup> Pour Derfler (1977), appréciant cette nouvelle politique du parti unifié, l'orientation du PS n'est que naturelle ; elle confirme la politique réformiste que toutes les fractions socialistes, à l'exception des allemanistes, avaient engagé dès 1896 au banquet de Saint-Mandé. Laissant de côté les déclarations solennelles et fracassantes des socialistes à l'égard de la dictature du prolétariat et de la construction du parti révolutionnaire, Derfler analyse plutôt l'évolution du socialisme comme étant liée aux transformations plus globales de la société française : « Reformism arose naturally from the Republic and its gift to universal suffrage and the internationalism which constituted the key character of the movement » p. 100.

<sup>3</sup> Aaron Noland, 1962. p. 154.

curiosité qu'elles suscitent auprès des autres fractions politiques <sup>1</sup>. Le PS ne peut rester totalement insensible à cet aspect de la question. Il perçoit l'importance d'avoir aussi son groupe de jeunesse sans toutefois savoir comment y parvenir. Dans la foulée des congrès d'unification, les différents partis se laissent séduire par la proposition que leur font les jeunesses de s'associer à leur publication antimilitariste, *Le Conscrit*. Mais son orientation trop radicale les convainc aussitôt de l'impossibilité d'une telle démarche. Quant aux jeunesses, en cherchant l'appui des partis, elles veulent faire reparaître *Le Conscrit* ; mais l'inévitable débat s'ouvre à nouveau entre les tenants de l'antimilitarisme et ceux de l'éducation, chacun faisant valoir ce qu'il considère comme devant être la tâche de la jeunesse. Cet ultime compromis se solde assez vite par une impasse ; ce qui n'enlève rien à l'envergure prise par *Le Conscrit*.

## A – LE CONSCRIT OU L'ULTIME COMPROMIS

[Retour au sommaire](#)

Les compagnons de la jeunesse anarchiste de Belleville ont les premiers songé à s'adresser directement aux recrues de l'armée pour propager leur « haine de la patrie ». Un manifeste et un numéro spécial du journal *Le Conscrit*, remplaçant les convocations individuelles sont distribués aux abords des mairies et dans les salles de tirage au sort en août 1886 <sup>2</sup>. Accompagnés de concerts, tombolas, tours de chants, les procédures de tirage au sort deviennent de véritables fêtes de la jeunesse. Les anarchistes, regroupés ou non dans la Ligue antipatriotique, y recueillent à Paris et dans la Loire surtout <sup>3</sup> un franc succès. C'est alors que prend corps l'idée d'une feuille biannuelle, spécialement destinée aux conscrits, qui leur donnera courage et persévérance pour affronter leur temps dans l'armée et qui sera un lien de solidarité entre eux. C'est dans cet esprit qu'est publié le premier numéro du *Conscrit* <sup>4</sup>. Organe d'agitation antipatriotique, il a pour devise « Plus de frontières, l'humanité libre ». La jeunesse est prise à partie dans l'éditorial : elle a le devoir d'accéder à la conscience de son état. « Chair à canon » au service d'une patrie haïssable, elle a des recours : l'insoumission, la désertion. Ses alliés sont les travailleurs conscients, ce « quatrième état » que seule l'anarchie peut émanciper <sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Jeunesses républicaines, laïques, nationalistes multiplient leurs interventions et trouvent un large écho dans la presse quotidienne qui leur est dans l'ensemble assez favorable.

<sup>2</sup> Rapport de Police, août 1896, Ba 1480.

<sup>3</sup> AD Loire 19M4.

<sup>4</sup> J'ai retrouvé ce numéro conservé aux archives départementales de la Loire 19M4, pièce 43. Numéro unique, il n'est pas daté mais il paraît sans doute en 1892 sous la responsabilité de l'imprimeur Gérant Charveron, au 7, rue Ernestine.

<sup>5</sup> La fusillade de Fourmies est aussitôt prise comme l'exemple dramatique de ce qui arrive quand l'armée des « pioupious » tire sur ses compagnons d'infortune. Le témoignage d'une mère de Fourmies fait revivre aux lecteurs l'émotion qu'elle ressent. La page 4 est pleine de

Petits articles, lettres, pamphlets, poèmes, tous les styles sont utilisés pour décrire et faire ressentir aux lecteurs une même haine de l'armée, « porteuse de la prochaine guerre... » Puis *Le Conscrit* disparaît ; poursuivi par une police inquiète de tels excès de langage, le journal de la classe ne trouve plus de support parmi les jeunes militants. C'est un manifeste « aux conscrits » édité par l'Imprimerie Économique au 215, rue Saint-Maur qui est adressé en novembre 1899 aux jeunes gens de la classe 1898<sup>1</sup>. Tiré à 500 exemplaires, ce manifeste est le produit de nombreuses tractations. Six délégués de chacune des trois fédérations existantes constituent un comité d'union qui se réunit salle du Cap Rouge au 35, rue Charlot pour le rédiger<sup>2</sup>. Ce formalisme est dû en grande partie aux relations chaotiques qui existent entre ces fédérations et aux difficultés qu'elles ont à définir une plate-forme antimilitariste commune. Pourtant ce comité d'union est déjà réduit à sa plus simple expression ; la fédération des JSRI, la plus influente alors, qui avait donné son appui, s'en retire aussitôt sous la pression de ses groupes qui l'accusent de pactiser avec des « groupes inexistantes ». Les fédérations de jeunesse liées au POF et au PSR sont la cible de ces attaques. Accusées d'être téléguidées par les partis adultes, ces fédérations restent seules dans le comité d'union que les autres jeunesses désertent. Le manifeste sera donc modéré et affirmera la liaison inconditionnelle de la jeunesse avec les organisations socialistes.

En reprenant le titre du *Conscrit*, plutôt que celui de *La Caserne* proposé par les JS du POF (qui tiennent à imiter l'organe des Jeunes gardes belges), le comité *ad hoc* a conscience qu'il lui faut se démarquer de la tradition anarchiste qui en entache l'histoire : « Tant que les jeunes restèrent isolés, qu'ils ne formèrent que de vagues groupes d'études, que chez eux l'anarchie domina, la bourgeoisie n'en ressentit aucune crainte ; mais maintenant qu'ils entrent dans la voie de l'organisation méthodique, que les paroles sont remplacées par des actes, la douce quiétude du débat disparaît... »

Tanger, secondé par Bussy, Duciel, Dupas, Granville et Lefèvre sont les principaux artisans de ce numéro. Ils ont le soutien actif de leurs partis respectifs, lesquels exercent leur contrôle par le biais de Jean Dace : *Le Conscrit* doit être l'instrument du « projet d'unité socialiste »<sup>3</sup>.

---

ces récits hyperréalistes sur la vie dans l'armée. « À bas le quatrième état vive l'anarchie », p. 2.

<sup>1</sup> Le comité d'union des jeunesses de France choisit ce moment, qui coïncide avec la tenue du premier congrès général d'unification socialiste, pour lancer un appel antimilitariste. Télégramme du préfet de Paris du 24 novembre 1890, Ba 1489.

<sup>2</sup> Il nomme à son tour une commission d'administration du manifeste qui est composée de Tanger (Le Ménagé) Charles Noir, Raymond Duberros, Capt et Chauvisse dit Bussy.

<sup>3</sup> *Le Socialiste*, du 11 au 18 novembre 1900.

Cette union des groupes de jeunesse sous l'égide des frères ennemis socialistes du POF, PSR et POSR mérite d'être soulignée ; d'autant que *Le Conscrit* bénéficie aussi du soutien de Jaurès et de *La Petite République*. Jaurès salue chaleureusement le projet de parution du journal, mais il ne manque pas de mentionner le lien indissoluble qui unit les jeunesses aux partis : « *Le Conscrit* rappelle les jeunes soldats à leur dignité d'hommes... Aussi, il convient non seulement de féliciter les JSR mais de les aider. Évidemment, ce sont surtout les jeunes militants du PS qui peuvent faire la propagande la plus utile auprès des conscrits »<sup>1</sup>.

Ignorant sans doute que la Fédération des JSRI affiliée à la Confédération des indépendants boycotte *Le Conscrit*, Jaurès découvre le rôle que les jeunes peuvent jouer dans l'unité socialiste. Peu instruit des divisions qui secouent les jeunesses, Jaurès insiste sur l'aspect organisé de leur protestation ; son objectif est d'affirmer l'importance de l'antimilitarisme comme stratégie socialiste.

Les grands principes unitaires ainsi affichés en première page ne suffisent pas à faire du *Conscrit* qui paraît en janvier 1900 un journal unitaire. Le secrétaire Albert Tanger n'obtient la collaboration ni des JS du POSR ni des indépendants pour publier l'organe annuel des groupes de JSR. Le trio qu'il constitue avec le trésorier Georges Bussy et le gérant Barrat forme au mieux une alliance conjoncturelle entre les membres des jeunesses qui ne voient pas d'inconvénient à ce que le POF et le PSR soient mentionnés dans le journal<sup>2</sup>. De fait, ce numéro est bien plus révélateur des préoccupations des groupes. C'est leur vision de la vie politique et de l'histoire qui apparaît : « Camarades, lit-on dans le numéro 1, la bourgeoisie lors de la Révolution de 1789 représentait les intérêts de la société entière... », désormais elle s'y oppose ; mais pour maintenir sa domination, elle a l'armée... Le paradoxe que la rédaction veut souligner, c'est que cette armée est constituée des prolétaires : « Ainsi le prolétariat lui-même fortifie son adversaire et se maintient sous le joug... position ridicule si elle n'était sinistre... Cette duperie des prolétaires est le résultat de l'éducation menteuse qu'ils ont reçue à l'école. » C'est à ce point que le rôle des jeunesses devient crucial : « Il appartient au prolétariat lui-même de les éclairer, d'opposer sa méthode à la méthode bourgeoise : c'est l'action des JS. Par l'éducation dans les groupes, elles éveillent les consciences, par leur organe *Le Conscrit*, elles tracent leur devoir à tous ceux qui vont à la caserne ». Ainsi, les prolétaires ne pourront plus tirer sur leurs frères de misère : les JS sont les vecteurs d'une solidarité retrouvée : « Alors la bourgeoisie verra cette force de servante se transformer en ennemie. Les armes qu'elles nous a données, nous les retournerons contre elle ».

---

<sup>1</sup> *La Petite République*, du 28 décembre 1899.

<sup>2</sup> Ils ne donnent d'ailleurs pas en première page leur affiliation politique mais leur adresse personnelle au 13, rue Polytechnique pour Tanger ; au 10, rue Le Grattier pour Bussy. C'est à l'Imprimerie Nouvelle au 11, rue Cadet qu'il est imprimé. Seuls leurs noms indiquent leur appartenance.

Ce long plaidoyer en faveur de l'éducation comme moyen de prendre conscience de son oppression n'est ni neuf ni original. Il a pourtant l'avantage de situer les jeunes sur un terrain qu'elles commencent à occuper en cette fin de siècle, celui d'une action civique. Avec des accents pathétiques, elles soulignent des contradictions dont elles doivent subir les effets. L'argumentation antimilitariste qu'elles développent contribue largement à cette opération de déconstruction et de démythification des idées de patrie, de morale, de défense nationale. Dans un article anonyme, comme la plupart des papiers du *Conscrit*, intitulé « L'école socialiste »<sup>1</sup> l'auteur commente une lettre de Cornely qui se plaignait dans *Le Figaro* du 15 décembre 1899 de ne pas voir d'instruction civique à la caserne tous les matins. On lui répond qu'il n'est pas vraiment renseigné car il existe pour l'école « un manuel d'instruction civique » et pour la caserne « le règlement sur le service intérieur ». D'ailleurs, ajoute notre auteur, à l'école, tout l'enseignement n'est-il pas orienté ? « Ça s'appelle l'Histoire », qui n'est faite que de guerres et de batailles. À la caserne, « on lui apprend le patriotisme ». Ce parallélisme devenu classique entre l'école et la caserne l'amène à établir l'importance de l'action des jeunes. « C'est pour remédier à cela, pour redresser le jugement dévié par cet enseignement, pour réveiller la conscience endormie à l'école, que nous avons créé des groupes de jeunesse socialiste. À l'enseignement mensonger, nous opposons l'enseignement scientifique et celui dont on veut faire une machine à tuer, nous en faisons un être conscient ». Ainsi les JS sont une école socialiste, celle qui s'avère nécessaire pour contrer l'école bourgeoise.

Le groupe de jeunesse socialiste prend là toute sa dimension ; il devient l'outil indispensable du prolétariat sans lequel nulle conscience et *a fortiori* nulle émancipation n'est possible. Telle est la tâche qu'assigne *Le Conscrit* aux jeunes. Elles seront le lieu où se tissent les solidarités nécessaires à l'accomplissement de l'émancipation mais aussi à la survie des individus encasernés : « Que ceux qui sont persécutés et malmenés, soit pour leurs opinions, soit sans motif, nous saisissent de leurs griefs par la voie qu'ils jugeront la meilleure... Jamais vous ne serez seuls ! Nos groupes de jeunesse vous constituent une grande et puissante famille qui toujours répondra à votre appel ». La description extensive des maux et misères que les soldats subissent à la caserne, l'humour qui s'y glisse parfois, tout cela concourt à un seul but : montrer et éduquer pour comprendre le vrai fléau et se révolter contre lui. Des trois numéros du *Conscrit* qui de 1900 à 1902 paraissent sous le patronage des groupes de JSR de la Seine se dégage la certitude que les jeunes ont un seul et même ennemi, l'armée, et qu'alliés au prolétariat, ils peuvent sinon la transformer, du moins y résister. Mais que font-ils concrètement pour faire passer ce message ? Y a-t-il même adéquation entre l'activité des groupes de jeunesse et ce qu'ils prétendent réaliser ?

---

<sup>1</sup> *Le Conscrit*, n° 2, janvier 1901, p. 4.

Bien qu'il soit difficile de connaître avec précision le type d'utilisation que les jeunes font du *Conscrit*, il est possible d'en mesurer certains effets. Entre les mains des fédérations de jeunesse, affiliées aux partis socialistes et surtout d'Albert Tanger du PSR, ce numéro deux du conscrit se présente comme l'organe des JSR de France. Une commission de rédaction élargie composée de neuf délégués est aussi constituée, où les trois fractions socialistes sont représentées à égalité <sup>1</sup>.

Ce numéro distribué à la criée, aux abords des mairies, est tiré à 25 000 exemplaires <sup>2</sup>, ce qui est déjà un succès. Ce sera le seul numéro unitaire de cette série. *Le Conscrit* qui paraît en janvier 1902 se présente au contraire comme l'organe des groupes de jeunesse du PS de France <sup>3</sup>. La grande union n'étant pas réalisable, il reste les petits compromis qu'adultes du PSR et du POF réunis et jeunes peuvent passer sur la base de l'éducation antimilitariste et de l'unification socialiste. *Le Conscrit* sera désormais l'organe de la Fédération des jeunes de la Seine, adhérente au nouveau Parti socialiste de France. Louis Dubreuilh en précise les paramètres : placé sous son patronage direct, *Le Conscrit* doit être l'instrument de propagande servant à démontrer « la duperie de l'opprimé protégeant l'oppresser, de l'exploité consolidant lui-même la domination de la classe qui l'exploite ».

Certes, Dubreuilh n'innove guère en reprenant la ligne développée dans les précédents numéros du *Conscrit*. Cependant il assortit ses recommandations aux sections du Parti d'une phrase, qui pour les rassurer, enferme l'action du *Conscrit* dans un périmètre très étroit. Il sera « un organe d'éducation utile à tous les travailleurs » <sup>4</sup>.

Les groupes de JSR voulaient bien passer un compromis sur l'éducation antimilitariste, mais s'ils ne doivent faire que de l'éducation et être de surcroît sous la tutelle du Parti, l'entreprise ne présente plus aucun intérêt pour eux. Et de fait, l'unité du PS de France réalisée, les adultes ne voient pas non plus la raison d'être du *Conscrit*.

---

<sup>1</sup> Tanger en est le rédacteur en chef mais Bussy est remplacé par le trio Jean Dace, Pierre Dormoy et Langin du POF, représentant la Fédération nationale des groupes de jeunesse du POF au 5, rue Rodier ; Devillers, Millanvoye et Mouton pour l'Union fédérative des groupes de jeunesse du POSR ; Horvillers, Lefèvre, Tanger pour la Fédération des groupes de jeunesse de France PSR au 36, rue Charlot, et la publication est confiée à l'Association ouvrière de J. Allemane au 51, rue Saint-Sauveur.

<sup>2</sup> Ce chiffre est celui du premier tirage. Rapport de Police du 19 janvier 1900, Ba 1489.

<sup>3</sup> Les dissensions reprennent le dessus. Au comité de rédaction l'entente sera de courte durée puisqu'au numéro trois, l'unification du POF et du PSR dans le PS de France exclut les allemanistes ; Tanger et Dormoy sont secrétaire et trésorier, soutenus par une commission de rédaction composée de Dace, Dormoy, Horvillers, Langin, Lefèvre et Pillot.

<sup>4</sup> *Le Socialiste*, du 15 au 22 février 1903.

Avant-goût de ce que sera l'unification socialiste pour les jeunesses, cette expérience conjointe sera de courte durée. Ainsi s'achève une période où l'on pouvait voir les oppositions partisans coexister et presque féconder l'activité des jeunesses. Tiré à 25 000 puis à 35 000<sup>1</sup> exemplaires pour les numéros deux et trois, *Le Conscrit* a su polariser de nombreuses énergies autour de sa confection et de sa diffusion. Il a certainement permis à ses rédacteurs d'occuper des postes dans le futur parti unifié (Tanger surtout) et aux fédérations d'assurer la parution du journal. *Le Conscrit* a joué un rôle essentiel dans l'articulation et l'orchestration d'une propagande antimilitariste nationale. Même s'il est difficile de mesurer son influence réelle dans les partis et *a fortiori* dans la société française de l'époque, il faut souligner qu'il est le premier journal unitaire de toutes les jeunesses de France et que ses positions antimilitaristes se répercuteront au sein des partis et de l'Internationale socialiste. Mais lâché par ces derniers parce que trop indépendant et radical, *Le Conscrit* ira vers un antimilitarisme encore plus offensif, celui qui deviendra la plate-forme d'action politique de la jeunesse.

Avec le numéro quatre de 1903, le ton, la forme, la rédaction changent<sup>2</sup>. *Le Conscrit* revient à ses initiateurs, les antimilitaristes purs et durs, dont l'agitation sous quelque forme que ce soit est aussi la profession. C'est sous la direction d'un seul, le citoyen Toussaint que le numéro quatre paraît au 7, rue Rodier.

Né le 22 décembre 1880 au Havre, ce jeune charpentier en fer poursuit là une carrière d'antimilitariste et de syndicaliste révolutionnaire. Trésorier du syndicat des charpentiers en fer de la Seine, il fut condamné le 24 juin 1915 à 13 mois de prison et 100 F. d'amende par défaut, pour provocations de militaires à la désobéissance dans l'affaire du Sou du Soldat. Mobilisé au 1<sup>er</sup> régiment d'artillerie, il disparaît de nos registres en mars 1916<sup>3</sup>.

Cet itinéraire est nettement différent de ceux de ses prédécesseurs au *Conscrit*. Pour les Tanger, Horviller, Lefèvre, *Le Conscrit* signifie la poursuite et peut-être la consolidation d'une carrière au sein du Parti socialiste. Au contraire pour les Toussaint, Bourgoïn, Mouton, *Le Conscrit* fait partie d'un processus plus global d'affirmation de la jeunesse comme vecteur d'une propagande antimilitariste. Dès lors le rythme de parution du *Conscrit* devient sporadique et sa diffusion plus ou moins confidentielle. On ne retrouve pas la trace du numéro 5 et le numéro 6 paraît en janvier 1905 sous la responsabilité

---

<sup>1</sup> Chiffres avancés par le Rapport de Police du 19 janvier 1900, Ba 1489 et confirmé par L. Dubreuilh dans *Le Socialiste*, *ibid.*

<sup>2</sup> En 1903, les groupes de JSR du Parti socialiste de France, désormais unifiés se désintéressent du *Conscrit* unitaire. Interlocuteurs reconnus par le Parti, ses anciens rédacteurs en perdent le contrôle. C'est alors que resurgit *Le Conscrit* de la lutte exclusive contre l'armée.

<sup>3</sup> *Dictionnaire biographique*, tome 15, p. 244.

de la citoyenne Braguières au 16, rue des Cannettes dans le 6<sup>e</sup> arrondissement. La nomination d'une femme à la tête du journal des conscrits, réputés forts et virils, indique bien la volonté qu'ils ont d'abolir les stéréotypes. Les femmes sont aussi concernées que les hommes par le problème de l'antimilitarisme. Didactique, *Le Conscrit* est une des publications du réseau de plus en plus serré des antimilitaristes regroupés autour de Gustave Hervé, lequel est d'ailleurs gérant de ce numéro.

Alternant avec d'autres publications comme *Le Drapeau Rouge* et *Le Pioupiou de l'Yonne*, qui le remplace finalement, *Le Conscrit* disparaît avec le numéro de 1905. Ce n'est qu'en 1912 qu'une nouvelle série du *Conscrit* est annoncée. La Fédération des JS de France de la SFIO tout nouvellement constituée veut se doter d'un organe biannuel dont un seul numéro, le premier, paraît en date du 20 septembre 1912.

Toujours placé sous les auspices du Parti, *Le Conscrit* en est aussi le porte-parole. Tous les articles, sauf deux, sont signés par des dirigeants connus du parti. Louis Dubreuilh, E. Vaillant, G. Hervé, R. Fribourg, P. Grados déclarent tour à tour respectivement « la guerre à la guerre », précisent la devise des appelés et la nature de leur antimilitarisme, annoncent qu'ils se lancent dans une croisade contre l'armée, et insistent sur le fait que « le patriotisme et les bourgeois sont deux termes antinomiques »<sup>1</sup>.

Gaston Lévy, responsable de la Fédération des jeunesses à l'instigation duquel elle a été créée, adresse ses « conseils aux conscrits » pour qu'ils sachent comment aborder ces deux années de caserne : « Faites-vous respecter des anciens et des gradés... ainsi vous conquerrerez l'ascendant moral nécessaire pour inspirer confiance et vous pourrez recruter pour le parti... » Pour lui la caserne est le lieu où les jeunes « complètent leur éducation ». On est loin des diatribes enflammées sur « la caserne qui avilit ».

Le thème de la jeunesse régénératrice des valeurs morales d'une société est ici abordé par le biais d'une vision catastrophiste de la réalité de la France en 1912. Les bandes nationalistes et cette jeunesse des écoles dont on dit qu'elle est oisive, frileuse mais vindicative créent un climat tel que les jeunesses socialistes s'en tiennent au discours antimilitariste « classique ». L'appartenance de classe l'emporte sur la cohésion du groupe d'âge comme ferment unificateur et révolutionnaire.

Vaincu par l'étroitesse d'esprit plus que par la poussée militariste et nationaliste, *Le Conscrit* disparaît avec ce numéro. Enraciné dans l'imaginaire de la jeunesse comme une des manières qu'elle a de s'exprimer, l'écho du

---

<sup>1</sup> Titres des rubriques, *Le Conscrit*, n° 1 nouvelle série, p. 1, 2, 3.

*Conscrit* résonne dans les mots d'ordre antimilitaristes (crosse en l'air) tout au long du XX<sup>e</sup> siècle.

Au début du siècle, il fut une des manières de se proclamer contre l'armée, les guerres, l'injustice. Parce que d'envergure nationale et internationale, *Le Conscrit* fut le journal de la jeunesse le plus connu. Pour cette raison, les militants socialistes n'ont pu y rester indifférents. Toutefois, cette expérience atteste de l'incompatibilité de leurs vues avec celles des jeunes. Elle est révélatrice du type de conflit qui les oppose.

Effrayés par l'activisme débridé des jeunes, le PS de France et plus tard la SFIO refusent de donner aux fédérations nationales des JS de France la possibilité d'exister en leur sein<sup>1</sup>. Ils préférèrent les dissoudre plutôt que d'avoir à se confronter aux groupes radicaux de la Seine, de l'Yonne et des Ardennes, de la Loire, du Gard et de l'Hérault<sup>2</sup>.

Il faut attendre une nouvelle vague de militants et l'installation confortable du Parti dans l'opposition parlementaire pour voir se développer une forme timide d'intégration des jeunes au Parti.

Appuyée par d'anciens militants des jeunes devenus des membres éminents de la SFIO (Zévaès, Tanger, Laudier, Lagardelle, Sarraute), l'organisation de jeunesse du Parti fut lente à se mettre sur pied. Des avatars de la 42<sup>e</sup> section en 1907 à la création de la Fédération nationale du JS de France en 1912, l'histoire des tiraillements et des ambiguïtés se poursuit. Nouvel épisode d'un conflit à peine ouvert, il diffère des précédents par la volonté, affichée par la SFIO, de faire une place aux jeunes.

---

<sup>1</sup> Les trois années qui consacrèrent le mouvement unitaire de Commeny à Châlons-sur-Saône sont un désastre pour la jeunesse. Dans le Cher, l'Allier, l'Aube, et même la Seine, les groupes disparaissent dans l'activité générale des fédérations du Parti.

<sup>2</sup> Ce qui fait dire à Gaston Levy, plus tard responsable de la jeunesse auprès du Parti socialiste, que cet « oubli » fut à la source de l'orientation des jeunes : « Dans l'Yonne, il y en eut qui tournèrent à l'anarchie ; les autres adhèrent à leurs fédérations respectives ». *Le Socialiste*, du 9 au 16 juin 1912. L'existence de ces fédérations est attestée par les rapports contenus aux AD de la Loire (juillet et novembre 1903), du Gard (GM 1272 à 1381, 1903), et au AN (F7 12498).

## **B – LA SECTION DE JEUNESSE DE LA SEINE : UN RÉSIDU DU MOUVEMENT DES JEUNESSES ?**

[Retour au sommaire](#)

C'est à la ténacité de la Fédération de la Seine du nouveau parti socialiste unifié (PSU) que revient le maintien des groupes de jeunesse <sup>1</sup>. Elle abritera dès juin 1905 la 42<sup>e</sup> section, groupement des jeunesses de la Seine. Partout ailleurs en France, leur présence dans le parti est gommée : il n'en est d'ailleurs même pas fait cas. Gaston Lévy, principal artisan de cette 42<sup>e</sup> section, le reconnaîtra quelques années plus tard. « Au moment de l'unité, aucune place ne fut faite dans les statuts aux jeunesses ».

La 42<sup>e</sup> section est donc le fruit d'un compromis, à l'instar de l'ensemble du processus d'unification. Dérogeant aux statuts tout nouvellement votés <sup>2</sup>, la Fédération de la Seine concède aux jeunes ainsi d'ailleurs qu'aux « journalistes ou gens de presse » (dans la 43<sup>e</sup> section) un groupement spécifique qui ne tient pas compte de leur implantation géographique mais de leur âge, et dans le cas des journalistes, de leur profession.

L'histoire antérieure des jeunesses force à l'adoption de ce compromis ; voulant garder une image de tolérance, la Fédération de la Seine préfère les avoir dans son giron, semi-indépendants, que contre elle. Ce qui n'est le cas d'aucune autre fédération du PSU ailleurs en France.

La 42<sup>e</sup> section ne fait pas, dès l'abord, beaucoup parler d'elle. Des encarts, nombreux, dans *Le Socialiste* et *La Guerre sociale* attestent d'une existence assez routinière, de vote de vœux, d'appuis, que les JS adressent aux adultes du Parti. Rien de bien particulier somme toute. Jusqu'en 1907 du moins. Un incident que relate *Le Socialiste* dans ses colonnes en février, qui dégénère en dispute puis en rupture, rompt cette tranquille harmonie. L'incident est provoqué par Lavaud qui fait adopter à l'unanimité de la Fédération une motion demandant à la 42<sup>e</sup> section « de prendre l'avis des sections sur le territoire desquels elle a l'intention d'organiser des conférences » <sup>3</sup>. Deux semaines plus tard, on apprend toujours à travers les commentaires laconiques du *Socialiste* que la 19<sup>e</sup> section a décidé de « passer outre à la demande de la 42<sup>e</sup> section

---

<sup>1</sup> *La Guerre Sociale* rapporte en ces termes l'événement : « L'existence de la 42<sup>e</sup> section a été décidée par le congrès d'unification de la fédération de la Seine au mois de juin 1905. Une proposition de suppression des groupes de JS ayant été repoussée à une forte majorité », n° 43, octobre 1907.

<sup>2</sup> L'article 7 du règlement général du Parti précise bien que « les groupes d'une même commune forment un groupe central ou section en dehors de laquelle il ne saurait y avoir d'action publique du parti ». *Le Socialiste*, du 7 au 14 mai 1905.

<sup>3</sup> *Le Socialiste*, du 3 et 10 février 1907.

relativement à la création d'un groupe de jeunesse ». Ces querelles de préséance traduisent l'irritation de la Fédération de la Seine face à l'autonomie de la 42<sup>e</sup> section. Derrière la 19<sup>e</sup> section, tout le Conseil fédéral demande aux jeunes de subordonner leur action à celle des adultes <sup>1</sup>. Pour ce faire, une commission d'arbitrage suspend le délégué au Conseil fédéral élu par la 42<sup>e</sup> section, et le remplace par un délégué nommé par lui.

Le problème que pose la 42<sup>e</sup> section au Conseil fédéral est celui des relents d'autonomie que tout groupe de jeunesse, à ses yeux, véhicule. En plus des manifestations nombreuses d'impertinence, la 42<sup>e</sup> section, et derrière elle, tous les groupes de jeunesse, semblent déterminés à tenir tête au Parti. Ainsi le « nouveau journal socialiste », l'*Égalité*, lancé en mars 1907 par ces derniers est alors perçu comme une manifestation d'insolence peu supportable.

Le différent éclate entre Dardennes, secrétaire officiel des JS de la Seine et responsable de la publication et le « délégué de la 42<sup>e</sup> section ». Ce dernier « décide de retirer à Dardennes le soin de faire paraître le numéro cinq de l'*Égalité* », et devant son refus, le démet de ses fonctions <sup>2</sup>. Le conflit, classique, éclate entre la base, les « vraies » jeunesses, et leur « faux » représentant, délégué au Conseil fédéral.

Cette épreuve de force déclenche une procédure statutaire. Trois sessions du Conseil fédéral de la Seine sont consacrées au problème des jeunesses. Le type d'argumentation qui y est développé est significatif de la conception que les membres du PS ont des jeunesses.

Le retour à une application stricte des statuts est demandé par la section de Saint-Maur. Elle ne voit pas la raison pour laquelle il faudrait faire une entorse à l'article 7 du règlement général du Parti concernant la territorialité des sections du Parti <sup>3</sup>. Il n'y a qu'à faire de même avec les jeunesses. Il faut, « à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1908, les intégrer aux sections régulièrement constituées ». Mais le Conseil fédéral peut-il se dédire de ce qu'il avait lui-même créé ? L'argument statutaire reste donc caduc. D'autant que les jeunesses résistent et publient régulièrement les comptes rendus de leurs réunions et de cette procédure un peu spacieuse dans *La Guerre sociale*.

---

<sup>1</sup> Le jeune Rattier, délégué de la 42<sup>e</sup> section au Conseil, en fera les frais : Lavaud lui reprochera publiquement les propos incorrects qu'il a tenus en traitant les camarades de la CGT de « jocrisses ». *Le Socialiste*, du 17 au 24 février 1907.

<sup>2</sup> Un nouveau bureau de la Fédération des JSR de la Seine est aussitôt formé : il comprend Émile Pinto, M. Goupil, Cappocci, Hebreil. *La Guerre sociale*, n° 31, juillet 1907.

<sup>3</sup> D'ailleurs, depuis, il y a eu un précédent : le congrès du Pré Saint-Gervais a refusé la constitution d'une section féminine, et depuis 1906 les sections de la presse socialiste, de l'alimentation, des étudiants ont été intégrées au parti.

La question est renvoyée à une deuxième session du Congrès fédéral le 20 octobre et figure au troisième point de l'ordre du jour sous l'intitulé « Modifications aux statuts, question des jeunesses ». La 37<sup>e</sup> section prétend qu'il y a contradiction et chevauchement entre l'action du Parti et celle de la 42<sup>e</sup> section : « En cas de conflit, y a-t-il égalité des prérogatives ? Dans ce cas, l'impossibilité de contrôle est évidente »<sup>1</sup>. La 19<sup>e</sup> section confirme l'impossibilité dans laquelle elle se trouve, à l'instar des autres sections du Parti, de contrôler l'activité des jeunesses et va plus loin : « Il peut arriver qu'un groupe de jeunesse délivre la carte du parti à des individus rejetés par d'autres groupes. Deux causes aggravent cette situation : d'une part le nombre infini d'adhérents, d'autre part l'absence de toute limite d'âge ».

Voilà le fond du problème : les jeunes sont inconscients et turbulents ; on ne peut pas leur laisser une responsabilité aussi importante que celle de recruter pour le Parti, en dehors de son contrôle. On précise alors les moyens d'y remédier : « En fixant une limite d'âge, elle écartera le danger d'infiltration dans le parti de personnalités douteuses. Les jeunesses réorganisées et placées sous le contrôle des sections deviendront de véritables cercles d'études et de distraction pour les pupilles du parti. » Tel est donc l'objectif de la 19<sup>e</sup> section : les jeunesses n'ont pas lieu de s'occuper de politique. Le Conseil fédéral s'est fourvoyé en les laissant agir à leur guise. Il s'agit désormais de déterminer les rôles de chacun et de les faire respecter. Bien qu'affaiblie par les remaniements successifs subis ces derniers mois, la 42<sup>e</sup> section tente une ultime défense, dans un plaidoyer touchant. Elle rappelle d'abord l'étendue du contrôle du Parti sur son activité<sup>2</sup> en soulignant que rien ne s'oppose à ce que les membres du Parti, munis de leur carte, puissent contrôler la liste des membres, la propagande qu'elle mène, etc. Et si « la fixation d'une limite d'âge » pouvait les rassurer, la 42<sup>e</sup> section est également prête à se plier à cette exigence. Tout ce qu'elle demande, c'est de pouvoir continuer à exister : « Le sort même des jeunesses dans la Seine et dans le parti tout entier nous semble lié au maintien de la 42<sup>e</sup> section ». Cet attachement irréductible à leur section manifeste leur désir de continuer à déployer leur propagande, pierre d'achoppement de cette querelle.

Ils auront réussi à émouvoir quelques dirigeants. Parmi eux, Bruckère, inconditionnel de la jeunesse et de sa section : « Le groupe de jeunesse est essentiellement antimilitariste car l'antimilitarisme est la face du socialisme qui frappe le plus vivement le jeune travailleur qu'attend la caserne ». Pourquoi leur en vouloir parce qu'ils sont antimilitaristes ? Pourquoi leur interdire de développer une propagande propre avec des groupes autonomes ? « Enlever l'autonomie aux groupes de jeunes équivaut à les supprimer... À l'ombre du groupement d'adultes, le groupe de jeunes s'étirole et disparaît ». Et si le conseil votait pour dissoudre la 42<sup>e</sup> section, le Parti s'expose à voir les jeunesses

---

<sup>1</sup> *La Guerre Sociale*, n° 43, octobre 1907.

<sup>2</sup> *La Guerre Sociale*, n° 43, octobre 1907.

survivre en dehors de lui et certainement, contre lui : « La question est de savoir, souligne Bruckère, si les groupes de jeunesse vivront en dedans ou en dehors du Parti »<sup>1</sup>. Le problème est clairement posé de part et d'autre : ou les jeunesses acceptent d'être des « écoles du socialisme » sans rôle propre que celui d'éduquer, au mieux, d'être une « pépinière de militants » ; elles entrent alors dans l'ordre des sections régulières du parti ; ou elles se mettent hors parti. Dans les deux cas, il ne doit plus y avoir de 42<sup>e</sup> section. Quelques idéalistes dont Bruckère, certains groupes de jeunesse et des sections du Parti appuyés par *La Guerre sociale* continuent de croire qu'ils peuvent maintenir une 42<sup>e</sup> section, même asservie au parti.

Les deux tendances s'affronteront à la sixième session du congrès fédéral de la Seine et passent au vote sur le maintien du *statu quo*. Quatre-vingt-dix-neuf mandats demandent son maintien<sup>2</sup> ; cent quarante se prononcent contre et sept abstentions sur deux cent quarante six votants, dix-sept absents. Les partisans de la 42<sup>e</sup> section sont donc battus et une commission de réorganisation des jeunesses sera désignée par le Conseil fédéral.

Dans une dernière tentative de résistance à « la masse électorale des comités du Parti », les amis des jeunesses se font nommer à cette commission ; ils entendent retarder, sinon annuler la détermination des groupes hostiles aux jeunesses<sup>3</sup>.

D'interminables batailles de procédure ralentissent le fonctionnement de la commission, présidée par G. Hervé. Doit-on prendre position sur l'ensemble de la question, ou simplement sur les modalités de fonctionnement de la jeunesse dans le Parti ? En session, Boulay, secrétaire des JS de Toulouse et partisan de la 42<sup>e</sup> section, réussit à faire adopter à l'unanimité « le principe de l'existence des groupes de jeunesse ». Mais il est aussitôt demandé un vote sur le maintien ou la suppression de la 42<sup>e</sup> section. Cent trente mandats sont pour la suppression ; cent contre. Il a fallu plus de six mois, de juin 1907 à février 1908 pour venir à bout de cette section<sup>4</sup>. Les appuis ne lui ont pas manqué, le nombre des fidèles a même légèrement augmenté : quatre-vingt-dix-neuf mandats en novembre, cent quatre en décembre et cent en février.

---

<sup>1</sup> *Le Socialiste*, du 6 au 13 octobre, 1907.

<sup>2</sup> Ce sont les 42<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 25<sup>e</sup>, 29<sup>e</sup>, 32<sup>e</sup>, et 36<sup>e</sup> sections qui votent pour. *Le Socialiste*, du 27 octobre au 3 novembre 1907.

<sup>3</sup> Baudoin, Boulay, Dormoy, Hervé, Norange, Pinto, Varsias constituent ce comité. *La Guerre Sociale* du 5 novembre 1907.

<sup>4</sup> *Le Socialiste*, du 16 au 23 février 1908.

## C – LA JEUNESSE SOCIALISTE DANS L'OPPOSITION DE GAUCHE

[Retour au sommaire](#)

La raison du Parti l'a emporté. L'unification se poursuit. Les groupes de jeunesse ne sont utiles que s'ils sont dévoués à l'action du Parti. C'est ce qu'on souligne à nouveau en juin 1909 : « les sections constitueront à raison d'un groupe par section dans Paris et sans limitations dans la banlieue, des groupes de jeunesse. Les membres de ces groupes devront avoir moins de vingt et un ans et n'avoir pas encore accompli leur service militaire. Ces groupes devront obligatoirement s'entendre pour l'action en commun » <sup>1</sup>.

Les termes de la relation que le Parti impose aux jeunesses sont fixés à partir de deux impératifs, qui émergent clairement à l'issue de cette bataille. D'une part, le Parti nouvelle manière ne tolérera pas d'aires floues en son sein et imposera une délimitation stricte des droits et devoirs de ses militants. La démission de Gustave Hervé de la CAP en mars coïncide avec la mise au pas des jeunesses. D'autre part, considérées comme mineures, les jeunesses se retrouvent dans un système de patronage qui, parce qu'elles y sont réfractaires, les défavorise. Elles réussissent à peine à faire un front commun avec les fédérations amies. Ce sont plutôt ces dernières qui s'emparent de la question de la jeunesse pour contester les instances dirigeantes du Parti.

Certaines fédérations de gauche décident de porter le débat au congrès national du Parti à Toulouse, en octobre 1908. La Fédération de la Haute-Garonne propose aux instances nationales de reconsidérer la question de la jeunesse et celle de la reconnaissance de ses groupes par le Parti. Pour la première fois, les militants du Parti sont appelés à envisager les raisons pour lesquelles les jeunes se regroupent entre eux <sup>2</sup>. L'exploitation particulière qu'ils subissent les conduit naturellement à vouloir défendre leurs intérêts : « Les jeunes de la classe ouvrière ont le devoir de se regrouper et de s'unir pour connaître l'étendue de leurs droits et de se préparer à bâtir leur émancipation intégrale ».

La Fédération de la Haute-Garonne convie les délégués à encourager la formation des groupes de jeunesse : « Il est fait obligation aux fédérations de constituer des groupes de jeunesse socialistes dans les localités où existent les sections du Parti ». En échange, « les membres des groupes de jeunesse font partie des sections adultes dès l'âge de vingt et un ans ». La résolution

---

<sup>1</sup> *Le Socialiste*, du 14 au 21 juin 1908.

<sup>2</sup> « Pris tout enfant par l'usine, par l'atelier, où avant d'être citoyen, il sera exploité... » *Le Socialiste*, du 6 au 13 septembre 1908.

présentée stipule même la constitution d'une fédération de jeunesse et d'un bureau national des JS avec statuts et règlements. Aux trois niveaux, national, régional et départemental, une structure parallèle des jeunesses existerait, reliée au Parti par ses délégués. Pour tout arbitrage de conflit, les jeunes se soumettront comme les autres membres du Parti au paragraphe sept du règlement général. Ainsi la question épineuse du contrôle du Parti sur ses jeunes ne se posera plus, puisque le Parti a déjà des mécanismes de fonctionnement appropriés et valables pour tous.

Enfin, la Fédération de la Haute-Garonne assortit cette proposition, déjà fort révolutionnaire, d'un ajout encore plus singulier. Les jeunes des deux sexes subissent de la même façon l'oppression : « Nous disons aussi, les filles. Car nous ne voyons pas pourquoi dans nos groupes de jeunesse ne seraient pas admis les jeunes des deux sexes. Malgré l'ironie, les sarcasmes ou la fausse pudeur qui souvent entravent de telles propositions, nous ne croyons pas que les socialistes puissent s'y opposer ». Trop excentrique par rapport à l'état d'esprit des congressistes, cette proposition a tout juste le mérite d'exister. À l'exception des sections du Nord, du Finistère, de l'Aube, du Gard, de la Seine, de la Saône et Loire, qui l'appuient, elle tombe dans l'indifférence et restera lettre morte, jusqu'en 1912 du moins.

Cet épisode témoigne de la nature du Parti socialiste. D'abord totalement ignorant du fait jeune, ensuite indifférent et même hostile à des groupes qui prolifèrent en dehors de son contrôle, le Parti est conscient d'une chose : il doit en maîtriser le cours. Déplorer l'aveuglement dont il fait preuve en se privant aussi systématiquement d'une force militante alors qu'il prétend en avoir besoin pour former le grand parti socialiste, ne suffit guère ; un tel constat n'éclaire qu'une facette de son fonctionnement. C'est plutôt la nature du parti ainsi créé qu'il faut questionner. Structuré exclusivement autour d'une machine électorale qui coordonne et anime un système de revendications, ce parti ne peut aucunement intégrer ni même s'associer des groupes plus autonomes. Ce type de parti rompt avec la tradition plus associative et même anarchiste du mouvement ouvrier français.

La dynamique du mouvement est abandonnée au profit de l'organisation. Dans ce contexte, il n'y a pas de groupe gagnant. Les consensus s'établissent à partir de rencontres aléatoires sur des questions particulières. C'est pourquoi le factionnalisme est la règle, sans que jamais il puisse seul imposer la loi.

La logique minoritaire semble tout aussi implacable que celle qui aboutit à la consolidation des majorités : d'un côté on s'exclut, de l'autre on se bureaucratise. Incapables de coordonner leurs efforts en vue de se faire reconnaître comme minorité dans le Parti, les fédérations de gauche du Parti n'ont pas su s'appuyer sur les jeunesses pour se développer, comme ont su le

faire leurs homologues allemands ou italiens<sup>1</sup>. La gauche socialiste ne se remettra pas de cette erreur<sup>2</sup>. Alors forcée d'évoluer vers un radicalisme, difficile à gérer, cette gauche s'atomise rapidement et perd ses forces. Isolés, les différents groupes qui la composent, mènent seuls des batailles perdues.

Pour les jeunesses, tout espoir « autonomie dans le Parti est à jamais compromis. Il ne leur reste plus qu'à chercher du côté de l'Internationale un secours moral et symbolique qui les aidera à se maintenir. N'ayant pas su mener à son terme une stratégie de développement des groupes dans le Parti, le petit noyau de militants qui préside aux destinées des jeunesses s'est égaré dans des batailles procédurières. Les difficultés d'insertion de ces groupes dans le Parti se retrouvent au niveau de l'Internationale des JS. Là aussi, les jeunesses françaises restent désespérément à l'écart d'un mouvement d'envergure qui culmine en 1907 avec la tenue du grand congrès international des JS à Stuttgart. Malgré tout, les quelques groupes restants comptent beaucoup sur l'appui de l'Internationale pour résister au cours pris par la SFIO, et peut-être l'influencer.

L'internationale de la jeunesse poussera effectivement la SFIO à abandonner sa position d'intolérance à l'égard des jeunesses ; mais réussira-t-elle à lui faire adopter la création d'une fédération nationale des jeunesses socialistes, et sur quelles bases ?

---

<sup>1</sup> Carl Schorske (1955) constate que K. Liebknecht et C. Zetkin prennent fait et cause pour les jeunesses aux congrès du Parti social démocrate allemand à Iéna et Mannheim quand eux ont besoin d'appuis : « They turned to youth groups because of their own sense of weakness » (p. 100). Sans aller dans le détail, Schorske note également que la résolution de Liebknecht à Essen va dans le même sens, d'attirer les jeunesses dans son propre camp « to rear the youth in the spirits of socialism ». 1955, p. 101.

<sup>2</sup> Alors que dans les autres pays, les minorités radicales prospèrent pendant un temps dans des partis sociaux démocrates importants, en France il ne reste plus que quelques radicaux totalement marginalisés par le Parti socialiste et une large culture syndicaliste révolutionnaire surtout dans la CGT.

## CHAPITRE IX

### LA CRÉATION D'UNE FÉDÉRATION DE JEUNESSE PAR LA SFIO : LA FÉDÉRATION NATIONALE DES JEUNESSES SOCIALISTES DE FRANCE

[Retour au sommaire](#)

La SFIO subit une double pression qui la pousse à se doter d'une organisation de jeunesse. En France, la jeunesse occupe désormais une place importante dans les préoccupations politiques, mais aussi l'Internationale socialiste s'est dotée de politiques de la jeunesse qu'elle voudrait bien voir adoptées par le parti français. De leur côté, les jeunes socialistes font partout en Europe parler d'elles, offrant à leurs camarades français un modèle mais aussi un refuge aux tracasseries du Parti. À cette étape de l'histoire des jeunes socialistes, le rôle de l'Internationale devient crucial voyons en quoi.

#### A – LA PRESSION DE L'INTERNATIONALE DES JEUNESSES SOCIALISTES

L'idée d'un regroupement transnational de la jeunesse socialiste revient aux Jeunes gardes belges, avec De Man à leur tête. C'est à Charleroi en 1899 que les Jeunes gardes convainquent les délégués français de tenir le premier congrès international des groupes de jeunes socialistes. L'objet du congrès qui aura lieu à Paris en septembre 1900<sup>1</sup>, sera de contraindre les jeunes socialistes français à s'unifier, pour ouvrir la voie aux adultes, et pour atteindre un maximum d'efficacité dans la propagande<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Le congrès des Jeunes gardes belges tenu à Alais les 3 et 4 juin 1900 réitère cette position de principe. Six délégués français y assistent. *Le Mouvement Socialiste* en donne le compte rendu dans son numéro du 15 juin 1900.

<sup>2</sup> *La Petite République*, du 26 août 1900. Nous retrouvons Lagardelle et Landrieu pour les indépendants, Dace pour le POF, Florimont et Sicard pour le POSR dans le comité d'organisation du congrès.

Ils prévoient de le tenir les 23 et 24 septembre, immédiatement après le congrès des étudiants socialistes, quatre jours avant le premier congrès d'unification socialiste. Annoncés par *Le Socialiste* et *Le Mouvement Socialiste*<sup>1</sup>, l'ordre du jour et les statuts « provisoires » définissent en neuf points et six articles l'orientation que les organisateurs veulent faire prendre au congrès. La fédération internationale des jeunesses sera composée seulement « des fédérations nationales des jeunesses, adhérentes à un PS nationalement constitué et luttant sur le terrain politique et économique ». Elle affirmera un « double but, l'éducation et l'antimilitarisme ». Les jeunes devront paver la voie de l'unification, par l'établissement d'un lien permanent entre les jeunesses « en vue surtout de se renseigner mutuellement »<sup>2</sup>. Toute action commune est écartée d'emblée.

Mais le grand congrès international n'aura pas lieu. À la place se tient une rencontre plus ou moins informelle, entre les Jeunes gardes belges et certains groupes français<sup>3</sup>. Ils réaffirment leur « orientation antimilitariste » qui tient à « la nature des jeunes ; elle n'est néfaste que si elle est contrecarrée »<sup>4</sup>. Hésitant à prendre le chemin d'une autonomie radicale – comme l'ont fait certains groupes français, belges et allemands en adhérant à l'Association internationale antimilitariste – la plupart des jeunesses socialistes françaises, belges, allemandes et italiennes essayent dans un premier temps de développer une pression sur les partis, qui n'a que de piètres résultats, en organisant des rencontres internationales<sup>5</sup>.

C'est alors que les jeunesses allemandes et belges, sous l'impulsion de H. De Man, prennent l'initiative de la création d'un bureau permanent chargé de la constitution d'une Fédération internationale des JS. Environ soixante-deux mille jeunes sont représentés à la première conférence internationale de Stuttgart en août 1907 ; aucun délégué n'est envoyé par les quelques cinq cents

<sup>1</sup> *Le Socialiste*, du 26 août 1900 et *Le Mouvement Socialiste*, du 15 septembre 1900.

<sup>2</sup> Le congrès international des jeunesses est âprement discuté par la Fédération des jeunesses socialistes de France, *La Petite République*, du 9 août 1900. Le comité provisoire composé d'Emilio, Fisher, Troclet et Volkaert du côté belge ; de Bussy, Lagardelle, Landrieu. Renouf et Tanger du côté français prend soin de ne heurter aucune des fractions socialistes. Elles sont toutes représentées, y compris le PSR avec Tanger.

<sup>3</sup> C'est ce qu'on apprend en lisant le compte rendu que *Le Réveil de Saône et Loire* consacre au congrès des jeunesses socialistes et des Jeunes gardes belges le 7 août 1900. Après avoir rappelé que la jeunesse n'est pas la « proie des plaisirs frivoles que lui offre la société bourgeoise », le journaliste justifie leur désir d'autonomie comme le « gage de leur succès... » « si les groupes de jeunes ont acquis une place prépondérante dans le mouvement socialiste, cela n'a pas été sans tiraillements. J'ai souvenir de luttes et discussions d'antan, à l'époque où l'on commençait à parler de groupes d'études et d'action ; les vieux militants ne pouvant se faire à cette idée, nous traitaient – ce que beaucoup font encore – de blancs-becs, de biberonneux... »

<sup>4</sup> *Le Réveil de Saône et Loire*, du 7 octobre 1900.

<sup>5</sup> « While national youth federations endeavored to find a common international platform, their attempts in 1900 and 1904 failed ». Radomir Luza, 1970, p. 18.

jeunes militants français<sup>1</sup>. Jetant les bases d'une Internationale de la JS, ce congrès revêt une importance capitale pour l'ensemble des JS européennes. La division durable des JS de France suscite l'étonnement. De Man excuse les camarades parisiens qui « n'ont pu envoyer de délégué faute de fonds et n'ont trouvé personne pour les représenter parmi les délégués au congrès ». « Donnant quelques renseignements sur la situation très triste du mouvement en France... », De Man s'étonne de ce qu'il soit devenu « la proie d'agitateurs anarchistes qui s'y introduisent à la faveur de l'antipathie suscitée par l'attitude des dirigeants du Parti ». Cet euphémisme, traduit l'impatience des autres jeunesses à l'égard des Français. Comment peuvent-ils admettre, eux qui sont également divisés en tendances opposées, que leur fractionnement conduise les Français à autant d'inertie ? Les Flamands s'entendent-ils avec les Wallons ? L'orientation antimilitariste les soude ensemble. La virulente Ligue des jeunesses allemandes du Sud accepte-t-elle les compromis que passe la Fédération modérée du Nord avec le Parti social-démocrate ? Pas vraiment, mais elles s'entendent pour combattre les lois interdisant le regroupement des jeunes. Les Français, quant à eux, ont aussi des fédérations indépendantes et pourraient s'accorder sur un programme minimum ; l'entente a pu être réalisée pour la parution du *Conscrit* par exemple. Mais l'appel de l'Internationale aux jeunesses n'est guère entendu. Les uns s'épuisent à obtenir la reconnaissance du Parti socialiste : le congrès a lieu en même temps que la 42<sup>e</sup> section mène la bataille statutaire à la CAP du Parti ; les autres ne considèrent pas qu'ils aient quoi que ce soit à gagner d'une conférence internationale ou de tout autre organisme auquel ils doivent déléguer leurs pouvoirs. C'est ainsi que les Français, qu'ils soient radicaux ou modérés, se privent du support de l'Internationale ; ce qui à moyen terme les coupera de la solidarité effective des groupes étrangers. Plus que l'esprit hexagonal dont on a dit qu'il avait influé sur leur décision, les divergences internes et le déclin des groupes de jeunesses affiliés expliquent leur absence à Stuttgart.

À première vue, les résolutions du congrès recouvrent largement les préoccupations des JS françaises : que ce soit la lutte économique de la jeunesse ouvrière, son éducation socialiste, le développement d'une campagne contre l'alcoolisme et contre le militarisme, toutes ces notions se trouvent à différents degrés dans les programmes des JS françaises. Comme elles, les JS

---

<sup>1</sup> Peu de comptes rendus de ce congrès ont été diffusés en France. *L'Abonnement Germinal* en fait un compte rendu sommaire, n° 12, 1907, 66 pages. Voir plutôt le compte rendu de la première conférence internationale de la jeunesse socialiste, tenu à Stuttgart les 24, 25 et 26 août 1907, édité par le secrétariat de la Fédération internationale de la jeunesse socialiste, octobre 1907 à Gand ; ainsi que celui édité par la Librairie du Parti socialiste, Paris, 1908, 63 pages (que nous utiliserons comme référence). À ce propos voir Luza, p. 18 à 23, et surtout Dogliani, p. 3 à 181. F. Castaing s'y réfère aussi dans son mémoire de maîtrise « Les jeunesses communistes, origines et formation 1919-1921 ». P. Dogliani en développe largement l'analyse mais trouve difficile à expliquer l'absence totale des français dans ce mouvement.

représentées à cette conférence sont âprement divisées en tendances opposées, qui subissent l'indifférence ou la répression des partis socialistes. Les rapports des délégués nationaux montrent combien la lutte antimilitariste des jeunes n'est prioritaire que pour certains pays (l'Italie, la Suisse, l'Allemagne, la Belgique) tandis que les autres préfèrent nettement l'éducation socialiste de leurs membres comme en Hollande, en Grande Bretagne, en Hongrie et en Bohême. Ainsi le spectre de la Ligue antimilitariste est-il évoqué par les membres comme le modèle de l'action anarchiste qu'ils doivent combattre et éviter. Le délégué de la Hongrie, Alpari, émet l'opinion que les syndicats ont sans doute raison de se méfier des jeunesses si elles marchent de concert avec « la machine de guerre anarchiste qu'est la Ligue antimilitariste ». Mais comme le souligne le délégué allemand Karl Liebknecht, la Ligue se compose presque exclusivement des membres du Parti.

Finalement, laissant de côté l'antimilitarisme qui semble être une source de division, le congrès se met d'accord pour placer « l'éducation socialiste de la jeunesse ouvrière » en tête de ses priorités. Par elle, le congrès entrevoit la possibilité non seulement d'établir une plate-forme de revendication internationale mais aussi d'avancer un programme global d'affirmation de la jeunesse. Passant en revue les principes élémentaires d'une éducation socialiste – fortifier la connaissance de la langue maternelle puis des langues étrangères, préparer à la lutte des classes par l'enseignement de la science de la société (« économie politique et l'histoire par la méthode marxiste du matérialisme historique) mais aussi par le développement des qualités morales « discipline, sentiment démocratique de camaraderie et de solidarité », goût de l'esthétique et du développement physique (jeux en plein air ...) – le rapport insiste sur la constitution d'organisations propres à la jeunesse pour mener à bien cette tâche. Deux raisons principales en sont données : « d'abord les organisations propres ont plus d'attraits pour la jeunesse que les organisations adultes, où elles ne sont pas aussi bien que chez elles ; et ensuite l'initiative et la direction de ses affaires propres sont un excellent moyen d'éducation ». À l'appui de cette idée, on donne l'exemple de la Suède qui a pu développer une organisation de masse de la jeunesse (17 000 membres) parce qu'elle détenait une autonomie complète. Ainsi le congrès ne laisse aucune équivoque sur ce qu'il entend développer et encourager. Réaffirmant ses « liens organiques » avec les partis socialistes, le congrès se préoccupe d'abord de donner à la jeunesse une organisation autonome internationale et un programme politique. Le recrutement de la jeunesse est particulièrement encouragé par la résolution de Henriette Roland Holst sur la « lutte économique de la jeunesse ouvrière ». Envisageant la situation particulière des apprentis, les délégués autrichiens et allemands font valoir la position de leurs syndicats qui est de prévoir l'affiliation syndicale pour les jeunes ouvriers et l'organisation de jeunesse pour les apprentis. Mais le congrès est d'avis que tous doivent appartenir aux jeunesses qui les défendront contre « cette exploitation la plus terrible de l'enfance ouvrière » qu'est l'apprentissage.

Il est clair qu'à cette étape de la discussion du congrès – qui envisage même les effets du machinisme sur l'emploi des jeunes – la préoccupation économique est sensée fonder la démarche politique. Les jeunesses européennes entendent bien profiter des restructurations majeures de leurs sociétés pour faire adopter par la classe ouvrière une stratégie à l'égard de la jeunesse qui ne soit pas seulement celle de la protection.

Mais sur presque toutes ces questions, les JS françaises partagent plus l'orientation générale du Parti socialiste français que celles de leurs équivalents des autres pays. Ignorant superbement tout débat économique parce que celui-ci est du ressort du syndicat, les JS se cantonnent dans la « lutte politique ». Ce qui explique l'emphase qu'elles mettent sur leur seul programme, la lutte antimilitariste ; c'est ce qui les rend aussi extrêmement vulnérables ; parce que ne possédant d'autres liens avec la jeunesse que ceux qui passent par l'engagement politique, elles sont très dépendantes du parti socialiste. De fait, les jeunesses affiliées héritent des travers du parti ; ce qui a pour effet de les empêcher de chercher auprès de l'Internationale le soutien nécessaire à leur survie.

Il faudra tout l'acharnement de Henri de Man pour que les jeunesses françaises se mettent au diapason de l'Internationale. Les jeunesses françaises seront la cible de la deuxième conférence internationale des JS qui a lieu à Copenhague du 28 août au 3 septembre 1910 <sup>1</sup>.

Déplorant que « l'union nationale des JS de France » n'ait pas encore été créée <sup>2</sup>, Danneberg, dans son discours d'ouverture, souligne l'importance du mouvement de la jeunesse internationale qui est passé des quelques 60 000 membres en 1907 à 122 000 en 1910. Mais il fait remarquer qu'il y a une ombre au tableau : l'absence d'une organisation nationale de la jeunesse française. Pressant le congrès de prendre action tant auprès du Bureau socialiste international que du Parti socialiste français, il reconnaît la difficulté de la situation française mais attribue cette carence au Parti socialiste français <sup>3</sup>. La place particulière que le socialisme français occupe dans l'Internationale n'explique pas à elle seule l'attitude des jeunesses à l'égard de

---

<sup>1</sup> Compte rendu de la deuxième conférence internationale de la jeunesse socialiste dans *Le Socialiste*, du 2 au 7 octobre 1910 et du 26 mars au 2 avril 1911.

<sup>2</sup> Les chiffres varient. Dogliani parle de trente-trois délégués tandis que *Le Socialiste* en annonce trente-six. Trente-six délégués représentant onze nations et seize invités de cinq pays participent à la conférence.

<sup>3</sup> Dogliani explique ce retard du Parti français à se doter de jeunesses par deux facteurs d'une part, c'est une période où les socialistes français, contestant l'hégémonie du SPD allemand au sein de la deuxième Internationale, y développent des stratégies pour la contrebalancer ; d'autre part, la SFIO est trop absorbée par la démocratie parlementaire et le péril de la guerre pour consacrer du temps à cette question (p. 204). Certes, mais on peut en dire autant de tous les autres partis. Si ces explications sont justes, elles paraissent insuffisantes.

leurs homologues européens. Divisées et affaiblies par les dissensions, les JS ont gardé une implantation régionale plus que nationale. L'essentiel de leurs forces a été happé par les Jeunes gardes révolutionnaires puis par les Jeunesses syndicalistes, hostiles à l'idée de participer à des rencontres internationales qu'elles critiquent au même titre que le Parti socialiste. L'Internationale a mauvaise presse auprès des militants et ceux qui sont proches du Parti s'en remettent aux instances pour ces questions.

Reste à savoir pourquoi ces dissensions, communes à toutes les jeunesses européennes, empêchent les jeunesses françaises de participer aux congrès. Sont-elles rebutées par l'orientation prise par l'Internationale des jeunesses ? Bien qu'antimilitariste, l'Internationale des jeunesses adopte une ligne « réformiste » ; son évolution vers des préoccupations plus économiques que politiques suffit à justifier le peu d'intérêt que les JS de France lui montrent. Excluant de fait les groupes qui existent en Saône et Loire, dans les Ardennes, en Corse, assimilés à des « ferments de l'anarchisme », elle ne reconnaît que les groupes de Paris et de Toulouse. Repoussés par le Parti, discrédités par les jeunesses internationales, ces groupes n'auront d'alternative que de se trouver d'autres alliés ou de se radicaliser. Pour eux, les résolutions prises à Copenhague concourent à enchâsser la jeunesse dans un carcan contre lequel la plupart des jeunesses françaises ont toujours lutté. D'ailleurs ces résolutions trouvent l'assentiment complet du Parti socialiste français. L'éducation et la protection de la jeunesse ouvrière ainsi que les questions de ses rapports avec les partis et les syndicats dominent le congrès. Certes Liebknecht revient avec une proposition antimilitariste radicale. Mais là comme dans l'Internationale socialiste, la recherche du consensus et la volonté d'amoindrir les antagonismes entraînent un affadissement des débats. À Copenhague, la proposition de Liebknecht, réitérant la notion d'armée de classe est amendée. Le congrès préférera voter une motion générale demandant « l'abolition du militarisme » plutôt que celle de Liebknecht recommandant « l'établissement de tribunaux d'arbitrage visant au désarmement des nations ». Cas typique de radicalisme verbal, cette résolution reflète bien l'esprit du congrès qui préfère des formules générales aux propositions détaillées, susceptibles de créer des remous. Ce minimalisme convient à des jeunesses qui ont multiplié leurs adhérents et leur représentation internationale ; les jeunesses en Allemagne comptent près de 50 000 membres ; ils sont 16 500 en Autriche, 10 000 en Italie et 15 000 en Suède.

Il s'agit pour eux de faire reconnaître leur action internationale dans une organisation parallèle pour renforcer celle de l'Internationale socialiste : « La conférence adhère à la proposition faite par le Bureau socialiste international de s'adjoindre l'organisation de la JS et autorise le secrétariat... à traiter de l'affiliation définitive ».

De cette façon, les jeunesses se sont effectivement imposées à l'Internationale et surtout à des partis socialistes réticents à toute organisation de jeunesse. Le prix payé est celui de l'autonomie. La résolution qui charge Danneberg de veiller à faire respecter l'autonomie des jeunesses par les partis et syndicats s'avère difficile à réaliser. La conférence extraordinaire convoquée à Bâle en novembre 1912 devra trancher entre les tenants de l'autonomie totale (Italiens en tête) et les partisans de l'affiliation inconditionnelle à un Bureau socialiste international (BSI) qui a déjà essayé de phagocyter la jeunesse. Mais cette histoire est déjà couverte par les bruits de la guerre. La décision finale sur cette question a été renvoyée au congrès qui devait se tenir à Vienne en août 1914. Avec ses 300 000 adhérents en 1914, l'Internationale des JS ne peut ni tenir son congrès ni préconiser « l'abolition du militarisme... »

Butant devant l'intransigeance du SPD allemand vis-à-vis de la question de l'organisation syndicale des jeunes ouvriers et des apprentis, s'empêtrant dans les résolutions contradictoires du BSI à l'égard de l'autonomie des jeunesses, les JS hésitent à transformer leur organisation en organe de liaison et d'information<sup>1</sup>. L'approche de la guerre et la faiblesse des moyens mis en œuvre par les partis pour s'y opposer redonnent de la vigueur aux JS. Aux côtés des autres jeunesses, elles trouveront un second souffle pour s'opposer à la guerre. Il s'agira ensuite pour les jeunesses de savoir comment faire face à la mobilisation. Mais c'est un autre chapitre de leur histoire<sup>2</sup>. L'Internationale des jeunesses aura eu néanmoins un impact sur les décisions du Parti à leur égard, et par là même sur l'orientation des jeunesses.

## **B – L'EXEMPLE DES PARTIS EUROPÉENS**

[Retour au sommaire](#)

Ainsi les influences internationales ont eu un impact, un peu par les pressions directes qu'ont pu exercer De Man et Münzenberg au nom du secrétariat international des jeunesses, et encore plus par la valeur d'exemple que l'essor rapide des groupes affiliés aux autres partis socialistes offre aux Français. Le Parti socialiste français se rend alors compte qu'un changement dans la nature des relations que les jeunes entretiennent avec les partis est intervenu et qu'il perdrait de son autorité au niveau national et international s'il n'amorçait à son tour le tournant.

---

<sup>1</sup> Dogliani, p. 228, voir également p. 7.

<sup>2</sup> Plusieurs d'entre elles seront à l'origine du mouvement pacifiste pendant la grande guerre. Premiers groupes de l'Internationale à se réunir clandestinement à Berne en avril 1915, les JS des pays neutres (Suisse, Italie, Espagne) appellent à l'arrêt des hostilités, rejettent l'autorité du BSI et demandent le rétablissement des relations internationales. Sous l'impulsion du Suisse d'origine allemande Münzenberg, l'Internationale des JS pavera la voie de l'Internationale communiste et des organisations de jeunesses, qu'elles soient affiliées aux partis communistes ou socialistes.

L'exemple suédois est le plus frappant. Comme en France, les JS suédoises se développent dès 1895 contre le parlementarisme du parti, adoptant même à leur congrès de Stockholm en 1903, certaines motions directement dirigées contre lui. Devant l'orientation plutôt anarchisante des jeunesses, le Parti réagit en appelant à la création d'une fédération de la jeunesse social-démocrate qui prend très vite un essor et une audience considérables : elle passe de quelques centaines de membres en 1903 à plus de 15 000 en 1908 ; elle publie une revue mensuelle *FRAM* dont la diffusion atteint les 35 000 à 40 000 exemplaires. La décision du Parti de prendre en charge la propagande dans la jeunesse (deux propagandistes et deux fonctionnaires sont payés par la fédération) a entraîné une marginalisation de la « fédération socialiste » (anarchiste en réalité) et le développement spectaculaire d'une organisation de jeunesse qui fonctionne comme une pépinière de militants sociaux-démocrates. Au congrès de Stockholm en 1912, les statuts de la fédération stipulent que « ses membres qui auront atteint vingt et un ans, sont tenus de se faire inscrire au Parti ». Les jeunesses fonctionnent alors comme associées au développement de la social-démocratie suédoise. Ce modèle qui deviendra prééminent après la guerre pour l'ensemble des partis sociaux-démocrates européens, est encore unique.

Ni la social-démocratie allemande ou autrichienne, ni le Parti ouvrier belge qui comptent un nombre à peu près équivalent de jeunesses en 1912 (environ 17 000 chacun), ne sont parvenus en si peu de temps à faire de leurs turbulents groupes des pépinières de militants.

Constamment traversés par des crises, des scissions, des batailles, les rapports partis/jeunes dans ces trois pays sont à l'image des ambiguïtés qui caractérisent cette relation. C. Schorske montre bien comment les efforts des autorités civiles qui contestent aux jeunes le droit de se regrouper, combinés à la méfiance des socialistes et des syndicats à leur égard ont contribué à faire fléchir l'activisme des jeunes, mais pas à le briser. Reflétant la vitalité d'une opposition de gauche au sein du SPD allemand, son mouvement de jeunesse reste, contre toute attente, actif, influent (son journal, *Die Arbeiter Jugend* enregistré en 1912 près de 65 000 abonnés) et relativement indépendant. Mais d'entre tous ces modèles, celui qui influe le plus sur le Parti socialiste français est bien l'exemple belge. Parce que très proche par la langue et la géographie de la France, la Belgique est considérée comme un laboratoire où les socialistes ont souvent puisé leur inspiration. Alors que la propagande antimilitariste fut à l'origine de la création des Jeunes gardes belges en 1886, la stratégie du Parti ouvrier (POB) fut de l'encourager plutôt que de la contrer. Ainsi très vite, *Le Conscrit* et la *Caserne* devinrent-ils les périodiques distincts de la jeunesse socialiste. Publiés en flamand et en français, ils donnent aux Jeunes gardes une implantation régionale très importante. La décentralisation subséquente de l'organisation nationale des jeunesses leur permettra une entente de principe avec les fédérations du Parti, évitant ainsi la rupture qui

s'annonçait au congrès de Liège en 1905. Dès lors, le compromis qui a permis aux jeunes de prospérer tout en gardant des liens privilégiés avec le POB, fut pour les quelques 150 groupes de Jeunes gardes, de maintenir une relative autonomie dans leurs fédérations tout en « donnant plus d'importance à l'activité éducative ». Cet équilibre leur est envié par les socialistes français, jeunes et adultes qui s'adressent mutuellement des reproches pour ne pas avoir suivi « l'exemple des Jeunes gardes belges ». Le Parti socialiste se convainc alors de la possibilité du compromis : si les jeunes font de l'éducation socialiste, il n'y a donc plus de raison de se méfier d'elles.

Rassuré par le cours plus modéré qu'ont pris les relations jeunes/partis dans les pays voisins, le Parti socialiste ne peut plus utiliser l'argument du radicalisme des jeunes pour les tenir à l'écart. D'autant que le volume des militants des jeunes a considérablement augmenté ; affichant près de 35 000 membres en 1911, les jeunes forcent le Parti à se préoccuper d'elles. Ainsi donc, les pressions de l'Internationale et l'exemple des changements opérés dans les autres partis, sont des facteurs qui, sur des registres différents, conduisent le PS à envisager enfin de faire une place aux jeunes. Sera-t-il prêt à s'en accommoder comme d'un mal nécessaire, ou va-t-il définir une politique envers la jeunesse ?

## **C – UNE FÉDÉRATION POUR ÉDUCER LES JEUNESSES SOCIALISTES**

[Retour au sommaire](#)

« Le Conseil national du PS a décidé dimanche dernier d'inscrire à l'ordre du jour du congrès de Saint-Quentin la question de l'organisation de la JS » <sup>1</sup>. C'est en ces termes que les instances dirigeantes du PS annoncent leur détermination à régler le problème de la jeunesse. Aucune pression spécifique, ni protestation particulière ne justifie cette déclaration. Le Parti choisit son heure pour prendre ses décisions.

Un rapport préparé par une commission mixte des jeunes, nommée par la Fédération de la Seine, a déjà été préparé. Étudiant « le fonctionnement des groupes de jeunesse dans les partis bourgeois, dans l'Internationale socialiste et dans la section française de cette Internationale, le rapport permettra de solutionner d'utile manière, ce problème d'un intérêt vital pour le Parti ».

Le secrétaire de la commission mixte, le Dr Musy, rappelle dans un rapport documenté <sup>2</sup> l'importance des organisations de jeunesse : « Autour de nous, ce ne sont que patronages, associations d'anciens élèves, congrégations amicales,

---

<sup>1</sup> *Le Socialiste*, du 27 janvier au 3 février 1911.

<sup>2</sup> *Le Socialiste*, du 26 mars au 2 avril 1911.

ligues, œuvres postcolaires, confréries... Les jeunesses républicaines viennent même de produire un gros effort pour renforcer et coordonner leur mouvement ». Un long préambule, qui mentionne aussi l'effort de l'Internationale pour « dresser la jeunesse prolétarienne au combat de classe », insiste sur l'urgence pour le parti de se doter d'une organisation de jeunesse. Il se termine par une appréciation nuancée de « l'absence » des groupes de jeunesses en France : « elle est due à une prévention, à une hostilité plus ou moins sourde de la part des aînés ». Rappelant l'existence de près de 400 groupes et leur activité autour du *Conscrit*, le rapporteur s'étonne de la voir « considérablement ralentie après l'unité ». Il propose alors une résolution en six articles qui réglerait les rapports jeunes/Parti. L'obligation est faite aux fédérations du Parti de « créer des jeunesses là où il y a des sections du Parti », ainsi que « d'envoyer aux jeunesses tout membre du Parti entre 16 et 21 ans ». Les trois articles suivants régissent la structure des groupes au niveau de la commune, du département (fédération) et du pays (une conférence annuelle aura lieu avant le congrès du Parti). L'article six réitère le contrôle que la CAP du Parti exerce sur le bureau et la commission exécutive des jeunesses, par le biais d'un ou plusieurs de ses membres. Le Dr Musy conclut les recommandations de la commission par un avertissement au Parti : « Ce serait un symptôme de faiblesse organique et de débilité grave si nous ne parvenions pas à créer la section française de la JS ».

Résultat d'une longue démarche qui a permis aux militants favorables aux jeunesses d'opérer une percée, ce rapport de la commission mixte a l'avantage en outre de déclencher dans les colonnes du *Socialiste* un grand débat.

Sous la rubrique « Le Parti et la jeunesse », E. Grenier s'interroge sur la situation actuelle <sup>1</sup>. Constatant « la lenteur qui préside au développement de cette action spéciale », il l'attribue aussi bien à la difficulté qu'ont les adultes à « se mettre en rapport avec la jeunesse » qu'à l'initiative qu'ont prise les jeunes de diriger leur action ; « cette liberté d'action est-elle un bien ou un mal ? » Grenier se garde de conclure mais son sentiment exprime bien les réserves qu'ont certains militants du Parti devant ces jeunesses qui ne font appel à eux que pour des conférences ou des causeries.

Plus sévère encore est cette appréciation d'un rédacteur anonyme du *Socialiste* sur le fonctionnement du groupe de jeunesse <sup>2</sup>. Composé de trois catégories, le groupe est selon lui, la proie facile des agitateurs. Il en fait rapidement la démonstration : un cinquième du groupe est formé des militants les plus âgés et les plus instruits, lesquels, naturellement en sont les « inspireurs » ; deux autres cinquièmes sont des « jeunes gens bien intentionnés sans doute, mais ne possédant qu'une conviction très relative » ;

---

<sup>1</sup> Le *Socialiste*, du 18 au 25 juin 1911 et du 25 juin au 2 juillet 1911.

<sup>2</sup> Le *Socialiste*, du 2 au 9 juillet 1911.

les deux derniers cinquièmes sont les « membres les plus insouciantes qui ne pensent qu'à s'amuser. Mais ils sont là ! » L'auteur s'inquiète alors des décisions pour le moins peu fondées que ces groupes prendront et des effets qu'elles auront sur la nature et l'orientation du Parti.

Significatives de la réputation qu'ont les jeunesses auprès de militants qui leur sont au fond favorables, ces images de groupes rebelles, inconscients, peu contrôlables et libres d'agir comme bon leur semble, persistent. C'est pourquoi Gaston Lévy, voulant y mettre un terme, se charge « d'exposer sa conception » du groupe de jeunesse : « Il ne peut y avoir d'organisation de jeunesse sans l'appui du Parti »<sup>1</sup>. Cette affirmation est comprise autant comme résultat de l'analyse qu'il fait de l'histoire des jeunesses que de la nécessité de reconnaître le lien de dépendance qui unit les jeunesses au Parti. Quiconque est membre des jeunesses devient automatiquement membre du Parti. L'organisation de jeunesse doit être spécifique et « laisser aux jeunes gens une certaine autonomie » ; ce sera la Fédération nationale des JS. Cette dernière existera sous le double signe de la dépendance et de l'autonomie. Enfin, « il faut, pour éviter les déviations possibles, que les jeunes gens vivent la vie du Parti et que par conséquent leurs groupes adhèrent aux fédérations départementales, dont chacune appréciera dans quelle mesure elle peut aider ces groupes de jeunes », conclut-il. Se faisant à nouveau le garant de la jeunesse et de son organisation, Lévy rassure la CAP et sans doute aussi le Parti qui discutera de la création de la Fédération à son prochain congrès à Lyon. Le débat reste donc ouvert dans les colonnes du *Socialiste*<sup>2</sup>. Un jeune militant, M. Segal, se demande si l'affiliation au Parti des clubs sportifs n'altère pas la valeur du socialisme de ce dernier ; « nous, jeunes militants, sommes entrés dans le Parti parce que nous avons compris le but qu'il s'assignait ». Désolé de voir que le Parti cherche avant tout à avoir des adhérents, quels qu'ils soient, M. Segal rappelle qu'il faut qu'ils soient de valeur. Cette discussion sur la nature de l'activité des jeunesses est reprise, commentée et complétée par le citoyen Manier<sup>3</sup>. Présentant le rapport sur l'organisation des JS adopté par la CAP, Manier commence par un préambule résumant la situation. Il ne voit qu'un moyen de venir à bout des deux maux dont souffre le Parti (« le manque d'enthousiasme et le manque d'éducation socialiste de ses militants »), c'est de faire confiance à la jeune génération « qui a tout le loisir nécessaire » pour s'éduquer et éduquer les autres. C'est « donc sur le terrain de l'éducation bien plus que sur celui de l'action qu'il faut édifier les JS ».

Présentant la jeunesse comme devant régénérer un parti qui en a besoin, le rapporteur sous-entend qu'il ne parle que de ces jeunes à qui le Parti peut faire vraiment confiance. Évoquant l'existence de ces nombreux groupes qu'aucune

---

<sup>1</sup> *Le Socialiste*, du 24 au 31 décembre 1911.

<sup>2</sup> *Le Socialiste*, 31 décembre au 7 janvier 1912.

<sup>3</sup> *Le Socialiste*, 11 au 18 février 1912.

discipline ne restreint, Manier justifie l'hésitation du Parti à leur égard : « Nous nous plaignons de ne plus trouver que très rarement des militants aimant le Parti avec passion... Est-il possible alors que le Parti se refuse à recruter, organiser et éduquer la jeunesse prolétarienne ? » Manier termine son plaidoyer en faveur de la jeunesse par des dispositions statutaires en treize points. Amendant les propositions précédentes, ce document insiste sur une demi-indépendance des groupes et fédérations de jeunesse s'appuyant sur le principe de la double appartenance. À partir de dix-huit ans et jusqu'à vingt et un ans, le militant socialiste peut, s'il le désire, être membre du Parti et des jeunesse, qui forment ainsi une organisation parallèle (l'union régionale, la fédération nationale et la tenue d'une conférence tous les deux ans sont reprises telles quelles du précédent projet). Les cotisations, au montant symbolique, donnent droit à une carte spéciale et sont versées directement auprès de la commission de contrôle du Parti. Enfin, « nulle action publique ne sera entreprise par les groupes, unions régionales et fédérations nationales, sans l'assentiment respectif des sections, des fédérations et de la CAP ». Autant dire que les jeunesse, qui ont par ailleurs « tout loisir d'établir elles-mêmes leur règlement intérieur », ne disposent pas d'une grande liberté de manœuvre : « Le Parti exerce une direction permanente et absolue ». Comparant le jeune militant « à un soldat de l'armée révolutionnaire », Manier préjuge de l'enthousiasme de ces derniers à vouloir « donner libre cours à leurs besoins de militantisme en adhérant aux sections du Parti ». On ne sait si cette proposition fut effectivement soumise au congrès national du Parti socialiste à Lyon <sup>1</sup> ; seul le rapport initial de la CAP sur proposition d'Afchain sera adopté à l'unanimité <sup>2</sup>. Ravis de pouvoir solutionner un problème aussi épineux par une résolution qui mêle la reconnaissance « d'une certaine autonomie des jeunes » avec celle de la prééminence du Parti, les congressistes passent ensuite aux autres questions.

Dès lors, la résolution sera très vite appliquée. Le 23 mars 1912, la CAP approuve le projet de statuts des JS. Gaston Lévy le soumet au Conseil national du Parti qui l'adoptera après quelques modifications à la fin de l'année 1912. À l'inverse de la procédure statutaire entreprise en 1907 par la 42<sup>e</sup> section de la Fédération de la Seine, celle de 1912 fait apparaître une détermination certaine de la direction du Parti pour régler ce problème. En comparant les deux méthodes, force est de constater combien il est malaisé à des membres du Parti de faire passer une politique quand la direction y est opposée ; de même avec quelle facilité les fédérations réticentes à l'organisation des jeunesse se laissent convaincre quand c'est la direction du Parti qui le leur demande. Ce qui en dit long sur la centralisation du processus décisionnel dans le Parti

---

<sup>1</sup> Diverses fédérations ne semblent toujours pas acquies à l'idée d'une organisation de jeunesse : la fédération de l'Aude « après discussions, repousse l'idée de constituer une fédération nationale des jeunes, ne pouvant pas admettre qu'il soit créé un nouvel organisme à côté et dans le Parti ». *Le Socialiste*, du 25 février au 10 mars 1912.

<sup>2</sup> *Le Socialiste*, du 10 au 17 mars 1912.

socialiste. Pour des raisons de conjoncture, d'opportunité mais aussi d'expansion et de recrutement, la CAP du Parti socialiste français considère qu'il lui est désormais nécessaire d'ignorer les peurs toujours vivaces du Parti à l'égard des jeunes, pour le doter d'une organisation de jeunesse.

Curieux processus qui vise à donner une impulsion par le haut à un mouvement qui ne demande même plus à être entendu. Car ce qui frappe par dessus tout dans cette petite histoire statutaire, c'est l'absence de la voix des jeunes. Presque totalement absents, que feront-ils de l'organisation que le Parti a mise sur pied pour eux ?

En se substituant à leur action et à leurs désirs, le Parti socialiste parviendra-t-il à en mobiliser quelques uns pour défendre sa politique de la jeunesse ? Alors que les mouvements de jeunesse de toutes obédiences prospèrent, et que plus près des socialistes, les Jeunesses syndicalistes se multiplient, les JS survivent péniblement. Confinée aux votes de résolutions, aux demandes d'autorisation à la CAP ; la JS du Parti vit de l'organisation qu'on lui a donnée. Les rubriques, désormais régulières mais laconiques du *Socialiste* dévoilent cet aspect besogneux de leurs réunions. Dès le 4 juillet 1912, Gaston Lévy et Poncet sont désignés par la CAP pour représenter le Parti au conseil national des JS. Ce dernier constitué par Lyon, Morin, Rebillat, Strago, et Vialle pour les JS appelle toutes les JS à se regrouper et à adhérer à l'Internationale des JS. On jette également les bases de la fédération : l'éducation générale complétée par « des connaissances sur l'histoire du mouvement ouvrier et d'hygiène sociale doivent faire l'objet des études des groupes de jeunesse ». Enfin « notre intention est de développer l'esprit de courage et de solidarité des jeunes gens, la collaboration des deux sexes... base de la morale sexuelle socialiste... et la culture physique par les sports et les jeux ». Ce programme d'éducation de la jeunesse débouche sur des directives d'action en trois points : « lutte en faveur de la protection de la jeunesse ouvrière, contre l'alcoolisme et contre le militarisme pour la paix internationale ». Les moyens que les jeunes doivent mettre en œuvre pour y parvenir se résument en sept points : conférences, diffusion de journaux, bibliothèques, excursions, exercices physiques, soirées littéraires et participation aux manifestations.

Ainsi parée, la jeunesse n'a plus qu'à appliquer ces directives pour exister et développer des groupes. Mais très vite, ce qu'il y a de factice dans ces déclarations apparaît. Strago constate avec amertume que les groupes sont désertés par la jeunesse : « nos groupes ne sont pas assez intéressants pour y retenir les jeunes que nous y avons attirés ; ils manquent surtout de vie intérieure ». Pour y remédier, Strago préconise d'avoir des initiatives, comme celle prise par le groupe du 12<sup>e</sup> arrondissement : « Un camarade, à tour de rôle donne son avis sur les problèmes politiques de la semaine ». Cette expérience permet aux jeunes d'être au courant de la politique générale et « de combattre

la timidité »<sup>1</sup>. L. Marchand, ancien secrétaire de la Fédération des JS en 1898 propose de multiplier « les sorties champêtres, les promenades intéressantes. C'est le seul moyen qui servirait à amener dans les rangs de la SFIO la jeunesse de notre pays de France ! »<sup>2</sup>. Mais ni les accents vitalistes, portant aux nues le rôle révolutionnaire d'une jeunesse qui doit avant tout « rester saine », ni les considérations pratiques et les recettes spéciales pour aider au recrutement dans la jeunesse, ne sont dans ce cas particulièrement efficaces.

Pas même la décision de relancer *Le Conscrit* et avec la célèbre feuille, la campagne antimilitariste des JS, ne parviendra à donner l'élan nécessaire à la Fédération. Est-ce en raison d'un antimilitarisme trop modéré ? « Placé sous l'égide du Parti », *Le Conscrit* paraît en septembre 1912 juste pour le départ de la classe, comme l'organe de la Fédération des JS de France (SFIO). Vaillant, Guesde, Hervé, Dubreuilh y signent des articles avertissant la jeunesse du danger de guerre : « jamais... depuis quarante ans, l'horizon n'avait été aussi trouble et l'avenir aussi menaçant. La guerre nous guette ». Seul le socialisme peut arrêter la guerre. C'est pourquoi les neuf meetings que la JS organisera tout au long du mois de septembre à raison d'un par arrondissement dans Paris, auront pour but de protester contre la loi Berry-Millerand, pour renforcer le socialisme. L'antimilitarisme des jeunesses doit s'exprimer selon Gaston Lévy de façon à « se faire respecter des anciens et des gradés, sans fanfaronnade » pour pouvoir obtenir « l'ascendant moral nécessaire à faire l'éducation des camarades moins éduqués ».

L'antimilitarisme des JS, tel qu'il est entrevu par leurs responsables, consiste « à profiter de leur temps (à la caserne) non pour devenir une machine à tuer, mais pour compléter leur éducation et pour propager vos idées »<sup>3</sup>. Aux jeunes qui constatent la modération de ces recommandations face à celles des Jeunesses syndicalistes par exemple, Lyon répond de façon explicite : « nous nous refusons à admettre la désertion comme moyen d'action profitable, estimant que le devoir du militant socialiste n'est pas de fuir la caserne... » Le devoir des JS dans l'armée ne doit pas être de conquérir l'armée de façon systématique. Celle-ci, comme toutes les institutions de la bourgeoisie, porte en elle le germe de sa décomposition... Le premier devoir de la JS est de propager... la doctrine et l'action socialiste, « en prenant des galons si nécessaire... mais surtout en œuvrant pour la paix et l'internationalisme »<sup>4</sup>.

Ces principes qui relèvent plus des vœux pieux que d'une véritable politique, résonnent curieusement auprès des jeunes directement aux prises avec les problèmes du service militaire, de leur séjour à la caserne qu'on veut

---

<sup>1</sup> *Le Socialiste*, du 13 au 20 octobre 1912.

<sup>2</sup> *Le Socialiste*, du 21 octobre au 30 novembre 1912.

<sup>3</sup> *Le Conscrit*, nouvelle série, septembre 1912.

<sup>4</sup> *Le Socialiste*, du 2 au 9 février 1913.

prolonger d'un an et d'une propagande virulente et concrète orchestrée par les autres partis.

À côté de ces résolutions bienveillantes mais peu efficaces, les jeunesses n'ont d'autre issue que de s'organiser entre elles. Ce qu'elles font avec une énergie redoublée, tant auprès des jeunesses républicaines<sup>1</sup> que syndicalistes<sup>2</sup>. Mais ces unions ne sont-elles pas contre nature ?

Distinguant Paris où il n'y a que des jeunesses corporatives, de la province où « les syndicats ne sont pas assez puissants pour créer un parti de jeunes en leur sein », le secrétaire des JS préconise deux attitudes non exclusives. À Paris « le devoir de tout camarade est d'adhérer à la jeunesse de son syndicat » ; ailleurs, il s'agit de réaliser une certaine division des tâches : « La jeunesse syndicaliste devrait faire l'éducation technique de ses membres ; les JS feront l'éducation socialiste ». Mais comme toutes deux s'adressent au même groupe de jeunes gens, alors il peut y avoir des « ententes intéressantes... avec action complémentaire ». Toutefois ces tractations déplaisent encore au Parti<sup>3</sup>.

Après avoir banni toute entente avec les jeunesses républicaines et permis une concertation minimale avec les jeunesses syndicalistes, le Comité national du PS cherche à enfermer ses jeunes au plus vite dans sa fédération. Ayant perdu le contrôle d'une partie des JS de Paris, le Parti et sa fédération de jeunesse tiennent la « première » conférence statutaire des jeunesses à Brest le 22 mars 1913 quelques jours avant le congrès national du Parti<sup>4</sup>. Malgré les neuf points à l'ordre du jour et la nomination de sept rapporteurs, la conférence n'a qu'une fonction administrative. Présidée par Marcel Cachin, cette jeune étoile montante du socialisme puis du communisme français, la conférence encourage la jeunesse, vote des résolutions sur l'éducation et les clubs sportifs et adopte les inévitables vœux pieux. Même le compte rendu de la conférence internationale extraordinaire de Bâle, fait par les délégués français Lévy et Strago, ne parvient pas à soulever l'intérêt. Déserté par la jeunesse, le congrès rassemble quelques groupes fidèles au Parti. « Nous étions très peu nombreux à y assister : seulement les JS de la Seine. La raison en est donnée par des

---

<sup>1</sup> Critiquant la préoccupation du congrès envers la « protection légale du travail » qu'il soupçonne de n'être que propagande, et dénonçant le confusionnisme des conférenciers à l'égard des coopératives et des syndicats, l'auteur rappelle le rôle unique du socialisme pour réaliser l'émancipation. Seul le Parti socialiste « sans aucune alliance même passagère avec une jeunesse si républicaine soit-elle poursuit l'œuvre de transformation de la société ». *Le Socialiste*, du 9 au 16 février 1913.

<sup>2</sup> Le secrétaire national des JS nuance l'union avec les jeunesses syndicalistes. Il avoue que « le problème est plus complexe que semble le croire la majorité de nos camarades de la Seine ». *Le Socialiste*, du 23 février au 8 mars 1913.

<sup>3</sup> Curieusement la suite du débat disparaît du *Socialiste* pour se poursuivre d'une autre façon dans les colonnes de *La Guerre sociale* et de *La Bataille syndicaliste*.

<sup>4</sup> *Le Socialiste*, du 9 au 16 mars 1913.

problèmes financiers » rapporte Rebillat <sup>1</sup>. On procède de façon routinière à la nomination du bureau de la Fédération et du rédacteur en chef du nouvel organe des jeunesses, *Le Cri des Jeunes*.

Statuant, déléguant, interdisant, la nouvelle Fédération des jeunesses est certes investie de l'autorité du Parti ; elle a une rubrique dans *Le Socialiste*, mais elle n'a plus de troupes.

\* \* \*

En ces quelques vingt-cinq premières années d'émergence du socialisme français, ses différentes variantes, fractions, partis, sections, ont toutes résolu le problème de la jeunesse en l'ignorant. Renaissant à chaque génération, les jeunes ont eux aussi invariablement cherché à s'aliéner le Parti, à y pénétrer ou à s'y confronter.

On peut distinguer trois temps dans le développement des groupes. Dans un premier temps, leur éclosion est concomitante de celle des groupes socialistes. Leur géographie suit celle de ses sections. Présents dans le Nord et le Midi, le Bassin parisien et les régions lyonnaise et toulousaine, les jeunesses apparaissent d'abord comme des ramifications d'un mouvement ouvrier en plein essor. Ils ne s'en distinguent que par la dénomination de jeunesse. La revendication immédiate de leur autonomie tend à les rattacher au mouvement anarchiste, fort vivace dans ces régions. À l'image de leurs aînés, ils ne comptent encore que quelques groupes épars.

C'est ensuite dans la dernière décennie du siècle que les groupes se multiplient et développent systématiquement des organisations autonomes et des fédérations de la jeunesse. L'influence des étudiants est incontestable. Les étudiants voient dans les jeunesses la possibilité de rallier le prolétariat (« seule force d'émancipation »), tout en maintenant leur statut particulier. Les jeunesses des banlieues ouvrières où ces derniers allaient recruter, imaginaient en les voyant un avenir plus glorieux. Le modèle ainsi offert par les étudiants, fit boule de neige.

Les groupes de jeunesse devinrent à la fois un nouveau milieu social et un espace de contestation. Rejetées par les socialistes, les jeunesses ont dû se doter d'une plate-forme politique propre. La lutte antimilitariste devint alors le lieu de ralliement, l'acte de solidarité, le refuge des jeunes conscrits. Ils surent faire des mots d'ordre avec des sentiments diffus. S'appuyant sur les « méfaits

---

<sup>1</sup> Après des dissensions, l'unanimité des quatre intéressés et des deux délégués de la CAP chargés du contrôle, se réalise : Rebillat sera le secrétaire, Strago occupera le poste de secrétaire extérieur, parce qu'Ancet s'est retiré ; Lyon sera le secrétaire adjoint. *Le Socialiste*, du 20 au 27 avril 1913.

de la caserne » et sur son impopularité parmi les jeunes encasernés, les jeunesses socialistes puis syndicalistes développeront une propagande antimilitariste unique.

Pour sa part le mouvement socialiste s'est consolidé, occupant la place de premier parti d'opposition dans la III<sup>e</sup> République. Pourtant son attitude à l'égard des jeunes, si elle a formellement changé, reste la même quant au fond : sectaire et paternaliste.

Le seul élément nouveau qui apparaît à la suite de cette histoire chaotique entre les jeunesses et le Parti, c'est la conscience que prend le Parti de la nécessité d'encadrer la jeunesse. Ce dernier se rend compte que, confronté à son indifférence, les groupes se radicalisent mais aussi qu'il doit recruter dans la jeunesse pour se renouveler. Or si le sectarisme des premiers groupes socialistes pouvait s'expliquer par leur croyance en l'imminence de la révolution, le grand parti d'opposition socialiste doit se bâtir pour préparer l'avenir à sa jeunesse ; il ne peut donc lui être hostile et encore moins l'exclure. Il lui faudra composer.

Ainsi, il érigera une structure pour la jeunesse du Parti, qui aura pour unique objectif de mieux véhiculer ses directives et de les adapter aux besoins des jeunes. Le groupe de jeunesse affilié prend alors toute sa dimension.

Plus subtile parce que reconnaissant formellement qu'il existe des besoins et bientôt une culture spécifique aux jeunes, cette nouvelle forme de paternalisme aura un succès sans précédent. Elle ouvre la voie aux jeunesses du Parti dont la fortune se réalise au XX<sup>e</sup> siècle avec l'organisation et l'encadrement systématiques de la jeunesse par les partis communistes ou fascistes.

Mais au tournant du siècle, les jeunesses socialistes ne sont pas encore obligées de s'affilier ; elles préféreront les libres avenues de l'autonomie et de la contestation.

Au cours de ces quelques vingt années de turbulence, ces groupes auront réussi à imposer un nouveau mode de fonctionnement, où la jeunesse compte. Même s'ils ne parviennent jamais à l'autonomie et encore moins à une action vraiment concertée, ils ont trouvé le moyen de permettre aux jeunes de modifier les structures rigides de la politique.

La tentative la plus originale d'adapter la politique aux besoins des groupes reste encore celle qu'ils développent autour de l'action antimilitariste. Examinons comment pour un temps, l'antimilitarisme est devenu la politique de la jeunesse.

## **QUATRIÈME PARTIE**

### **L'ANTIMILITARISME, UNE POLITIQUE POUR LA JEUNESSE ?**

[Retour au sommaire](#)

Au cours des quelques trente années qui précèdent le cataclysme qui ébranlera le monde, la III<sup>e</sup> République veut mettre en pratique l'idée « révolutionnaire » de la Nation Armée. Pour permettre au peuple français d'assumer librement et volontairement sa défense, elle substitue à l'armée de mercenaires, une armée de citoyens libres et égaux censés aimer et défendre la patrie. Cette idée, qui trouve défenseurs et opposants à droite comme à gauche, établit un régime universel qui fait d'une catégorie, les jeunes, les pourvoyeurs exclusifs de cet idéal. Pour les libérer du joug, de la tutelle, de la tyrannie, on leur impose un séjour plus ou moins prolongé à la caserne ; pour effectuer leur devoir national, les jeunes gens goûtent au prix élevé de la liberté qu'on conquiert. Cependant qu'on imagine libérer la France de son fardeau féodal, la République envoie ses fils au régiment, car nul n'est libre s'il n'a déjà goûté au carcan. Certains de ces jeunes, loin de s'enthousiasmer pour la patrie, lui trouvèrent tous les défauts, en premier celui de leur ôter leur liberté. On a, *a posteriori*, attribué à l'ensemble de la jeunesse un enthousiasme et des velléités patriotiques dont il s'agira d'évaluer ici la portée.

L'objectif de cette partie est de montrer ce qui entraîne les jeunes, et lesquels, à s'engager à corps perdu dans une action antimilitariste au moment même où on requiert leurs jeunes énergies pour bâtir la société future.

La lutte antimilitariste a constitué au tournant du siècle la plate-forme essentielle de ralliement de la jeunesse contestataire. Révolutionnaire pour les uns, profondément intégrée à l'entité nationale pour les autres, la bataille antimilitariste fut menée sur plusieurs fronts par les jeunes gens alliés à quelques groupes politiques.

En fait, loin d'avoir une pure fonction idéologique, le vocabulaire et bientôt les pratiques antimilitaristes se développent en conjonction étroite avec l'évolution même de la société française. Sans en être nécessairement le reflet,

l'histoire non pas de l'institution militaire mais des représentations que les différents groupes sociaux se font de l'armée, de la défense nationale et de la guerre indiquent les points de tension importants de la société française à cette époque.

Outre les corrélations à établir entre les volontés d'encadrement, que des lois mais aussi des propositions d'assistance faites par les partis politiques à la jeunesse, il s'agit surtout ici de repérer la dynamique antimilitariste à l'œuvre au sein même de la jeunesse française.

Elle se déroule en trois phases, étroitement entremêlées tout au long de la période étudiée, et qui correspondent à des moments de conscience différenciés :

1. L'antimilitarisme comme outil privilégié de contestation de la société capitaliste. Empruntant largement l'arsenal de ses arguments à la réflexion déjà menée par les différentes fractions du mouvement ouvrier, ce mode d'intervention sera néanmoins conçu par les groupes de jeunesse comme leur forme propre d'action politique (1885 à 1898) ;

2. L'antimilitarisme comme plate-forme politique spécifique, affirmant l'existence d'un mouvement de jeunesse, aux désirs et aux projets particuliers. Il devient alors une sorte de programme projetant l'espoir d'une société future, où la patrie disparaîtrait et où la paix régnerait entre les peuples (1898 à 1907) ;

3. L'antimilitarisme comme refus de la conscription et de la guerre, (1909 à 1914) sera la forme la plus permanente de la contestation de la jeunesse. Refusant l'injustice qu'on lui fait, en lui infligeant l'obligation du service militaire, la jeunesse développera cette forme d'antimilitarisme, très proche en temps de guerre, du pacifisme.

Nous verrons dans les chapitres qui suivent comment la conscience antimilitariste émerge chez les jeunes et quel profil elle leur confère.

## CHAPITRE X

### LES SOURCES DE L'ANTIMILITARISME DE LA JEUNESSE (1890-1902)

[Retour au sommaire](#)

La défaite de 1871 et la crise boulangiste n'ont pas réussi à entamer le rayonnement moral de l'armée, qui devient « le signe de la mesure du patriotisme... la conscience de la nation »<sup>1</sup>. Sa gloire est au zénith dans les vingt années consécutives à la défaite. Raoul Girardet en veut pour preuve le formidable renouvellement de l'équipement militaire tandis que le prestige social des officiers est immense<sup>2</sup>. L'antimilitarisme, minoritaire, est alors confronté au courant nationaliste. Il est très sérieusement battu en brèche par le flot grossissant des défenseurs de la patrie. Abandonné par la droite après 1848, qui substitue au soldat improductif le conquérant révolutionnaire, défenseur de la richesse et de la science, l'antimilitarisme se fraye un chemin sur les marges.

Il prend d'abord une forme littéraire teintée de dandysme bourgeois et de naturalisme romantique. La caserne freine l'épanouissement de la personnalité, précipite les caractères faibles dans la déchéance. Du *Cavalier Miserey*, d'Abel Hermant paru en 1887 aux *Sous Off's* de Lucien Descaves en 1889 (dont le principal personnage, le sergent-major Tetrelle est acculé au suicide) et à *Biribi*, histoire des bagnes militaires de Georges Darien en 1890, c'est la société globale qui est en cause dans une critique virulente aux accents individualistes et anarchisants. Cet antimilitarisme humaniste et souvent libéral se développe parallèlement à une contestation plus nette de l'armée bourgeoise et de la patrie.

Deux phénomènes, dissemblables dans leur nature et par leur forme, marquent la prise de conscience antimilitariste des jeunes. L'influence diffuse mais marquante de l'anarchisme est à l'origine des premières

---

<sup>1</sup> Raoul Girardet, 1953, p. 209.

<sup>2</sup> « Les vingt premières années de la République constituent dans notre histoire militaire une période décisive de volonté créatrice, d'activité laborieuse et féconde, de réorganisation et d'adaptation », *ibid.*, p. 182.

contestations de l'armée. Son idéologie antiautoritaire et sa référence aux sentiments humanistes rendent l'anarchisme et les anarchistes particulièrement présents auprès des jeunes. Mais c'est avec l'affaire Dreyfus que ces idées s'emparent de fractions plus larges de la jeunesse et deviennent un levier déterminant de l'action des groupes. La parution d'une presse spécialement destinée à « faire de l'antimilitarisme » en témoigne.

## A – L'ANTIMILITARISME EST UN HUMANISME

[Retour au sommaire](#)

Par la presse et l'agitation quotidienne, les jeunes font de l'antimilitarisme leur raison d'être. L'antimilitarisme devient alors synonyme de jeunesse. Le courant anarchiste est celui qui a le plus contribué à en faire l'expression d'une subversion sociale. Sa haine proclamée de l'armée est si totale qu'aucune réforme militaire ne trouvera grâce à ses yeux. Profondément hostile à l'idée même de patrie, le mouvement anarchiste proclame son internationalisme haut et fort comme le seul humanisme possible, le seul moyen d'assurer la paix dans le monde. Ses journaux en développent la nécessité à longueur de pages. *Le Drapeau Rouge*, organe révolutionnaire, anarchiste et international paru en juin 1885 en est un exemple. Les compagnons, fervents croyants dans la propagande révolutionnaire, utilisent tout ce qui est à leur portée pour élever la conscience des misérables prolétaires, aliénés<sup>1</sup>. Ces démonstrations, souvent percutantes, seront diffusées dans des textes et brochures de propagande ; ils utiliseront aussi la chanson et le théâtre pour souligner toujours par l'action leur horreur de l'armée.

Très tôt, en 1880 déjà, le Cercle des sans-patrie existe à Paris ; comme son nom l'indique, il privilégie l'appartenance à la communauté humaine. La Ligue des antipatriotes créée en 1886, va encore plus loin dans la dénonciation de cette supercherie qu'est la patrie. Dans son sillage, la jeunesse anarchiste de Belleville et le groupe de propagande antimilitariste dont Dubois-Dessaulles est le fervent orateur, prospèrent à la toute fin des années 1880<sup>2</sup>. Bals, dîners, causeries et surtout mimes, théâtre, jeux, danses réunissent les compagnons de tous horizons dans une même célébration fraternelle. En province, Louis Segot, déserteur officiel, crée avec vingt-cinq jeunes gens entre 18 et 25 ans la

---

<sup>1</sup> *La Misère* dresse un inventaire, faisant le décompte du nombre de tués à la suite des 286 guerres qui ont ravagé le monde depuis mille ans : 1,7 millions d'hommes sont morts au champ de bataille. Les faits, pas toujours précis – on ne sait pas où, quand et comment ces guerres ont eu lieu – sont les arguments privilégiés des anarchistes pour étayer leurs convictions. *La Misère*, deuxième année, n° 1, du 29 août au 4 septembre 1898.

<sup>2</sup> La jeunesse anarchiste de Belleville, adhérente à la Ligue des antipatriotes, serait-elle la première à lancer un manifeste au *Conscrit* distribué en août 1886, comme l'affirme un Rapport de police, Ba 1489 ? Voir également le dossier spécialement destiné à la Ligue antipatriote, Ba. 1480.

jeunesse antipatriotique de Roanne<sup>1</sup>. Débordant d'une activité que concerts, tombolas, tours de chants contribuent à rendre populaire, la jeunesse antipatriotique se spécialise dans l'antimilitarisme<sup>2</sup>. Elle remplace les convocations individuelles aux conscrits, demeurées sans grand succès, par la distribution de la feuille parisienne, *Le Conscrit*. La police interdit sa distribution et arrête les membres de la jeunesse. La réaction du groupe ne se fait pas attendre<sup>3</sup>. Aussitôt, dans la nuit du 30 au 31 janvier 1892, des placards antimilitaristes sont apposés sur les murs de la ville et le lendemain, treize conscrits de la classe 1891 refusent de tirer au sort aux cris de « Vive l'anarchie, à bas la patrie ». Arrêté, un des conscrits reconnu comme l'auteur des manifestes fait porter la suspicion sur un mouvement d'antimilitaristes<sup>4</sup>. Ne pouvant imaginer que seuls des jeunes puissent être à l'origine d'une telle contestation, la police découvre « un réseau d'antimilitaristes professionnels ». Elle arrête quelques jours plus tard quatre-vingts hommes des classes 1881 à 1889, qui rappelés pour leur période militaire de 28 jours, sont surpris à assister à une « collation amicale ». Mais ces mesures policières encouragent les jeunes, puisque l'année suivante non seulement les effectifs de la jeunesse ont doublé, mais aussi vingt-deux mobilisés de la classe 1892 participent à une réunion des jeunesses avant leur départ<sup>5</sup>. Accusée d'attenter au moral de l'armée, la jeunesse antipatriotique de Roanne est interdite et doit se dissoudre. Les autorités républicaines découvrent que les jeunesses peuvent être de dangereux ferments de subversion. Les jeunesses anarchistes, doublement suspectes en cette période de terrorisme, seront durement réprimées. L'organe de liaison qu'elles se sont donné est interdit : le numéro du *Conscrit* paru en 1892 est immédiatement saisi.

---

<sup>1</sup> Un dossier concernant la jeunesse antimilitariste lui est consacré, sous le titre « Anarchistes janvier-juin 1892 » aux archives départementales de la Loire, 19M4.

<sup>2</sup> À la suite d'une soirée familiale (le 31 février 1892) qui a réuni pas moins de 140 personnes au Côteau, dans la banlieue de Roanne, les groupes des « révoltés » et de la « jeunesse antipatriotique » ont envoyé une centaine de convocations aux jeunes des classes 1881 à 1889 devant être incorporées au Régiment d'infanterie à Toul, et une réunion qui leur sera spécialement destinée, sera tenue au local du Syndicat des teinturiers ; il n'y aura que 23 présents. Rapport de la police des chemins de fers des 1<sup>er</sup> et 22 février 1892, AD Loire, 19M4.

<sup>3</sup> « Les anarchistes ont le projet de faire distribuer aux abords des mairies et même dans les salles de tirage au sort des feuilles imprimées portant un manifeste antipatriotique ou un numéro spécial du journal *Le Conscrit* ». L'instruction de ce télégramme que le ministère de l'Intérieur envoie aux sous-préfets de Roanne et de Montbusson est de « mettre entre les mains de la justice, les auteurs de ces distributions ». Rapport de police du 23 janvier 1892, AD Loire, 19M4.

<sup>4</sup> Rapport de police du 23 janvier 1892, AD Loire, *ibid.*

<sup>5</sup> Rapport de police générale du 11 juin 1892, *ibid.*

Ayant pour devise « Plus de frontières, l'humanité libre », cet organe de l'agitation antipatriotique se veut radical <sup>1</sup>. À travers des articles très colorés, s'expriment les thèmes anarchistes sur les vicissitudes du militarisme. Un éditorial « Aux jeunes » précise qu'ils sont particulièrement touchés et doivent réagir. Des chants pour les « conscrits insoumis » et la lettre d'un « conscrit déserteur », encouragent les jeunes à contester l'armée. L'antimilitarisme vu par les compagnons anarchistes est l'affaire non seulement des pioupious, « chair à canon », mais de tous les travailleurs conscients, ce « quatrième état » qui s'est fait fusiller à Fourmies <sup>2</sup>. Petits articles et développements de fond témoignent tous d'une même haine de l'armée, porteuse de la « prochaine guerre » <sup>3</sup>.

*Le Conscrit*, symbole de l'entrée des jeunes dans la bataille politique, deviendra l'emblème de leur critique de l'armée. Ainsi les jeunes anarchistes ont-elles les premières nourri un courant qui ira grossissant. Surtout elles indiquent un renversement de tendance. On ne croira plus spontanément au patriotisme de la jeunesse. Chez les jeunes de 20 ans, dira Maurice Leblond, « le sentiment de la revanche a presque totalement disparu » <sup>4</sup>.

### L'affaire Dreyfus, un détonateur

C'est dans la dernière décennie du siècle, que l'antimilitarisme prend vraiment l'aspect d'une idéologie humanitaire. « À mesure que l'année devenait plus forte, mieux exercée, mieux commandée, l'esprit militaire se perdait de plus en plus... On ne sut plus voir que les côtés comiques et bas de la vie de caserne et l'antimilitarisme commença de se développer » <sup>5</sup>. L'essor du mouvement socialiste contribue à répandre un idéal de rapprochement entre les peuples et une conception différente de la défense nationale. À l'institution militaire permanente, certains socialistes opposent l'armement général de la nation, mot d'ordre repris plus tard et nuancé par Jaurès dans *L'armée Nouvelle*. L'armée est présentée comme un État dans l'État, un fléau social, une source de dépenses démesurées. Elle est l'instrument de l'aliénation dans la société capitaliste.

<sup>1</sup> Le numéro « unique » (comme il est indiqué en première page) n'est pas daté, mais est sans doute publié en 1892 et se vend 5 sous ; sur quatre pages de format 30 x 55, le responsable Imprimeur-gérant est Charveron, 7, rue Ernestine, Paris, AD Loire 19M4, pièce 43.

<sup>2</sup> « À bas le quatrième état, vive l'anarchie » ; en analogie avec le tiers état, le quatrième état serait la classe ouvrière. « Lettre d'une mère » de Fourmies, le 13 janvier 1892, *Le Conscrit*, p. 2-3.

<sup>3</sup> La page 4 est pleine de ces récits réalistes faits pour rappeler l'existence de ce bain qu'est l'armée, à la conscience des travailleurs : « La crapaudine » de G. Darien, « La prochaine guerre », « La conscription » de Boucher de Perthes, « Panégyrique », « La guerre », « Clotilde » (un de la classe), *Le Conscrit*, p. 4.

<sup>4</sup> Maurice Leblond, au nom de la jeunesse s'exclame : « Le traité de Francfort, l'Alsace-Lorraine ! Il est bien certain que ces questions intéressent de moins en moins l'opinion de la nation... » cité par R. Girardet, *op. cit.*, p. 220.

<sup>5</sup> Étienne Rey, 1912.

Les atrocités de la conquête coloniale en cours confortent cette argumentation. L'intervention de l'armée dans les grèves la justifie. Ainsi se développe un antimilitarisme ouvrier « de gauche » qui est partie intégrante d'une lutte anticapitaliste et anti-bourgeoise. Il culmine avec l'explosion de l'affaire Dreyfus. Parmi les problèmes qu'elle soulève, l'affaire Dreyfus place au premier rang le rôle de l'armée. Ce symbole d'unité nationale apparaît désormais comme corrompu aux yeux de toute l'opinion et non plus d'une minorité. La caste militaire est rendue responsable de la cassure qui s'est opérée dans la nation. Dans l'indignation populaire, des thèmes antimilitaristes, préexistants à l'affaire ressurgissent, avec une vigueur décuplée. Madeleine Meyer-Spiegler distingue lors de l'affaire Dreyfus deux mouvements qui se superposent mais dont l'origine et les buts sont fondamentalement divergents.

D'une part, la droite ultra-militariste déplore l'incurie, la désorganisation, le gaspillage minant une armée qui devrait être forte, puissante « tournée vers un éventuel ennemi européen ». D'autre part, ceux qui sont « beaucoup moins soucieux de défendre l'armée contre elle-même », ont pour objectif majeur de saper les bases mêmes du militarisme <sup>1</sup>.

De fait, la contestation de l'armée par les jeunesses socialistes devient à partir de l'affaire Dreyfus infiniment plus radicale et globale. Initiée par les turbulentes jeunesses du 14<sup>e</sup> arrondissement, la campagne antimilitariste bat à un rythme accéléré à partir de 1898.

Pour elles, l'affaire Dreyfus est la preuve administrée du vice profond de l'institution militaire. C'est pourquoi « la jeunesse socialiste, entre les fauteurs de coup d'état et les hommes libres, n'a pas hésité à marcher franchement en faveur de la révision... Avant l'affaire, nous avions du mal à démontrer les crimes du militarisme ; aujourd'hui avec nos officiers menteurs, faussaires, parjures... nous montrerons facilement aux gens qui se figuraient que les officiers s'occupaient de la défense du territoire, qu'ils se trompaient... La fabrication (de tous ces faux) se trouve à l'état-major... Il y a encore des jeunes qui savent combattre et qui mourront s'il le faut pour la liberté ». Faisant explicitement référence aux bandes nationalistes que les JS combattent dans la rue, la JS du 14<sup>e</sup> montre que la liberté est celle qui consiste à contester l'armée des « frocards et des soudards ». La lutte contre l'armée s'apparente à la lutte pour la justice. « Naturellement », la JS antimilitariste du 14<sup>e</sup> est dreyfusarde.

Aussitôt accusée d'être « vendue aux Juifs et aux sans-patrie », *La Jeune Garde Socialiste* qui publie ces déclarations est menacée d'interdiction car « elle permettrait aux jeunes gens, tout frais débarqués d'Allemagne, de venir

---

<sup>1</sup> M. Meyer-Spiegler, 1968, tome 1.

désorganiser l'armée française, arracher à l'Église charitable ses croyants »<sup>1</sup>. La JS du 14<sup>e</sup> se trouve alors confortée dans sa démarche révolutionnaire.

« Prends donc enfin conscience de ta force, ô troupeau des déshérités », conjure un de ses rédacteurs. Les jeunes doivent voir et dénoncer les « pratiques avilissantes et crapuleuses des militaires » partout où elles s'exercent à Troyes, Cherdaïa, en Alsace... On inventorie les méfaits de la caserne, qui conduisent les militaires à la mort ou au suicide. On suggère de réduire le service militaire à un an.

Mais la révolte contre cette institution d'un autre âge est le seul vrai remède. *La Jeune Garde Socialiste* propose plusieurs modes de résistance à l'armée sans définir plus précisément le rôle des jeunes dans cette lutte. L'antimilitarisme devient leur contribution au débat déclenché par l'affaire Dreyfus. Préexistant à l'affaire et même à leur engagement socialiste, il représente la forme la plus achevée de leur contestation. C'est pourquoi il est vain de chercher des signatures des jeunes au bas des pétitions en faveur de Dreyfus, dans les manifestes parus dans les journaux, dans des meetings spécialement consacrés à la question. Envisageant l'affaire comme la quintessence de ce qu'elles ont toujours dénoncé dans l'armée, les jeunes restent relativement à l'écart des débats et divisions politiques qu'elle provoque.

Mais c'est au cours de l'affaire qu'elles comprennent la portée de leurs sombres prémonitions. Les jeunes se révoltent contre une armée soustraite à la justice humaine, école du crime et du mensonge pour laquelle elles devront perdre trois ans de leur vie. Leur antimilitarisme, légitimé par l'affaire, devient un facteur indispensable de régénération de la société. Les jeunes se chargent dès lors d'enrichir de nombreuses autres dimensions la traditionnelle critique de l'armée, rempart des privilégiés, outil de la répression de classe.

Vigilantes, elles ont à cœur de faire éclater toutes ces sordides « affaires » qui, bien que fréquentes, ne sont guère connues. C'est le cas de « l'affaire Gosse ». Ce conscrit, injustement accusé d'un crime impardonnable pour avoir crié « À bas l'armée », fut emprisonné trois mois. Dénonçant dans les journaux l'injustice commise à son égard, prouvant « l'inhumanité de la caste militaire », la jeunesse révolutionnaire obtient gain de cause. Elle est fière d'annoncer sa libération au cours d'un meeting où Gosse est présent ; elle profite de l'occasion pour réitérer ses appels à la lutte contre l'armée.

Ces campagnes ponctuelles doublent l'activité régulière des jeunes. À partir de 1898, le départ de la classe suscite l'organisation de grands meetings. D'abord sous le thème des « Scandales militaires et les crimes du militarisme »,

---

<sup>1</sup> *La Jeune Garde Socialiste*, première année, n° 2, juin 1899.

de la lutte contre « l'hydre militariste », ces meetings rencontrent un immense succès. Convoqués par la Fédération des JS révolutionnaires indépendantes et par la Fédération des JS révolutionnaires du PSR, ils deviennent très vite le fait de l'union de toutes les jeunesses<sup>1</sup>. Les anarchistes, le comité d'études des JSRI, l'union des JSR de France, la Fédération des JS du PSF (ex-FJSRI) ont tous des nuances à faire valoir, des slogans à avancer<sup>2</sup>. Ils se retrouveront néanmoins dans une union parfaite à chaque départ de la classe. Dûment préparés par une série de réunions préliminaires<sup>3</sup>, des appels dans la presse, des tracts, des affiches<sup>4</sup>, ces meetings sont dirigés par Jollit et Mouton, tous deux militants du 14<sup>e</sup>.

On célèbre dans une atmosphère de fête, le départ de la classe. À la présidence comme dans la salle, « ceux qui partent au régiment », dominant<sup>5</sup>. On soulève la difficile question du « rôle des jeunes gens à la caserne : socialisme et nationalisme ». Des listes de soldats tirés au sort sont dressées avec l'aide des syndicats, et des points de liaison sont établis. Faut-il encourager les conscrits à désertir ou à être d'actifs propagandistes socialistes à la caserne ? Doit-on les pousser à prendre des grades ou au contraire doit-on dénoncer la hiérarchie militaire ? Dans tous les cas, il faut alerter les citoyens des dangers qu'ils courent à l'armée, l'insalubrité des lieux et la violence de certains officiers ayant causé de nombreuses « morts naturelles ».

Le champ de l'activité des jeunes s'est considérablement élargi en même temps que leur discours se fait plus concret et incisif. Dissociant leurs slogans de ceux des partis politiques, les jeunesses découvrent le potentiel contestataire de l'antimilitarisme comme pratique politique spécifique. Placée au-dessus des

---

<sup>1</sup> Surtout le groupe de propagande antimilitariste de Paris, pour les anarchistes, 26, rue Titon. Les JSRI siègent au 6, boulevard Magenta, Paris 10<sup>e</sup>. L'union est chargée de la rédaction du *Conscrit*. Réorganisée, la fédération tente de réunir indépendants, allemanistes, FTSF et inorganisés. Elle a son siège au local de la Ligue démocratique des écoles, 23, rue de Pontoise, La *Petite République*, des 1<sup>er</sup>, 18, 22 et 23 janvier 1900.

<sup>2</sup> Respectivement, « contre les armées permanentes », « pour l'armement général du peuple », « qui encourage les jeunes à tourner les balles contre les officiers », tels sont les propos des trois premiers orateurs. La réunion fut menée par la FJR de F (section du 18<sup>e</sup>). Rapport de police « Giroflé » du 18 février 1900, Ba 1489.

<sup>3</sup> Une réunion publique aura lieu le 8 septembre 1900, salle du Moulin de la Vierge, 100, rue de Vanves dans le 14<sup>e</sup> où on discutera des problèmes de l'union et de l'antimilitarisme ; 500 à 600 personnes y ont assisté selon le Rapport de police du 10 septembre 1900, Ba 1489.

<sup>4</sup> L'appel édité par l'Union fédérative des jeunesses (POSR) annonce les deux meetings sur le thème « Qu'est-ce que l'armée : l'école du crime » avec Jaurès, U. Gohier, L. Michel, Allemane, De Pressensé, Dejeante... Il fut également distribué à la classe 1899 sous forme de tract, et inséré dans 300 affiches accolées sur les murs de Paris. Rapport de police « Octave » du 23 octobre 1900, Ba 1489.

<sup>5</sup> Girard, Truchon, Changord, Beal furent choisis parmi les appelés pour présider le meeting. Plus de quatre indicateurs y assistaient, chacun avançant sa propre évaluation de l'assistance (1 000 à 1 500), et son interprétation du déroulement. Rapport de police spécial-meeting du 4 novembre 1900, Ba 1489.

partis et des fractions, des manœuvres et des tactiques, la lutte antimilitariste dévoile à la société l'existence des jeunesses. Elles en font aussi un mouvement de mobilisation à la base en dehors des partis, contre l'institution militaire et contre le fonctionnement de l'appareil d'état. Les jeunesses socialistes franchissent un seuil essentiel dans leur histoire : elles découvrent la possibilité d'une politique autonome. L'antimilitarisme est le levain d'une nouvelle conscience de la jeunesse, et de cette dernière exclusivement. Certes parce que de nombreuses tendances du mouvement ouvrier s'en réclament également, les ingérences ne tarderont pas à se faire sentir.

## **Le Sou du Soldat**

Le mouvement syndical, surtout anarcho-syndicaliste, est le premier à identifier la force potentielle des soldats, eux aussi forcément jeunes. Soucieux de propagande, les bourses du travail et la CGT cherchent à s'introduire dans les casernes, autre version des usines. Il s'agit de réglementer les formes du travail militaire ; à son neuvième congrès national corporatif, la CGT opte pour la « suppression de tout travail fait par l'élément militaire dans les casernes, soit pour l'entretien et les services divers des casernements, soit pour tout ce qui a trait à l'habillement, l'équipement et le harnachement »<sup>1</sup>.

La solution qui apparaît équitable aux congressistes est celle de renvoyer « tous ces travaux (à l'exécution) dans l'industrie privée ». Tentant ainsi de différencier le soldat serviteur de la patrie, du soldat-ouvrier-bon-à-tout-faire, les congressistes en viennent à établir un précédent important. Le soldat a des droits à défendre devant ses supérieurs. Les clivages de classe traversent les murs de la caserne qui n'est pas cette société complète et fermée où tous les hommes sont frères devant l'ennemi. Démystification qui, si elle doit être menée logiquement, aboutit à la lutte de classe dans l'armée ; ce que la hiérarchie militaire avait tenté d'obscurcir par des beaux discours, la CGT se chargera de le dénoncer, syndicalement. Le onzième congrès national corporatif consacre une partie de son temps à définir les relations entre les « soldats syndiqués et les bourses du travail »<sup>2</sup>. Comme le souligne Fribourg, « énumérer les avantages que nous donneront les relations nouées avec les jeunes soldats, c'est toucher toute la question sociale »<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> *Compte rendu du neuvième congrès national corporatif* (3<sup>e</sup> de la CGT) Toulouse, 20-25 septembre 1897, Imprimerie Berthelot, Toulouse, 1897.

<sup>2</sup> Cinquième point à l'ordre du jour, *Compte rendu du onzième congrès national corporatif* (5<sup>e</sup> de la CGT), du 10 au 14 septembre à Paris, Paris, 1900.

<sup>3</sup> *Ibid.* p. 83.

De simples relations de travail dont tout syndicat est soucieux, celles-ci deviennent bien vite, de par la nature même de l'armée-employeur, un axe central de la propagande de la CGT pour la suppression des armées permanentes<sup>1</sup>. Ni auxiliaire, ni assassin, le soldat, par sa conscience, déjouera les visées de ses supérieurs, donc du pouvoir. Conquérir le soldat à la cause antimilitariste devient alors essentiel, surtout pour la tendance syndicaliste révolutionnaire. Réunions publiques, subsides, fêtes familiales, tout un tissu de relations va être noué avec lui. Le Sou du Soldat dont le principe est voté au cours de ce même congrès est le résultat tangible de cette politique. Caisse de secours spéciale, financée par l'imposition d'une cotisation mensuelle supplémentaire par syndicat, elle répond à la nécessité de « faire une œuvre contraire à celle des congrégations religieuses ».

En fait, décidée par l'union des syndicats de Paris, cette mesure sera appliquée diversement<sup>2</sup>. Après deux ans de fonctionnement, à Paris, Marseille et Bourges on voudrait aller plus loin, les délégués de ces villes, désirent une caisse du Sou du Soldat et des Insoumis<sup>3</sup>, en plus de la diffusion du *Manuel du Soldat*. Au contraire à Lyon, Versailles et Poitiers, on insiste sur la répression qui menace les soldats vus dans les bourses<sup>4</sup> ou même dans les universités populaires ; on propose d'adapter à chaque région une forme d'antimilitarisme local. Cette formule emportera l'adhésion unanime des congressistes, convaincus d'être plus efficaces en étant flexibles qu'en souscrivant de loin en loin à une caisse centrale, fût-elle antimilitariste<sup>5</sup>. C'est donc à une myriade d'attitudes, de convictions, d'habitudes que se heurte la décision de créer le

---

<sup>1</sup> Les considérants de la résolution finale adoptée par le congrès ne peuvent être plus clairs : « Considérant, que nos jeunes camarades devenus soldats, exploités de la veille, exploités de demain doivent comprendre qu'au-dessus de l'obéissance passive, il y a la raison qui leur défend de servir d'auxiliaires à ceux qui les affament, et la conscience humaine qui leur défend d'être les meurtriers de ceux qui les défendent ». *Ibid.*, p. 194.

<sup>2</sup> Il s'agit de rester en contact avec « ceux qui partent », malgré les déplacements multiples qu'ils subissent. Après une longue discussion, il est finalement décidé qu'envoyer des lettres aux secrétaires des bourses serait impossible : « Voyez-vous les secrétaires des bourses, au moment du départ de la classe envoyer cinq à six mille lettres et faire entrer les jeunes gens en relation avec la bourse de la localité où ils seront en garnison ? » À cause des conditions de répression particulièrement dures à la caserne, les congressistes s'entendent pour donner non pas une médaille mais une pièce de monnaie qui aura le titre de la pièce de monnaie des syndiqués. *Ibid.*, p. 85.

<sup>3</sup> *Compte rendu du dixième congrès national des bourses du travail*, tenu à Alger en 1902, p. 18-19.

<sup>4</sup> La circulaire du général André interdit l'accès des militaires en uniforme aux bourses. Dejeante est chargé de l'interpoler à la chambre à ce sujet.

<sup>5</sup> Deux résolutions concluent la discussion : « Au nom de la liberté, qui en marge des décisions des congrès, doit être laissée à la fédération des bourses elle-même, le congrès laisse au comité fédéral le soin de décider s'il peut et s'il doit éditer une brochure de propagande antimilitariste » signé Perpignan. « Le congrès engage les Bourses à faire de la propagande antimilitariste par tous les moyens et sous toutes les formes en leur laissant leur autonomie » signé : Constantine, Dijon, Bourges, Nice, Chateauroux, Rennes, Fougères. *Ibid.*, p. 19.

Sou du Soldat. Il faudra attendre une dizaine d'années pour que le Sou du Soldat connaisse un véritable succès<sup>1</sup>. Ainsi les thèmes humanistes, remodelés par les diverses expressions de la culture ouvrière ont-ils conduit les jeunes à diriger leur révolte contre l'armée. Certes, les conditions qui leur sont faites à la caserne contribuent grandement à les détourner d'un patriotisme qu'on leur impose. Pourtant il y a plus dans leur revendication de justice, dans leur antimilitarisme presque forcené, plus que la simple réaction à une situation donnée. Le déploiement d'une presse spécialisée rend mieux compte des griefs qu'ils ont à l'endroit de la société bourgeoise que tous les discours qu'on leur attribue. Nous en présenterons ici les principaux éléments.

## **B – LA PRESSE ANTIMILITARISTE**

[Retour au sommaire](#)

Bien que toutes les publications des jeunes traitent d'antimilitarisme, certaines d'entre elles sont exclusivement consacrées à ce thème. D'abord entremêlées, les questions de la lutte antimilitariste, de la solidarité internationale et du socialisme alimentent les pages de leurs nombreuses publications déjà en 1890<sup>2</sup> et annoncent la thématique de la future décennie de bien des façons.

C'est au cours des années qui suivent (1900 à 1907) que l'argumentation antimilitariste devient la préoccupation particulière de la jeunesse et le facteur essentiel de la survie des groupes. Confrontés aux partis socialistes pour les uns, à la place béante laissée par le reflux de l'anarchisme pour les autres, les groupes comprennent plus que jamais après l'affaire Dreyfus la nécessité de se doter d'une plate-forme commune à tous. La presse des jeunes devient le lieu d'élaboration privilégié de ce programme.

Deux périodiques surtout s'attèlent à développer la thématique de la jeunesse antimilitariste. La régularité de leur parution, même si elle est limitée dans le temps, et leur audience nationale font du *Conscrit* et du *Piouiou de l'Yonne* de véritables porte-drapeaux de la conscience de la jeunesse ; l'antimilitarisme en 1900 est l'affaire de toutes les jeunes, qui veulent s'unifier sous sa bannière. On les analysera séparément car leur évolution diffère.

---

<sup>1</sup> C'est en 1912 au moment du vote de la loi de trois ans que l'institution se fait menaçante et inquiète les pouvoirs publics. La police, sur demande du ministère de l'Intérieur, consacre à partir de 1912 et jusqu'à la guerre un rapport annuel d'une quarantaine de pages sur « l'évolution de cette organisation ».

<sup>2</sup> On se souvient des thèmes du *Devenir Social* (1895-1898), des deux *Jeunesse Socialiste* (de 1895 et 1899) et même de *L'Idéal Socialiste* (1888). Certes ça et là paraissaient un brûlot, un pamphlet, une feuille intitulées *Le Drapeau Rouge* (1892), *Le Conscrit* (1892), *La Jeune Garde Révolutionnaire* (1898).

*Le Conscrit* se présente d'abord comme « l'organe annuel de tous les conscrits ». Bulletin de liaison des soldats, il veut procurer réconfort et soutien à ceux qui partent au régiment. Sa large distribution au moment du départ de la classe en fait un événement national.

Le contenu du message antimilitariste est plus diffus. Objet de compromis constants passés entre les différents groupes qui assurent la rédaction, *Le Conscrit* développe diverses appréciations de l'armée, tour à tour instrument de la bourgeoisie pour réprimer le prolétariat, briser les grèves ou pour encaserner la jeunesse afin de l'empêcher de se révolter. « La bourgeoisie, jadis révolutionnaire s'oppose aujourd'hui au reste de la société. Pour établir et maintenir sa domination, elle a méthodiquement organisé et intensifié tous les jours, sous une forme jusqu'ici inconnue de l'histoire, une force dont le prétexte avoué est la défense du territoire et dont la raison d'être est la sauvegarde de ses intérêts : l'armée permanente basée sur l'obligation de service pour tous »<sup>1</sup>.

Ainsi le capitalisme n'entretient pas des armées permanentes pour faire la guerre, « car toutes les sociétés à forme de production capitaliste sont soudées les unes aux autres », mais parce qu'elles sont « un moyen puissant pour empêcher les exploités de sentir eux aussi, la communauté, d'intérêt qui les lie, par delà les frontières ». S'entretenant pour le plus grand plaisir des exploités, les ouvriers, « ces éternels ennemis de l'ordre », ne peuvent être tenus en bride que par une armée. Pour preuve : « les casernes sont moins situées aux points stratégiques, désignés par le souci d'une sérieuse défense nationale qu'à l'entrée des faubourgs, pour tirer sur la canaille ». L'auteur anonyme de cet article rappelle aux citoyens le souvenir qu'ont laissé les armées à Paris. Son accent, très Second Empire se fait émouvant il conclut élégamment son long article par une citation de Michelet sur le soldat « Ce vrai paria de l'Ancien Régime, si maltraité par les nobles, est recueilli par le peuple. Et qu'est-il sous l'uniforme, sinon le peuple lui-même ? Deux forces se sont retrouvées : le soldat et le citoyen, deux enfants d'une même mère »<sup>2</sup>.

Foncièrement hostile aux intérêts mêmes de la nation, la bourgeoisie doit être éliminée. *Le Conscrit* reprend le thème des campagnes socialistes : la bourgeoisie au pouvoir se targue d'un nationalisme de façade ; seul le socialisme scientifiquement établi peut répondre aux besoins nés des exigences modernes de la démocratie. Il reconnaît donc la « nécessité pour les peuples de se maintenir sur la défensive » mais conteste à la bourgeoisie le pouvoir de leur assurer une vraie défense nationale. C'est pourquoi *Le Conscrit* endosse les solutions préconisées par le blanquiste Vaillant.

---

<sup>1</sup> *Le Conscrit*, n° 1, janvier 1900, p. 1.

<sup>2</sup> Michelet, *Histoire de la révolution*, cité par *Le Conscrit*, n° 1, p. 2.

Appuyant le vœu déposé par ce dernier au congrès international de La Haye, *Le Conscrit* avance une argumentation répondant aux éventuels détracteurs des armées permanentes : « Il est hors de doute que les nationalités ne se sont pas constituées par l'effet du simple hasard ; que les affinités particulières ont contribué à l'économie générale des gouvernements existants... Nous n'avons du reste jamais exprimé d'autre opinion et notre propagande de l'armement général du peuple pour la défense du territoire, défense corrélative de celle des libertés acquises est suffisamment expressive par elle-même pour qu'il soit inutile d'insister sur la nécessité où se trouvent les peuples de se maintenir en état de défensive contre les incursions du dehors ».

Mais « la défense nationale est-elle mieux assurée par les armées permanentes actuelles qu'elle ne le serait par l'armement général du peuple ? » Il s'applique alors à démontrer, à l'aide d'exemples fournis par l'histoire, que « l'expérience » a prouvé « l'impuissance des armées permanentes ». Archaïques par rapport à la « mission imposée par les gouvernements modernes », ces armées ont failli à leur tâche, aussi bien dans la Rome républicaine que pour sauver la France de la Révolution de 1789. Plus que jamais inutiles, elles s'avèrent complètement dépassées quand il s'agit de luttes d'indépendance nationale. Pour preuve, la lutte du petit peuple cubain contre le monstre espagnol pour arracher son indépendance. Ainsi « la bourgeoisie connaît l'impuissance de l'armée permanente à défendre le pays ». Alors pourquoi continue-t-elle d'imposer au peuple cette constante saignée ? Pourquoi ne se résout-elle pas à admettre la nécessité moderne de l'armement général du peuple comme seule solution pour une défense nationale efficace ? Outre « la mauvaiseté de la bourgeoisie », évidente ici, *Le Conscrit* a une autre explication. « L'armée nationale, par la conscription obligatoire ne signifie rien d'autre qu'une carte blanche donnée à l'autorité militaire pour établir la discipline sur les jeunes ». Cet édifice « d'un autre âge » n'est maintenu que parce que « les peuples ont encore entre eux des haines, des préjugés, des rancunes, des ambitions qui naissent de leur développement économique »<sup>1</sup>. L'auteur ne voit pas pourquoi la France n'imiterait pas la Suisse, la Grande-Bretagne ou les États-Unis qui eux, n'ont pas besoin d'armée de conscription. Par un savant calcul, il prévoit « qu'on économiserait pas moins de 850 millions de francs par an » si on supprimait l'armée ; en outre, l'avantage des indices nationaux est de promouvoir vraiment l'égalité « C'est l'idée de grade/devoir qui est substituée à l'idée monarchique du grade/récompense ». Envisageant l'armée à partir du point de vue des principaux concernés, *Le Conscrit* préfère que toutes les classes d'âge soient mobilisées pour assurer la défense nationale. Mais comme seuls les jeunes sont touchés par l'armée de conscription, *Le Conscrit* leur fait prendre conscience que pour arriver à des « solutions » équitables pour eux aussi, un changement radical est nécessaire. L'analyse du militarisme conduit alors à envisager des propositions de

---

<sup>1</sup> *Le Conscrit*, n° 2, janvier 1901, p. 1.

transformation de la société. Bien qu'hésitant entre différentes « solutions » *Le Conscriit* propose une ligne générale de conduite aux jeunes.

La solidarité avec le prolétariat, si elle est essentielle, est assortie de recommandations qui font des jeunes le ferment de sa révolte. Dans son éditorial, la rédaction souligne l'aspect ridicule, s'il n'était sinistre, de l'aliénation du prolétariat qui « fortifie son adversaire et se maintient sous le joug : les prolétaires eux-mêmes, pendant trois ans montent la garde autour de l'édifice social que leur classe doit détruire ». Victimes de « l'éducation menteuse » qu'ils ont reçue, les prolétaires ne peuvent se révolter. C'est pourquoi il revient à la jeunesse d'éveiller leurs consciences : « Ainsi éclairés, les prolétaires se pénétreront de cette idée qu'ils sont solidaires de toutes les revendications sociales de leur classe, que jamais la force mise entre leurs mains ne doit servir à combattre ces revendications... qu'ils ne doivent pas disposer de la vie de leurs semblables et tout en s'abstenant des révoltes individuelles, stériles, être l'instrument de leur propre suicide ».

La solidarité des jeunes encasernés avec le mouvement ouvrier est vitale. Elle permet aux groupes de montrer aux partis l'importance du rôle de la jeunesse dans l'avènement d'une conscience de classe parmi les soldats. C'est la première grande action du *Conscriit* : prouver, démontrer, illustrer par tous les moyens le caractère pervers et profondément réactionnaire de la bourgeoisie et de son armée. Les textes de Tolstoï et de Mirabeau soulignent l'illogisme de l'armée – « Pourquoi ce qui est considéré comme le plus vil et le plus sauvage, tuer son semblable, devient-il soudain méritoire et digne de récompense et de médailles ? » – et côtoient ceux de Thiers. La critique décapante, y est largement utilisée pour décrire le quotidien de la caserne. On apprend que l'hygiène à l'armée est des plus douteuse : on meurt fréquemment de tuberculose ou de syphilis ; quant à l'alcoolisme, c'est un mal endémique, encouragé<sup>1</sup>. L'instruction y est des plus restreintes<sup>2</sup> ; sous couvert d'éducation, on y déforme le jugement des jeunes gens. Pour ce qui est de la justice, elle est sommaire et on conseille aux pioupious la vigilance. Le sombre tableau des « galonnés » torturant des soldats « à leur aise », est imposant<sup>3</sup>. Les conseils de discipline sont le comble de l'arbitraire et doivent être soigneusement évités, car l'égalité n'est qu'un vain mot ; selon qu'on est galonné ou non, on écope de peines différentes<sup>4</sup>.

À ces petites misères s'ajoutent celles plus graves qui rendent la vie à la caserne franchement insupportable. Ainsi demande-t-on « après l'agitation antimilitariste de ces dernières années », la suppression de l'article 47 de la loi

---

<sup>1</sup> « L'hygiène à l'armée », *ibid.*, p. 2.

<sup>2</sup> « L'école socialiste », *ibid.*, p. 4.

<sup>3</sup> « Ce qui vous attend », *Le Conscriit*, n° 3, janvier 1902, p. 3.

<sup>4</sup> « Conseils de discipline », « L'égalité à la caserne », *ibid.*, p. 3-46.

militaire de 1889 qui institue « le Rabiote ». Cette nouvelle iniquité institue une double peine aux soldats qui auraient commis l'erreur de séjourner en prison ; ils devront effectuer un temps supplémentaire à l'armée, équivalent aux jours de prison ou de cellule déjà effectués. « Il est évident que l'individu même coupable ne peut être frappé deux fois pour le même fait. Mais l'idée de justice n'est qu'un mot creux dans la bouche des républicains bourgeois et de leurs alliés ». L'antimilitarisme déclaré des jeunes met à jour les combinaisons qui rendent les exactions de l'armée insupportables. Aux bagnes militaires (Biribi), à la vie précaire dans les casernes s'ajoutent les atrocités commises durant les guerres coloniales et l'utilisation répétée des troupes contre les grévistes. Les jeunes font de l'antimilitarisme une affaire de salut public.

Ces trois numéros du *Conscrit* sont donc tous tournés d'abord et avant tout contre l'armée bourgeoise et le militarisme oppressif. Hormis deux articles intitulés « La guerre » où il est question de l'horreur qu'elle provoque et de l'égoïsme et de l'individualisme où elle puise son origine, il n'est pas encore question de lutter effectivement contre elle. Le lien entre l'armée et son utilisation dans la guerre est rarement établi ou n'est mentionné que comme une éventualité, certes probable, mais lointaine. Le « pillage colonial » alimente des articles moralisateurs et les tentatives de concertation internationale qui ont lieu sous l'égide de Nicolas II à La Haye ne suscitent que railleries. Ainsi opprimé, écrasé par la toute-puissance des moyens mis en œuvre pour le bâillonner, le jeune conscrit n'a pas beaucoup de façons de résister. La première leçon qu'il apprend du *Conscrit*, c'est la prise de conscience : « Nous ne te demandons ni l'indiscipline ni la désertion... la révolte individuelle est stérile, elle prive une cause de ses militants les plus braves et légitime la répression. Camarade, nous voulons seulement que ta conscience se soit éveillée, que tu saches, afin que tu ne sois plus l'instrument ignorant et passif que l'on emploie » <sup>1</sup>.

L'affirmation de cette conscience nouvelle que la jeunesse a d'être utilisée à des fins mauvaises la conduit à faire bloc contre l'armée.

L'antimilitarisme du *Conscrit* est un mode d'être qu'une certaine jeunesse découvre en 1900. « Il faut que l'on sache que toute la jeunesse a conclu un pacte de solidarité et qui en frappe un seul membre, les frappe tous » <sup>2</sup>.

Mouvement puissant qui lie toute la jeunesse secouée par ce fléau qu'est l'armée et qui trouve dans la classe ouvrière son alliée, l'antimilitarisme devient la conscience de classe de la jeunesse. Les jeunes se donnent avec *Le Conscrit* une dignité. En établissant un solide réseau entre les soldats conscients de leurs devoirs, *Le Conscrit* et les jeunes socialistes adoucissent

---

<sup>1</sup> « L'année et la défense nationale », *ibid.*, n° 2, p. 1.

<sup>2</sup> « À la jeunesse », Union fédérative des jeunes. Tract du 13 novembre 1900, Ba 1489.

les maux de la caserne, rendent plus supportable leur séjour de trois ans à l'armée. « Pars et reviens-nous » dit l'article, tandis que la liste indiquant les adresses des bourses du travail et des jeunesses accueillant les soldats en leur fournissant assistance et secours, clôture les livraisons du *Conscrit*.

Par ce réseau, tissé avant mais aussi pendant son séjour à la caserne, le soldat augmente ses chances d'en sortir indemne. En outre, le *Conscrit* incite les soldats à gagner l'armée au socialisme « car c'est pour le prolétariat, rapprochée à la toucher, l'heure de la révolution émancipatrice »<sup>1</sup>. Par un dur et patient travail de recrutement, l'armée si elle ne peut être complètement conquise « à la cause », peut du moins être grignotée. « Alors la bourgeoisie verra cette force, de servante se transformer en ennemie. Les armes qu'elle nous a données, nous les retournerons contre elle ! »

Instrument de résistance, *Le Conscrit* se fait aussi outil de libération. Œuvre des groupes de JS, *Le Conscrit* hésite quant aux mesures précises à prendre par les soldats, leur conseillant la vigilance. Il préconise néanmoins une critique radicale de l'armée de classe.

*Le Pioupiou de l'Yonne* quant à lui, tente un syncrétisme, qui bien que de courte durée, le portera au sommet de la gloire : l'antimilitarisme est plus qu'un mode de vie, c'est une appréhension globale de la société par des jeunes qui s'engagent dans l'action politique pour le critiquer. « Nous allons donc voir paraître un nouveau numéro du *Pioupiou de l'Yonne*, moniteur quasi officiel de l'indiscipline et organe spécial de l'embauchage »<sup>2</sup>.

### ***Le Pioupiou de l'Yonne***

Le premier numéro qui paraît en 1901 est prudent. La première page s'ouvre sur un article très pondéré : « Conscrit, réfléchis ; ne t'enthousiasmes pas, car tu vas pouvoir juger de ce qui t'attend au régiment, dans cette « nouvelle famille » dont on t'a entretenu si souvent »<sup>3</sup>. On le rassure : « ... qui sommes-nous ? Des jeunes gens comme toi, conscrits ou soldats, ayant réfléchi et voulant te faire part de leurs réflexions. Que voulons-nous ? T'instruire sur tes devoirs à la caserne, te mettre en garde contre de redoutables erreurs, excusables pour qui n'est pas averti... Mais nous t'avertissons que nos histoires les plus folles cachent une idée, une flèche, un argument contre la caserne ». Jeunes, embarqués dans cette galère qu'est la caserne, ils ont besoin de tous les appuis. Puisqu'il est toujours question de famille quand on parle de l'armée, *Le Pioupiou de l'Yonne* commence par détruire ce mythe. Les mères ne peuvent

---

<sup>1</sup> *Le Socialiste*, du 29 mars au 5 avril 1903.

<sup>2</sup> *L'écho de Saône et Loire*, jeudi 3 octobre 1901, p. 1, première colonne.

<sup>3</sup> Signé « La rédaction », cet article ouvre la première page du *Pioupiou*, première année, n° 1, 1901.

rester insensibles quand on leur prend leurs fils. « Femmes du Peuple... vous devez avoir la première place car vous parlez au nom de la nature » ; nature profondément antimilitariste, il va sans dire, car « pour remplir cette grande mission, il suffit d'avoir du cœur, d'être véritablement mère. Et vous n'êtes point dénaturées, que nous sachions ».

Cette tirade, qu'on trouverait bien maladroite aujourd'hui parce que faisant appel au présumé instinct maternel de toutes les femmes, est pourtant bien intentionnée : « Si cent mille mères courageuses faisaient ainsi leur devoir (dire non à la caserne) peut-être qu'on finirait par les entendre. N'a-t-on pas vu des mères italiennes se jeter en masse devant les trains qui emmenaient leurs fils au massacre, à la mort certaine, au loin en Abyssinie »<sup>1</sup>. Même les maîtresses sont prises à partie dans des récits piquants, véritables épopées romanesques. Adressé à Mademoiselle Alphonsine D., le récit relate le désespoir de cette gentille ouvrière Marthe, devant « l'odieuse marâtre mère-patrie » qui lui a ravi son fiancé, Henri. Quand voulant le venger, elle est prête à étrangler « l'odieux soudard » responsable de son malheur, elle réagit et lâche sa victime : « Non, dit-elle, je veux que tu vives, je veux que tu continues ton œuvre infernale, car si tu fais des martyrs, peut-être aussi feras-tu des révoltés dont un jour le flot grossissant engloutira à tout jamais nos casernes infâmes »<sup>2</sup>.

Le Pioupiou de l'Yonne sait trouver le ton, passionné mais pas misérabiliste, vengeur et attendri pour parler de ce qui touche les soldats. Il sait être concret et trouver les arguments qui portent. Reprenant les thèmes de la caserne, lieu d'avilissement suprême et d'injustice, Le Pioupiou de l'Yonne utilise lettres intimes et essais romanesques pour rendre sa démonstration plus imagée. À la caserne, s'ils ne sont pas atteints de syphilis ou d'autres maladies vénériennes, les conscrits ne bénéficient pas de l'hygiène élémentaire. Quant aux considérations humanitaires, elles n'existent tout simplement plus face à la justice sommaire que l'armée pratique. Le scandale des bagnes militaires, dont Biribi symbolise l'existence, éclate grâce à de nombreux romans et pamphlets que Le Pioupiou de l'Yonne diffuse<sup>3</sup>.

Relater les expériences des pioupiou à la caserne permet d'établir le relais de la solidarité entre jeunes. Les lettres de soldats, les histoires vraies qu'ils envoient au *Pioupiou de l'Yonne* attestent de l'intérêt qu'ils lui accordent. Un exemple d'histoire vraie est donné par A. Jovert, conscrit de la classe 1899, ex-musicien au 4<sup>e</sup> de ligne, intitulée Marcellin Robichon. Il raconte comment son camarade Marcellin, à cause de la négligence du médecin de la caserne, avait

<sup>1</sup> *Le Pioupiou de l'Yonne*, n° 2, 1902, p. 1.

<sup>2</sup> « Pour venger l'amant » est signé Adhéric Derbault, *ibid.*, p. 2, (un quart de page).

<sup>3</sup> Publié en feuilleton le « Biribi » de Georges Darien occupe une place importante dans le numéro 2 (dernier tiers de la double page centrale 3 et 4) tandis que Charles Vallier occupe la moitié de la page 4 avec les « Bagnes militaires », *ibid.*

vu sa fièvre typhoïde dégénérer en typhus et finalement en mourir. « Comme moralité à ce simple mais véridique récit, je dois déclarer que le médecin-major, auteur responsable de la mort de Marcellin... fut récompensé selon ses mérites. On lui confia un commandement supérieur dans le service médical lors de l'expédition de Madagascar... » Les variations autour de ces thèmes se succèdent sur un ton dramatique mais aussi gouailleur. René Mouton, raconte comment, par « une belle journée de mai », lui et son ami Lucien se sont fait huer par la foule, venue acclamer « le prince de la gale », en visite, Place de la Concorde ; à l'instar de Boris Vian dans la chanson, ils avaient tout simplement « oublié de se découvrir devant le drapeau cher à Bazaine et à Déroulède, le chiffon encore tout sanglant de 71, de Fourmies et de la Martinique... Moralité, il faut être contre la musique militaire, car c'est elle qui fait supporter aux soldats leurs misères, remède fictif à leurs souffrances ».

À ces récits s'ajoutent des tableaux, brossés de façon fort « réaliste » à l'aide de statistiques ; plus légers, mais non moins tragiques, des poèmes complètent le tout. Un poème de Luc intitulé « La Patrie » raille les petits soldats en uniforme dans des termes lyriques s'ils n'étaient tristes ; un extrait significatif de la brochure *Libre Examen* de Paraf-Javal conteste la notion de patrie. L'image même du cataclysme provoqué par la guerre est présentée sous la forme de la description d'un « Village après la bataille », passage tiré du roman populaire *Sous la casaque* de Dubois-Dessaule<sup>1</sup>. Enfin une lettre anonyme de « deux soldats patriotes » achève le portrait : la guerre développe les plus abominables instincts de l'homme : la cupidité, le vol, le meurtre.

Pour la première fois dans une publication des JS est développé le thème de la lutte contre la guerre. Non pas qu'elle soit entrevue comme imminente ; la guerre est plutôt appréhendée comme le comble de la barbarie auquel le capitalisme mène. Au confluent de la tradition anarchiste d'antipatriotisme mais aussi des critiques socialistes de l'armée et de la guerre, l'antimilitarisme du *Piouiou de l'Yonne* devient menaçant parce que développé comme le fait des jeunes. La réponse des conscrits doit être à la mesure de la réalité décrite. L'arsenal des mesures proposées par *Le Piouiou de l'Yonne* est impressionnant. L'insoumission et la désertion figurent en tête des solutions proposées mais ne sont pas les seules. Le conscrit peut aussi retourner ses armes contre ses chefs, ou encore pratiquer l'infiltration socialiste de l'armée. La complexité des situations entraîne la diversité des solutions proposées. On est loin de la doctrine unique et partisane. L'antimilitarisme du *Piouiou de l'Yonne* se module au gré des situations effectivement rencontrées par les conscrits.

Leur révolte n'est pas seulement encouragée, elle est légitimée par *Le Piouiou de l'Yonne*. Devant les atrocités commises par l'armée et la guerre,

---

<sup>1</sup> Paris, Stock, 1899.

« la vengeance des pioupious » n'est que légitime : « Visez, tuez sans pitié celui qui ordonnera le meurtre, quel que soit le nombre de ses galons ! Ainsi vous resterez des hommes et ferez votre devoir » conseille J. Bertrand <sup>1</sup>. Ils sont en droit de refuser d'effectuer n'importe quelle manœuvre ou commandement. Ils savent désormais qu'ils détiennent une arme d'intimidation de premier ordre. Ils peuvent ainsi retourner leurs balles contre leurs officiers ; comme ce fut le cas pour le colonel Calvel du 90<sup>e</sup> de ligne qui « au cours d'une marche-manœuvre, fut désagréablement impressionné par le sifflement de balles qui lui passaient tout près de l'oreille ». Par dessus tout, ils ne tireront pas sur « leurs familles ». L'appel à la solidarité de classe des « encasernés » justifie leur refus d'obéir qui devient, si les anciens » du 38<sup>e</sup> de ligne, « prouve qu'il est possible de faire échec à la hiérarchie quand on est résolu ». Car *Le Pioupiou de l'Yonne* n'oublie pas ce qui s'est passé à Fourmies, preuve typique de l'ignominie de l'armée <sup>2</sup>. Ces exemples ont tous un but pédagogique évident. Repris et abondamment commentés dans les trois premiers numéros, ils conduisent les soldats à la réflexion, première étape vers la conscience, une conscience de classe.

Jean Lorris adresse à M. le général André, « ministre de la guerre qui n'aime point l'Internationale et ne veut pas la révolution du Peuple pour la justice et la liberté », le récit d'une « Journée révolutionnaire ». « Au moment de crier feu ! une voix nette, impérative avait retenti dans les rangs qui interrompit celle du capitaine. Crosse en l'air ! C'était un paysan bourguignon, sans grade ni galon, qui n'avait écouté que la voix de sa conscience ». Il raconte comment des soldats passent outre les recommandations insistantes de leurs chefs : « ... on les avait avertis que ces émeutiers contre lesquels on les mobilisait étaient d'abominables scélérats qui voulaient l'organisation du vol et de la rapine... Dans leurs cerveaux façonnés par la discipline, les pauvres gars avaient gravé ces paroles et ils étaient prêts à tenir tête aux ouvriers rebelles ». Mais devant l'évidence du mensonge, ils rejoignent les travailleurs qui s'étaient dressés « pour la justice et la liberté ». Spontanément, ces soldats refusent de tirer sur leurs frères de classe ; la lutte antimilitariste est le simple résultat de la solidarité ouvrière. En la manifestant, *Le Pioupiou de l'Yonne* peut empêcher que des cas désespérés, comme celui de ce pioupiou qui a été acculé au suicide dans l'Yonne, ne se reproduisent : « Nous ne nous laisserons pas de répéter à nos jeunes camarades, proclame G. Hervé, qu'avant d'en arriver à une extrémité pareille, ils ont le devoir de se plaindre des vexations des gradés » <sup>3</sup>. Les soldats doivent connaître leurs droits, et surtout ne pas avoir peur de les exercer. Avertir la presse est primordial : « Car la crainte de la presse, et surtout de la presse démocratique, est pour la gent galonnée et empanachée le

---

<sup>1</sup> « Aux soldats », *Le Pioupiou de l'Yonne*, n° 2, p. 2.

<sup>2</sup> « L'armée française à Fourmies » de H. Rainaldy, p. 3. (4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> colonne), relate les méfaits de l'armée contre les grévistes. *Ibid.*

<sup>3</sup> « Le suicide d'un pioupiou de l'Yonne », p. 8, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> colonne. *Ibid.*

commencement de la sagesse et de l'humanité ». Ayant rompu l'isolement et la culpabilisation dans lesquels on s'efforce de les tenir, les pioupiou n'ont plus rien à craindre. Ils doivent résister à « l'exploitateur, en guerre contre ceux qu'il emploie, et qui ne pourra en aucun cas compter sur leur concours »<sup>1</sup>. Pour cela, ils ont une arme qu'il est urgent d'exploiter. Lacune dans l'arsenal des moyens employés par le socialisme pour contrer les sombres dessins de la bourgeoisie, « négligée jusque-là parce que trop ardue, l'organisation socialiste des soldats à la caserne » est désormais possible grâce aux jeunesses socialistes. Cheval de Troie socialiste, les JS sont le poison au cœur même de l'institution militaire. Elles accomplissent la tâche la plus noble qui soit, qui est celle de redonner une dignité humaine aux encasernés ; qui plus est, elle leur donne la possibilité de résister aux œuvres charitables des cléricaux et à celles des bourgeois qui embrigadent. Ce recrutement a en outre l'avantage de fournir une assise solide aux socialistes. Même si on ne savait pas à quelle fraction du socialisme il profiterait, le fait est que toutes auraient intérêt à propager l'idée<sup>2</sup>.

Les fractions socialistes et les bourses du travail sont les recours naturels du soldat, « fils du Peuple » avant tout. « N'allez point traîner dans les cabarets, user votre corps et votre intelligence, ne restez pas non plus dans la morne chambrée, obscure et froide, où l'ennui ronge les plus forts, demandez bien plutôt où se trouve la bourse du travail ou bien le groupe socialiste et allez-y. Vous y serez bien reçus »<sup>3</sup>. L'antimilitarisme est le moyen de répandre « l'idée socialiste », seule apte à changer la société dans ses fondements.

Cette dernière forme de résistance à l'institution pour la subvertir est plus subtile que les précédentes mais aussi plus neuve. Seule l'existence des JS permet au slogan socialiste de pénétrer dans l'armée. *Le Pioupiou de l'Yonne*, par la voix de son gérant Georges Thomas, le déclare sans ambages. « Les JS ont la certitude d'avoir créé un état de fait sans précédent dans l'histoire : ... conscrits, grâce à nos efforts, bourgeois et curés ne sont plus seuls à assaillir de leurs bêtises chauvinistes le cerveau des conscrits qu'ils veulent tourner contre la classe ouvrière. Par l'organisation de la jeunesse, l'idée socialiste intervient et montre à ses futurs soldats, que lutter contre le prolétariat serait lutter contre eux-mêmes au seul profit de leurs ennemis ».

Par leur acharnement à refuser l'armée, les JS ont réussi à démonter le mécanisme même de la loi militaire de 1889. Loin d'être égalitaire comme elle le prétend, elle reflète les inégalités de classe. La bourgeoisie le sait qui a institué tout un système de dispenses « pour soustraire comme Loubet ses

---

<sup>1</sup> « Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, secrétaire-général, 35, rue Pastourelle – Nos conseils – », *ibid.*, p. 2, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> colonne.

<sup>2</sup> *Le Pioupiou de l'Yonne*, « L'infiltration socialiste », n<sup>o</sup> 6, troisième année, quatrième trimestre, 1903.

<sup>3</sup> *Le Pioupiou de l'Yonne*, « À ceux qui vont partir », n<sup>o</sup> 8, quatrième année, 1<sup>er</sup> novembre 1904.

rejetons à la pourriture de la caserne ». Les JS ne sont pas dupes : *Le Pioupiou de l'Yonne* dressera l'inventaire des diplômés de l'enseignement supérieur qui ont échappé au service à Rouen, Fécamp et partout en France <sup>1</sup>.

Aussi est-ce avec un certain sens de la continuité que *Le Pioupiou de l'Yonne* annonce la réforme militaire de 1905 <sup>2</sup>. Dénonçant les « déclarations hypocrites de nos gouvernants sur le désarmement général et la paix universelle », l'auteur assure que c'est « pour calmer notre impatience » que la réforme militaire portant le service militaire à deux ans est promulguée. Les jeunes lucides se réjouissent mais restent vigilantes : « Si nous voulons la fin, nous acceptons aussi les moyens : à la propagande par la parole qui a pu suffire jusqu'à présent, nous ajouterons s'il le faut la propagande par le fait ».

Convaincues qu'elles tiennent une place importante dans le développement d'une conscience antimilitariste en France, les JS s'attribuent le crédit de l'amélioration de la loi militaire. Encouragées par ce franc succès, elles se radicalisent d'autant plus. Cherchant à transformer leur propre condition à l'armée, mais aussi à proposer une formule révolutionnaire, elles s'associent avec les tendances les plus radicales du mouvement socialiste et ouvrier pour développer un véritable réseau de subversion des soldats. Un tel programme doit s'appuyer sur une véritable organisation de jeunesse. Examinons maintenant la nature de l'action et de l'organisation antimilitariste de la jeunesse.

---

<sup>1</sup> « Le cloaque » de Urbain Gohier, *ibid.*, p. 2.

<sup>2</sup> *Le Pioupiou de l'Yonne*, n° 9, cinquième année, 1<sup>er</sup> mai 1905.

## CHAPITRE XI

### L'ACTION ANTIMILITARISTE DES JEUNESSES (1902-1909)

[Retour au sommaire](#)

L'antimilitarisme, en devenant la forme privilégiée de l'action politique des jeunes, transforme les structures même de leur organisation et les modes de leur fonctionnement. En concentrant leur révolte sur la question de l'armée, les groupes de jeunesse prennent conscience d'agir sur un registre plus large, tout en étant les acteurs d'une résistance particulière et précise. Ils perçoivent alors l'importance de l'armée dans la constitution de la nation et articulent pour la première fois une forme d'action politique étonnamment moderne, celle du mouvement *ad hoc*, ou *Single Issue Movement* <sup>1</sup>

Ainsi, alors que le recrutement fait appel plus systématiquement à l'ensemble de la jeunesse, le point d'impact de l'action antimilitariste est plus précis et défini. Contrecarrer les mesures disciplinaires de l'armée à l'égard des jeunes équivaut à lutter contre la hiérarchie et à imposer le respect de l'être humain, même s'il est jeune ; maintenir les anciennes solidarités et en développer de nouvelles, tel est le programme minimum des jeunes antimilitaristes.

Conscientes du pouvoir virtuel de résistance qu'elles peuvent développer dans toute la jeunesse, les jeunes antimilitaristes cherchent alors à s'émanciper des anciennes tutelles et des vieux carcans partisans. Elles visent à constituer de nouveaux réseaux générés par l'action directe. Ayant supprimé les médiations encombrantes, les jeunes antimilitaristes peuvent désormais se livrer à l'application de leur programme. Elles se dotent de nouvelles formes d'organisation, adaptées à leurs objectifs, les ligues, et déploient un type d'action plus radical qui culmine avec les mutineries de 1907. Le processus qui conduit les jeunes socialistes (JS) à cette radicalisation est ici décrit et

---

<sup>1</sup> Célébré dans les années 60-70 comme un mouvement *ad hoc*, ponctuel (lutte pour l'avortement par exemple).

analysé. Un événement particulièrement explicite, la grève des mineurs du Creusot, illustre le début de l'évolution particulière de certaines jeunesses.

## **A – SOLIDARITÉ AVEC LES MINEURS : SOLDATS ET GRÉVISTES CONTRE LES PATRONS À MONTCEAU-LES-MINES**

[Retour au sommaire](#)

La vision de l'armée comme instrument de classe du capitalisme contre la classe ouvrière prend toute sa dimension avec les événements du Creusot et de Montceau-les-Mines.

Les crises de restructuration des mines et de la métallurgie de cette région entraînent des réductions importantes des effectifs ouvriers et un arrêt de l'embauche qui touche plus particulièrement encore les jeunes. La réponse spontanée des ouvriers est de faire grève dans un mouvement d'une rare ampleur. Syndicats et partis politiques tentent alors de le faire aboutir en orientant leurs revendications sur la conquête du pouvoir politique local<sup>1</sup>. Mais avant, ils se trouvent confrontés à la répression de leur mouvement par l'armée républicaine.

L'envoi de la troupe contre les grévistes va-t-elle provoquer cette solidarité tant espérée entre les soldats et les ouvriers ? Quel est le rôle des jeunesses socialistes révolutionnaires dans cette action ? Quelle place tient *Le Drapeau Rouge* dans l'antimilitarisme qui se développe en Saône-et-Loire ? L'analyse de ce cas présente un double intérêt : d'abord parce que le ministère de l'Intérieur fait état d'un mouvement de solidarité effectif liant la troupe aux ouvriers grévistes ; ensuite parce que l'action des jeunesses socialistes révolutionnaires évolue rapidement de la dépendance du Parti socialiste révolutionnaire à une pratique qui lui est totalement opposée ; se démarquant de la prudence affichée par *Le Conscrit*, *Le Drapeau Rouge* prônera l'insoumission comme réponse des jeunes au service militaire. Une étape supplémentaire est franchie dans le type d'antimilitarisme pratiqué par les jeunesses, qu'il convient ici d'éclairer.

S'il est difficile d'établir des rapports de causalité précis entre un événement (la grève) et un mouvement social (les jeunesses), on peut par contre identifier les corrélations possibles entre les deux. Dans les deux villes du Creusot et de Montceau-les-Mines, des groupes de jeunesse actifs existent, dans l'orbite du

---

<sup>1</sup> La presse socialiste se développe. Au *Socialiste de l'Allier*, s'ajoute *Le Réveil Creusotin* qui deviendra *Le Réveil de Saône-et-Loire*. Elle nous permet de suivre de près cet épisode.

parti socialiste révolutionnaire<sup>1</sup>. Néanmoins cette affiliation officielle abrite une activité antimilitariste qui seule justifie leur existence. « Les JS ont déclaré une guerre ardente et implacable au militarisme. Cette guerre, elles la font avec leurs moyens particuliers, à l'aide d'une méthode nouvelle en France », c'est l'antimilitarisme comme politique. Mais ces dernières doivent respecter le pacte tacite qui fait d'elles « une partie intégrante du prolétariat organisé ». Elles « administreront le contrepoison alors qu'il est encore temps, elles formeront des soldats pour le prolétariat ». L'envoi de la troupe contre les grévistes du Creusot suscite chez elles un mouvement de protestation, certes limité, mais symbolique, symptomatique du vent de révolte qui souffle sur l'armée.

Durant les manifestations de grévistes de juillet 1900, « des soldats du 13<sup>e</sup> de ligne, venus de Nevers ont refusé de charger les manifestants ». De même, des soldats du 16<sup>e</sup> chasseur, amenés au Creusot par train spécial, ont lancé par la portière des bouts de papier portant comme inscription : « Ne craigniez rien de la troupe, nous sommes avec vous ». « Cet état d'âme, tout nouveau chez les soldats a tellement troublé les autorités que les soldats ne sortent plus qu'escortés de gendarmes »<sup>2</sup>. En septembre, la presse socialiste s'empresse de faire de cet événement l'exemple de l'attitude qu'elle appuie, mais veut nuancer. Des félicitations sont d'abord adressées à la troupe : « les soldats envoyés au Creusot ont fait savoir par tous les moyens aux travailleurs qu'ils se refuseraient à faire contre eux usage des armes que la nation leur met en main pour la défense du territoire. Trente jours de marche forcée ont été infligés à ces troupes rebelles, préalablement mises sous la surveillance de la gendarmerie durant toute l'occupation du Creusot... Envoyons nos félicitations et nos remerciements aux soldats qui sous les drapeaux ne perdent pas leur conscience de classe. Disons-leur qu'ils ont bien mérité du prolétariat »<sup>3</sup>.

Ces félicitations sont aussitôt assorties d'un rappel des tâches normales dévolues aux jeunesses socialistes révolutionnaires comme l'éducation et la propagande socialiste<sup>4</sup>. Mais fortes de leur récente expérience, les jeunesses n'entendent plus s'y cantonner. Dès janvier 1901, Jules Florimont qu'on a déjà vu très actif au sein de la tourbillonnante JS du 18<sup>e</sup>, préconise une orientation plus radicale. Les JS de Montceau et de Saint-Vallier, devraient organiser

---

<sup>1</sup> Ils sont représentés aux trois congrès d'unification socialiste par des délégués adultes qui attestent d'une étroite coopération entre les deux. *Le Socialiste de l'Allier*, n° 262, dimanche 24 décembre 1899.

<sup>2</sup> Ces propos sont rapportés par *Le Réveil de Saône-et-Loire* qui s'inquiète de la situation, n° 21, dimanche 29 juillet 1900.

<sup>3</sup> *Ibid.*, n° 28, dimanche 19 septembre 1900.

<sup>4</sup> « Nous pouvons être rassurés et satisfaits cette année. Jamais il n° y eut plus que cette fois des meetings, fêtes, réunions organisées pour le départ de la classe. Nos vaillantes jeunesses socialistes ont fait merveille et leur organisation solide et sérieuse dans la Fédération des jeunesses socialistes de France leur a été d'un puissant secours... » *Le Réveil de Saône-et-Loire*, n° 38, dimanche 25 novembre 1900.

l'abstention au tirage au sort : « Il appartenait au Montceau socialiste de donner au prolétariat étonné l'exemple d'une formidable et unanime protestation contre la comédie du tirage au sort et l'absurdité des théories patriotiques ». S'appuyant sur le mouvement de solidarité des conscrits avec les mineurs en grève, Florimont veut capitaliser cette lutte au compte de la jeunesse : « l'acheminement vers le refus de servir a commencé » <sup>1</sup>.

En lui donnant l'ampleur voulue, cette campagne, orchestrée par les six groupes de JS de Saône-et-Loire a pour but la subversion de la troupe. « Les soldats envoyés à Montceau pour terroriser la population ont tous été munis de petits papiers ainsi conçus : les mineurs de Montceau sont en grève. Ils demandent un meilleur salaire. Le gouvernement vous envoie ici pour forcer les ouvriers à céder devant les patrons. Recommencerez-vous, comme à Fourmies, à fusiller le peuple ? Hier vous étiez ouvriers, demain vous le serez encore, l'intérêt des mineurs est le vôtre. Aidez-nous en refusant de vous servir de vos fusils pour massacrer des frères » <sup>2</sup> !

Les conscrits de la région devront donner l'exemple en faisant du tirage au sort une mascarade. Mais, au grand désespoir des jeunesses, « les conscrits, comme des moutons qu'on décore un jour de Mardi gras, les conscrits couverts d'écharpes, de cocardes rouges (ô ironie !) sont allés tirer leur matricule, se numérotant eux-mêmes pour les boucheries prochaines... leur énergie se mesure au degré d'alcool absorbé ! Si la révolution éclatait maintenant, il n'y aurait pas assez de caves pour serrer tous ces braves socialo-anarchistes. Sur toutes ces lâchetés, quelques courageuses abstentions fleurissent d'un éclat plus pur : un camarade de Saint-Vallier et douze de Montceau ont su mettre d'accord leurs actes avec leurs paroles. Il nous plaît de constater qu'ils sont tous de la JS du parti socialiste » <sup>3</sup> ! Dans son émoi, Jules Florimont pensait-il que tous les conscrits auraient suivi ses consignes ? Que les treize militants que comptent les JS de Montceau et Saint-Vallier aient scrupuleusement appliqué la consigne du refus de tirer au sort ne semble guère l'encourager.

Certes la déception de Jules Florimont et des jeunesses se comprend. Ayant tout misé sur la révolte combinée du prolétariat en grève et des soldats-mutins, ils ne comprennent pas que la situation se stabilise sans autre gain que l'élection du mineur Bouveri comme maire de Montceau. Pour montrer leur détermination à poursuivre le combat, ils créent leur propre journal, *Le*

---

<sup>1</sup> S'appuyant sur la proposition du citoyen Urbain Gohier au comité fédéral, il reformule la proposition de ce dernier : « Il y a quelques semaines, je disais aux amis de Montceau qu'il serait profitable à la propagande antimilitariste d'organiser l'abstention au tirage au sort... » *Ibid.*, n° 46, dimanche 20 janvier 1901.

<sup>2</sup> Dans la chronique du *Réveil*, « La grève au jour le jour », on fait état de l'avancement de la propagande antimilitariste. *Ibid.*, n° 47, dimanche 27 janvier 1901.

<sup>3</sup> On ne verra plus d'articles signés de lui dans *Le Réveil de Saône-et-Loire*. « Inconscience ou lâcheté », *ibid.*, n° 49, dimanche 3 février 1901.

*Drapeau Rouge*, le 14 juillet 1901. Son objectif est double. Il est d'abord moral et politique. Puisque les jeunesses ont eu un rôle non négligeable dans les événements de Montceau, elles exerceront les pressions nécessaires pour faire valoir leur position. « Le Drapeau Rouge combattra avec énergie toutes compromissions présentes ou futures du parti socialiste avec la classe des exploitateurs de toutes étiquettes »<sup>1</sup>. Ensuite l'objectif du *Drapeau Rouge* est de faire de l'antimilitarisme un programme global de la jeunesse. Refusant de suivre les consignes que Tanger adresse aux jeunesses dans *Le Réveil*, *Le Drapeau Rouge* se développe en dehors de son orbite<sup>2</sup>.

Véhiculant les thèmes chers aux anarchistes, tels l'anticapitalisme<sup>3</sup>, l'antiparlementarisme<sup>4</sup>, la libération de la femme<sup>5</sup> et la grève générale<sup>6</sup>, *Le Drapeau Rouge* ne se distingue pas beaucoup de ce courant, sinon par le fait qu'il se déclare antimilitariste plutôt qu'anarchiste. Refusant toute forme de compromis avec les socialistes et *a fortiori* la bourgeoisie, *Le Drapeau Rouge* préconise l'insoumission, appelle les jeunesses au refus de servir sans toutefois en faire un pré-requis à l'antimilitarisme. Partisan d'une opposition systématique à l'armée, *Le Drapeau Rouge* prend soin de laisser au libre arbitre de chacun la décision de se présenter ou non pour le service militaire. Fruit de la confrontation entre l'armée et les grévistes, *le Drapeau Rouge* se veut d'abord un organe de liaison assurant le support à tous les antimilitaristes de la région. En ce sens, « les camarades insoumis » trouvent la sympathie et le soutien du *Drapeau Rouge*. Le groupe de Saint-Étienne compte le nombre le plus constant d'insoumis, et ce, bien avant la grève (douze en 1894, treize en 1898, quatorze en 1900 et douze en 1905). Les treize insoumis des JS de Montceau et Saint-Vallier ne sont pas répertoriés dans les registres et pas non plus revendiqués par *Le Drapeau Rouge*. On est donc fort conscient à la rédaction du *Drapeau Rouge* des répercussions policières et politiques des manifestations d'insoumission. Tout en contribuant à légitimer cette forme de contestation de l'armée, *Le Drapeau Rouge* s'avère prudent dans son utilisation. Ce qui n'empêchera pas l'organe républicain du département, *L'Écho de Saône-et-Loire*, d'attribuer aux jeunes le crédit d'une propagande efficace ; ils ont été « les entrepreneurs de la désorganisation militaire... dont les résultats ont dépassé les espérances ». En fait, même discret et certainement marginal, *Le Drapeau Rouge* révèle un mouvement d'ampleur nationale, mouvement de jeunesse pour qui l'antimilitarisme a plus de signification que le socialisme.

<sup>1</sup> *Le Drapeau Rouge*, n° 1, 14 juillet 1901, p. 1.

<sup>2</sup> Pour Tanger, les jeunes doivent faire de l'éducation antimilitariste : « notre organisation de jeunesse n'est pas seulement instrument d'action antimilitariste. Elle doit être, pour tenir la promesse faite au Parti, une pépinière de militants ». *Ibid.*, n° 61, dimanche 28 avril 1901.

<sup>3</sup> Ferdinand Faure, « De trust en trust », *Le Drapeau Rouge*, n° 1, p. 3.

<sup>4</sup> H. Lagardelle, « Ministérielisme et socialisme », *ibid.*, n° 2, 1<sup>er</sup> août 1901, p. 1.

<sup>5</sup> « La femme », *ibid.*, n° 4, 1<sup>er</sup> septembre 1901, p. 2.

<sup>6</sup> « La grève générale », *ibid.*, n° 10, 1<sup>er</sup> novembre 1901, p. 1.

## B – LES LIGUES ANTIMILITARISTES

[Retour au sommaire](#)

Unanimes à faire de l'antimilitarisme, les jeunesses socialistes révolutionnaires de la Seine ont trouvé le détour de l'instruction antimilitariste<sup>1</sup> pour multiplier les groupes de jeunesse. « Ces groupes sont surtout des cercles d'études sociales où les jeunes militants doivent s'habituer à répondre aux objections, où ils s'efforcent en un mot de s'instruire pour instruire à leur tour leur camarade de chambrée, de promenade, ou de cantine »<sup>2</sup>.

Par cette position, l'éditorialiste de *La Petite République*, Henri Turot, leur apporte son soutien mais fait connaître aussi ses inquiétudes. Reconnaisant la spécificité du rôle des jeunes dans l'action antimilitariste, il voudrait toutefois pouvoir en fixer les limites. Sourds aux conseils de prudence, la plupart des groupes parisiens veulent aller de l'avant ; la Ligue pour la défense du soldat est promulguée. Le caractère aléatoire, ponctuel, informel de leur regroupement est maintenu et renforcé par l'appellation de ligue. Il s'agit de donner corps au mouvement de solidarité qui existe dans la jeunesse, en manifestant son aide aux soldats brimés ou poursuivis, en luttant contre l'oppression militaire. La Ligue compte utiliser la sympathie envers les jeunes soldats victimes de ces injustices, expédiés après jugement sommaire au conseil de guerre dans ces affreux bagnes que sont les bataillons d'Afrique ou les bagnes militaires. Elle se charge de découvrir les cas, de dévoiler ces sombres histoires, souvent tenues secrètes parce que considérées comme personnelles, et enfin d'en dénoncer l'infamie pour organiser la résistance de la jeunesse. Elle inscrit donc en priorité de ses objectifs la suppression pure et simple des conseils militaires et l'abrogation de l'article 47 de la loi du 17 juillet 1889.

Elle se dote d'une organisation sans structure trop compliquée ni rigide. Des sections sont créées aussitôt que quatre jeunes gens d'une même localité en ressentent le besoin. Elles sont la base même du rayonnement de la Ligue. Dans le centre de Paris une dizaine de sections fonctionnent, tandis qu'en province, on repère sa présence à Rochefort, Audeville et Niort<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Elles se retrouvent dans une « Entente » à l'origine d'un programme antimilitariste commun. Rapport de police du 15 novembre 1901, Ba 1495. 2.

<sup>2</sup> « De tous côtés s'organisent des réunions à l'occasion du départ des conscrits, et nous nous réjouissons de l'activité que déploient les Jeunesses révolutionnaires... La tâche est difficile et exige une préparation qu'une conférence à l'heure du départ est insuffisante à rendre complètement ». *La Petite République*, du 25 janvier 1901.

<sup>3</sup> Les jeunesses des 4<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> arrondissements et certaines autres y adhèrent collectivement. C'est le cas de la Fédération de la jeunesse socialiste

La JS du 14<sup>e</sup> arrondissement dirige les opérations ; Mouton et Jollit, militants qui ont fait les heures de gloire de la JS de l'arrondissement, la recyclent en section des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements de la Ligue. Ils lui offrent son premier refuge au 37, rue de l'Ouest, lieu habituel de leurs rencontres. Vient ensuite le vaillant 19<sup>e</sup> arrondissement où on retrouve Machin, l'homme de toutes les causes... Les sections du Quartier Latin et du 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> arrondissements emboîtent le pas aux autres. L'aire d'implantation de la Ligue se superpose à celle occupée par les jeunesses socialistes « autonomes » des années 1898-1901. La continuité pour elles, est totale. La rupture ne s'est pas faite dans leur engagement aux côtés de la jeunesse, mais bien avec les fractions socialistes. Cette rupture leur sera bénéfique : les groupes prospèrent à une allure qui inquiète les pouvoirs publics. Un nombre pléthorique d'adhérents est avancé : vingt-cinq mille membres répartis en deux cent trente-deux sections <sup>1</sup>.

La Ligue fait recette ; dès son premier meeting à l'Alcazar d'Italie le 11 septembre 1902, plus de quatre cents personnes s'y retrouvent pour fêter les jeunes de la classe. En 1903, les meetings succèdent aux conférences, les débats aux réunions familiales. La moindre des rencontres rassemble cent à deux cents participants qui deviennent sept cents ou mille dans les périodes de tirage au sort <sup>2</sup>. Le succès auprès du public est réel. À son origine il faut placer l'existence d'un réseau solide de militants. En témoignent la régularité des réunions devenues hebdomadaires en ce début d'année 1903, la multiplication des sections qui couvrent de nouveaux quartiers et l'importance accrue des sections existantes <sup>3</sup>. Alertée, la police prend des mesures spéciales et tente d'interdire aux soldats « l'entrée dans les lieux où se tiennent des réunions antimilitaristes ». Un des effets de ces dispositions, qui se traduit par la présence d'un lieutenant en uniforme à la porte de chaque meeting est d'accroître « la ferveur antimilitariste des jeunes, flattés d'être pris au sérieux » <sup>4</sup>.

Comme pour les jeunesses socialistes, les sections de la Ligue suivent une évolution en dents de scie. Dès que s'amorce le décollage des groupes, les

---

révolutionnaire de Saint-Étienne et de la jeunesse socialiste de Bourg-la-Reine. *L'Aurore* et *Le Siècle* soutiennent l'entreprise mais c'est surtout dans les jeunesses que le recrutement initial se fait.

<sup>1</sup> Ce nombre inclut toutes les personnes ayant participé de près ou de loin aux manifestations organisées par la Ligue. Rapport de police, année 1903, Ba 1495.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> Dans les 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> arrondissements et surtout dans les 5<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> arrondissements.

<sup>4</sup> Elle nous permet aujourd'hui de suivre à la trace ces jeunesses grâce aux nombreux rapports que ces lieutenants zélés nous ont laissés. On sait tout ou presque des lieux, heures et places de leurs rencontres, de leurs dissensions, bagarres, scissions. *Ibid.*, Ba 1495. 2.

disputes commencent. Tout se passe comme s'il leur était impossible de fonctionner au delà d'un certain nombre et d'un certain temps.

Les conflits de personnes sont le plus souvent la cause de ces départs fracassants qui nous sont régulièrement rapportés comme des oppositions entre les libertaires, trop révolutionnaires et les autres. La question de l'attitude que doit adopter la Ligue en cas de désertion est l'objet d'une discussion qui entraîne une scission puis sa disparition.

Deux soldats, Cébot et Flament du 89<sup>e</sup> de ligne en garnison à Sens, décident de désertir. Lhermitte, journaliste à *L'Aurore* et membre de la section du 19<sup>e</sup> arrondissement et Janvion les accompagnent à la gare du Nord et selon *La Tribune Française* paient leurs frais de désertion<sup>1</sup>. Cette intervention outrepassa-t-elle les objectifs que la Ligue s'était fixés, qui est de protéger les soldats et non de les encourager à désertir ? Toujours est-il que le conflit éclate entre d'une part les sections des 5<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> arrondissements où « l'élément révolutionnaire est majoritaire », et celles plus modérées, situées surtout en province et affiliées aussi à la Ligue des droits de l'homme. Cette dernière qui subventionne la Ligue de défense du soldat refuse de donner son aval à son orientation décidément trop antimilitariste. Cet incident monté en épingle par Lhermitte et retransmis par *L'Action*, où il a ouvert avec Allemane une rubrique spéciale sur l'antimilitarisme, suffit à déclencher la scission. Ces trois sections résolvent le problème en fondant une nouvelle ligue, qui soutiendra les déserteurs. La Ligue antimilitariste internationaliste sera fondée par les mêmes, plus les frères Franssen du 19<sup>e</sup>, Lévy et Yvetot militants socialistes et syndicalistes révolutionnaire connus<sup>2</sup>. Prélude à la très célèbre Association internationale antimilitariste, la Ligue de défense du soldat aura permis aux jeunes de pousser les plus radicaux des socialistes et des syndicalistes à prendre fait et cause pour elles, publiquement.

S'alliant dans un premier temps à l'Union fédérative des JS du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, la Ligue antimilitariste reprend les principaux thèmes des allemanistes. Elle anime les meetings antimilitaristes pour le départ de la classe en 1903 et 1904 dans le 11<sup>e</sup> arrondissement<sup>3</sup>. Les conscrits y sont conviés par de grandes affiches<sup>4</sup>. « À l'heure où pour faire de vous ses chiens

---

<sup>1</sup> Rapport de police du 18 mai 1903. Ba 1495. 2.

<sup>2</sup> Privée de son soutien, la Ligue de défense du soldat erre : on la retrouve au 11, rue de Beaune en novembre 1902 avec à sa tête le journaliste de *L'Aurore*, Charles Vallier ; puis elle disparaît complètement de la scène antimilitariste parisienne, résistant dans quelques localités grâce au soutien d'un groupe de jeunesse. C'est le cas dans la Loire où quelques jeunes socialistes se réclament encore de la Ligue en 1904. En fait, toute la place est prise par la bouillonnante Ligue antimilitariste internationaliste.

<sup>3</sup> Rapport de police du 5 novembre 1903. Ba 1495. 2.

<sup>4</sup> Le groupe se réunit le deuxième mercredi de chaque mois à la salle des Propagandistes, 66, rue d'Angoulême. Rapport de police du 22 octobre 1904. Ba 1495. 2.

de garde, la société capitaliste va vous arracher à vos familles... C'est en pleine jeunesse, en pleine santé (si toutefois l'usine, ne vous a pas déjà flétris), dans toute la force de vos vingt ans que l'on vous parque dans des locaux plus ou moins sains, où l'on vous donnera une nourriture mauvaise et sale... Puis l'on vous donnera des instruments meurtriers, terribles, que l'on vous obligera à apprendre à manier, en un mot, l'on voudra faire de vous des gens inconscients de leurs actes »<sup>1</sup>.

Récupérant ensuite l'organisation des jeunesses et son programme d'action, l'Association internationale antimilitariste (AIA) rallie les nombreux courants anarchistes, syndicalistes, allemanistes, autonomes et indépendants ; Almereyda, Victor Meric, Yvetot, Lhermitte, Descamps en sont les chefs de file incontestés. Les groupes de jeunesse révolutionnaires fournissent quant à eux les effectifs militants. Le traditionnel meeting célébrant le départ de la classe disparaît pour faire place aux grands discours politiques. Ainsi Allemane, Yvetot et Fribourg demandent-ils aux « jeunes de faire leur devoir à la caserne », les appelant une fois de plus à avoir recours « à la grève générale en cas de guerre ». Liguées pour un temps dans l'AIA, certaines jeunesses y impriment leur style : les conférences succèdent aux meetings où se font des déclarations fracassantes.

Il s'agit de convaincre les milieux humanistes et libéraux que l'armée et le militarisme sont les plaies essentielles du régime : car « bien que n'étant qu'un des agents d'asservissement, le militarisme constitue dans la société, l'élément le plus redoutable, celui sans le secours duquel tous les autres sont destinés à disparaître »<sup>2</sup>. Le congrès de la Libre Pensée est appelé à se prononcer sur cette question<sup>3</sup> ; tandis que de nombreuses autres réunions, dont celle des étudiants collectivistes de Paris à l'École des hautes études sociales, sont interrompues par les commandos de l'AIA, les présents étant conviés à participer à un congrès, un meeting, une manifestation<sup>4</sup>. *L'Action antimilitariste*, organe de l'AIA dirigé par René Mouton, agitateur allemaniste connu pour son militantisme dans la jeunesse socialiste du 14<sup>e</sup> arrondissement, coordonne tous ces efforts<sup>5</sup>. « Plus les hécatombes sont monstrueuses, et plus les dirigeants sont émerveillés... Que voyons-nous ? D'un côté notre commission de l'armée qui réclame, par la bouche de M. Berteaux, dix-sept millions (une bagatelle !) aux contribuables bon enfant, pour l'incorporation de dix-sept mille conscrits en plus que l'année dernière... D'un autre, le Kaiser qui exige la livraison immédiate d'une certaine quantité de chair ouvrière,

---

<sup>1</sup> Affiche manuscrite, indicateur L. Les orateurs : Weber, Meslier, Willon, Descamps, *Ibid.* Ba 1495. 2.

<sup>2</sup> Miguel Almereyda, *L'Action antimilitariste*, n° 1, 15 septembre 1904.

<sup>3</sup> Ebers, Barbier et Legrandais délégués des jeunesses socialistes du 18<sup>e</sup> vont eux-mêmes tenter de convaincre les congressistes. *L'Action*, du 3 septembre 1905.

<sup>4</sup> Rapport mensuel de police de juin 1904, AN F7 12554.

<sup>5</sup> Le numéro spécial, du 5 novembre 1904 donne le ton « À l'ouvrage ».

équivalente à vingt mille bêtes... Fatalement le militarisme s'abattra... Rendons-nous en masse aux gares et notamment pour Paris le 15 et 16 courant à celles de l'Est et du Nord au chant de l'Internationale et aux cris de crosse en l'air et à bas la guerre ! »

On retrouve dans ce texte le style « réaliste » préféré des jeunesses mais aussi le genre d'information tapageuse qu'elles privilégient. À ce niveau s'arrête la participation des jeunesses à l'AIA. Aucune d'entre elles ne se fait représenter au congrès international antimilitariste<sup>1</sup>. Sous l'impulsion d'Hippolyte Malebroucke, les Jeunes gardes belges invitent les jeunesses de France, de Suisse, de Hollande et d'Italie à ce congrès. Se pose alors la sempiternelle question concernant la représentation des groupes français<sup>2</sup>. Une fois de plus privées de représentants adéquats, les jeunesses seront absentes du congrès international antimilitariste<sup>3</sup>. L'épisode des ligues a ainsi constitué un moment déterminant dans la mobilisation antimilitariste des jeunesses. Ces dernières se fixent sur une forme d'intervention et d'organisation qui privilégie l'agitation spécifiquement axée sur l'armée. Elles auront réussi à faire endosser par une fraction plus étendue du mouvement ouvrier une politique et une action antimilitaristes conséquentes qui empruntent aux jeunesses l'essentiel de leur programme. C'est alors qu'elles obtiennent un certain support organisationnel de la part de la CGT et des fractions allemanistes du PS.

Ainsi cette dynamique qui a pour but de propager l'antimilitarisme comme la riposte des jeunes révolutionnaires au patriotisme bourgeois, les conduit d'une part à se faire reconnaître comme tels, d'autre part à être isolés, une fois

---

<sup>1</sup> Les Jeunes gardes socialistes belges au nombre de 30 000 ont eu l'idée de profiter de l'exposition universelle de Liège en 1905 pour organiser « une grande manifestation internationale contre le militarisme et la guerre ». Selon certaines sources, elle aurait eu lieu en 1904 à la Bourse du travail de Paris, selon d'autres c'est à Liège et à l'initiative des Jeunes gardes belges qu'elle se tiendrait en 1905. Nous ne possédons de compte rendu que pour cette dernière.

<sup>2</sup> « Malgré la grande confusion qui règne par suite du nombre considérable d'organisations diverses, nous espérons que les sections de la Ligue internationale pour la défense du soldat, l'AIA et particulièrement les jeunes du Parti socialiste de France, du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire et du Parti socialiste voudront prendre des mesures en conséquence pour que la France soit dignement représentée ». Cet appel signé du secrétaire Louis Coenen, Maison du Peuple de Bruxelles, est retransmis dans L'Action antimilitariste suivi de l'article de René Mouton au nom des jeunesses socialistes du parti ouvrier socialiste révolutionnaire.

<sup>3</sup> Il ne reste plus à Paris de groupes autonomes qui puissent déléguer leurs membres. En dehors des jeunesses qui sont restées affiliées aux partis, comme les jeunesses du Parti socialiste de France, les autres (les jeunesses autour du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire) ont alimenté les sections de la Ligue pour la défense du soldat ou se sont dissoutes. La Fédération des jeunesses de France qui est responsable du *Conscrit*, si elle accepte que l'AIA participe à la rédaction du numéro de 1905, refuse pourtant catégoriquement de se joindre à sa délégation à Liège. Elle ne veut pas s'associer à un groupe qu'elle considère comme étant « un repère d'anarchistes ». L'Action antimilitariste, n° 2, 15 octobre 1904, p. 3.

l'effervescence passée. Ce qui a fait la force des ligues devient également leur faiblesse. Ne voulant aucunement se substituer à l'organisation révolutionnaire du prolétariat mais seulement lui montrer le chemin de la contestation, et éventuellement le lui ouvrir, les ligues perdent leur raison d'être, une fois ces objectifs atteints. Dans le cas de l'AIA, il est clair que, dès sa création, elle échappe complètement aux jeunesses, pour devenir l'instrument du courant hervéiste et plus largement « gauchiste » au sein du PS. En ce sens, les jeunesses réussissent à faire prendre en charge leur lutte par de grandes organisations et voient par là-même la nécessité de leur propre regroupement disparaître.

Ce qu'elles accepteront difficilement, compte tenu du fait que là résidait leur seule forme d'expression politique. Il leur restera l'encouragement des jeunes à la résistance ouverte. Tous leurs efforts se concentreront alors sur la possibilité de faire éclater une véritable contestation dans l'armée. Le mouvement des mutineries dans l'armée en 1907 constituera un moment de vérité particulier pour les jeunesses, les partis et l'État, déterminant dans les relations qu'ils entretiennent.

## **C – LES MUTINERIES DE 1907**

[Retour au sommaire](#)

Un consensus s'est réalisé dans l'historiographie pour faire de la révolte des vigneron du midi un événement de contestation local et des mutineries qui s'en suivirent un acte de solidarité régionale sans portée antimilitariste réelle <sup>1</sup>. Les pouvoirs publics et militaires, quant à eux, s'entendent pour voir dans cet événement un mouvement de contestation particulier qu'ils jugent nécessaire de réprimer très durement <sup>2</sup>.

Le refus des soldats d'obéir aux ordres est attribué à un mauvais commandement et à la solidarité régionale des soldats du Biterrois contre le pouvoir central. Pour donner encore plus de poids à ce dernier argument et lui ôter le caractère d'une dissidence politique, le capitaine d'infanterie Vilarem note que « ce qui caractérise la mutinerie antimilitariste, c'est la haine des chefs et les coups qui leur sont portés. Or à aucun moment, les soldats du 17<sup>e</sup> n'ont maltraité, menacé ou insulté aucun de leurs officiers... » D'ailleurs, ajoute-t-il, « tous ces jeunes gens originaires d'un pays où on fait de la politique dès le berceau, appartiennent aux nuances les plus diverses de l'opinion ».

---

<sup>1</sup> L'étude d'Andréani (1974), démontre, preuves à l'appui, le caractère spontané et limité de cette révolte. Maurin (1979) l'explique par l'antimilitarisme du Bas Languedoc méditerranéen : « 1907 confirme et rappelle que l'armée reste l'instrument d'un pouvoir central que l'on tient en défiance ». p. 272.

<sup>2</sup> AN F7 13071 et AN F7 13323, La Guerre Sociale du 18 décembre 1908, « Appel aux jeunes », et F7 13325.

C'est précisément cette solidarité des jeunes « tous unis étroitement pour la cause méridionale »<sup>1</sup> qui donne l'alerte tant au gouvernement qu'aux partis. Pour la première fois, des jeunes trouvent en eux la force nécessaire pour s'opposer au pouvoir central et aux ordres de leurs officiers. C'est à une révolte ouverte de la jeunesse que la société française se trouve confrontée. Car, bien que peu de soldats se soient déclarés membres d'une jeunesse, d'un parti ou d'un syndicat (le pouvaient-ils seulement), l'écho que la révolte des soldats du 17<sup>e</sup> a suscité dans la jeunesse en fait un événement majeur. Reprise et amplifiée par les groupes de jeunesse dans leurs publications et leurs manifestations, « la mutinerie du 17<sup>e</sup> » prend une valeur symbolique qui dépasse de loin le seul Midi méditerranéen. L'analyse du processus qui conduit les jeunes à se faire le relais de cet événement dévoile la conception qu'elles ont de leur intervention et révèle un rapport neuf à la politique.

Tout d'abord, ces événements de l'été 1907 sont compris et présentés par les groupes comme l'aboutissement d'une propagande antimilitariste intense dont les effets nombreux se sont fait sentir tout au long des années 1904, 1905 ou 1906. Des « affaires » de désobéissance, d'insoumission, de désertion éclatent partout sur le territoire. On en connaît l'existence d'abord par les arrestations périodiques des dirigeants syndicaux (Almeryda, Rousset, Yvetot) ou des jeunes (Thevenec et Ihuel en Bretagne), qui pour avoir signé une affiche, une pétition ou un appel à la désobéissance, sont périodiquement arrêtés<sup>2</sup>.

Les publications des jeunes donnent de l'ampleur au moindre geste individuel de contestation ; l'affiche aux conscrits de 1907, particulièrement explicite, est saisie : « Jamais, y lit-on, vous ne deviendrez des fratricides »<sup>3</sup>. Chaque meeting célébrant le départ de la classe risque de dégénérer en

---

<sup>1</sup> Devenu commandant du bataillon d'épreuves à Gafsa, Louis Vilarem (1910) ira jusqu'à écrire pour disculper les mutins : « Il ne faut pas s'y tromper, la mutinerie ne présente aucun caractère antimilitariste ni surtout antipatriotique ». Décrivant avec force détails les événements qui ont mené le 16<sup>e</sup> corps d'armée à déplacer quelques unes de ses troupes (16 000 hommes) et à placer le 17<sup>e</sup> régiment d'infanterie, les 13<sup>e</sup> et 96<sup>e</sup> chasseurs à Béziers et Mende (près de 500 militaires dans une localité de 6 000 habitants), Vilarem tient à corriger les erreurs des rapports publiés par le Journal Officiel du 4 août 1907. Pour lui, les événements du 20 juin 1907 à Agde sont dus :

- a) au mauvais commandement militaire qui a mené au « massacre de Narbonne » ;
- b) à la longue crise des quatre départements viticoles du Midi qui a conduit « les proches du Biterois à se révolter pour éviter le sort subi par les Narbonnais » ;
- c) à « l'excitation directe d'agents ministériels ». La répression très dure qui s'ensuit, l'envoi du 17<sup>e</sup> de ligne au bataillon disciplinaire à Gafsa et au Maroc, est donc à ses yeux injuste et, injustifiée.

<sup>2</sup> Les rapports volumineux de la préfecture de police sont pleins de ces noms de soldats arrêtés pour cris séditeux, refus d'obéissance ou refus de corvées. Les autorités civiles et militaires sévissent plus durement au moment où les meetings, manifestations de protestation, comités de défense se multiplient. AN F7 12910.

<sup>3</sup> *La Guerre Sociale*, n° 9, 13 février 1907.

mouvement collectif de protestation. Tel est en tous cas, le climat d'alerte entretenu, tant par les pouvoirs publics, que par *La Guerre Sociale* et *La Vie ouvrière*. Le déroulement des événements du printemps et de l'été 1907 justifie et confirme leurs inquiétudes. Du 20 mai au 27 septembre, l'agitation est à son comble ; dans un premier moment, on cherche les responsables pour arriver, dans un second temps, à identifier les problèmes de la jeunesse dans l'armée <sup>1</sup>.

Tout commence par la crise viticole qui provoque dans le Midi un soulèvement des vignerons. Due en particulier à la fraude et à la surproduction de la vigne, aux limitations imposées aux débits par le gouvernement central et à la fixation de primes à la distillation, la crise éclate fin mai 1907. Des comités de défense viticoles sont alors créés partout dans la région qui appellent à un meeting à Montpellier pour le 9 juin. Trois cent mille personnes, selon les estimations de la police, se rassemblent provoquant de nombreux incidents. Le lendemain, le conseil municipal, favorable au mouvement, démissionne et une manifestation, « organisée par les éléments réactionnaires et anarchistes, se forme devant l'Hôtel de Ville ». Le lendemain, mardi 11, « une centaine de jeunes gens anticléricaux, désireux de se venger des manifestants réactionnaires de la veille, se ruent sur l'établissement » <sup>2</sup>. Le soir même, on arrête le socialiste Ferroul et les membres du comité d'Argeliers. Les incidents se multiplient et se répandent dans toute la région. Arrestations, gendarmes blessés et même un inspecteur au crâne fendu dans la bataille, aggravent la situation. Entre le 12 et le 21 juin, des manifestations ont lieu dans toute la région, opposant les viticulteurs aux autorités civiles et militaires.

Pendant cette même période, tous les corps d'armée stationnés dans l'Hérault, à Montpellier, Perpignan, Toulouse, Narbonne, Agde et Béziers sont secoués par des troubles (épidémies, maladies volontaires et cris séditeux) plus ou moins importants. Mais la révolte proprement dite est déclenchée par les événements de Narbonne. Là, les cuirassiers ont tiré sur la foule ameutée devant l'Hôtel de Ville, faisant quatre morts et plusieurs blessés. Le préfet de l'Aude prétend qu'ils n'avaient pas d'ordre de leurs supérieurs pour tirer. Toujours est-il que le soir même à Agde, « cinq cents soldats du 17<sup>e</sup> sortirent en armes du quartier malgré les objurgations de leurs chefs. Ils enfoncèrent la poudrière, prirent des cartouches et se dirigèrent sur Béziers, où ils entrèrent la crosse en l'air le 21 au matin à 5 heures ».

Ce que n'arrive pas à comprendre le préfet de l'Hérault, auteur de cette description, c'est le geste spontané des soldats du 17<sup>e</sup>, et le mouvement de solidarité qui touche toute la région ; pourquoi le mouvement s'est-il répandu

---

<sup>1</sup> Un rapport de police fait la chronique de la révolte, AN F7 13323. *La Guerre Sociale* rapporte chaque jour les événements divers qui éclatent dans toute la France.

<sup>2</sup> Rapport du préfet de l'Hérault à Montpellier du 2 juillet 1907 : Émeutes provoquées par la crise viticole dans le Midi. AN F7 12920.

comme une traînée de poudre à Montpellier, Lodève et dans tous les centres de garnison de la région ? Certes, les soldats d'Adge et Béziers ont pu réagir sur le coup en manifestant leur solidarité avec une population proche, durement et injustement réprimée. Par un mouvement de défiance spontané envers leurs supérieurs, responsables de la tuerie, les soldats se solidarisent avec la population.

Nés pour la plupart dans la région, les soldats ne tolèrent pas la défiance des habitants de Narbonne envers l'armée « dont la seule vue leur était devenue intolérable » ; ils font la preuve de leur attachement à leur région. « La foule nombreuse et sympathique » qui accueille les mutins « installés sur les promenades les plus fréquentées de Béziers » leur donne la réhabilitation qu'ils recherchent. « Tirant de temps en temps des feux de peloton pour mieux affirmer leur état de révolte », les soldats du 17<sup>e</sup> fraternisent avec la foule et rentrent finalement le soir dans leurs quartiers. En ce sens la révolte du 17<sup>e</sup> offre toutes les composantes d'une manifestation de défiance régionale envers le pouvoir central. Pourtant la forme prise par leur contestation est radicalement neuve. Qu'un régiment entier décide de marcher crosse en l'air, armes au poing en signe de solidarité avec les siens, traduit la prise de conscience des soldats ; jeunes, ils franchissent par cette action, la barrière de l'armée qui les séparait des leurs.

L'initiative (marcher vers Béziers), la gestuelle (crosse en l'air) et l'objectif (se montrer solidaires) obéissent à une dynamique contestataire qui ne se fixe d'autre but que celui de transgresser une loi, un ordre ressentis comme injustes. La gratuité de cet acte conduit à l'incompréhension totale face à cet événement. Les peines encourues par le 17<sup>e</sup> sont extrêmement sévères : le haut commandement militaire punit un acte d'insubordination à la limite de la trahison, par l'envoi du régiment entier à Biribi et Gafsa. L'identification des responsables est ensuite exigée. Les circulaires des préfets font état d'une recherche intense des suspects. Une liste des groupes anarchistes de la région est alors dressée, montrant que ce ne sont pas tant les anarchistes que l'on recherche, mais bien les jeunesses. On dénombre environ 200 « suspects » dans les Bouches-du-Rhône, près de 900 dans la Seine et plusieurs dizaines dans les Ardennes, le Gard, la Haute-Garonne et l'Aude <sup>1</sup>.

Réveillant le vieux démon de l'anarchisme, la police a l'espoir de le conjurer. Ce n'était pourtant pas nécessaire : l'anarchisme est en perte de vitesse. L'étude de son implantation fait apparaître la tendance à l'affaiblissement de l'anarchisme tant au niveau national que dans le Midi méditerranéen. À Montpellier, les groupes anarchistes ont dû se tourner vers l'antimilitarisme pour se maintenir, seules les sections de l'AIA du Gard,

---

<sup>1</sup> Rapport de Police, octobre 1907.

surtout à Nîmes, font preuve d'une quelconque activité<sup>1</sup>. À Agde et à Béziers il n'y a plus d'anarchistes et les bourses du travail de ces deux villes se refusent à toute propagande antimilitariste<sup>2</sup>. Les anarchistes ne peuvent donc être à l'origine des mutineries, vu leur état de désorganisation et de faiblesse ; quant aux antimilitaristes, Andréani conclut que leur influence fut nulle sur l'organisation des manifestations de vigneron et faible sur les mutins<sup>3</sup>. Certes, les chefs et militants antimilitaristes de la région n'ont pas prévu et ne sont pas présents lors des événements de mai et juin 1907. Par contre la présence des jeunesses antimilitaristes attestée partout dans la région, indique certaines connivences et détermine une influence.

Elles diffusent *Le Conscrit* et envoient des numéros spéciaux de *La Voix du Peuple* qui sont retrouvés dans les casernes incriminées ; ce qui contribue à faire interdire aux soldats l'accès aux bourses du travail ainsi qu'au Sou du Soldat. Ces liens qui unissent les soldats aux jeunesses, traduisent plus qu'un mouvement de solidarité ; ils expliquent l'origine des mutineries.

En tissant des liens, même ténus (fraternité, solidarité de classe, crosse en l'air...), les jeunesses soutiennent leurs « compagnons d'infortune », leur donnant ainsi la force de rétablir le dialogue avec leurs frères, leur famille, leur région. Autrement dit, la solidarité de l'âge devient pour les encasernés un moyen d'annuler la séparation des jeunes de leur milieu, créée par l'armée. C'est pourquoi la mutinerie ne se présente pas comme une révolte ouverte contre l'autorité, le pouvoir central, l'État. Elle est d'abord l'affirmation des anciennes solidarités que les soldats refusent de voir coupées par leur détachement à l'armée. Ils veulent montrer, en paradant sur les boulevards, qu'ils sont fils du même terroir et de la même vigne. Mais pour qu'ils puissent redevenir membres de la communauté, il leur faut braver les ordres des supérieurs et ne pas se soumettre à cette coupure qu'institue l'armée. Ils

---

<sup>1</sup> À Montpellier, c'est « grâce à leur propagande antimilitariste qu'ils trouvent une audience que ne rencontraient plus leurs attaques contre l'État » ; l'effritement des groupes révolutionnaires de l'Hérault n'est plus un secret. Andréani, *ibid.*, p. 113 et ss.

<sup>2</sup> À Agde et Béziers, les bourses du travail ne font pas d'antimilitarisme et seules les sections de l'AIA du Gard, sont actives surtout à Nîmes. En tout 52 anarchistes et 41 antimilitaristes de l'Hérault et 60 membres de l'AIA à Nîmes sont identifiés. Enquête nationale d'octobre 1907, AD de l'Hérault (39M 287).

<sup>3</sup> « Rien ne prouve que l'activité des antimilitaristes n'y ait pas contribué, mais leur faible nombre, le peu d'efficacité de leurs moyens de propagande interdisent d'attribuer un rôle déterminant aux adversaires de l'armée », conclut-il. Cette analyse, reprise assez largement par l'historiographie, me semble incomplète. Andréani n'explique pas le glissement de l'anarchisme vers l'antimilitarisme ; il constate seulement : « à la différence de l'anarchisme essentiellement urbain dans les années 1890, l'antimilitarisme se diffuse dans les campagnes ». Andréani se livre à un décompte factuel et numérique des militants antimilitaristes de la région pour arriver à ces conclusions ; comme si la révolte des vigneron et des soldats, pour être antimilitariste, ne pouvait être que le fait d'agitateurs et d'antimilitaristes connus et fichés. Assurant que leur influence devrait se traduire par leur participation effective, Andréani, ne les voyant pas, conclut en les disculpant, *op. cit.*

trouveront la force de le faire, quand des circonstances particulières l'exigent, avec l'appui des jeunes de leur âge, symbolisé et actualisé par les jeunesses antimilitaristes.

C'est d'ailleurs à ce niveau que la répression s'exercera le plus rapidement. Pour les généraux, la mesure la plus urgente est de rompre ces solidarités en accentuant la séparation. Les dépêches envoyées au ministère de la Guerre des préfectures de la région sont explicites : il faut couper tous les liens des soldats avec la population, les consigner dans leurs campements avant de les déplacer. « Il vaut mieux effectuer rapidement [ce déplacement] pour ne pas laisser les hommes en contact d'une population avec laquelle les autorités locales craignent de les voir pactiser »<sup>1</sup>. On songe même à dissoudre complètement le 17<sup>e</sup>. Mais l'enquête suscitée par la mutinerie du 17<sup>e</sup> révèle une agitation d'une tout autre ampleur.

L'étendue soudaine et rapide à toutes les garnisons et la persistance des troubles conduisent le commandement militaire à réévaluer les causes du soulèvement. Le général Rabier (du 100<sup>e</sup> d'infanterie) « croit pouvoir affirmer qu'il y a connexité entre ce qui s'est passé à Narbonne les jours suivants, au 17<sup>e</sup> à Agde et au 100<sup>e</sup> le 9 juin »<sup>2</sup>. Alors que la révolte du 100<sup>e</sup> date du début juin, se situe dans le Larzac, et se passe donc bien avant les émeutes viticoles de la fin juin, le général établit un lien entre ces deux mouvements car ils touchent de la même manière le moral de l'armée. Ne pouvant attribuer la révolte du 100<sup>e</sup> à la solidarité avec les vigneron, mais vérifiant les mêmes stigmates dans les deux mouvements, il conclut : « La cause première et essentielle de la mutinerie doit être attribuée au recrutement régional et à la permanence de la garnison ». Autrement dit, la séparation radicale que doit effectuer l'armée entre les soldats et leurs familles n'a pas été appliquée. Ainsi, c'est le mouvement des jeunes contre l'armée que le général constate « lorsqu'une partie de la population narbonnaise voulut embaucher le 100<sup>e</sup> dans son mouvement, une cinquantaine de soldats les attendaient près de la grille du quartier général. Il y avait entente entre eux ». La solidarité farouche des soldats entre eux l'étonne et l'inquiète. Il lui fut « impossible d'établir les responsabilités individuelles. Personne n'avait rien vu ni fait. Les caporaux et les soldats sont restés solidaires et les sous-officiers ont craint les représailles ».

Le général Rabier s'étonne qu'aucun des officiers « n'ait eu l'idée d'employer la force pour se faire respecter. Si les mutins ont cessé de chanter l'Internationale, de crier, de proférer des menaces et des mises en demeure, c'est parce qu'ils l'ont bien voulu ». Perplexe devant la nature d'une telle

---

<sup>1</sup> Dépêche du 7 juillet 1907 de Carcassonne, AD de l'Hérault, 39M 287.

<sup>2</sup> Des épidémies, des cas bénins d'oreillons, des refus d'obéir, des attitudes bizarres des soldats, bagarres, émeutes etc. tiennent les autorités en état d'alerte constante, *ibid.*

indiscipline, le général Rabier propose de « changer définitivement le régiment de garnison plutôt que de procéder à des déplacements individuels » qu'il juge inutiles. Cette vague d'insoumission d'un nombre non négligeable de soldats, évalué à au moins deux régiments complets (le 100<sup>e</sup> et le 17<sup>e</sup>) et à de multiples cas dans six autres corps d'armée, pose des questions sérieuses sur la nature et l'efficacité de la discipline militaire. Aucun doute n'est plus permis sur son ampleur, non plus que sur sa signification. Les soldats, de leur propre chef, infligent aux autorités civiles et militaires une manifestation de leur libre arbitre. Dans les conditions d'autoritarisme de l'armée et d'isolement des jeunes, elle prend l'expression que l'antimilitarisme des jeunesses lui confère. Les signes de leur influence sont nombreux tout au long de ces manifestations. Leur presse, leurs slogans, leur irrévérence sont clairement identifiables. Plus que toute autre, la crosse en l'air des soldats du 17<sup>e</sup>, devenue légendaire, symbolise un lien fort, sinon étroit, entre les jeunesses et les soldats. Les jeunesses, en fournissant un référent aux soldats (l'appartenance à une même classe d'âge), leur donnent l'impulsion nécessaire pour rompre les rangs. Leur mouvement spontané prend la forme d'une révolte antimilitariste.

Inversement, les groupes de jeunesse tirent profit des mutineries. Plutôt que de « récupérer » le mouvement elles l'alimentent, le relayent et le font connaître de toutes les façons possibles. En y conférant un sens, elles font des mutineries de 1907 l'exemple même de l'action antimilitariste qu'elles préconisent. Avec cet événement, la question de la jeunesse sort du cercle étroit de la propagande ou de la responsabilité du mouvement ouvrier pour devenir un problème national.

Cette révolte de la jeunesse contre l'armée est le signe patent d'une rupture dans le consensus que la République veut faire ratifier avec la réforme militaire. Touchant en son centre même le projet national républicain, l'antimilitarisme de la jeunesse ébranle les convictions les plus sûres. Parce que la résistance vient du groupe qui est censé assurer l'accomplissement de ce projet, les forces politiques qui le pilotent se voient contraintes de tenir compte de la jeunesse et de réviser leurs stratégies à son égard. Le problème de l'isolement et la marginalisation de la jeunesse contestataire se posent avec acuité.

## CHAPITRE XII

### JEUNESSE ANTIMILITARISTE CONTRE JEUNESSE NATIONALISTE : LA FIN D'UN ESPOIR (1910-1914)

[Retour au sommaire](#)

Les réactions ne se feront pas attendre. On assiste dans cette période à une véritable entreprise de conquête de la jeunesse. Le courant nationaliste est le premier à afficher clairement son intention. Soucieux de contrecarrer l'antimilitarisme qui s'y est développé, il ne rencontre aucune résistance de la part des autres partis. Son objectif est de convaincre la jeunesse des Écoles et ceux que l'idée d'un renouveau séduit, de participer à l'entreprise de renouvellement de la nation.

La première étape est de diviser la jeunesse en deux groupes abstraitement opposés, entre ceux qui n'ont pas peur de la guerre et ceux qui ne veulent pas la faire ; puis d'identifier au premier la jeunesse des Écoles pour l'opposer à la jeunesse ouvrière. La seconde étape, parallèle et concomitante, est de renverser l'idéal antimilitariste en une ferveur nationaliste : réhabiliter aux yeux de la jeunesse le rôle vital de l'armée dans la transformation de la nation. Cette entreprise est rendue possible par le fait qu'elle confère à la jeunesse un rôle propre ; même si en fin de compte les mouvements de droite et d'extrême droite ne respectent ni ne veulent, pas plus que les gauches avant eux, l'autonomie de la jeunesse, du moins ne s'y opposent-ils pas d'emblée. Lui attribuant des vertus particulières, ils font de la jeunesse l'élite et l'avant garde de la nation, L'enquête d'Agathon traduit bien cette volonté<sup>1</sup>. Car plus que toute autre entreprise partisane, elle révèle au reste de la société française l'apparition d'une nouvelle jeunesse. Sous le couvert d'une enquête qui lui fait entrevoir « l'état d'esprit de la jeunesse française », le grand public de la presse d'opinion apprend ce que les jeunes disent vouloir.

On verra dans les pages qui suivent comment cette enquête développe, à l'insu des jeunes, une politique de la jeunesse. En articulant un programme

---

<sup>1</sup> Agathon, 1912.

globalement nationaliste pour la jeunesse française enquête produit un effet secondaire plus pernicieux que le premier, conjoncturel, à savoir la division des jeunes. En invoquant une autre alternative à la politisation de la jeunesse que celle de l'antimilitarisme, les enquêteurs opposent la jeunesse des Écoles à l'autre, c'est à dire implicitement à la jeunesse ouvrière. Ne pouvant plus se réclamer de la protection de l'ensemble de la jeunesse, la jeunesse antimilitariste se voit isolée et contrainte de chercher d'autres appuis pour mener son combat contre la guerre.

La campagne contre les trois ans, même si elle est le point culminant de l'activité des jeunesses, n'est plus que la lutte de la jeunesse ouvrière contre la guerre. Se développe alors au niveau du discours le clivage de classe que les jeunesses antimilitaristes avaient jusque-là ignoré. Contre leurs volontés et après qu'elles aient voulu s'en émanciper, elles seront contraintes d'articuler une vision plus étroitement partisane pour pouvoir survivre.

Ainsi le mode de politisation de la jeunesse se trouve-t-il détourné de son cours ; ayant voulu inscrire l'ensemble de la jeunesse dans la vie politique, les groupes contestataires se voient relégués au rang d'une minorité non représentative, par l'explosion d'un conflit inattendu, celui des jeunes entre eux.

## **A – L'ENQUÊTE D'AGATHON RÉVÈLE LE NOUVEL ÉTAT D'ESPRIT DE LA JEUNESSE FRANÇAISE**

[Retour au sommaire](#)

L'enquête d'Agathon a le double avantage de révéler cet état d'esprit « nouveau » dans la jeunesse et la façon de le rendre public et crédible. Surtout confronté à l'histoire du milieu étudiant, « le renouveau nationaliste » apparaît comme une opération idéologique habilement montée qu'il s'agit d'analyser plus précisément. Il nous permettra de vérifier sur ce groupe qui a toujours servi d'exemple sinon d'avant-garde à l'ensemble de la jeunesse, l'importance du déplacement politique effectué.

Mettant en avant le réveil de la jeunesse française, l'enquête d'Agathon déclenche un raz de marée d'articles, d'études, de biographies, de contre-enquêtes et de thèses qui ont pour effet de projeter la jeunesse et ce qui est présenté comme son inévitable corollaire, le nationalisme, à l'avant scène politique. Jamais auparavant n'avait-on vu la jeunesse occuper autant les esprits. Ce qui frappe d'abord tous les observateurs, c'est l'importance qu'on accorde désormais à la jeunesse. Cible privilégiée que convoitent tous les partis, la jeunesse est devenue en 1910 un enjeu politique important. Portée aux nues parce qu'elle est jeune, cette nouvelle génération est chargée d'un idéal révolutionnaire. Régénérer la nation, lui donner enfin une vraie direction,

tel est le sens du discours qu'on prête à cette jeunesse qui se lève et que décrit Agathon.

Le processus qui s'enclenche à cette occasion vaut d'être commenté. Tout commence avec l'affirmation proclamée par Agathon dans *L'Opinion*<sup>1</sup> d'avoir rencontré dans la jeunesse une détermination nouvelle : « Au contraire de la génération précédente marquée par le sentiment de l'inutilité de l'action et le dégoût de la vie... la jeunesse nouvelle est volontaire, optimiste, elle se veut active et créatrice... ».

Il introduit une démarcation nette entre « la génération d'aujourd'hui » et celle qui la précède<sup>2</sup>. Les jeunes d'Agathon n'ont que mépris pour leurs aînés : cette génération fut immobilisée par la défaite de 1870, écrasée par des maîtres peureux, décimée par le socialisme et l'anticléricalisme ; les jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans ont au contraire le goût de l'action, de l'ordre et de la discipline ; ils sont patriotes, sportifs et catholiques. Refusant l'influence de Rousseau et des « dilettantes », ils aiment l'esthétique : « Saine, énergique et confiante la jeunesse d'aujourd'hui sauvera le monde ». Une telle profession de foi, qui se présente sous les dehors d'une enquête objective a de quoi susciter la polémique. Plus d'une dizaine d'enquêtes complémentaires, des centaines de témoignages, d'études, de thèses, de discours sont publiés entre 1912 et 1914 sur ce sujet<sup>3</sup>.

Plus énergique, la nouvelle génération est moins intellectuelle : « consciemment ou d'instinct, elle est anti-intellectualiste » affirme Agathon. E. Faguet<sup>4</sup> constate aussi « une réaction très nette, dans la jeunesse littéraire et universitaire, contre les maîtres d'hier ». A. Comte, H. Taine, E. Renan lui apparaissent comme complètement dépassés ; tandis que les hommes du jour se nomment Bergson, Barrès, Bourget et Maurras. La *Revue Hebdomadaire* par la voix d'Henri Mazel souligne « son penchant pour les choses pratiques et même lucratives... son goût de l'ordre, son souci de la discipline et son rejet de la hiérarchie ». Plus que tout autre trait, les enquêtes découvrent « le réveil de l'instinct national » et la passion patriotique de la jeunesse. « Passionnée par l'avenir de son pays, attentive au sort des provinces perdues, la nouvelle génération n'a plus peur de la guerre... » La guerre est surtout à leurs yeux

---

<sup>1</sup> Agathon, « L'esprit de la nouvelle Sorbonne », *L'Opinion* des 23 juillet et 31 décembre 1910.

<sup>2</sup> Henri Massis et Alfred de Tarde signent sous le pseudonyme d'Agathon cette enquête rassemblée ensuite sous le titre *Les jeunes gens d'aujourd'hui*. Ils y développent à pleine pages les caractères de cette nouvelle jeunesse. Projetant sur la jeunesse leurs propres désirs, les enquêteurs se distinguent difficilement des enquêtés. Et comme leur méthode d'enquête laisse à désirer, ce document offre l'intérêt de refléter leur propre discours sur la jeunesse.

<sup>3</sup> Citons parmi les plus connues celles de H. Reverdy, Paris 1912 et l'article de G. Rageot, 9 février 1913.

<sup>4</sup> E. Faguet, 1913, p. 839-850.

l'occasion des plus nobles vertus humaines, celles qu'ils mettent le plus haut : « l'énergie, la maîtrise, le sacrifice à une cause qui nous dépasse ». L'aspect le plus controversé est ce goût immodéré pour l'action, l'énergie nationale, la guerre ; présentée comme une réaction devant « l'apathie des aînés », cette volonté de la jeunesse nouvelle a de quoi inquiéter. À la toute veille de la guerre, ce débat déclenche les passions, et surtout une vision manipulatrice de la jeunesse.

### **Le conflit de génération comme révélateur du conflit de classe**

On a expliqué l'apparition aussi soudaine qu'engagée de la jeunesse de plusieurs manières. Critiquant la méthode utilisée par les enquêteurs, Beneton admet que l'enquête donne seulement une image de la jeunesse bourgeoise, mais ne réfute aucunement ses conclusions<sup>1</sup>. Analysant les caractéristiques trouvées par les enquêteurs dans la jeunesse française, il les attribue au développement d'une classe d'âge autonome, aux changements de mœurs (développement du sport et relâchement de la famille) et aux bruits de guerre. Expliquant cette réaction de la jeunesse comme résultant d'un conflit de génération qui s'exprime alors avec force, Beneton conclut en allant dans le même sens qu'Agathon : il admet que la jeunesse des Écoles, bourgeoise, voulait la guerre. La découverte de la jeunesse et du conflit de génération, seulement en 1910, ainsi que le recours à un argument *post hoc* (le fait que la guerre éclate) pour expliquer ce phénomène, ont de quoi surprendre. Cette analyse en outre fait peu de cas des contre-enquêtes qui nuancent considérablement l'image d'une jeunesse belliqueuse et prête à toutes les exactions au nom de la patrie. E. Faguet révèle que « la majorité, la es grande majorité des enquêtés est très franchement républicaine »<sup>2</sup>. Point de monarchistes parmi ses lycéens mais seulement « des déçus de l'instabilité ministérielle et du régime parlementaire ». Il note plutôt le réveil du sentiment national et religieux dans « la jeunesse intellectuelle qui, il y a 20 ans, semblait acquise aux doctrines anticléricales, se porte aujourd'hui vers le catholicisme » et glorifie l'idéal national.

De ce débat, il ressort l'affirmation d'un conflit de génération et sa politisation. « Les intellectuels de 1870 subissaient, les nouveaux venus acceptent. Subir, c'est fuir la responsabilité ; accepter, c'est la rechercher tout entière ». Ainsi la jeunesse apparaîtrait avec le renouveau national. La publicité faite à une enquête qui a trouvé de nombreux détracteurs auprès des contemporains, ne peut ici être ignorée<sup>3</sup>. Le mouvement nationaliste aurait-il

---

<sup>1</sup> Philippe Beneton, 1971, p. 985-985 et 989-1007.

<sup>2</sup> E. Faguet, *op. cit.*

<sup>3</sup> E. Faguet, *op. cit.*, et *La Guerre Sociale et La Vie Ouvrière*.

trouvé ses troupes ? Wohl <sup>1</sup> montre, dans son étude sur la génération de 1914, comment l'élite intellectuelle du début du XX<sup>e</sup> siècle, préoccupée par « *the decline of culture and the waning of vital energies* », alimente par toute une littérature cet état d'esprit. Les analyses du vitalisme et du réveil nationaliste ne manquent pas non plus d'intégrer cet élément <sup>2</sup>.

Mais comment la jeunesse devient-elle le vecteur privilégié et parfois l'initiateur de ce mouvement ? Regroupée dans ce qui devient une génération, la jeunesse est investie d'un rôle propre <sup>3</sup>. Après toutes ces années pendant lesquelles les jeunes de tous les groupes se sont battus pour obtenir ce statut, voilà qu'une poignée de jeunes nationalistes sont hissés au rang d'une avant-garde, annonciatrice de la société future par quelques journalistes.

À cause de l'ampleur prise par ce phénomène et de son impact – Wohl explique le déclenchement de la guerre par l'apparition de cette nouvelle génération – il convient de l'analyser plus précisément. La première question qui doit être soulevée est d'ordre méthodologique : en quoi la jeunesse des Écoles peut-elle représenter l'esprit de la jeunesse française ? La seconde est d'ordre politique : comment parvient-on à faire d'une pseudo-enquête, au mieux d'une profession de foi, un élément décisif dans l'explication de l'apparition d'une nouvelle conscience nationale ? Les réponses ne sont pas aisées, car elles touchent à des problèmes infiniment plus complexes que la seule histoire des jeunes n'éclaire que très partiellement. Mais le choix de la jeunesse des Écoles et l'affirmation péremptoire de son vitalisme font de « l'enquête d'Agathon » une pièce essentielle dans la compréhension du rôle de la jeunesse dans la société française.

## **B – JEUNESSE ÉTUDIANTE ET JEUNESSE DES ÉCOLES : L'ÉVOLUTION OU L'AMNÉSIE DU MONDE ÉTUDIANT ?**

[Retour au sommaire](#)

Tout d'abord, parler de la jeunesse des Écoles n'est certainement pas fortuit. Ni le terme d'étudiants ni celui d'intellectuels, tous deux fortement connotés à gauche, ne sont utilisés par les « enquêteurs », et ce pour trois raisons. La première est que le milieu étudiant a acquis au cours des quinze années qui précèdent l'enquête une autonomie et un statut tels que les opinions qui y sont émises prennent valeur et autorité par elles-mêmes. L'aura du savoir entoure leurs déclarations de la force d'une vérité. Ensuite, en attribuant le rôle d'avant-garde à la jeunesse des Écoles, Agathon reprend pour l'exploiter un thème cher à la jeunesse française. Enfin, Agathon choisit de faire de la jeunesse des

---

<sup>1</sup> Robert Wohl, 1980.

<sup>2</sup> René Rémond, 1982 ; Zeev Sternhell, 1978.

<sup>3</sup> A. Zevaès, 1922 ; Robert Cornilleau, 1926 ; et Massis, 1937.

Écoles le porte-parole du renouveau nationaliste car effectivement, l'absence des groupes socialistes, jadis florissants dans les universités, lui permet de faire ces déclarations sans risquer d'être directement contesté par eux. Ce qui caractérise alors l'éclosion de ce mouvement dans la jeunesse des Écoles n'est pas tant son ampleur (discutable) ou son orientation politique (variable) mais bien sa force symbolique. Résultat du processus de politisation de la jeunesse, ce mouvement en couronne l'histoire sans pour autant en traduire la volonté.

Il est intéressant de constater que depuis 1891, date de fondation du premier groupe d'étudiants socialistes, jusqu'à 1911, où ces derniers réapparaissent à la Sorbonne, le militantisme des étudiants a non seulement pris d'autres formes (groupes politiques, associations, syndicats) mais aussi une coloration politique. Les premiers à avoir préconisé l'alliance de la science et de la politique furent les étudiants socialistes. Rompant avec la tradition d'apolitisme qui régnait dans l'Université, ils ont ouvert la voie à la contestation de la vérité objective comme à celle de la République. Examinons comment ce processus, en se développant, aboutit paradoxalement à rendre possible l'enquête « Agathon.

### **La politisation du milieu étudiant**

Ce sont les étudiants socialistes qui les premiers pavent la voie pour une expression autonome et indépendante du mouvement étudiant. Ils n'y aboutissent qu'au terme d'un long cheminement qui les mène d'une conception où sciences sociales et socialisme s'équivalent, à une critique plus nuancée des vérités scientifiques. Ce faisant, leurs regroupements se heurtent à l'intransigeance des partis socialistes et surtout à l'orthodoxie guesdiste. Parce que la plupart d'entre eux dénie aux partis le droit de statuer sur les problèmes qui les préoccupent, ces étudiants trouvent dans la formation de l'Internationale des étudiants socialistes et anciens étudiants socialistes une façon d'échapper à la tutelle du parti, mais aussi une formulation de leurs propres revendications. S'appuyant sur le modèle offert par les rencontres universitaires internationales, ils feront admettre l'idée de se réunir en congrès internationaux des étudiants. Cherchant à consolider des liens scientifiques et professionnels, ces derniers participent à des rencontres mondiales<sup>1</sup>. La contestation de l'Université bourgeoise et de l'enseignement qu'elle dispense feront l'objet des discussions<sup>2</sup>. Cette formulation large de l'action des étudiants socialistes suscite un facile consensus qui éclate toutefois au congrès suivant<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Les congrès de Liège en 1863 et de Paris en 1876 en sont des moments. Cité par Claude Willard, 1965, p. 13.

<sup>2</sup> Certains étudiants socialistes se retrouvent de façon informelle au congrès de Paris, mais c'est à Bruxelles qu'ils établissent officiellement leur organisation. Compte rendu dans *L'Avant garde*, Bruxelles, le 20 décembre 1891.

<sup>3</sup> Du jeudi 22 au dimanche 25 décembre 1893, vingt-six délégués représentant vingt-quatre organisations appartenant à dix pays différents se rencontrent à Genève. Compte rendu du

Les étudiants français polarisent l'attention du congrès dès l'ouverture<sup>1</sup> en demandant l'unité d'action des étudiants sur la base « du rôle du prolétariat intellectuel dans le mouvement socialiste ». Mais le congrès ne peut admettre l'organisation autonome des étudiants que si on affirme clairement sa liaison organique avec le prolétariat (poursuivre l'organisation professionnelle des travailleurs appartenant aux carrières libérales) et son refus de l'anarchisme<sup>2</sup>. Mais ni le congrès de Turin, ni celui de Bruxelles convoqué pour 1897 ne semblent avoir eu lieu. C'est à Paris en 1900 que le débat reprend avec plus de vigueur encore<sup>3</sup>. Là encore les étudiants socialistes français donnent le ton. Lagardelle propose un ordre du jour qui est adopté à une quasi unanimité (à l'exception de la Hollande et de la Bulgarie). L'idée du prolétariat intellectuel figure toujours dans ce texte, mais l'accent est mis sur « l'esprit scientifique, les sentiments moraux et les aspirations démocratiques des étudiants » à qui s'adresse la propagande socialiste. L'intérêt de Lagardelle pour « ce qui touche les problèmes particuliers » des milieux universitaires, trouve un écho favorable auprès des délégués de Munich ; ces derniers vont jusqu'à préconiser la création, parallèle aux cercles nettement socialistes « de cercles neutres pour l'étude des sciences sociales ». Ainsi se trouve justifiée l'existence d'une forme de militantisme propre aux étudiants socialistes. En exerçant leur esprit critique dans l'université bourgeoise ou dans les universités populaires, alors florissantes à Paris<sup>4</sup>, ils répandent par ce seul fait le socialisme. Cette conception, chère à tout le groupe des étudiants indépendants de Paris, contribue à élargir considérablement l'horizon du socialisme et son champ d'application.

En effet, en assimilant une vision critique de la société et des sciences sociales au socialisme, Lagardelle a une ambition que ne partagent pas nécessairement tous les congressistes. Si de nombreux délégués continuent de croire que le développement de la science est profitable au prolétariat, ils ne sont pas tous prêts à mettre un signe égal entre science critique et socialisme ;

---

deuxième congrès international des étudiants et anciens étudiants socialistes, du 22 au 25 décembre 1893 à Genève dans *L'Étudiant Socialiste* et *L'Ère Nouvelle*, mars 1894, p. 421-431 et résolution dans *Le Socialiste* du 16 avril 1893 et du 30 décembre 1893.

<sup>1</sup> Le groupe des étudiants collectivistes de Paris (POF) par l'intermédiaire de Zevaès, demande au congrès de se dissoudre : « Il n'y a pas lieu pour les étudiants socialistes, de tenir le présent congrès puisque leur devoir est de se rallier... au parti ouvrier c'est-à-dire au parti des travailleurs constitué sur le terrain des classes pour la conquête des pouvoirs publics ». Il faut toute la détermination des autres délégations françaises pour passer outre cette proposition guesdiste. Ils viennent de Paris, Lyon, Montpellier, Toulouse, Lille.

<sup>2</sup> La proposition Diamandy est adoptée. Elle estime que « les étudiants devraient s'attacher à fournir aux militants, trop engagés dans la lutte pour pouvoir entreprendre de longues recherches techniques, des armes statistiques dont la puissance n'est plus à démontrer », *L'Ère Nouvelle*, mars 1894, p. 425.

<sup>3</sup> Compte rendu du troisième congrès international... du 20 au 22 septembre 1900, Paris (salle des Sociétés Savantes) dans le *Mouvement Socialiste*, n° 31 du 1<sup>er</sup> avril 1900, n° 41 du 1<sup>er</sup> septembre 1900, n° 47 du 1<sup>er</sup> décembre 1900.

<sup>4</sup> Lucien Mercier, 1986.

c'est pourquoi ils resteront sur leurs gardes. Approuvant à l'unanimité les vœux antimilitaristes (proposition de Longuet), ceux sur la propagande en faveur de l'hygiène sociale (proposition Maria Fournier) et même ceux sur la prostitution (Uhry invite les « étudiants socialistes à combattre les mesures encourageant la prostitution, telles que la réglementation et les lois qui interdisent la recherche de la paternité »), le congrès se divise sur la perception qu'il a du caractère de son action. Hésitant à adopter la terminologie et le sens que Lagardelle donne à l'action des étudiants socialistes (luttant sur le terrain de la science pour le compte du prolétariat), le congrès vote pour « qu'une enquête internationale soit menée sur la situation du prolétariat intellectuel dans divers pays » ; cette résolution précise que l'action des étudiants socialistes doit porter sur la défense des intérêts proprement professionnels mais aussi sur ceux du prolétariat ; on recommande la création de syndicats socialistes de médecins, d'avocats...

En d'autres termes, les étudiants, pour accéder au socialisme, devront lutter pour la défense du statut du prolétariat auquel ils vont appartenir. Cette recommandation reflète la méfiance de nombreux socialistes à l'égard de tout ce qui touche au milieu intellectuel<sup>1</sup>. La cécité des congressistes concernant le statut spécial revendiqué par des étudiants, que Lagardelle a voulu exprimer dans sa résolution, aura des conséquences déterminantes sur l'orientation qu'ils prendront ultérieurement. Les étudiants qui ont développé aux côtés de la jeunesse socialiste une forme d'activisme mêlant la publication de brochures, la tenue de conférences publiques et de débats sur les questions de théorie et de pratique socialistes, défaits par le congrès, ne s'avoueront pas vaincus. Dès lors, ils ignorent les congrès socialistes nationaux et internationaux. Caisse de résonance de ce conflit le congrès de Paris fut le dernier du genre. Il n'y aura pas d'autre congrès international des étudiants socialistes avant la guerre.

## **Le recul du socialisme à l'Université**

Le débat se poursuit néanmoins sous une autre forme et dans d'autres lieux tout au long de la décennie. Les tenants de la « théorie » se retrouvent dans des revues comme *Le mouvement Socialiste*, et *Les Cahiers de la Quinzaine*, pour élaborer une analyse de la société qui questionne tout autant le socialisme que les sciences sociales. Ce courant intellectuel, très influent à l'intérieur autant qu'à l'extérieur de l'Université, fut présenté comme un des courants les plus novateurs du socialisme français<sup>2</sup>. Par ce biais, quelques intellectuels ont continué de rallier le socialisme. Non seulement l'attrait de la science les y amène mais la possibilité de lier la théorie et la pratique fut déterminante dans leur engagement. À l'instar de Jaurès qui avait ouvert la voie, quelques jeunes intellectuels de la rue d'Ulm ou de la Sorbonne annoncent leurs nouvelles

---

<sup>1</sup> M. Adler, 1974.

<sup>2</sup> Robert Smith, 1973 ; Phyllis H. Stock, 1971, pp. 93-110 ; et Terry N. Clark, 1973.

convictions <sup>1</sup>. De Man explique éloquemment cet engagement quand il évoque le moment où il devint « presque malgré lui, un excellent étudiant » en 1905 : « parce que mes études, au lieu de contrecarrer mon activité socialiste, la servaient dorénavant » <sup>2</sup>.

Par ailleurs, certains étudiants socialistes ralliés à la lutte du prolétariat tenteront effectivement d'imiter et de reproduire son mode d'organisation au sein de l'Université. Dépassant les traditionnelles amicales et associations étudiantes, l'Union nationale des étudiants de France est constituée comme un syndicat après de nombreuses batailles en 1907 <sup>3</sup>. Ces débats, plutôt que l'action déclinante des groupes d'étudiants, ont contribué à donner une place particulière au mouvement étudiant français. Reflétant les ambitions politiques, et d'une certaine façon les intérêts d'un petit groupe dont Lagardelle fut le chef de file, ces conceptions n'ont pourtant guère trouvé d'écho en France ou dans l'internationale. Leur unique mérite vient du fait que les Sarraute, Longuet, Péguy... ont vu, bien avant tout le monde, l'importance du ralliement de la jeunesse étudiante au socialisme. Ce faisant, ils ont jeté les fondements de l'identification d'un groupe spécifique composé par des étudiants et non pas par des « prolétaires intellectuels », ou des « travailleurs de la pensée » ou des « détachements ouvriers à l'université... »

Devant l'intransigeance et la rigidité du parti socialiste, nombre de ces intellectuels perdent la foi dans le socialisme. Les cas de Péguy qui adopte la foi catholique et de Lagardelle qui évolue vers un radicalisme de droite sont les plus significatifs de la désaffection qui touche les intellectuels. Si cette tendance est perceptible très tôt (les premières années du siècle), l'affaiblissement du socialisme à l'Université ne signifie pas pour autant le développement du nationalisme.

À cet égard, les bandes royalistes, antisémites et antidreyfusardes n'ont pas plus que les socialistes réussi à déborder le cadre d'une agitation sectorielle et limitée à certaines facultés parisiennes où la plupart de leurs membres se recrutent. La « jeunesse nationaliste des Écoles » n'a, pas plus que les étudiants socialistes, le monopole de la contestation dans l'Université. Il serait même plus exact de dire que l'affaire Dreyfus a donné la prééminence à la contestation des intellectuels de gauche – l'exemple de la rue d'Ulm est le plus connu <sup>4</sup> – entraînant dans son sillage les étudiants de même allégeance. Ainsi le mouvement étudiant existe bel et bien en 1900. Ayant une conscience partielle de sa force, il ne réussit pas à surmonter les brimades des adultes pas plus qu'à convaincre ses pairs d'adhérer à une quelconque des idéologies qui se

---

<sup>1</sup> M. Robérioux, 1968, pp. 1-9 ; Harvey Goldberg, 1962 ; et Paul Dimoff, 1970.

<sup>2</sup> De Man 1945, p. 38.

<sup>3</sup> Paul Gerbod, 1980.

<sup>4</sup> Robert Smith, *op. cit.*, 1967, Alain Beaudant, 1972 ; et Mathilde Low, 1980.

disputent son adhésion. En quoi la génération suivante réussira-t-elle mieux cette double opération ? Comment les jeunes gens d'Agathon accèderont-ils au rang envié de mouvement de la jeunesse des Écoles ?

Comment se sont effacées les dissensions pour qu'on puisse parler d'un mouvement unique de la jeunesse ? La transformation de l'Université en un système est une des raisons qui expliquerait la cohésion plus grande, partant l'existence d'un mouvement étudiant plus important. Certes, la réforme de l'enseignement supérieur a pour effet de rassembler les diverses composantes du milieu universitaire en un groupe sinon plus homogène du moins numériquement plus important. Les effectifs étudiants quadruplent en trente ans (dix mille en 1875 à quarante-deux mille en 1914). Mais le système multifonctionnel préconisé signifie encore peu de choses à côté de la prédominance des hiérarchies des facultés professionnelles<sup>1</sup>. Aussi l'Université est-elle encore plus qu'avant le terrain d'affrontements et de coalitions diverses représentant des intérêts nombreux et contradictoires. Chargée par le législateur républicain de la mission sacrée de transmettre une éducation laïque, l'Université sera la proie d'ambitions politiques de moins en moins cachées derrière le discours érudit ou scientifique<sup>2</sup>.

L'enquête d'Agathon en est le plus pur produit. Arrivant à point nommé dans un univers traversé par de nouvelles tensions et des vieilles querelles, elle a l'avantage de donner une vision unificatrice et rénovatrice aux jeunes. Et ce n'est pas le petit groupe d'étudiants socialistes révolutionnaires qui pourra s'y opposer, ni même les intellectuels socialistes qui le feront. Ainsi, s'il est évident que la grande guerre a contribué à propulser après coup ces jeunes gens au rang de représentants de l'esprit de l'époque, il faut aussi noter que l'idéologie nationaliste fut prompte à leur reconnaître ce rôle. Premier et seul mouvement politique à faire de la jeunesse une entité à conquérir, le nationalisme réussit son entreprise de séduction. Plus encore, Maurras, Barrès et autres Agathon trouvent dans les vertus propres à la jeunesse une formulation politique majeure. La vieille idée monarchiste du retour aux valeurs du passé est décrépète ; ils habillent le nationalisme du vêtement neuf de la jeunesse. Régénérer la France par les jeunes, telle se trouve être leur ambition d'alors. C'est cette rencontre entre quelques individus avides d'action, et un mouvement prêt à les rallier que réalisent les nationalistes. Les autres tendances politiques ne feront ensuite que les imiter. Mais les groupes nationalistes voient plus loin encore : il s'agit de vider de son sens la lutte

---

<sup>1</sup> Paul Gerbod, 1968 ; George Weisz, 1980 ; et William Bruneau, 1977.

<sup>2</sup> Il n'est pas de notre ressort ici de montrer si la composition sociale du corps étudiant littéraire ou professionnel a effectivement changé en dix ans. Des sociologues de l'éducation (Isambert-Jamatti, Karady...), des historiens (Prost, Gerbod) apportent chacun un éclairage particulier sur cette question encore très controversée. Il ne nous revient pas non plus de discuter les différentes thèses concernant l'histoire et le mouvement des intellectuels de cette période.

antimilitariste. En divisant la jeunesse en bons et méchants, en nationalistes et antimilitaristes, ils espèrent annuler « le fléau antimilitariste ».

Ainsi ces jeunes des Écoles, hostiles au socialisme et à ses méthodes, préconisent-ils une action qui s'oppose de manière symétrique à celle des groupes de jeunesse antimilitaristes. De part et d'autre on considère l'éducation, la science, l'armée comme autant de problèmes que la République ne résout pas adéquatement. « Les uns préfèrent Darwin et Renan à Bergson et Marx ; ils considèrent l'armée républicaine inefficace et veulent y rétablir une hiérarchie plus stricte ; ils veulent revitaliser la France ». Les autres veulent appliquer les lois rationnelles et positivistes à la compréhension du monde qui seules permettront de le changer<sup>1</sup> ; ils refusent l'armée bourgeoise et préconisent l'avènement d'une société sans patrie. Tous sont animés du même désir, de la même révolte contre les injustices sociales ; ils en expliquent différemment l'origine et parviennent à des solutions diamétralement opposées.

Pourtant, parmi les voix stridentes des jeunes, on n'entend plus en 1910 que celles qui affirment vouloir la guerre. Privée désormais de l'unité, même symbolique, de sa classe d'âge, profondément divisée sur la question cruciale de l'armée, la jeunesse socialiste ne peut plus prétendre parler au nom de toute la jeunesse. Objet de toutes les convoitises, les jeunes ne peuvent exercer de pression que s'ils bénéficient du patronage des adultes. Face aux « jeunesses bourgeoises », les jeunesses ouvrières se doivent de renouveler leur coalition.

## **C – LA CONTESTATION RADICALE DES JEUNESSES SYNDICALISTES**

[Retour au sommaire](#)

La revue bimensuelle de l'Union des syndicats de la Seine, *La Vie Ouvrière*, est la première à réagir à l'enquête d'Agathon. Ouvrant aussitôt dans ses colonnes une contre-enquête, elle veut présenter l'existence et l'œuvre de la jeunesse ouvrière.

Expression de la tendance syndicaliste révolutionnaire de la CGT, *La Vie Ouvrière* s'est donné pour objectif, à sa création en 1909, de développer par tous les moyens l'éducation intégrale de la classe ouvrière pour hâter son émancipation. C'est pourquoi Monatte, son rédacteur et chef de file de la tendance, se dit particulièrement sensible à l'échec du socialisme chez les étudiants. « Petits bourgeois se réclamant du socialisme et de l'anarchisme » dix ans plus tôt, les étudiants socialistes n'ont pas réussi à établir le socialisme à l'Université. À leur place se développent aujourd'hui les jeunesses bourgeoises. Distinguant celles, réactionnaires, cléricales et royalistes dont

---

<sup>1</sup> Prochasson, 1982.

parle Agathon, de la jeunesse bourgeoise républicaine (dont la jeunesse laïque est le plus beau fleuron), Monatte conclut « qu'un souffle est passé sur sa tête ». Ainsi « la fraction républicaine de la jeunesse bourgeoise boit, dort et digère : elle n'existe plus. Seule la jeunesse réactionnaire a repris vigueur, s'affirme, agit »<sup>1</sup>. Monatte nuance donc l'appréciation d'Agathon mais ne la contredit pas. Plus encore, il entérine le fait « que le réveil de la jeunesse bourgeoise a précédé celui de la jeunesse ouvrière ». Prompt à accuser les « arrivistes socialistes » d'avoir détourné la jeunesse étudiante de son devoir et même les jeunes d'avoir abandonné le prolétariat pour les sports, Monatte veut à son tour ébranler la jeunesse ouvrière et la sortir de son apathie. Certes, il avoue que « notre propagande a été inférieure en qualité plutôt qu'en quantité » et que « le syndicalisme n'a pas produit, il s'en faut de beaucoup, une littérature comparable à celle de l'anarchisme ou même du socialisme ». Il veut donc par cette enquête réveiller la jeunesse ouvrière ; et même s'il admet que les « jeunes doivent rester jeunes » et qu'il ne s'agit pas « de recourir à une culture intensive et artificielle qui mène les militants à devenir des professionnels », il assigne aux jeunes syndicalistes une tâche qui rendrait un service incalculable au mouvement ouvrier, « celle de préparer au syndicalisme une belle génération de militants ». Les jeunes peuvent « faire des sports, se livrer aux jeux, développer leur corps » ; ils ont même le droit de faire de l'antimilitarisme car cela les regarde au premier chef ; mais plus que tout, ils doivent faire la besogne d'éducation, « c'est la plus importante à mes yeux, celle dont dépend l'avenir des jeunes ».

Ce préambule à l'enquête révèle les intentions du groupe sans doute le plus proche de la jeunesse syndicaliste. On voit combien encore en 1911, cette tendance la plus radicale du mouvement ouvrier est enfermée sur elle-même et sur ses préoccupations. Monatte approuve le verdict d'Agathon sans tenter de lui opposer l'existence, attestée ensuite par son enquête, de l'action des jeunes syndicalistes. Nostalgique des années 1904-1905 où il faisait partie des premières jeunes syndicalistes, il constate leur affaiblissement progressif. Autour de lui, les anciens militants des jeunes ont évolué vers d'autres préoccupations et trahissent la cause ; seule l'éducation renforcera les convictions ainsi que les rangs du mouvement ouvrier. Ce verdict, calqué sur l'analyse sommaire qu'Agathon fait de la jeunesse des Écoles, est rendu possible par l'ignorance dans laquelle se trouve Monatte de l'activité des jeunes syndicalistes. Démentant ses prédictions, la réponse des groupes au questionnaire fut impressionnante.

---

<sup>1</sup> L'enquête de *La Vie Ouvrière* commence avec le n° 48 du 20 septembre 1911 et se poursuit régulièrement dans les n° 49 du 5 octobre 1911, 50 du 20 octobre 1911, 53 du 5 décembre 1911, 56 du 20 janvier 1912, 59-60 du 5-20 mars 1912 et 67-68 de septembre 1912.

## **La contestation des jeunesses syndicalistes : dernière tentative d'action globale des jeunes ?**

Ainsi le conflit de génération disparaît en 1911 derrière le conflit idéologique et le conflit de classe. Divisée en nationalistes et antimilitaristes, en jeunesse des Écoles et jeunesse ouvrière, la jeunesse peut-elle encore avoir une action commune ? Les étudiants socialistes trop faibles pour contrer les allégations d'Agathon doivent s'unir aux jeunesses ouvrières pour faire bloc contre « cette nouvelle jeunesse des écoles ». Ne fournissant plus la direction morale et intellectuelle de la jeunesse comme dans les années 1890, cette génération d'étudiants socialistes se met à la remorque des autres groupes de jeunesse. Les jeunesses syndicalistes ont pris la tête des opérations ; déclenché d'abord en réaction aux menaces nationalistes, le mouvement de la jeunesse ouvrière prend toute son ampleur dans la lutte contre « les trois ans » et contre la guerre.

Ce dernier épisode du combat que les jeunes mènent aux côtés du mouvement ouvrier, atteste de l'incapacité de la jeunesse à exercer seule sa contestation, la privant de l'ambition qu'elle avait d'être un contre-pouvoir ; la jeunesse ouvrière n'aura d'autre issue que de renforcer son ralliement au mouvement ouvrier. Que restera-t-il alors du mouvement de jeunesse et de son antimilitarisme ? À la toute veille de la guerre, le regain d'activité des jeunesses ne doit pas cacher les écueils structurels auxquels elles sont confrontées.

Florissantes dès leur naissance <sup>1</sup>, les jeunesses syndicalistes remplissent le vide laissé par les jeunesses socialistes dans la jeunesse ouvrière <sup>2</sup>. Elles entrent d'emblée dans un radicalisme de rigueur qu'on ne manquera pas de leur reprocher <sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Monatte dénombre 150 à 180 membres dans la première jeunesse syndicaliste de la Seine de 1903-1904, *La Révolution Proletarienne*, n° 49, avril 1951, cité par J. Maitron, *Le Mouvement Social*, n° 50, janvier-mai, p. 102.

<sup>2</sup> Leur appellation résume leur ambivalence : jeunesse et non pas les pupilles comme le Congrès d'Alger l'aurait voulu. Reconnaisant le syndicat comme l'arme de la classe ouvrière, elles s'y inscrivent tout en gardant leur autonomie.

<sup>3</sup> C'est encore Monatte, qui justifiait son appréciation sur l'illégalisme, « cancer de l'anarchisme », par ces mots : « sur les 180 membres de la jeunesse syndicaliste... il y avait bien une quinzaine de jeunes gars plus ardents et plus intelligents que la moyenne courante ; sur les 15, une dizaine furent entraînés à la prison et au bagne par l'illégalisme : les uns par la fausse monnaie, d'autres par le cambriolage et le perçage de murailles ». *Ibid.*, p. 102.

Jouissant d'un climat de libre confrontation et du support lointain des bourses du travail, les jeunesses se développent rapidement<sup>1</sup>. Toutes les tendances s'y côtoient (anarchistes, socialistes, syndicalistes révolutionnaires) redonnant aux jeunesses ce rôle d'animation qu'elles avaient tenu quelques années auparavant. Très vite, les groupes se développent dans les fédérations de métiers, les bourses, les localités. Une estimation de la préfecture de police évalue les groupes en septembre 1912 au nombre de soixante-quatre (trente-deux à Paris et dans la Seine, le reste en province)<sup>2</sup>. Monatte estime à cent cinquante le nombre des adhérents de la jeunesse syndicaliste à Paris répartis dans une dizaine de syndicats et à une quinzaine de groupes en province. Les réponses à l'enquête de *La Vie Ouvrière*, même si elles ne représentent qu'une partie des groupes, indiquent une implantation diversifiée dans les régions de l'Ouest, la région lyonnaise, le Sud-Est et Paris ; dans des métiers comme le bâtiment et la métallurgie mais aussi des jeunesses non fédérées comme la jeunesse culinaire, celle des cuirs et peaux, celle des ferblantiers etc. En somme, quelques cinq cents jeunes s'activent autour des jeunesses syndicalistes<sup>3</sup>. Leur conception du militantisme syndical comme leur recrutement sont particuliers<sup>4</sup>. Des formules lapidaires résument quelques-unes de leurs revendications. Ainsi la jeunesse culinaire « lutte pour le repos hebdomadaire » et veut « éduquer les jeunes pour en faire des militants syndicalistes convaincus et énergiques ». L'antimilitarisme côtoie les soirées familiales, sportives, les concerts et tombolas. Hormis certains groupes qui mentionnent explicitement une grève des ardoisiers et la résistance des cuisiniers à l'exploitation de leurs chefs, les jeunesses syndicalistes ne semblent guère préoccupées par la défense des intérêts économiques des jeunes.

---

<sup>1</sup> *La Bataille Syndicaliste* du 16 août 1911 fait une première évaluation des forces des jeunesses syndicalistes. Elle constate qu'à Paris et en province, des groupes se forment rapidement. *La Bataille Syndicaliste* n° 138 du 11 septembre 1911 se préoccupe également de savoir quels rapports les jeunesses syndicalistes entretiennent avec les syndicats. Elle encourage le regroupement corporatif et la constitution d'un comité d'entente.

<sup>2</sup> Rapport de Police de septembre 1912 (AN F7 13326).

<sup>3</sup> F. Rey estime à trois cents membres les militants des jeunesses syndicalistes à Paris. *La Bataille syndicaliste*, n° 215 du 27 novembre 1911.

<sup>4</sup> L'enquête de *La Vie Ouvrière* nous permet de mieux apprécier le type d'implantation des groupes et de dégager une sorte de portrait-robot du développement des jeunesses syndicalistes entre 1905 et 1911. Répondant à trois questions concernant l'aspect organisationnel du groupe, ses orientations et ses rapports avec les syndicats, vingt-deux secrétaires des jeunesses donnent avec plus ou moins de détails une description circonstanciée de leurs groupes. Ils montrent le besoin qu'ils ont de regrouper le plus souvent des syndiqués, mais pas nécessairement et toujours des jeunes. Il est difficile d'identifier avec exactitude ce qui pousse ces quelques vingt-cinq jeunes gens, parfois plus, à former des jeunesses syndicalistes, coiffeurs ou cuisiniers, ferblantiers ou menuisiers, ouvriers ou apprentis à se rencontrer, s'organiser, se doter de stratégies compliquées et payer trente sous par mois de cotisation. Bien que le questionnaire n'aborde que certains problèmes, les réponses sont révélatrices d'une certaine assurance. Militants actifs, les secrétaires des jeunesses syndicalistes ont déjà développé une certaine rhétorique ; les uns frondeurs et impertinents l'utilisent contre les plus âgés, qu'ils savent devoir remplacer bientôt les autres au contraire l'utilisent pour éduquer leurs lecteurs.

Ressentant toutes une opposition sourde à l'égard des adultes, les jeunesses syndicalistes en font la base d'une autonomie consciente et voulue.

Le conflit entre jeunes et adultes est entrevu à un niveau général comme un conflit « naturel » et contre lequel les jeunes ne peuvent rien faire d'autre qu'attendre de devenir eux-mêmes plus âgés : « nous n'avons nullement l'intention de changer leur mentalité, ni leur âge », dit le porte parole des ferblantiers. Ce conflit ne fait que recouvrir une sorte de double minorisation, celle de l'âge et celle d'être de véritables révolutionnaires, La jeunesse de Boulogne-sur-Mer traduit cet état d'esprit quand son secrétaire affirme de façon péremptoire « les syndicats ont peur du présent. On nous traite d'anarchistes ». S'assimilant à un groupe d'avant-garde, cette jeunesse montre ce qu'il y a d'exclusif dans cette situation et donc d'isolement, de jalousie, de conflits.

Même si toutes les jeunesses ne se présentent pas sous cet aspect, elles se distinguent des autres groupes locaux par des limites d'âge (quatorze, seize, vingt et un et vingt-cinq ans), des lieux de réunion différents de ceux du syndicat ou de la bourse, des statuts particuliers, bref par l'affirmation non équivoque de leurs particularités. Cette distinction, parfois appelée sectarisme<sup>1</sup>, les conforte de plusieurs manières. Elle les justifie dans leur volonté de se regrouper entre amis pour faire du théâtre, des sports, des concerts, des tombolas et toutes ces sortes d'activités qu'ils font mieux entre eux. Elle leur permet aussi d'épouser les idées et les valeurs les plus radicales, véhiculées par d'autres groupes minoritaires, comme signe de reconnaissance entre eux contre tous les « autres ». Les jeunesses syndicalistes affirment leur autonomie pour « combler le fossé du corporatisme étroit » (jeunesse de la voiture), lutter pour le syndicalisme (jeunesse culinaire) « entièrement et totalement révolutionnaire ». Parce que minoritaires, elles sont conscientes des problèmes qui traversent la conscience ouvrière, veulent les redresser par l'éducation et prôner la forme la plus achevée de révolution, l'antimilitarisme. A. Fournier, de la Jeunesse des ferblantiers traduit sa préférence en ces termes : « Un antagonisme existe entre jeunes et vieux par suite de la fatuité des anciens qui se figurent avoir fait beaucoup en obtenant des différentes maisons des satisfactions matérielles. Ils n'admettent pas que les jeunes leur donnent des leçons. Les leçons de la jeunesse du bâtiment sont l'éducation intégrale et la propagande auprès des exploités ». « Reconnaissant leur ignorance », les exploités devront développer un jugement et des connaissances indépendantes de l'éducation bourgeoise. La jeunesse est le groupement indépendant, « le cercle tout désigné », pour « entraîner la masse, ordinairement indifférente, mais capable de se révolter spontanément en vue de la grève générale expropriatrice ». Les jeunesses syndicalistes s'occupent rarement des

---

<sup>1</sup> Philippe Bossis les décrit comme « très individualistes, elles étaient souvent sectaires au sens étymologique du terme », *Le syndicalisme révolutionnaire*, thèse, p. 83.

problèmes de métier, de salaires, de conditions de travail de leurs membres. Comme les jeunesses qui les ont précédées, les jeunesses syndicalistes « font d'abord de la contestation ». Elles s'associent au syndicalisme révolutionnaire et sont encouragées par lui dans cette mesure.

L'intérêt des syndicalistes révolutionnaires à promouvoir l'antimilitarisme de la jeunesse est patent. En position de faiblesse depuis plusieurs années dans la CGT, ils cherchent des appuis pour consolider leur tendance et développer leur point de vue. En ce sens, l'apport fourni par les jeunesses syndicalistes est substantiel et tient une place symbolique (l'avenir) dans la bataille entre réformistes, corporatistes et syndicalistes révolutionnaires.

Les jeunesses, quant à elles, bénéficient de cet appui et en profitent pour développer leurs propres groupes<sup>1</sup>. Marque déposée de la jeunesse, la lutte antimilitariste est souvent l'apanage des jeunesses syndicalistes. Un des ex-secrétaires de la jeunesse syndicaliste de Paris rappelle avec nostalgie cette époque où, en 1909, l'entente des jeunesses syndicalistes avait imprimé un manifeste antimilitariste à soixante-dix mille exemplaires, le distribuant au moment de départ de la classe dans les gares et les mairies<sup>2</sup>.

Ayant uni leurs efforts dans de nombreux départements avec les socialistes, les bourses du travail et la CGT<sup>3</sup>, les jeunesses se font d'abord les coordonnatrices de la caisse du Sou du Soldat. Ce sont elles qui à travers la France font de cette institution, créée en 1900 par les bourses du travail, un véritable lieu de secours mutuel rétablissant les liens anciens et les solidarités nouvelles avec les « encasernés ». Chargés de l'aspect organisationnel et matériel des caisses dans chacune des bourses, les jeunes en sont venus à penser que le groupe de jeunesse remplirait aussi bien ce rôle. Le Sou du Soldat devient le symbole de la solidarité des syndicats avec les jeunes soldats. Le regain d'activité que les jeunesses syndicalistes développent à partir de 1910 contribue à redonner au Sou du Soldat un nouveau souffle. Les poursuites contre trois militants parisiens de la maçonnerie, « accusés d'excitation de militaires à la désobéissance », et emprisonnés « en vertu des lois scélérates » votées en 1894, sont largement rendues publiques et fournissent la preuve de l'efficacité du Sou du Soldat<sup>4</sup>. Devenant des affaires, les inculpations des

---

<sup>1</sup> Philippe Bossis analyse l'aire d'implantation des jeunesses syndicalistes pour établir le lien très étroit avec les syndicalistes révolutionnaires, établissant surtout les fiefs de ces derniers à Dijon, Mâcon, Arpajon, Auxerre, Bordeaux, Coilar (Gard), Clermont Ferrand, Montceau-les-Mines, Narbonne, Rochefort, St-Étienne, Toulouse, Vierzon et aussi dans les syndicats des centres ardoisiers où ils sont très influents. *Ibid.*, p. 83.

<sup>2</sup> A. Vallet, « L'entente des jeunesses syndicalistes », *La Guerre sociale*, n° 4, du 15 janvier 1909.

<sup>3</sup> Rapports de police, AN F7 13333.

<sup>4</sup> « Le Sou du Soldat poursuivi », *La Vie Ouvrière*, n° 44, du 20 juillet 1911. « Nouvelles poursuites contre le Sou du Soldat », *La Vie Ouvrière*, n° 64, du 20 mai 1912.

militants Viau, Baritaud et Dumont sont l'occasion pour les jeunesses de poursuivre une campagne nationale antimilitariste et d'articuler plus précisément leurs conceptions de l'armée, de la défense nationale et du service militaire. Cette thématique établie à l'occasion de deux congrès des jeunesses syndicalistes, dans des brochures et déclarations, fournit la justification des campagnes menées d'abord par les jeunesses syndicalistes puis par l'union des jeunesses contre « la loi Berry-Millerand ».

La position des jeunesses syndicalistes sur l'antimilitarisme n'est pas unifiée. Selon les sections, les régions et les tendances, elles pratiquent l'antimilitarisme avec plus ou moins de virulence. Les unes s'associent avec les groupes *ad hoc* qui font campagne sur des questions telles que les bagnes militaires ; le groupe des libérés des bagnes militaires, très actif à partir de 1910 se constitue à l'occasion de la libération d'Aernoult et Rousset. Il se prononce pour « la grève générale et l'insurrection »<sup>1</sup> comme réponse à l'ordre de mobilisation. Moins définitive est la position des congrès des jeunesses syndicalistes de l'Ouest<sup>2</sup> ; et celle de Paris est beaucoup plus nuancée.

Les groupes se prononcent contre le militarisme, « institution de domination et de meurtre, rempart des privilèges bourgeois », mais ne préconisent pas une attitude particulière aux soldats. Les motions adoptées indiquent de façon plus générale la nécessité de la propagande syndicale, précisant que « l'idée du syndicalisme se suffisant à lui-même », sous-tend l'antimilitarisme<sup>3</sup>. Cette position globale est du moins celle qui tient lieu de déclaration officielle jusqu'en 1912. Mais les discours et les actions plus isolées, moins exposées au grand public vont beaucoup plus loin. Ainsi la hargne des jeunes se manifeste particulièrement quand leurs camarades sont emprisonnés pour avoir contesté l'armée. Des rubriques régulières dans *La Bataille Syndicaliste*, *La Guerre Sociale* et *La Vie Ouvrière* font état des injustices commises. Là, deux charpentiers en fer et en bois et trois terrassiers arrêtés, suscitent ce commentaire acide d'un jeune syndiqué parisien qui voit ses camarades « arrachés à la production pour en faire des automates à qui l'on apprendra à tuer par principe ». Il conclut : « nous croyons que le chef de la

---

<sup>1</sup> *La Guerre sociale*, n° 39, août 1910.

<sup>2</sup> Le premier congrès de la Fédération des jeunesses syndicalistes de l'Ouest a lieu le 18 février 1912 à Rennes. Rassemblant huit jeunesses syndicalistes de la région et le délégué du comité d'entente de Paris L. Hansmoennel, il se prononce pour la création d'une caisse du Sou du Soldat dans toutes les jeunesses. *La Vie Ouvrière*, n<sup>os</sup> 59-60, des 5 et 20 mars 1912.

<sup>3</sup> Un long débat a lieu sur la question du syndicalisme autonome, chère aux syndicalistes révolutionnaires, ce débat est la continuation de celui amorcé par Airelle dans *La Vie Ouvrière*, n° 58 du 20 février 1912. Une scission entre les partisans de la charte d'Amiens et les autres a lieu lors de ce congrès, qui par ailleurs adopte des résolutions rejetant l'alcoolisme comme fléau, recommandant l'instruction économique des travailleurs, et développant l'organisation autonome du prolétariat, le syndicalisme. *La Bataille syndicaliste*, n° 495, du 2 septembre 1912 et n° 511, du 19 septembre 1912.

bande d'apaches qui assassinent une dizaine de bourgeois chaque année est moins criminel que le général qui froidement et méthodiquement, organise des massacres de milliers d'hommes ». Incriminé pour avoir écrit une telle critique de l'armée, le jeune auteur de cette lettre fut emprisonné <sup>1</sup>.

\* \* \*

Durant les vingt premières années de leur existence, les jeunesses ont réussi à faire face à toutes les attaques, sermons, conjurations venant des adultes, socialistes, anarchistes ou syndicalistes. Elles retrouvaient, malgré les scissions, les batailles d'école, les conflits de personnalité, leur enthousiasme dès qu'il s'agissait de mener ensemble un combat, une contestation. Pratiquant tour à tour un sectarisme strict ou le plus grand laxisme, elles ont réussi à se frayer un chemin, se faire reconnaître, et surtout à faire accepter la spécificité de leur action antimilitariste.

Mais à l'approche de la guerre, un tel débat n'est plus innocent, surtout quand il se traduit par des mutineries. En période de crise, la jeunesse n'a plus aucune latitude d'action ; l'autonomie devient un vain mot. Non seulement ses regroupements indépendants sont insupportables aux adultes, mais il lui faut désormais prendre parti. En d'autres termes, la conjoncture, plus encore que la politique suivie par tel ou tel parti, l'oblige à se trouver des alliés et à chercher protection auprès d'eux. Après une brève percée unitaire et une tentative d'action politique autonome, le mouvement de jeunesse s'atomise pour ne plus être que la somme de ses composantes. L'appartenance de classe l'emporte désormais sur le groupe d'âge, opposant les jeunes ouvriers aux jeunes bourgeois. L'illusion d'une politique commune aux jeunes s'estompe devant les menaces de guerre.

Avec l'approche de la guerre, les jeunesses acceptent implicitement la tutelle des organisations adultes.

---

<sup>1</sup> *La Vie Ouvrière*, n° 64, du 20 mai 1912.

## CHAPITRE XIII

### ÉPILOGUE : LA MARCHÉ À LA GUERRE

[Retour au sommaire](#)

Les tensions internationales depuis l'accord d'Agadir entre la France et l'Allemagne ne font que s'accroître. Les risques de guerre sont constamment évoqués. Alors que la République, par sa rhétorique égalitaire, maintient intactes la puissance et l'autonomie du corps militaire, les forces politiques s'affrontent à l'Assemblée. Même si le consensus est obtenu sur la question de la défense nationale, l'idée de la nation française, reprise par la République sous la forme de l'héritage révolutionnaire, alimente les polémiques les plus intenses. Dans le sillage républicain, la gauche se divise sur les façons d'entrevoir la nation ; tandis que la droite affirme être le défenseur privilégié de tout ce qui constitue l'idéal national, y compris la guerre pour défendre le territoire. Faisant grief à la gauche de vouloir vendre la patrie aux étrangers, la droite combat toutes les formes de critique de l'armée. La rupture latente est consommée quand les accusations de trahison à l'égard de certains syndicalistes révolutionnaires sont étendues à toute la classe ouvrière. Trouvant que la lutte des classes est incompatible avec la défense nationale, la droite nationaliste cherchera à jeter un total discrédit sur la classe ouvrière et ses organisations. L'accusation d'antimilitarisme devient en 1910 synonyme de haute trahison <sup>1</sup>. Sciemment elle développera le thème du dilemme tragique du

---

<sup>1</sup> Dans ce contexte, l'antimilitarisme ou même simplement l'internationalisme équivaut à une trahison. Le socialisme français, conquiert une place particulière dans la II<sup>e</sup> Internationale par l'affirmation de sa volonté antimilitariste. À l'initiative de la motion Keir Hardie-Vaillant la SFIO fait adopter par la II<sup>e</sup> Internationale le principe de la grève générale révolutionnaire en cas de guerre (congrès de Stuttgart en 1907). Même si les modalités de détail ne sont pas prévues, la seule solidarité de la classe ouvrière internationale contre la bourgeoisie guerrière suffit à susciter d'immenses suspicions à l'égard du mouvement ouvrier. J.-J. Becker, (1973) a montré combien cette peur était peu fondée, l'antimilitarisme ouvrier s'arrêtant aux résolutions de congrès. Plus que l'irréalisme et l'ambition de ces multiples motions qui depuis 1907 se sont diversifiées, le développement d'une idéologie nationaliste conquérante plutôt que conservatrice a été à l'origine de l'isolement du mouvement ouvrier et de son exclusion de la sphère politique. S'il est vrai comme l'affirme Becker que l'antimilitarisme des socialistes et même des syndicalistes ne fut jamais un antipatriotisme mais seulement une forme de pacifisme, ce qui l'empêcha réellement

prolétaire qui ne peut être fidèle à sa classe et à sa patrie en même temps. Pris dans des stratégies contradictoires, le mouvement ouvrier n'oppose qu'une résistance minimale à cette rhétorique. Loin d'avoir une position homogène dans la configuration des forces nationales, le mouvement ouvrier développe des embryons d'idées et une politique timorée sur ces questions. Hostile à la nation, il ne l'est pas à la République ; partisan de la défense nationale, il s'oppose à la guerre.

Un tel programme comporte des contradictions et des problèmes. Une des forces du nationalisme renaissant des années 1910 fut de développer ces contradictions au point d'immobiliser de façon durable son adversaire. Ainsi traditionnellement hostile à la lutte de classe, le nationalisme y oppose l'esprit de corps ou, pour épouser l'esprit libéral moderne, l'individualisme. Les tenants du nationalisme, que Sternhell<sup>1</sup> dénomme avec raison révolutionnaires, ne se contentent pas de condamner la lutte de classe ; ils veulent la mettre hors la loi. En assimilant l'antimilitarisme au mouvement ouvrier, ils parviendront dans une certaine mesure à leurs fins. Cette stratégie est particulièrement claire au niveau de la jeunesse. D'abord timidement entreprise, la campagne nationaliste aboutit à faire de l'antimilitarisme des jeunes le fait du mouvement ouvrier. Parallèlement le nationalisme nouvelle manière cherche à désamorcer la révolte de la jeunesse contre l'armée pour la tourner à son avantage. Ce faisant, il ravive la segmentation de la jeunesse en groupes distincts. Ainsi le nationalisme cherche à récupérer les jeunes parce qu'ils sont les plus susceptibles d'articuler une résistance effective à l'armée et accuse les autres, antimilitaristes professionnels, de haute trahison.

## **A – L'HEURE DE VÉRITÉ : L'ANTIMILITARISME FACE À LA GUERRE**

[Retour au sommaire](#)

La période de l'immédiat avant-guerre est marquée par une escalade de l'antimilitarisme qui culmine avec les manifestations et les mutineries de mai et juin 1913. La radicalisation des positions du mouvement ouvrier se traduit par une agitation constante contre la guerre et par un éventail de plus en plus large de mesures recommandées pour faire échec à la guerre. Les études sur cette période controversée montrent la détermination du mouvement ouvrier à lutter contre la guerre mais aussi son incertitude profonde quant aux moyens d'exercer son influence. L'antimilitarisme et l'antipatriotisme ouvriers, ses prétentions internationalistes et pacifistes se confondent souvent, évoquant nuances et débats mais aussi la difficulté d'adopter une stratégie commune face

---

d'exercer les pressions nécessaires et adéquates pour faire échec à la guerre fut la menace de ne plus faire partie de la nation française.

<sup>1</sup> Sternhell, 1978.

à la guerre. Ces tendances souvent ambiguës coexistent au sein des organisations ouvrières et plus largement dans le mouvement anti-guerre qui se greffe sur elles.

S'il est superflu de porter un jugement d'ensemble sur l'attitude de la classe ouvrière devant la guerre, il est par contre utile d'identifier certains des éléments qui ont conduit en fin de compte à l'échec de sa protestation. Scruter les rouages mis en place par le mouvement ouvrier pour s'opposer à la guerre est édifiant. Les dirigeants, et plus généralement les sections syndicales et socialistes n'ont, entre autres, jamais perçu l'importance de l'action effective des jeunesses contre l'armée. Plus aveugles encore qu'indifférents, ils ont même privé les jeunesses des appuis qu'elles s'étaient donnés pour résister à l'emprise de l'armée.

Plus directement touchée que toutes les autres catégories sociales parce que certaine d'être enrôlée avant tout le monde, la jeunesse a découvert les vicissitudes d'une propagande uniquement antimilitariste. Pourtant, pour cette fraction qui choisit de contester la guerre, il n'y a d'autre alternative que celle de diffuser le plus largement possible ses positions pour espérer avoir un poids dans la vie politique. Vitaliste et guerrière, la jeunesse des Écoles, par son affirmation nationaliste, constitue le danger le plus pressant à combattre. Pressentant que la division de la jeunesse mène finalement à un affaiblissement du courant antimilitariste, les jeunesses antimilitaristes déploient un ultime effort pour se regrouper. Sous l'impulsion des jeunesses syndicalistes, elles multiplient leurs interventions contre le péril de la guerre et contre ceux qui l'incarnent dans les rangs de la jeunesse. Elles se rendent compte que leur sort est lié à celui du prolétariat, qu'elles tentent alors de mobiliser plus énergiquement. Coincées dans les méandres de la politique socialiste et de la répression policière menaçante, les jeunesses improvisent néanmoins, dans un sursaut désespéré, des manœuvres pour retarder sinon échapper à la guerre.

Durant ces deux années d'avant-guerre, les positions du mouvement ouvrier oscillent entre le support inconditionnel à la République et l'allégeance internationaliste.

Confronté à la mobilisation qu'annonce la prolongation du service militaire à trois ans, par la loi Berry-Millerand en mars 1912, le mouvement ouvrier s'engage dans, une campagne contre la guerre où toutes les positions coexistent : elles vont de la résistance passive à la manifestation radicale contre la guerre et la mobilisation. Les contacts internationaux se multiplient, qui évaluent l'éventualité d'une grève générale révolutionnaire, sabotant la mobilisation. Pour montrer sa détermination à refuser la guerre, le mouvement ouvrier descend dans la rue en masse dans des manifestations grandioses. Soixante-sept mille quatre cent quatre-vingt-quatre personnes assistent à plus de cinquante meetings dans la seule période de septembre 1911 à mars 1912,

période de discussion de la loi Millerand <sup>1</sup>. La présence des femmes et des jeunes y est très nombreuse et remarquable. Venant surtout des régions parisiennes et lyonnaises, les militants du bâtiment (terrassiers), des métaux et de l'alimentation sont majoritaires. Des motions d'hostilité à la loi sont votées ainsi que celles défendant le Sou du Soldat et adressant des conseils aux conscrits. Cette première période est celle où les jeunes syndicalistes triomphent auprès de militants et d'organisations, prêts à tout pour élargir le mouvement. Sur les cinquante meetings, onze sont convoqués pour le départ de la classe, et douze pour la libération de Rousset, campagnes dont les jeunes syndicalistes sont les initiatrices.

La forte implication des jeunes dans le mouvement anti-guerre est patente. La police sévit durement, et de nombreux jeunes sont arrêtés. Les militants susceptibles d'appartenir aux jeunes gardes et aux jeunes syndicalistes, cosignataires avec la CGT de l'appel au meeting pour le départ de la classe à l'Aéropark, sont particulièrement recherchés <sup>2</sup>. Les lieux de réunions habituels des jeunes sont perquisitionnés et une suspicion tenace entoure les militants des jeunes, quand ils ne sont pas tout simplement arrêtés <sup>3</sup>.

La répression a pour effet de redonner force et courage aux groupes. Elle leur procure une certaine stimulation qui n'est pas totalement étrangère à la résurgence d'un radicalisme verbal et militant.

Pour la manifestation socialiste contre la guerre au Pré Saint-Gervais, elles se retrouvent par affinité : les jeunes gardes et les jeunes socialistes à la Bellevilloise, les jeunes socialistes révolutionnaires de la Seine et la fédération sportive athlétique au métro Allemagne, les jeunes du 18<sup>e</sup> au 42, rue Doudeauville, les étudiants socialistes révolutionnaires à la Sorbonne, les jeunes du 12<sup>e</sup>, avenue Dausmenil etc., pour former un défilé commun <sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Dominique Bertinotti établit ce chiffre à partir de l'évolution de l'antimilitarisme à travers *La Bataille Syndicaliste*. Il dresse le tableau des manifestations antimilitaristes, 1975.

<sup>2</sup> « Les jeunes gardes s'étaient concentrés après le meeting au square de la Chapelle... Ils avaient réussi à former un fort groupe d'au moins 300 qui défilaient... et se heurtèrent aux forces policières qui surgirent du marché... Toujours est-il que les gens de police les recherchaient particulièrement », *L'Humanité*, du 25 septembre 1911.

<sup>3</sup> Les cas des jeunes syndicalistes arrêtées et emprisonnées sont nombreux. Les motifs varient ; ils tournent autour des thèmes « incitation à la désobéissance », « provocation au meurtre, au pillage, à l'incendie en temps de mobilisation ». C'est le cas pour Calinaud, jeune de la voiture et de Parmeland, secrétaire du Comité d'entente des jeunes syndicalistes de la Seine. Rapport de Police des 4 et 15 décembre 1912, Ba 1642. Enfin le Comité d'entente des jeunes syndicalistes est dans son ensemble mis en procès et ses dirigeants inculpés. *Bataille Syndicaliste* du 12 juin 1913.

<sup>4</sup> Cette décision est prise le 12 mars 1913 à l'occasion d'une réunion du Comité d'études des jeunes socialistes au 33, rue de la Grange aux Belles. Rapport de police du même jour Ba 1643.

L'organisation de la manifestation devient elle-même l'objet d'une planification précise et méthodique ; une commission mixte des jeunesses rassemblant à parité sept membres des jeunesses syndicalistes et sept membres des jeunesses socialistes se réunira plusieurs fois pour coordonner l'action des jeunesses, lors de la plus grande manifestation ouvrière contre la guerre, le 16 mars 1913. Les banderoles des jeunesses affichent la protestation de la jeunesse de tous les coins de France. Prenant la place d'un syndicalisme révolutionnaire déclinant, les jeunesses syndicalistes trouvent un appui chez les commis, apprentis et employés des métiers surtout dans les centres urbains.

À la faveur de ce mouvement, les jeunesses syndicalistes impulsent à leur manière la campagne contre les trois ans. Elles fondent *Le Cri des Jeunesses Syndicalistes* qui se chargera d'organiser l'action des groupes, des retraites rouges aux mutineries de 1913, menant les jeunesses syndicalistes d'une lutte radicale « contre les trois ans » à leur ultime combat contre la mobilisation générale.

### **Les jeunesses syndicalistes, avant-garde de la jeunesse ouvrière**

La parution régulière des quinze numéros du bulletin mensuel des jeunesses syndicalistes de France nous informe de mars 1913 à juin 1914 de l'état des forces des groupes. D'abord centré sur l'antimilitarisme comme politique de la jeunesse, *Le Cri* se veut aussi un outil d'éducation et un moyen d'action de la jeunesse antimilitariste. Mais avant tout, sa raison d'être est d'unifier la lutte des jeunesses, qui dans le Centre, le Sud, l'Ouest « vivent et s'agitent » mais n'ont pas de véritables liens. *Le Cri* « fera entendre dans les quatre coins de notre pays, notre voix. Il apportera et dira ce que nous voulons et ce que nous faisons »<sup>1</sup>. Effectivement, près d'une centaine de groupes adressent au *Cri* leurs communications, des articles, des convocations relatant leur point de vue et leurs activités. Ils tiendront au cours de cette période pas moins de trois congrès régionaux, deux dans l'Ouest et un dans le Centre, qui culminent avec la tenue d'assises nationales et de deux congrès nationaux<sup>2</sup>.

Affirmant d'abord l'idée « d'un syndicalisme se suffisant à lui-même dans sa plus large expression », les motions adoptées par les jeunesses syndicalistes distinguent toujours leur action de celle des adultes. Les deux fléaux qui requièrent l'attention particulière des jeunesses syndicalistes sont l'alcoolisme et le militarisme ; par l'éducation et l'instruction, elles se doivent d'y remédier. Avec ses quelques soixante groupes représentant mille cinq cents membres

---

<sup>1</sup> « *Notre Cri* : Pourquoi les JS ont voulu leur bulletin », *Le Cri*, n° 1, mars 1912, p. 1. Il paraîtra de façon régulière tous les mois jusqu'à la toute veille de la guerre ; le dernier numéro est daté de juin 1914, (n° 15).

<sup>2</sup> Congrès régionaux des jeunesses socialistes. Assises nationales à Nantes, le 15 août 1913 et à Vierzon, le 7 septembre 1913. *Le Cri*, n° 8, octobre 1913, p. 4.

seulement dans la Seine, le mouvement des jeunesses syndicalistes se trouve confronté à des orientations divergentes.

Très implantées dans trois ou quatre secteurs au départ, les jeunesses syndicalistes existent non seulement dans les corps de métier (ameublement, habillement, voiture...) mais aussi comme groupes de quartiers<sup>1</sup>. Voulant se placer au dessus des intérêts corporatistes étroits qu'elles dénoncent dans la CGT, les jeunesses syndicalistes ne se considèrent donc pas comme un groupe de défense des intérêts matériels des jeunes, qu'ils soient apprentis ou ouvriers. Elles luttent pour l'émancipation de la classe ouvrière et c'est pourquoi elles font d'abord et avant tout de l'antimilitarisme. C'est la contribution particulière de la jeunesse ouvrière à l'œuvre d'affranchissement du prolétariat.

L'antimilitarisme a le double avantage de permettre aux jeunes ouvriers de résister à l'armée en même temps qu'ils luttent pour la libération de l'espèce humaine. L'antimilitarisme des jeunesses syndicalistes ne souffrira pas de demi-mesures. Il sera total et radical. Critiquant la loi des trois ans pour tout ce qu'elle a d'inique et cruel, les jeunesses syndicalistes rétorquent aux Berry et Millerand que « les jeunes ne les feront pas ». Elles se chargent de créer une ambiance de protestation contre cette barbarie « en obtenant le soutien des mères, compagnes, amantes » à qui on veut voler une partie d'elles-mêmes<sup>2</sup>. Mais plus que la critique de l'armée, les moyens préconisés pour y résister soulèvent les passions et les polémiques.

L'insoumission est l'objet de grands débats qui opposent le Comité d'entente de la Seine, qui s'est prononcé en sa faveur, et la Fédération de l'Ouest qui laisse le libre choix à ses militants. Le débat ainsi ouvert<sup>3</sup> conduit à des réévaluations et des précisions. Des membres des jeunesses de la Seine (celle des employés en particulier) contestent avoir jamais pris de position officielle en faveur de l'insoumission et expriment leur désaccord avec les déclarations du Comité d'entente. Responsables, elles prétendent certes devoir intensifier la propagande antimilitariste qui, selon elles, touche déjà quelques vingt mille jeunes, mais laisser aux individus le choix de leur décision. Il leur semble inefficace pour une organisation de jeunesse de préconiser ce moyen de lutte. Ce sur quoi, les jeunesses syndicalistes de la Seine rétorquent qu'elles ne veulent pas faire une théorie de l'insoumission mais qu'elles considèrent cet acte comme un moyen individuel de résistance à l'armée. La motion encourageant les jeunes à l'insoumission, votée par le congrès de la Seine, a provoqué des remous. Les jeunesses socialistes de la Seine se rétractent :

---

<sup>1</sup> Dans presque tous les arrondissements de Paris, une partie de la banlieue et dans les grands centres urbains du Midi et du Centre de la France.

<sup>2</sup> *Le Cri* est plein de ces articles émouvants, lettres de soldats et statistiques sur le sort réservé aux soldats à la caserne. *Le Cri*, n° 7, septembre 1913, 8, octobre 1913 et 9, novembre 1913.

<sup>3</sup> *Le Cri*, n° 10, décembre 1913-janvier 1914, 11 février 1914, 12, mars 1914.

l'insoumission est une affaire de choix individuel. Manœuvre, tactique, ou stratégie, cette dernière position devient la version officielle, unifiant jeunesses, syndicats et partis sur la question : les jeunesses, même les plus radicales, doivent se plier à la consigne. L'insoumission est une mise au ban de la société ; en s'excluant du groupe formé par la nation, le jeune ne peut pas s'attendre à la sympathie et moins encore à la solidarité ouvrière. L'antimilitarisme ouvrier ne va pas jusqu'à l'insoumission <sup>1</sup>.

Alors que la statistique indique une progression nette de l'insoumission dans toute la France, aucun appui officiel du mouvement ouvrier ne soutient ces initiatives. Seuls quelques groupes isolés des jeunesses syndicalistes offrent leur support moral et matériel aux insoumis dans les régions où elles sont implantées, le Midi méditerranéen et l'Ouest essentiellement. L'insoumission ne peut être l'œuvre des seules jeunesses ; elles en sont le relais. Mais bien d'autres facteurs sont à considérer <sup>2</sup>. Toutefois, malgré les oppositions répétées des organisations ouvrières et des jeunesses socialistes à l'égard de l'insoumission, les jeunesses les plus radicales continuent de l'envisager comme un recours contre l'armée. Elles tenteront par tous les moyens d'amener les récalcitrants à affirmer leur solidarité avec ceux qui partent.

Ressentant particulièrement les effets dévastateurs de la loi de trois ans <sup>3</sup>, les jeunesses syndicalistes tenteront de mettre en œuvre cette solidarité : d'abord en protégeant leur organisation, menacée par la répression et par l'extension de la place prise par la caserne dans la vie des jeunes, ensuite en déployant leur activité à l'occasion de tout mouvement de contestation de l'armée.

---

<sup>1</sup> Sous le titre « Les jeunes et l'insoumission », un article est consacré à cette résolution prise par le congrès des JS. Déplorant une décision qu'elle juge antisyndicale *La Bataille Syndicaliste* se retrouve dans le même camp que *La Guerre Sociale* qui déclare que l'insoumission est aussi antisocialiste et anti-anarchiste. « En organisant le chahut contre les retraites nationalistes, les jeunesses syndicalistes ont fait œuvre utile. Qu'elles se contentent donc de faire de l'action dans le cadre qui leur est tracé par leurs aînés... », *La Guerre Sociale* du 13 au 19 août 1913.

<sup>2</sup> Selon Maurin, le facteur géographique est un bon indicateur de la corrélation qui peut exister entre l'activité antimilitariste d'un groupe et le taux d'insoumission enregistré dans une région donnée. Ainsi en suivant ce critère, on ne peut identifier de relation de causalité entre la présence des jeunesses syndicalistes et le taux élevé d'insoumission (au-dessus de 1,98 %) que dans trois grandes villes Paris, Bordeaux et Toulouse. Us régions où les jeunesses sont implantées, hormis l'Ouest, ne sont pas des grands foyers d'insoumission. Maurin, *op. cit.*

<sup>3</sup> La jeunesse de Tours témoigne de ces ravages : en incorporant les jeunes à 20 ans, le service militaire décime les groupes de ses membres les plus actifs. *Le Cri*, n° 11, février 1914.

## Les mutineries de 1913

C'est pourquoi elles furent les premières à être suspectées d'avoir provoqué ou agi dans les mutineries de mai-juin 1913. Selon les documents saisis au cours des perquisitions et arrestations effectuées par la police judiciaire, les mutineries qui éclatent dans de nombreux régiments en France sont le fait d'antimilitaristes professionnels. Des anarchistes professionnels auraient conspiré pour soulever l'armée contre ses chefs, pour amener la troupe à la subversion. Nuls autres que les soldats eux-mêmes dirigent cette rébellion. Manipulés par les jeunesses syndicalistes qui, à travers le comité mixte des jeunesses de la Seine, conduisent une propagande efficace auprès des soldats, ces derniers auraient décidé de se soulever. Selon les inspecteurs, la date des premières mutineries coïncide avec les appels répétés à la résistance contre les trois ans et contre l'armée ; les numéros un, deux et trois du *Cri* sont apportés comme preuves de l'implication des jeunesses dans les mutineries <sup>1</sup>. Cherchant à faire porter la responsabilité civile de remous qui échappent à son contrôle, la police criminelle accuse les jeunesses syndicalistes ; à partir d'informations éparses, d'insoumissions, de manifestations, ou encore de délits de droit commun, elle réussit à monter un dossier contre le mouvement dans son ensemble <sup>2</sup>. Dans ce cas-là, il semble bien que les suspicions policières ont quelque fondement.

Les mutineries éclatent à la suite d'épidémies de typhoïde et de tuberculose dans plusieurs régions et touchent de nombreux régiments <sup>3</sup>. La géographie ainsi que les métiers exercés par les mutins attestent d'une liaison entre les jeunesses syndicalistes et les soldats stationnés à Montceau-les-Mines, Paris et Rodez <sup>4</sup>. Partout, le pourcentage des mutins syndiqués est remarquable ; il atteste de la liaison des soldats avec les bourses et les jeunesses dans toutes les casernes touchées par les mutineries. Les délits rapportés varient. Mineurs – chants de l'Internationale, participation des soldats enrégimentés et en tenue militaire aux meetings et manifestations antimilitaristes, vente de *La Bataille Syndicaliste* et de *L'Humanité* dans les casernes – ils conduisent à des

---

<sup>1</sup> *Le Conscrit* qui paraît en mai 1913 n'est pas mis en cause puisqu'il appelle seulement à l'infiltration socialiste de l'armée. Ces documents versés par le ministère de la Justice sont extrêmement précis et font état des dossiers nominatifs des militants arrêtés, et ceux suspectés. AN Série BB 18 2508 (128 A13) 1 à 51. BB 18 2509 (128 A13) 52 à 136. BB 18 2510 (128 A13) de 137 à 165.

<sup>2</sup> C'est au Ministère de la Guerre que les volumineux dossiers des soldats mutins déferés devant les conseils de guerre sont ensevelis, maintenant l'anonymat sur l'ensemble de ce mouvement. Ces archives dont l'accès est protégé par la loi de Cent Ans n'ont pu nous être ouvertes. Il est alors difficile de mesurer l'exacte ampleur de ces mutineries et leur objet.

<sup>3</sup> « Contre la loi de 3 ans. Les casernes foyers de typhoïde et de tuberculose ». *La Bataille Syndicaliste*, du 24 mai 1913.

<sup>4</sup> La liste des noms des mutins de mai-juin 1913 est versée aux dossiers des AN F7 13342, F7 13346.

arrestations ou à de légers emprisonnements de quinze jours à un mois. Pour les délits plus importants, c'est le conseil de guerre ; ainsi les signataires d'affiches et de pétitions contre les trois ans, les inculpés pour outrages aux sous-officiers ou pour appel à la désertion sont tous passibles de peines plus lourdes, dont l'envoi aux bataillons disciplinaires.

Les pouvoirs publics, civils et militaires, sont prompts à réprimer avec une sévérité particulière (de nombreuses peines prononcées par les tribunaux civils sont doublées par le haut commandement) les exactions des antimilitaristes. Cherchant à rejeter la responsabilité de ce qu'elles appellent sciemment « des mutineries » sur « les agitateurs » de la CGT et du mouvement ouvrier, elles ne trouvent que les jeunesses syndicalistes comme interlocuteurs. Ces dernières multiplient leurs interventions auprès des soldats, accélérant la maturation du mouvement de protestation. Obligés de faire un an de plus à l'armée par la loi, les jeunes, incertains de leur situation, sont sensibles à la propagande des groupes. L'adoption à la hâte de la loi Berry-Millerand laisse de nombreuses questions dans l'ombre ; le maintien des classes de 1911-1912 sous les drapeaux n'est pas parfaitement clair. En avançant l'âge du recrutement à vingt ans et en maintenant trois classes sous les drapeaux, la loi touche une portion numériquement plus importante de la jeunesse française. En conséquence, un plus grand nombre de militants des jeunesses syndicalistes se retrouvent sous les drapeaux, prêts à agir.

Les mutineries de 1913, montées en épingle pour justifier la répression qu'elles déclenchent, sont en fait l'expression solitaire de la révolte de la jeunesse ouvrière. Avec des moyens sommaires, elle se cantonne dans le seul mode d'expression qui lui est laissé : la révolte ponctuelle et sans lendemain. Rien, pas même la presse ouvrière <sup>1</sup>, ne relaye l'action des jeunesses dans les casernes. Les jeunesses antimilitaristes se trouvent seules à affronter les pouvoirs publics. Elles sortiront de cette confrontation avec de lourdes peines – nombre « entre elles se retrouvent en prison – et la conviction qu'il leur faut des alliés pour avoir une chance de ne pas se faire complètement étouffer <sup>2</sup>. Elles réussissent à entraîner d'autres groupes dans leur sillage, en particulier les jeunesses laïques <sup>3</sup>, qui s'opposent avec elles à l'armée et au militarisme. « Les

---

<sup>1</sup> *La Guerre Sociale* du 4 au 10 février 1913 et celle du 11 au 18 février 1913 publie une polémique opposant Léon Goldschild (militant du parti socialiste) à Maurice Lyon (de la jeunesse socialiste de la Seine) accusant les jeunesses de ne pas savoir quelle propagande développer contre l'armée ; ce à quoi Lyon répète que la jeunesse socialiste est contre la désertion pour la pénétration socialiste de l'armée ; aucune mention des mutineries n'est faite par la suite.

<sup>2</sup> La campagne des jeunesses syndicalistes se déplace alors des casernes à l'Université, où aux côtés des étudiants socialistes révolutionnaires, la jeunesse de gauche s'affronte aux bandes nationalistes du Quartier Latin. *La Guerre Sociale*, du 8 au 14 juin 1913.

<sup>3</sup> Elles rejoignent le mouvement de contestation de la jeunesse contre les trois ans. À l'instar des résolutions antimilitaristes prises par les congrès des autres jeunesses, le congrès des

retraites rouges » deviendront de véritables rituels de protestation de la jeunesse contre l'armée. Pour montrer leur hostilité aux retraites militaires, défilés patriotiques qui n'avouent pas leur nom, une union de toutes les jeunesses syndicalistes, socialistes, anarchistes et révolutionnaires organise des contre-défilés conspuant les militaristes et la « camelote royale ». Tous les samedis, des militants des jeunesses sont arrêtés au cours des rixes qui les opposent aux « réactionnaires »<sup>1</sup>.

La répression continue, mais surtout le déferlement nationaliste, exacerbent la combativité des jeunes qui, par milliers, s'opposent à la mobilisation. En outre, quotidiennement, les jeunesses se retrouvent dans tous les meetings, grands et petits, organisés par la CGT et le parti socialiste contre la guerre<sup>2</sup>. Les résolutions et déclarations fracassantes de Jaurès, Vaillant, Jouhaux appelant à la grève générale du prolétariat contre la guerre se multiplient jusqu'à la toute veille du conflit. L'Internationale socialiste ne peut tenir son dernier congrès en août 1914 alors que toute possibilité d'orchestrer la réponse du prolétariat international est déjà largement compromise. Malgré tout, les manifestations et meetings monstres contre la guerre drainent des centaines de milliers de personnes presque tous les soirs de juillet. L'assassinat de Jean Jaurès, leader incontesté de l'opposition à la guerre, clôt ce mouvement.

Comme le montre bien J-J. Becker dans son étude, l'opinion publique française durant les trois mois qui précèdent le déclenchement du conflit, est déjà largement acquise à la nécessité d'une guerre patriotique, tandis que le mouvement ouvrier défend l'impérieux besoin de protéger les acquis de la révolution française contre la barbarie allemande. La jeunesse française a globalement suivi les ordres. À l'exception des 11 658 individus qui ne rejoignent pas leur régiment et qui sont déclarés insoumis en 1914 – soit 3.89 % du contingent, environ deux fois plus que les deux années précédentes, la mobilisation s'effectue dans le calme<sup>3</sup>.

---

jeunesses laïques se prononce contre l'armée. « Le congrès des jeunesses laïques », *La Guerre Sociale*, du 1<sup>er</sup> au 7 octobre 1913.

<sup>1</sup> Alors que ces retraites sont instituées dès février 1912 pour appuyer la loi de 3 ans, ce n'est qu'à partir de mai 1913 que « les contre-manifestations sont organisées par les jeunesses révolutionnaires ». Animées par des jeunes âgés entre 19 et 26 ans, d'abord aux cris de « À bas l'année ! », elles prennent une ampleur certaine durant l'été et l'automne 1913. Rapport de Police de décembre 1913, AN F7 13347 et *La Bataille Syndicaliste* de juillet, août, septembre 1913. Des souscriptions et des timbres de soutien sont émis par le Comité d'entente des jeunesses syndicalistes pour secourir les camarades blessés, victimes des retraites. Les groupes qui s'illustrent plus particulièrement sont les jeunesses du 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, Nogent-Le Perreux, Saint-Denis, Saint-Maur, Saint-Ouen, Bâtiment, Bijou, Employés, Habillement, Métaux, Papier carton, Terrassiers.

<sup>2</sup> Certains groupes s'associent même aux compagnons anarchistes pour publier un petit livre rouge fournissant les méthodes les plus simples et les plus abordables de sabotage de la mobilisation. *La Bataille Syndicaliste*, des 27, 28, 29, 30 et 31 juillet 1914.

<sup>3</sup> Ce taux plus élevé d'insoumission rappelle celui atteint en 1908 et 1910, il est difficile d'attribuer cette augmentation au seul déclenchement de la guerre.

Seules, les jeunesses syndicalistes appellent encore à défiler sur les grands boulevards les 1<sup>er</sup> et 2 août 1914 alors que l'ordre de mobilisation est déjà donné. Refusant d'être la chair à canon de cette guerre « impérialiste », injuste, ils sont plusieurs centaines à crier leur refus de la « boucherie sanglante » : « Non, on ne veut pas la faire » <sup>1</sup>.

Alors que la classe ouvrière rend un dernier hommage à Jaurès, devant le siège du quotidien *L'Humanité* qu'il dirigeait, les militants des jeunesses qui manifestent par ailleurs se trouvent seuls à affronter les forces de police.

Jusqu'à la dernière limite, ils braveront l'ordre de mobilisation, croyant, par l'exemple, entraîner derrière eux le mouvement antimilitariste de la jeunesse. Symboles d'une lutte qu'ils ont voulue radicale, ils sont allés jusqu'au bout de leur utopie.

Les jeunesses syndicalistes ont mis tous leurs espoirs dans la lutte antimilitariste. Une fois la guerre déclarée, leur opposition est ensevelie sous ses effets dévastateurs.

Faisant difficilement la jonction avec ce mouvement, quelques-uns des militants se retrouvent dans le groupe de *La Vie Ouvrière* qui tente vaillamment de l'exil suisse ou de Paris de maintenir une flamme pacifiste. Mais c'est l'Internationale socialiste des jeunes qui tient la première conférence pacifiste au début des hostilités <sup>2</sup> à Berne. Son secrétaire Willi Münzenberg rapporte les difficultés qu'il a rencontrées auprès des JS de France. Ne pouvant communiquer qu'avec la Fédération des jeunesses, affiliée au parti socialiste, il leur adresse une invitation à la conférence de Berne, dès janvier. Le Comité national des JS répond, dans une lettre datée du 15 février 1915, qu'en vertu des liens qui unissent les JS au parti, il ne peut sans son accord participer à une conférence qui n'a pas été dûment convoquée par les instances de l'Internationale. C'est un groupe d'étudiants socialistes révolutionnaires de Paris qui, apprenant l'existence de l'Internationale peu après le congrès de Berne, se chargera de mener la campagne contre la barbarie guerrière <sup>3</sup>. Hélène Brion et quelques syndicalistes révolutionnaires auront à cœur de redonner à la jeunesse socialiste française la force de s'élever contre les directives du parti et de se joindre à partir de 1916 à la campagne de l'Internationale pour la paix.

Ainsi se termine une période où, ayant mis toutes leurs énergies et leurs espoirs dans l'antimilitarisme, les jeunesses découvrent avec effroi leur impuissance. Mais en ce temps exceptionnel qu'est la guerre, l'échec des

---

<sup>1</sup> *La Bataille- Syndicaliste* des 27, 28, 29, 30 et 31 juillet 1914. Rosmer, *op. cit.*, p. 99-103.

<sup>2</sup> Du 4 au 6 avril 1915.

<sup>3</sup> Münzenberg, correspondance du 15 février et du 1<sup>er</sup> avril 1915.

jeunesses se mesure à celui subi et forgé par l'ensemble de la société. Leur combat minoritaire est certes habillé d'une cause émancipatrice mais c'est avant tout un antimilitarisme de survie que les jeunes syndicalistes ont tenté d'affirmer.

Voulant prendre leur sort en main, les jeunes syndicalistes se voient contraintes d'exercer le seul pouvoir qu'elles détiennent sur leurs propres vies, pour l'opposer aux gouvernants.

À l'instar des révoltes d'ancien régime, caractéristiques du recours des plus démunis aux moyens les plus extrêmes de pression, l'antimilitarisme des jeunes syndicalistes est voué à l'échec. Cas typique d'une action politiquement marginale, bien que socialement fondée, ce mouvement de révolte reste néanmoins exemplaire de la première affirmation d'autonomie de la jeunesse.

Ayant pressenti bien avant tout le monde le caractère implacable du service militaire obligatoire, les groupes de jeunesse entrevoient clairement leurs rôles : ils devront s'affirmer comme individus, libres de se plier à la loi ou de la contester. L'antimilitarisme sera leur première manifestation de citoyens. Ils en font un programme d'action et de ralliement de la jeunesse, qui indique par là sa capacité d'intervenir dans la décision politique. Cependant, leur pression qui établit effectivement un contre-pouvoir durant la première décennie, du siècle, devient totalement caduque quand aucun pouvoir politique ne le relaye. Le mouvement ouvrier ayant refusé de le prendre en charge se contentera d'en justifier la nécessité mais n'en fera pas sa politique. Ne bénéficiant d'aucun appui, sinon de leur capacité de s'agiter, les groupes de jeunesse se voient alors contraints de reculer ou, en désespoir de cause, de mettre leurs propres vies en jeu.

## **B – EN CONCLUSION**

[Retour au sommaire](#)

Cette histoire montre la radicalisation progressive de deux générations de jeunes gens qui bien qu'évoluant de façon différente, attestent d'un même besoin, celui d'une politique de la jeunesse. S'il fallait en résumer l'action, on pourrait dire que la première génération opte pour le socialisme comme expression de sa contestation tandis que la seconde fait du nationalisme la preuve de son intégration à la société. Dans les deux cas, des efforts extraordinaires sont déployés par de jeunes militants pour interpeller les adultes, leur montrer le bien-fondé de leur démarche et sa nécessité. Ce processus, pris en charge exclusivement par des jeunes gens, les conduit à donner à leurs anciens modes de sociabilité, – cabaret, chambrée ou charivari – une formulation politique. Certes, encore particulièrement dépendant et privé

de pouvoirs propres, le groupe de jeunesse accède à la société adulte pense-t-il, par son pouvoir de contestation (Tilly, 1986). En analysant la démarche suivie par les jeunesses socialistes qui ont initié ces mouvements contestataires, on découvre un comportement qui, à bien des égards, deviendra typique de celui adopté par bien des groupes de jeunesse au XX<sup>e</sup> siècle.

### **Une typologie du groupe de jeunesse**

Au-delà de la conscience qu'ont les jeunesses socialistes d'appartenir à un groupe d'âge en même temps qu'à une catégorie sociale particulière, émerge à la toute fin du XIX<sup>e</sup> siècle la volonté, clairement identifiée par ces derniers, de participer à l'élaboration d'un projet de société auquel ils n'ont jamais été jusqu'alors associés. Cette ambition politique qu'ils disent enracinée dans le fait qu'ils sont jeunes, donc porteurs de l'avenir, s'exprime, certes, par l'idéal socialiste auquel ils adhèrent, mais surtout par le fait qu'ils se constituent en groupes de jeunesse autonomes. En établissant un processus de reconnaissance mutuelle, les jeunesses mettent en place des groupes qui sont censés être les *think tank* de la société future, en fait qui permettent aux jeunesses de contrebalancer sinon s'opposer aux projets des adultes et de la société à leur égard.

En ce sens, ces groupes se distinguent radicalement des précédentes « activités de jeunes ». Bien que les jeunes aient de tout temps agi comme une source de renouvellement tant physique et démographique qu'intellectuelle et morale de la société, rarement les a-t-on vu s'organiser pour y penser et en proposer le projet par eux-mêmes.

Parce qu'ils se placent d'emblée sur le terrain du pouvoir politique et des transformations à apporter à la société, ces groupes de jeunes annoncent l'avènement d'un siècle dédié au culte de la jeunesse. Non que cela signifie qu'ils ont une place plus grande dans l'arithmétique politique – la voulaient-ils seulement ? – mais ils ont acquis au fil des ans une visibilité parfois bien supérieure à leur influence réelle. Bien que le cas des jeunesses socialistes soit particulier parce que lié à un mouvement neuf et en plein essor, il exemplifie néanmoins le processus à l'œuvre dans la formation du *peer-group* au tournant du siècle. Il illustre surtout la démarche résolument moderne du groupe de jeunesse. Loin de se cantonner dans son activité traditionnelle, le groupe de jeunesse autonome et nationalement constitué annonce celui d'aujourd'hui (Tilly, 1986).

#### **a) Il assure la socialisation des jeunes**

La formation du groupe se fait d'abord par mimétisme, et la plupart du temps, en continuité avec le militantisme familial. Ainsi en 1880, les fils des familles socialistes imitent leurs pères mais veulent aussi s'en détacher ; d'où la

nécessité pour eux de trouver un autre type de support que celui offert par leur propre famille. Les autres fils de famille dans le même cas, offrent alors l'appui idéal. On se réunit donc entre jeunes subissant un sort similaire chacun dans sa famille. Le cas typique est donné par Charles Allemane qui voit les fils Fournière et Bourgoïn et qui décide avec eux de créer un groupe. L'idée n'est pas tant d'imiter les parents en faisant de grandes théories – encore que les longs palabres ne manquent guère dans les deux cas – que d'imiter leurs formes de regroupement. D'où le nom pompeux que les jeunes du 11<sup>e</sup> donnent à leur groupe. En cherchant à s'émanciper de la tutelle familiale, ils en reproduisent *entre eux* le fonctionnement. Plutôt que de s'engager dans les chahuts, charivaris et autres manifestations de leur âge, ces fils de la première génération de grands socialistes français s'engagent dans une contestation admirative de leurs parents. Ce n'est que lorsque le groupe s'élargit aux jeunes du quartier puis aux étudiants que la contestation familiale (« opposition freudienne au Père ?) fait place à des tentatives d'élaboration politique. Souvent, elles ne sont guère originales et tournent essentiellement autour de la recherche d'une justification plausible au fait d'être ensemble. C'est en effet à ce niveau que la réflexion des jeunes est créative. Expriment enfin leurs vues sur le reste du monde, ils y projettent leurs espoirs et leurs peurs, leurs désirs et leurs craintes. En en discutant dans leurs groupes, ils tissent des liens avec les autres jeunes et surtout apprennent à se connaître. Cette reconnaissance mutuelle, spontanée et indépendante de toute pression de l'extérieur, est bien ce qui distingue le *peer group* des rassemblements antérieurs des jeunes. Sur elle est fondée l'identité collective nécessaire à toute action autonome.

Le sentiment d'appartenance à un groupe d'âge, plus que l'idéologie ou l'orientation qu'ils se donnent, détermine leur adhésion première au groupe de jeunesse. À cela s'ajoute la conscience aiguë d'une injustice.

Ainsi, ce n'est pas pour défendre leurs intérêts propres que les jeunes se rassemblent, mais parce qu'une injustice flagrante est commise à l'endroit de la classe ouvrière. Ils se portent au secours du groupe des opprimés et s'y associent dans l'espoir de créer un mouvement plus efficace pour faire disparaître les inégalités. Ils découvrent alors l'importance du regroupement de jeunesse comme moyen d'exercer une pression en vue de rectifier des situations qu'ils jugent insatisfaisantes. Ils interviennent alors à partir d'une position d'extériorité au monde politique pour défendre la vision des opprimés et rétablir une certaine cohésion sociale.

## **b) Il naît avec la démocratie**

C'est alors qu'ils rencontrent la liberté d'expression et de regroupement. Se réclamant avec véhémence de l'héritage de la Révolution française, les groupes de jeunesse exercent d'emblée un droit qui leur semble acquis une fois pour toutes, celui d'être libres de faire ce que bon leur semble, même s'ils ne sont

égaux ni en droit ni de fait avec les autres citoyens. La thématique égalitaire du socialisme n'en a que plus d'attrait. Alors qu'ils n'ont aucune chance – pensent-ils – de se faire entendre de la République, ils croient trouver chez les socialistes des défenseurs de ces « droits inaliénables ». Dénonçant les injustices commises par la République, ils pensent d'abord à celle immense, qu'elle leur fait, en n'acceptant pas qu'ils soient des citoyens. C'est pourquoi ils seront prompts à investir le socialisme de tous leurs désirs d'émancipation. Quand ils parlent du prolétariat, c'est aussi à eux qu'ils pensent. Ceci est encore plus vrai en Allemagne, où les jeunes privés du droit de réunion par des lois en vigueur jusqu'en 1907, appuient sans condition, un parti socialiste tout autant réfractaire à leur regroupement, mais qui du moins prétend lutter contre ces lois.

En se ralliant au socialisme, force marginale et encore balbutiante sur la scène politique, ces jeunes ont la conviction que leur cause sera entendue. Marginalisés par leur âge, ils veulent rejoindre les rangs des opposants dans une même bataille contre l'injustice, pour l'émancipation.

Comme preuve supplémentaire qu'ils ne cherchent pas la reconnaissance des autres, ni seulement à faire une carrière politique, ils s'enrôlent derrière le parti qui leur semble le plus proche d'eux, pour aussitôt poser la question du type de rapport qu'ils entretiennent. Enfin le groupe de jeunesse exerce sa liberté et assume son indépendance dans le choix des partis auxquels il décide de s'affilier ou avec lesquels il veut faire cause commune. Le pluralisme offre les conditions rêvées d'éclosion des groupes de jeunesse. Les débuts de la III<sup>e</sup> République sont fertiles en expériences diverses, que non seulement les jeunes mais de nombreuses autres catégories sociales contribuent à enrichir. N'eussent été ce pluralisme et cette ouverture affichées, les groupes de jeunesse n'auraient pas eu un accès aussi direct à la vie politique. Leur presse, leurs congrès, leurs organisations et leurs affiliations partisans, preuves constantes de leur inscription particulière dans la vie politique, sont là pour le montrer. Ils font partie de la communauté civile.

### **c) Il est a-politique**

Pourtant leur participation à la vie politique s'arrête là. Ils ne semblent pas être intéressés outre mesure à entrer effectivement dans l'arène politique. Devant certes affronter les rebuffades des partis à leur endroit, mais pas nécessairement à cause d'elles, les groupes de jeunesse restent à l'écart des grandes affaires politiques de leur temps. Peu intéressés à la vie parlementaire, pour des raisons compréhensibles, mais aussi aux questions qui agitent la société ou les partis, ils demeurent étrangers à ce qui fait la matérialité du politique. À l'instar de la majorité des citoyens, ils ne se considèrent pas concernés par ces problèmes bien qu'ils prétendent l'être. Ils n'entrent que

marginalement dans la bataille que soulève l'affaire Dreyfus, suivant ainsi, pour d'obscures raisons partisans, la tendance générale du mouvement ouvrier. Contrairement au Jean Santeuil de Proust, dont le cours de la vie est transformé par ses visites quotidiennes au tribunal et par la passion qui a enflammé ses amis, celle de nos jeunes militants n'en est pas beaucoup affectée. Tout au plus se contentent-ils de revendiquer une place à l'avant-garde, pour accomplir l'idéal élevé de l'émancipation humaine. Ainsi leur prétention à la participation à la vie politique ne serait-elle qu'un masque commode pour leur permettre de s'exprimer, l'ultime caution de leur existence ? À moins qu'ils ne considèrent effectivement que la seule façon de faire de la politique consiste à se dégager des contingences partisans.

En ce sens, les tractations politiciennes comme toute l'activité politique ne les intéressent qu'en ce qu'elles devront préserver les citoyens des injustices commises à leur endroit. Ils fixent ainsi *de facto* une limite à ce que la société peut envisager pour eux, surtout en termes de contrôle et d'encadrement. Leur a-politisme deviendrait-il une forme de contre-pouvoir ?

#### **d) Autonome, il est parfois un contre-pouvoir**

Dans les périodes « d'effervescence », l'existence mais aussi l'activité des groupes de jeunesse se concentre sur l'articulation de propositions visant à informer la société de leurs points de vue. Invariablement les deux thèmes qui sont le plus souvent débattus concernent l'enrôlement civique des jeunes : l'école et l'armée. La III<sup>e</sup> République, qui la première en Europe se dote d'institutions représentatives et démocratiques, comprend la nécessité d'établir un contrôle systématique de ses citoyens. Comme le note très justement G. Le Bon (1921), quand « la coercition » ne peut pas être employée comme moyen de gouvernement, pour faire entendre « ses convictions », son seul recours pour « influencer le caractère et unifier les esprits », c'est le système militaire et l'éducation.

De fait, les jeunes comprennent très vite l'enjeu qu'ils représentent à ce niveau ; étudiants et jeunesses élaborent dès 1900 une série de mesures pour infléchir ces politiques dans un sens qui leur convienne. L'école mais surtout l'Université doivent s'accommoder à leur désir d'émancipation. La « science socialiste » devra y être enseignée. De même, ils se battront contre les conditions inhumaines qui leur sont faites à la caserne. L'antimilitarisme fournira l'élément de maturation essentiel à l'affirmation des mouvements de jeunesse tout au long du XX<sup>e</sup> siècle.

#### **e) Il est toujours un lieu de sociabilité**

Le groupe de jeunesse offre parfois des alternatives individuelles mais tient lieu souvent de support collectif aux jeunes. Il leur assure une sorte de

continuité, une forme de conscience. Émiettée, son histoire correspond au caractère transitoire de cette période de la vie des individus. Le groupe de jeunesse garde alors son potentiel de sociabilité et reste le lieu privilégié d'apprentissage de la vie collective. Bien que ni les garçons ni les filles n'en aient fait le lieu de leur rencontre, les groupes, rarement mixtes, ne furent pas ordinairement investis des pratiques courtisanes des jeunes. Ils ont pu le devenir à certains moments, par inadvertance (en 1968 par exemple), mais seulement au nom d'une transformation des mœurs (l'amour libre) et d'une morale, (contre le mariage, pour une famille associative, etc.).

Ainsi le groupe de jeunesse joue à plusieurs niveaux de conscience et d'action un rôle moteur dans la transformation des mentalités. Souvent à peine visible, le groupe de jeunesse, fut partie prenante de l'entreprise grandiose de promotion de l'homme nouveau que s'assignait la III<sup>e</sup> République. Travaillant le corps social au niveau horizontal plutôt que vertical (Hirshman, 1970), le groupe de jeunesse permet une intégration plus ou moins pacifique de ses membres à la société. À l'instar d'autres groupes minoritaires (Moscovici, 1978), il émerge et se mêle à eux au cours de périodes d'intense agitation, et se propulse à l'avant-garde d'un mouvement de renouvellement social et politique ; comme eux, le groupe de jeunesse retombe en période calme, pour seulement assurer une certaine cohésion sociale, sans visées politiques.

Ainsi l'histoire des jeunesses socialistes nous a-t-elle permis de mieux comprendre l'ambition qu'avait la III<sup>e</sup> République de parachever la construction de la nation française, sur la base d'idéaux démocratiques. On voit bien à travers les différents traitements qu'elle réserve à ses jeunes qu'ils sont un des prix à payer pour y parvenir. Non qu'elle veuille nécessairement les sacrifier à la nation ; mais la coercition dont ses politiques, tant militaires qu'éducatives sont empruntées, atteste des priorités qu'elle se donne dans l'accomplissement de sa tâche. Cette vision fait des jeunes des mineurs qu'il s'agit d'amener à la démocratie par une formation adéquate. Ce faisant, cette dernière commence par les exclure pour mieux les former et ensuite les intégrer. Ce traitement qui emprunte à l'Ancien Régime son mode « éducation hiérarchisé et répressif, et à l'idéologie révolutionnaire son arsenal d'émancipation, rencontre l'opposition des jeunes.

Amortie par les partis et médiatisée par leurs propres regroupements, la révolte des jeunes ne prend guère l'aspect d'une révolution ; seulement celui d'une série de refus. En se dotant d'organisations, les jeunes confèrent une durée à ce qui pouvait n'être qu'actions ponctuelles et vellétés de révolte. Le mouvement de la jeunesse vient de naître ; le tournant du siècle accouche d'un nouveau mouvement social qui tout au long du XX<sup>e</sup> siècle sera au centre des préoccupations partisans mais aussi et surtout nationales. L'histoire des jeunesses au tournant du siècle s'avère pleine d'enseignements. Non seulement la III<sup>e</sup> République se rend compte, après la guerre, de l'importance d'un

encadrement adéquat de la jeunesse sous la responsabilité de l'État, mais tous les partis s'empresment également de se doter d'organisations de jeunesse qui leur sont affiliées.

Toutefois l'opposition irréductible qui les confronte périodiquement aux jeunes n'est guère résolue. Unanime et dépassant les frontières partisans, cette opposition se modulera différemment au cours du siècle. Justifiée par le conflit séculaire entre les générations, les adultes s'appuieront sur la hiérarchie des âges pour faire porter aux jeunes le poids de leur politique. Selon qu'on est de droite ou de gauche, on appellera cette transmission socialisation ou éducation. L'État par ses institutions, les congrégations religieuses par la vocation, les partis politiques par leurs écoles de cadres ou leurs groupes de jeunesse, toutes les formations tenteront de manipuler les jeunes, pour les amener à adhérer plus ou moins pacifiquement à leurs objectifs. Ce processus de socialisation de la jeunesse s'est réalisé avec plus ou moins de bonheur au cours du siècle.

Ce sont les régimes totalitaires qui, d'une façon générale, ont le mieux réussi à convaincre la jeunesse qu'elle était porteuse du pouvoir de régénérer la société. Ces jeunes hitlériennes ou fascistes qu'étudient bien Laqueur (1952) et Koonz (1986) définissent le type extrême d'enrégimentement de cette classe d'âge par des régimes totalitaires. Moins prononcé peut-être, le contrôle étroit que veulent avoir les partis communistes ou socialistes sur leurs jeunes, partent de prémisses similaires. C'est contre toute tutelle, explicite ou implicite, que la jeunesse se révoltera. Avec les années 60, cette révolte se double d'une mise en accusation de la démocratie. Responsable des perversions fascistes, hitlériennes ou staliniennes, la démocratie est également chargée par les jeunes de leurs maux : en maintenant leur exclusion du système de représentation et de décision et en leur faisant supporter les conséquences de ses politiques, les régimes démocratiques se sont discrédités. Refusant même d'y être intégrés, les jeunes contestataires de 1968 rêvent d'une société où les particularités seraient reconnues et respectées. C'est la faillite d'un système qu'ils veulent prononcer.

Depuis, le problème de la jeunesse s'est mué en une multitude de questions propres aux jeunes – l'emploi, la culture, les comportements... – qui imprègnent tous les niveaux de la société. De mineurs sans droits au début du siècle, les jeunes sont devenus la préoccupation obligée des gouvernants. La société se serait-elle, comme dit Habermas, infantilisée ?

Preuve que les mouvements de jeunesse entrent dans le siècle : le XX<sup>e</sup> siècle aura été le siècle de la jeunesse.

## SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

[Retour au sommaire](#)

### A – LES ARCHIVES

#### 1. Les archives nationales (AN)

La série F7 est très décevante pour notre sujet et ne contient aucun dossier spécifique aux jeunes. C'est au cours du dépouillement d'innombrables cartons que l'on a pu glaner quelques informations...

1. Rapports quotidiens de la police ; notes sur la situation politique de 1899 à 1913 : 12553 à 12559.
2. Agissements socialistes (SFIO) et congrès de 1876 à 1915 : 12 488 à 12 503. Agissements socialistes dans les départements, 1900-1914 : 12 497 à 12 503. Congrès, 1905-1907 : 12 524. Parti socialiste et congrès internationaux jusqu'en 1914, 1894-1923 : 12 890 à 12 892. Parti socialiste : 13 069 à 13 075.
3. Mouvements antimilitaristes, Retraites ouvrières : 12 535. Mouvements de 1881 à 1914 : 12 519 à 12 521. Protestations et agitation révolutionnaire : 12 519 à 12 723. Menaces et attentats : 12 724 à 12 725. Mutineries de 1907 : 12 794, 12 908 à 12 920. Anarchistes et agitation contre la guerre : 13 054, 13 324 à 13 348, 13 567 à 13 568.

#### 2. Les archives départementales (AD)

*Cher.* Association des jeunesses ouvrières de Dun sur Auron : 7F (Donation Mauger), 7F66. Affaires diverses : 7F145, 25M54. Manifestations contre la loi de 3 ans : 25M93.

*Loire.* Anarchistes et antimilitaristes, 1908-1910 : 19M25 à 19M37, 19M4 (Saint-Étienne).

*Meurthe et Moselle.* Activités antimilitaristes, 1902 à 1940 : 1M642, 1M653.

*Gard.* Anarchistes : 6M1265, 6M1271 à 73, 6M1281, 6M1381, 6M1395, 6M1602

*Nord*. Étudiants socialistes : M154/65, M155/12.

*Vaucluse*. Antimilitarisme : 4M39 à 49. Anarchistes : 1M822 à 846.

### **3. Les archives de la préfecture de police (PP)**

Les sources *Ba* sont inestimables pour ce sujet. Elles contiennent de volumineux rapports concernant les jeunesses surtout avant 1900, documentation unique sur l'activité des groupes entre 1895 et 1900, retraçant au jour le jour leurs réunions, manifestations, déclarations.

Sou du Soldat, 1911-1912 : 1431. Parti socialiste de 1910-1918 : 1470. Cercle d'études socialistes de la jeunesse socialiste de Paris de 1880-1896 : 1485. Groupes de la Fédération de jeunesses : 1489 à 90. Cercle d'études des jeunes travailleurs : 1519. Manifestations d'étudiants, 1884 à 1909 : 1 523 à 24. Manifestations contre la guerre : 1 642 à 3.

Mouvements de jeunesses et antimilitarisme : Cotes provisoires Ba 297, 304, 402, 201 à 2, 882, 1 489, 1 542 à 1 643.

### **4. Les archives militaires (AM)**

J.-C. Devos, J. Nicot, Ph. Schillinger, P. Vaksman, J. Ficat : *Inventaire sommaire des archives militaires* (Série N1872, 1919). Paris, ministère d'État chargé de la défense nationale, 1974.

De nombreuses lettres et entrevues n'ont pas suffi à nous ouvrir les dossiers volumineux consacrés aux conseils de guerre expéditifs devant régler le sort des mutins de 1913. Aucune réponse n'a été faite à notre enquête pour l'ouverture de ces dossiers par le ministère concerné, en l'occurrence celui de la Justice, malgré l'avis favorable du ministère de la Guerre.

## **B – LA PRESSE**

### **1. Périodiques et imprimés spécifiques aux jeunes**

*L'Abattoir*, journal du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, 1908-1909 et 1912.

*Les Annales de la Jeunesse Laïque*, revue mensuelle des jeunesses laïques républicaines de France, Paris, 1902-1914.

*L'Action Antimilitariste*, Paris, 1904-1905.

*L'Antimilitariste*, Bruxelles, 1900.

*L'Association catholique de la jeunesse françaises*, bulletin, Paris, 1886-1890.

*L'Attaque*, organe socialiste révolutionnaire de la jeunesse, Paris, 1888-1890.

- L'Avant-garde*, organe antimilitariste des étudiants de Belgique, Bruxelles, 1896.
- L'Avant-garde socialiste*, organe de la Fédération des jeunesses socialistes de Troyes, 1894.
- Le Boul'Mich*, organe hebdomadaire du Quartier Latin, Paris, 1893-[...].
- Le Bourgeon*, revue des jeunes, Lyon, 1906.
- La Bretagne Nouvelle*, organe des Bleus de Bretagne, 1901-1933.
- Bulletin de la Fédération internationale des jeunesses socialistes*, publication et document de la Fédération internationale des jeunesses socialistes, Vienne, 1907-1914.
- Le Bulletin de la jeunesse blanquiste*, Paris, 1894.
- Bulletin de la jeunesse républicaine du 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris*, Paris, 1906. *Bulletin de propagande antipatriotique*, Paris, 1890.
- Bulletin du Groupe ESRI*, 1899.
- La Caserne*, organe antimilitariste révolutionnaire, Tourcoing, 1908.
- Le Combat*, Montluçon, 1903.
- Le Conscrit*, organe d'agitation antipatriotique, Paris, 1892.
- Le Conscrit*, organe annuel des groupes de jeunesses socialistes révolutionnaires, Paris, 1900.
- Le Conscrit*, organe exclusif des groupes de jeunesse, Paris, 1901-1913.
- Aux Conscrits*, Association internationale antimilitariste, 1906.
- Le Cri de Saône et Loire*, organe révolutionnaire mensuel, 1908.
- Le Cri du Peuple*, Paris, 1897-1898, 1901-1902, 1906-08, 1910, 1912-1914.
- La Crosse en l'air*, Bruxelles, 1907.
- Le Devenir Social*, revue internationale d'économie, d'histoire et de philosophie, Paris, avril 1895-1898.
- Die Junge Garde*, organe de l'Association des jeunes travailleurs, Munich, 1906. *Le Drapeau Rouge*, Paris, 1885.
- Le Drapeau Rouge*, revue mensuelle publiée par le groupe des étudiants socialistes révolutionnaires, Paris, 1892.
- Le Drapeau Rouge*, organe de la Fédération des groupes de jeunesse socialistes révolutionnaires du Sud-Est, Saint-Étienne, 1901.
- L'Écho de l'Armée*, Paris, 1891-1914.
- L'Effort*, puis *L'Effort libre*, Paris, 1911-1914.
- L'Égalité*, journal politique absolument indépendant, Paris, 1904.

- L'Égalité*, organe des jeunesses socialistes, Paris, 1907.
- L'Ère Nouvelle*, revue mensuelle de socialisme scientifique, Paris, 1893 à 1894.
- L'Étudiant*, organe des étudiants socialistes et anarchistes, Paris, 1882 ou 1892 ?
- L'Étudiant Révolutionnaire*, hebdomadaire littéraire, artistique, social, Paris, 1898.
- L'Étudiant Socialiste*, organe international des étudiants et anciens étudiants socialistes, 1900-1901.
- Les étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes*, recueil de brochures publiées par leurs soins, 1894-1901. *Le socialisme et les étudiants*, 1894. *Pourquoi nous sommes internationalistes*, 1895. *Réformes ou révolution*, 1896. *L'individu et le communisme*, 1897. *Misère et mortalité*, 1897. *Comment l'État enseigne la morale*, 1897. *Les anarchistes et les syndicats*, 1898.
- Les étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes*, rapports présentés au congrès ouvrier révolutionnaire international, 1900. *La scission socialiste*, 1899. *Antisémitisme et sionisme*, 1900. *Le tolstoïsme et l'anarchisme*, 1900. *Le coopératisme et le néo-coopératisme*, 1900. *Les communistes anarchistes et la femme*, 1900. *Rapport sur la nécessité d'établir une entente durable entre les groupes anarchistes et communistes révolutionnaires*, 1900. *La grève générale*, Paris, 1901.
- La Feuille du Soldat*, organe de l'Union fédérative des jeunesses socialistes du parti ouvrier, Paris, 1900.
- La Gerbe de l'Yonne*, organe de l'Association catholique de la jeunesse française dans l'Yonne, 1905-1929.
- L'Idéal Socialiste*, organe du groupe de la jeunesse socialiste révolutionnaire de Toulouse, 1898.
- La Jeune Garde*, Paris, 1889-1890.
- La Jeune Garde*, organe bimensuel de la Jeunesse, puis organe des Associations de jeunesses catholiques du Nord, 1898-1908.
- La Jeune Garde Socialiste*, organe mensuel des jeunesses socialistes, Paris, 1899.
- Les Jeunes*, organe officiel de la Fédération gymnastique et sportive des patronages de France, Paris, 1905-1912.
- La Jeunesse Nouvelle*, revue lyonnaise d'études sociales, 1896-1897.
- La Jeunesse Ouvrière*, bulletin mensuel du patronage Jeanne d'Arc et de l'Union de l'Île Saint-Blois, Paris, 1898-1901.

*La Jeunesse Républicaine de Montluçon*, bulletin paraissant le premier de chaque mois, 1899-1900.

*La Jeunesse Révolutionnaire*, Paris, 1882.

*La Jeunesse Socialiste*, revue mensuelle des étudiants socialistes, Toulouse, 1895.

*La Jeunesse Socialiste*, revue populaire publiée par la fédération des jeunesses socialistes du Midi, Toulouse, 1899.

*La Jeunesse Socialiste*, bulletin officiel de la Fédération des jeunesses socialistes révolutionnaires affiliées au PSR, Saint-Aven, 1901.

*La Jeunesse socialiste*, organe mensuel des groupes de Jeunesses socialistes révolutionnaires de France, Paris, 1909.

*Le Journal du Soldat*, hebdomadaire, Nancy, 1895.

*Jugend*, hebdomadaire fondé par Georg Hirth, Munich, 1896-1914.

*Lyon Universitaire*, revue mensuelle des étudiants de l'Université de Lyon, 1894-1895.

*La Misère*, organe de combat révolutionnaire, Paris, 1898.

*Le Mouvement Socialiste*, revue bimensuelle internationale, puis revue de critique sociale, littéraire et artistique, Paris, 1899-1914.

*Le Passant*, organe hebdomadaire, littéraire, artistique et sportif, Paris, 1894-1895.

*Le Pioupiou de la Seine*, organe trimestriel de tous les militants socialistes du département, Paris, 1905.

*Le Pioupiou de l'Yonne*, Auxerre, 1901, puis Sens, 1902, 1903 et 1904 ; 1905 et 1910.

*Le Réveil des Jeunes*, journal, puis revue bimensuelle, puis organe bimensuel des groupes de jeunesses républicaines nationalistes, Paris, 1900-1901.

*La Revue des Jeunes*, organe littéraire, Paris, septembre 1908 -juin 1911.

*Le Sillon*, Paris, 1894-1910.

*Youth International*, organe du secrétariat international des jeunesses socialistes, Berne, 1915.

## **2. Périodiques généraux**

*L'Abonnement Germinal*, Gand, 1904-1914.

*L'Action Antimilitariste*, organe mensuel de combat, Marseille, 1904-1905.

*L'Action Directe*, organe hebdomadaire paraissant le mercredi, Paris, janvier 1908.

- L'Avant Garde*, socialiste, syndicaliste, révolutionnaire, Paris, 1905-1906.
- L'Avant Garde Socialiste*, Marseille, 1898.
- La Bataille*, politique et sociale, puis journal politique quotidien, 1882-1886, 1889-1891, 1887-1906.
- Bulletin du Comité de défense sociale*, Paris, 1909-1912.
- Bulletin officiel de la bourse du travail de Paris*, Union des syndicats du département de la Seine, 1904-1909.
- Les Cahiers de la Quinzaine*, paraissant les 5 et 15 de chaque mois, Paris, 1900.
- Le Carillon*, puis *Le Carillon de Saône et Loire et de l'Ain*, littéraire, artistique, sportif, puis journal républicain, agricole, commercial, littéraire et artistique, puis sous-titres variables, 1890-1900.
- Le Combat*, organe de la Fédération de l'Allier (USR), Montluçon, 1903, 1903-1911.
- La Cravache*, puis *La Cravache et l'avant garde socialiste réunis*, Marseille, 1899-1901.
- Le Cri du Peuple*, illustré, artistique, littéraire et politique, Paris, 1901-1903.
- Le Cri de Saône et Loire*, organe révolutionnaire, Châlon-sur-Saône, puis Montceau-les-Mines, 1908-1909.
- Le Devenir Social*, revue internationale d'économie, d'histoire et de philosophie, Paris, 1895-1898.
- L'Écho de Saône et Loire*, organe républicain du département, Châlon/Saône, 1901.
- L'Égalité*, organe de l'unité socialiste révolutionnaire, 1902.
- Études Socialistes*, paraissant tous les deux mois, Paris, 1903.
- Le Falot*, journal bimensuel de la région Nord-Mâconnaise, 1896.
- La Guerre Sociale*, journal hebdomadaire paraissant le mercredi, Paris, 1906-1915.
- L'Humanité*, journal socialiste quotidien, Paris, 1904-1914.
- Le Libertaire*, fondé par Sébastien Faure, hebdomadaire anarchiste, Paris, 1895-1914.
- Pages Libres*, Paris, 1901-1909.
- Le Parti Ouvrier*, organe des travailleurs socialistes de France et d'Algérie, Paris, 1888-1910.
- Le Parti Socialiste*, organe de la Fédération Autonome du Cher, Bourges, 1901-1906.

- Le Père Duchêne*, organe anarchiste des 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> arrondissements et de la banlieue-est de Paris, 1896.
- Le Petit Saône-et-Loire*, hebdomadaire, Macon, 1894, 1898, 1914.
- La Petite République*, journal socialiste, Paris, 1876-1914.
- Le Réveil Creusotin*, journal indépendant, hebdomadaire, Le Creusot, 1900.
- Réveil de Saône-et-Loire*, journal socialiste hebdomadaire, puis bi-hebdomadaire, puis quotidien, organe des travailleurs des fédérations socialistes et syndicales du département et de la région, puis socialiste et quotidien, Le Creusot, 1900-1914.
- La Revue*, ancienne *Revue des Revues*, Paris, 1900-1919.
- La Revue des Indépendants*, Paris, 1900-1901.
- La Revue Rouge*, revue sociale et littéraire paraissant le 1<sup>er</sup> du mois, Paris, 1890.
- La Revue Socialiste*, organe bimensuel de la science sociale, Paris, 1880, 1885-1914.
- Le Socialiste*, organe central, puis bulletin mensuel ; bulletin officiel du parti ouvrier, Paris 1885-1887, 1887-1888, 1890-1895, 1896-1897, 1898-1900, 1901-1902, 1902-1905.
- Le Socialiste de l'Allier*, organe de concentration des forces socialistes, Montluçon, 1895-1903.
- Le Socialiste du Centre*, Cher, organe du PO de la région, paraissant tous les mercredis, Saint-Amand, 1893-1894.
- Les Temps Nouveaux*, revue hebdomadaire politique, économique, littéraire, agricole, Paris, 1893-1894.
- Le Tocsin Populaire*, organe des travailleurs socialistes de la région du centre du CRC, paraissant le samedi, Commentry, 1898-1901.
- Le Tocsin Populaire*, organe du PO de la région du centre du CRC, paraissant le samedi, 1895-1898, 1898-1900.
- Le Tocsin Populaire de l'Allier*, hebdomadaire vaillantiste (Commentry), édition locale du Tocsin Populaire du Berry, devient l'organe du parti socialiste de France, 1895-1903.
- Le Tocsin Populaire du Berry*, organe des travailleurs socialistes de la région du centre du CRC, paraissant le samedi, 1898-1901.
- Le Travailleur de Saône-et-Loire*, organe des intérêts ouvriers, Chagny, 1899-1900.
- Le Travailleur Socialiste de l'Yonne*, organe des fédérations des travailleurs socialistes du département, Sens, 1900-1905.

*La Vie Ouvrière*, (Union des syndicats du département de la Seine), bi-mensuelle, Paris, oct. 1909 - juil. 1914, avril 1919 - sept. 1939,

*La Voix du Peuple*, organe (puis bulletin officiel) de la Confédération générale du travail, Paris, 1900-1918.

*La Vrille*, feuille d'éducation sociale, Épinal, 1903-1905.

*Les Yeux*, revue mensuelle, puis trimestrielle, littéraire et politique, Chagny, 1900-1902.

## C – LES SOURCES IMPRIMÉES

### 1. Témoignages

BARRÈS, Maurice. *Le roman de l'énergie nationale, les déracinés*, Paris, E. Fasquelle, 1897.

BARRÈS, Maurice. *Le roman de l'énergie nationale, l'appel au soldat*, Paris, E. Fasquelle, 1900.

BECKER, Jacques. *Casque d'or*, Paris, 1905.

BURCHARD. *Petites mémoires du temps de la ligue*, 1896-1901.

CHAPPIN. *Souvenirs d'un capitaine de cavalerie*, Paris, 1899.

FRANCE. Anatole. *Le mannequin d'osier*, Paris, Calmann-Lévy, 1897.

GRAVEREAUX, Louis. *Les discussions sur le patriotisme et le militarisme dans les congrès socialistes*, thèse de droit, Paris, 1913.

LAGARDELLE, Hubert. *Les associations professionnelles ouvrières*, tome 1, Paris, 1899.

LAGARDELLE, Hubert. *L'évolution des syndicats ouvriers en France*, Paris, Imprimerie de l'Émancipation, 1901.

LAGARDELLE, Hubert. *Les intellectuels devant le socialisme*, Paris, 16 rue de la Sorbonne, 1901.

LEBLOND, Maurice. *La crise du Midi*, étude historique suivie de la publication des rapports des fonctionnaires civils et militaires sur les événements du Midi, Paris, E. Fasquelle, 1907.

LEFEBVRE, Raymond. *L'éponge de vinaigre*, Paris, Éditions Clarté, 1921, Rééd., 1967.

MAN, Henri de. *Cavalier seul, 45 ans de socialisme européen*, Genève, bibliothèque du Cheval Ailé, 1948.

MICHAUD, R. *J'avais 20 ans. Un jeune ouvrier au début du siècle*, Paris, Éditions Syndicalistes, 1967.

- MÜNZENBERG, Willi. *Die dritte Front*, Berlin, Neuer Deutscher Verlag, 1930.
- NIEUWENHUIS, Domela. *Le militarisme et l'attitude des anarchistes et socialistes révolutionnaires devant la guerre*, Les Temps Nouveaux, 1901.
- PASCAL, Joseph. *Mémoires d'un instituteur*, Paris, La Pensée Universelle, 1974.
- RAGEOT, Gaston. « À propos de la jeunesse d'aujourd'hui » *Les annales politiques et littéraires*, 19 février, 1913, p. 113-114.
- SARRAUTE, Joseph. *Socialisme d'opposition, socialisme de gouvernement et lutte de classe*, Paris, imprimerie G. Jacques, 1901.
- SÈE, Henri. *Histoire de la Ligue des droits de l'homme 1898-1926*, Paris, Ligue des droits de l'homme, 1927.
- SIMOND, Charles. « La jeunesse dans le roman contemporain », *Revue des Revues*, X, 240, 1894.
- TRUQUIN, Norbert *Les mémoires et aventures d'un prolétaire*, Paris, 1884.
- VERGEZ, Pierre. *La jeunesse délinquante en France*, Bordeaux, 1907.
- VUILLERMET, le père Ferdinand Antonin. *Les sophismes de la jeunesse*, Paris, P. Lethellieux, 1910.
- VUILLERMET, le père Ferdinand Antonin. *La mission de la jeunesse contemporaine*, Paris, P. Lethellieux, 1921.
- ZEVAÈS, Alexandre (pseud. de BOURSON, Alexandre). *Notes et souvenirs d'un militant*, Paris, Rivière, 1913.
- ZEVAÈS, Alexandre (pseud. de BOURSON, Alexandre). *Une génération*, Paris, Rivière, 1922.
- ZEVAÈS, Alexandre (pseud. de BOURSON, Alexandre). *Le parti socialiste de 1904 à 1923*, Paris, Rivière, 1923.

## 2. Jeunesses

- AGATHON, (MASSIS et de TARDE). « L'esprit de la nouvelle Sorbonne », *L'Opinion*, 23-7 et 31-12-1910, Paris, 1911.
- AGATHON, (MASSIS et de TARDE). *La marche montante d'une génération 1890-1910*, Paris, 1912.
- AGATHON (MASSIS et de TARDE). *Les jeunes gens d'aujourd'hui*, Paris, Plon, 1913.
- BELLUT, Eugène. *Les organisations de la jeunesse à l'étranger*, Paris, Lethellieux, 1911.

- BOURGOIN, J. *Les Antitout. De l'éveil de l'industrie à la naissance douloureuse du syndicalisme*, Paris, Nouvelles Éditions Debesse, 1964.
- BOUYER, Raymond ; LEVY, Louis. *Rapport sur les principes généraux relatifs à l'éducation socialiste des jeunes travailleurs*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, PS (SFIO), 1929.
- BUISSON, Ferdinand. « Le devoir présent de la jeunesse », *Revue Bleue*, 11, Paris, 1899.
- COHENDY, Émile. *Avant-projet de loi sur l'enseignement technique*, ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, Conseil supérieur de l'enseignement technique, Paris, Imprimerie Nationale, 1904.
- CORNILLEAU, Robert. *De Waldeck Rousseau à Poincaré. Chronique d'une génération : 1898-1924*, Paris, éd. Spex, 1926.
- DANNEBERG, Robert. *Die Jungendbewegung*, Wien, 1910.
- DANNEBERG, Robert. *Die Reksutenschulen der internationalen Sozialdemokratie (1910-1913)*, Wien, Vorwärts, 1914.
- DARTIGUE, Henri. *De l'état d'esprit de la jeunesse intellectuelle avant la guerre*, Paris, Fischbacher, 1916.
- DEBOLO, Marcel. *L'Apprentissage à l'atelier*, Université de Lyon, Faculté de droit (thèse pour le doctorat de sciences politiques et économiques), Paris, A. Rousseau, 1906.
- DELAPORTE, S. J. *La jeunesse*, (Discours prononcé à la distribution des prix du collège de l'Immaculée-Conception), Paris, Retaux et Fils, 1<sup>er</sup> août 1893.
- FALIÈS, Georges. *La révolution et la jeunesse*, Paris, Petite Bibliothèque de la jeunesse socialiste, 1883.
- FALIÈS, Georges. *Nécessité de la révolution*, Paris, Petite Bibliothèque de la jeunesse socialiste n° 3, 1884.
- FAGUET, E. « La jeunesse miraculeuse ». *Revue des Deux Mondes* du 15 avril 1913.
- FLAUSTIER, P. *Catéchisme du jeune propagandiste*, Saint-Josse Noode, 1893.
- GALLIOT. *Aux jeunes : le syndicalisme, son but, ce qu'on doit en attendre*, Brochure d'éducation syndicale, éditée par la section fédérative de Sotteville, Rouen, Imprimerie coopérative de la fédération, 1912.
- GAYRAUD, A. *Les jeunes filles d'aujourd'hui*, Paris, Champion, 1914.
- GIRARD, A. *Éducation et autorité paternelle*, Paris, Les Temps Nouveaux, 1897.
- HERMANT, ABEL. *Le cavalier Miserey, 21<sup>e</sup> chasseur, mœurs militaires contemporaines*, Paris, G. Charpentier, 1887.

- KROPOTKINE, Pierre. *Aux jeunes gens*, 5<sup>e</sup> édition, Paris, Les Temps Nouveaux, 1890-1904.
- LAGORGETTE, J. *Conditions d'existence de l'étudiant, (logement, alimentation, etc.), moyens de les améliorer*, Paris, Giard et Brière, 1913.
- LAISANT, L. A. *L'éducation de demain*, Paris, Les Temps Nouveaux, premier tirage : 1906, deuxième tirage : 1913.
- MASSIS, Henri. *L'honneur de servir ; textes réunis pour contribuer à l'histoire d'une génération 1912-1937*, Paris, Plon, 1937.
- MERIC, Victor. *Coulisses et tréteaux, à travers la jungle politique et littéraire*, Paris, Valois, 1931.
- MONTAGNE, lieutenant Jean. *Les avantages du militarisme : au point de vue économique et social*, Paris, Nancy et Berger Levrault, 1908.
- MÜNZENBERG, Willi. *Die sozialistischen Jugendorganisationen vor und während des Krieges*, Berlin, Junge Garde, 1919.
- MÜNZENBERG, Willi. *Programm und Aufbau der Sozialistischen Jugend Internationale*, Internationale Sozialistische Jugend Bibliothek, n° 2.
- PÉGUY, Charles. « Notre jeunesse », *Cahiers de la Quinzaine*, 12<sup>e</sup> cahier, 11<sup>e</sup> série, Paris, 1910.
- PONCET, André François. *Ce que pense la jeunesse allemande*, Paris, Oudin éditeur, 1913.
- RECLUS, Élisée. *L'idéal de la jeunesse*, Bruxelles, 1894.
- REVERDY, Henri. *Les jeunes d'aujourd'hui*, Paris, éd. Jeunesse de Givord, 1912.
- REY, Étienne. *La renaissance de l'orgueil français*, Paris, Grasset, 1912.
- ROLLAND, Romain. *Au-dessus de la mêlée*, Paris, P. Ollendoff, 1915.
- SANGNIER, Marc. *La jeunesse et la République*, discours prononcé au meeting des étudiants le 13 mars 1913, Paris, 1913.
- SEVIN, Jean Jacques. *Le scoutisme*, Paris, 1930.
- THIBAUDET, Albert. « Réflexions sur la littérature : l'idée de génération », *Nouvelle Revue Française*, n° 16, 1921.
- THOMAS, Louis. *L'évolution de l'activité gymnique et les problèmes d'organisation*, secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports.
- VIAUX, Henri. *Aux sources du scoutisme français*, Paris, éd. du Scorpion, 1901.
- VIAUX, Henri. *Notes et souvenirs d'un militant*, Paris, Rivière, 1913.

ZEVAËS, Alexandre. *L'affaire Dreyfus*, Paris, éd. de la Nouvelle Revue Critique, 1931.

### 3. Apprentissage

BONNAMOUR, Georges. *Enquête sur l'apprentissage*, Paris, La Renaissance Française, 1911.

BRAY, Reginald. *Boy Labour and Apprenticeship*, London, 1911.

CHARLOT, Bernard et Madeleine FIGEAT. *Histoire de la formation des ouvriers : 1789-1984*, s.l., Minerve, 1985.

DUBIEF, Fernand. *L'apprentissage et l'enseignement technique*, Paris, Giard et Brière, 1910.

FRANKLIN, Alfred. *Dictionnaire historique des arts, métiers et professions exercés dans Paris depuis le XIII<sup>e</sup> siècle*, préface de M.-E. Levasseur, Paris, H. Walter éditeur, 1906.

FREEMAN, Arnold. *Boy Life and Labour*, London, 1914.

LEVASSEUR, Émile. *L'enseignement primaire dans les pays civilisés*, Paris, Berger-Levrault, 1900.

LEVASSEUR, Émile. *Questions ouvrières et industrielles en France sous la III<sup>e</sup> République*, Paris, A. Rousseau éd., 1907.

NADAUD, Martin. *Mémoires de Léonard, ouvrier maçon*, Bourgneuf, 1895.

PAQUIER, J. B. *L'enseignement professionnel en France, son histoire, ses différentes formes, ses résultats*, Paris, A. Colin, 1908.

PIC, Paul. *La protection légale des travailleurs et le droit international ouvrier*, Paris, Félix Alcan, 1909. a.

PIC, Paul. *Traité élémentaire de législation industrielle. Les lois ouvrières*, Paris, A. Rousseau, 1909. b.

### 4. Antimilitarisme

Anonymes. *À l'Armée*, 1905.

Anonymes. *Guerre et militarisme*, Paris, Les Temps Nouveaux, 1902.

« Antimilitaristes (les) en Cour d'Assises de la Seine », *La Revue des grands procès contemporains*, 25, Paris, 1907.

« Antimilitaristes (les) en Cour d'assises, excitation de conscrits à la révolte et à la désertion », *La revue des grands procès contemporains*, 26, Paris, 1908.

- « Antimilitaristes (les) en Cour d'assises. Le procès des douze, outrages et provocations à l'armée ; à propos des échauffourées du Midi : acquittement de la CGT », *La revue des grands procès contemporains*, 26, Paris, 1908.
- BOUDENOT, Léon. « L'armée en 1903. Questions militaires résolues ou traitées de 1899 à 1903 », *Revue Politique et Parlementaire*. 1903.
- CALINAUD, Léon. *Antimilitariste et antipatriote, pourquoi ?*, Édité par les soins de l'Union de la voiture et de la jeunesse syndicaliste de la voiture, Paris 1912.
- CHALLAYE, Félicien. *L'Armée internationale*, Paris, Colin, 1908.
- CHARDON, P. *Le mirage patriotique*, éditions de la jeunesse syndicaliste de Châteauroux (Indre), 1913 ; réédition partielle, *Ce qu'est la patrie*, éditions de l'En-Dehors, Paris, 1925-1931.
- CHARNAY, Maurice. *Catéchisme du soldat*, Imprimerie de J. Allemane, Paris, 1894.
- DARIEN, Georges. *Biribi, Discipline militaire*, Paris, Sainte-Savine, 1890, réédition J. Martineau.
- DESCAVES, Lucien. *Sous offs ?*, Paris, Stock, 1892.
- DUBOIS-DESAULLES, Gaston. *Camisards, peaux de lapins et corps disciplinaires de l'armée française*, Paris, éditions de la Reine Blanche, 1901.
- DUBOIS-DESAULLES, Gaston. *Sous la Casaque, notes d'un soldat*, Paris, Stock, 1899.
- FRIED, Alfred H. *Les bases du pacifisme : le pacifisme réformiste et le pacifisme « révolutionnaire »*, Paris, Pedonne éditeur, 1909.
- GIRARD, A. *L'enfer militaire*, Paris, Publication des Temps Nouveaux, 1911.
- GIRAULT, Ernest. « Propagande antimilitariste », *La Crosse en l'air*, Roubaix, Palais du travail, 1905.
- GOHIER, Urbain. *L'Armée contre la Nation*, Paris, 1898.
- GRENIER, Pierre. *L'Armée coloniale*, Paris, Rousseau 1902.
- GUENNEBAUD, L. *La vie à la caserne*, Paris, 1905.
- GUETANT, Louis. *Enquête sur la guerre et le militarisme*, mai 1899.
- HENRY, Fortuné. *Lettres de pioupiou*, publications périodiques de la colonie communiste d'Aiglemont Ardennes, mai 1906, n° 4.
- JANVION, Émile. *L'école, antichambre de caserne et de sacristie*, Paris, Janvier 1908.

- LAURENT, Marcel ; Philippe NORARD ; Alexandre MERLEREAU. *La paix armée et le problème d'Alsace-Lorraine dans l'opinion des nouvelles générations françaises*, Paris, Figuières, 1914.
- LORULOT, A. *L'idole patrie et ses conséquences : le mensonge patriotique, l'oppression militaire, l'action antimilitariste*, Préface de Broutchoux, Paris, 1907.
- MARMANDE, R. *Émile Rousset et l'enquête du lieutenant Pan Lacroix : étude d'après la correspondance d'Émile Rousset*, Paris, 1912.
- MERIC, Victor. *Lettre à un conscrit*, Paris, publication de l'Association internationale antimilitariste, 1904.
- SAINT JOUAN. *Digues sociales : un anarchiste au régiment*, Paris, Flammarion, 1903, VII.
- SVINES, A. *Militarism and Antimilitarism with Special Regard to the International Youth Movement*, Glasgow, Socialist Labour Press, 1917.
- TOLSTOÏ, Léon. *Le conseil de révision*, Paris, Bureau de la révolte, 1893.
- VIDAL, Joseph. *Histoire et statistique de l'insoumission*, Paris, 1913.
- VILAREM, Louis. *Une page d'histoire. Pour mes Soldats : la vérité sur les mutineries du 17<sup>e</sup> d'infanterie*, Paris, éd. de l'œuvre. 1910.

## **D – LES TRAVAUX**

### **1. Histoire générale de la III<sup>e</sup> République**

- AGULHON, Maurice. *Histoire de la France urbaine*, Paris, Seuil, tome IV, 1983.
- AGULHON, Maurice. *Pénitents et francs-maçons de l'ancienne Provence*, Paris, Fayard, 1968.
- BECKER, Jean-Jacques. *1914 Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 1977.
- BOUVIER-AJAM, Maurice. *Histoire du travail en France depuis la Révolution*, Paris, Librairie générale de droit et jurisprudence, 1969.
- CHARNAY, Jean-Paul. *Les scrutins politiques en France de 1815 à 1962. Contestations et invalidations*, Paris, A. Colin, 1965.
- CURTIS, Michael. *Sorel, Barrès, Maurras Three against the 3<sup>rd</sup> Republic*, Princeton, Princeton University Press, 1959.

- DERFLER, Leslie. *Alexandre Millerand, The Socialist years*, Paris, Mouton, 1977.
- ELWITT, Sanford. *The Making of the 3rd Republic: Class and Politics in France 1868-1884*, Louisiana State University Press, 1975.
- FÈVRE, Lucien. « La République des républiques : Histoire de la III<sup>e</sup> République », *Annales Économies, Sociétés, Civilisations*, mars 1955.
- GAILLARD, Jeanne. « La presse de province et la question du régime du début de la III<sup>e</sup> République », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 4, 1958.
- GIRARDET, Raoul. *La société militaire dans la France contemporaine 1815-1940*, Paris, Plon, 1953.
- GODECHOT, J. *Bibliographie de la presse française politique et d'information générale (1865-1914)*, Paris, Bibliothèque Nationale, 1964.
- GUILLAUME, Pierre. *Le monde Colonial : XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, A. Colin, 1974.
- GORCE, Paul (Marie de la). *La République et son Armée*, Paris, Fayard, 1963.
- KAYSER, Jacques (sous la direction de). *La presse de province sous la III<sup>e</sup> République*, Paris, A. Colin, 1958, X, Coll. Kiosque.
- MAYER, Arno. *The Persistence of the Old Regime*, New York, Pantheon Books, 1981.
- MAUSS, Marcel. *Œuvres complètes*, Paris, éd. de Minuit. 1963.
- NOLAND, Aaron. *The Founding of the French Socialist Party (1893-1905)*, New York, Fertig-Howard, 1962.
- PLACE, J.-M. ; A. VASSEUR. *Bibliographie des revues et journaux littéraires des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Éd. de la chronique des lettres françaises, 1973 et 1974.
- REBÉRIOUX, Madeleine. *La République radicale 1898-1914*, Paris, Seuil, 1975.
- RÉMOND, René. *Les droites en France*, Paris, Aubier, 1982.
- STERNHELL, Zeev. *La droite révolutionnaire en France, 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, Paris, Seuil, 1978.
- WEBER, Eugen Joseph. *La fin des terroirs : la modernisation de la France rurale 1810-1914*, Paris, Fayard, 1983.
- WINOCK, Michel et Jean-Pierre AZÉMA. *La Troisième République, 1870-1940*, Paris, Calmann-Lévy, 1976.

## 2. Le mouvement ouvrier

- BIANCO, René. *Le mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches du Rhône 1880-1914*, thèse, Aix, 1977.
- BARRAL, Pierre. *Le département de l'Isère sous la III<sup>e</sup> République : 1870-1940*, Paris, Colin, 1962.
- CHARLOT, Bernard et Madeleine FIGEAT. *Histoire de la formation des ouvriers*, Paris, Minerve, 1985.
- Colloque du Creusot (21, 22 mai 1976). « Au pays de Schneider, prolétariat et militants ouvriers de la Commune à nos jours », *Le mouvement social*, n° 99, avril-juin 1977.
- DOLLEANS, Édouard ; Michel CROZIER. *Mouvements ouvriers et socialistes, Chronologie et bibliographie : Angleterre, France, Allemagne, États-Unis 1750-1918* ; Paris, les Éditions Ouvrières, 1950.
- DOMMANGET, Maurice. *Édouard Vaillant, un grand socialiste, 1840-1915*, Paris, La Table ronde, 1956.
- DROZ, Jacques (sous la direction de). *Histoire générale du socialisme*, T. 2 : 1875 à 1918, Paris, PUF, 1974.
- GOLDBERG, Harvey. *The Life of Jean Jaures*, Madison, University of Wisconsin Press, 1962.
- GRAS, Christian. *Alfred Rosmer et le mouvement révolutionnaire international*, Paris, Maspero, 1971.
- GUIDONI, Paul *Le socialisme à Narbonne*, thèse, Faculté de Droit, Montpellier, 1968.
- HAMON, Dominique. *La Petite République au tournant du siècle, 1898-1903*, thèse, Paris, 1969.
- HAUPT, Georges. *La II<sup>e</sup> Internationale (1889-1914), étude critique des sources, essai bibliographique*, Paris/La Haye, Mouton, 1964.
- HAUPT, Georges. *Le Congrès manqué, l'Internationale à la veille de la première guerre mondiale*, Paris, Maspero, 1965.
- HAUPT Georges ; Madeleine RÉBÉRIOUX. *La II<sup>e</sup> Internationale et l'Orient*, Paris, Cujas, 1967.
- HAUPT, Georges. *Le Bureau socialiste international. Compte rendu des réunions, manifestes et circulaires 1900 à 1907*, Paris/La Haye, Mouton, 1969.
- HAUPT, Georges (préface et notes). *Les congrès socialistes français 1871-1914*, Paris, Hachette, 1976.
- HOWORTH, Jolyon. *Édouard Vaillant et la création de l'unité socialiste en France*, Paris, EDI, 1982.

- JAURÈS, Jean. *La classe ouvrière, textes rassemblés et présentés par Madeleine Rebérioux*, Paris, Maspero, 1976.
- JULLIARD, Jacques. *Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Paris, Seuil, 1971.
- KRIEGEL, Annie. *Aux origines du communisme français (1914-1920), Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français...*, Paris/La Haye, Mouton, 1964.
- KRIEGEL, Annie. *Les Internationales ouvrières 1864-1943*, Paris, PUF, 1964.
- KRIEGEL, Annie ; Michelle PERROT. *Le socialisme français et le pouvoir*, Paris, Études et documentation internationale, 1966.
- KRIEGEL, Annie. *Le pain et les roses, jalons pour une histoire des socialismes*, Paris, PUF, 1968.
- LEQUIN, Yves. *Les ouvriers de la région Lyonnaise, 1848-1914*, Lyon, Presses de l'université de Lyon, 1977. 2 vol.
- MAITRON, Jean (sous la direction de). *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris, Éditions Ouvrières, 1964 à 1978.
- MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France*, Paris, Maspero, 1975.
- MARCHAL, Arlette. *Le mouvement blanquiste de 1871 à 1905*, DES Lettres, Paris, Sorbonne, 1948.
- MERCIER, Lucien. *Les universités populaires*, Paris, Éditions Ouvrières, 1986.
- PENNETIER, Claude. *Le socialisme dans le Cher 1851-1921*. Paris, Delayance, 1982.
- PERROT, Michelle. *Les ouvriers en grève*, 2 vol., Paris/La Haye, Mouton, 1973.
- REYNOLDS, Sian. *Jean Allemane*, thèse, Paris VII, 1983.
- SAGNES, J. *Prolétariat agricole de l'Hérault aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, thèse de troisième cycle, Montpellier, mai 1976.
- STAFFORD, David. *From Anarchism to Reformism: A Study of the Political Activities of P. Brousse*, London, Weidenfeld et Nicolson, 1971.
- SCHORSKE, Carl. *The German Social Democracy. History of the Great Schism*, Princeton Univ. Press, 1955.
- TREMPE, Rolande. *Les mineurs de Carmaux : 1848-1914*, Paris, Mouton, 2 vol., 1971.
- WILLARD, Claude. *Le mouvement socialiste en France, 1893-1905, Les Guesdistes*, Paris, Éd. Sociales, 1965.

WINOCK, Michel. « La scission de Châtellerauld et la naissance du parti « allemaniste », *Le mouvement social*, n° 75, avril-juin 1971, pp.33-62.

WINOCK, Michel. « Socialisme et patriotisme en France 1891-1894 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome XX, juil.-sept. 1973, pp. 376-423.

WINOCK, Michel. « Robert Michels et la démocratie allemaniste », *Mélanges d'histoire sociale offerts à Jean Maitron*, Paris, Éditions Ouvrières, 1976.

### 3. Antimilitarisme

ANDREANI, J. *Armée et Nation en Languedoc méditerranéen, 1905-1914*, thèse de troisième cycle d'histoire, Montpellier III, 1974.

ANONYME. *Le mouvement ouvrier et l'armée, 1900-1914*, Coll. Classique Rouge n° 3, Paris, Maspero, 1970.

BECKER, Jean-Jacques. *Le Carnet B : les pouvoirs publics et l'antimilitarisme avant la guerre de 1914*, Paris, Éd. Klincksieck, 1973.

BERTINOTTI, Dominique. *L'antimilitarisme à travers La Bataille syndicaliste*, thèse de troisième cycle, Paris I, 1975.

BLANC, Jacques. *L'idée antimilitariste dans les milieux anarchistes et syndicalistes en France de 1919-24*, thèse, Paris I, 1971.

BRION-GUERRY, Liliane. *L'Année 1913*, Paris, Éd. Klincksieck, 1971.

GIRARDET, Raoul. *La société militaire dans la France contemporaine 1815-1939*, Paris, Plon, 1953.

JAMET, Dominique. *Les Jeunes et l'Armée*, Paris, Union Générale d'Édition, 1964.

KRIEGEL, Annie ; Jean-Jacques BECKER. *1914, la guerre et le mouvement ouvrier français*, Paris, A. Colin, Coll. Kiosque, 1964.

LIEBKNECHT, Karl. *Militarisme, guerre et révolution*, textes présentés par Claudie WEILL, Paris, Maspero, 1976.

MASSE, Jean. « Aperçu sur l'antimilitarisme ouvrier dans le Var avant 1914 », *Cahiers d'Histoire*, 1968.

MAURIN, Jules. *Armée – guerre – société : soldats languedociens 1889-1919*, Centres de Recrutements de Beziers et Mende, thèse d'État, Montpellier 111, 1979.

MERLE, Marcel. *Pacifisme et internationalisme XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Colin, 1966.

MEYER-SPIEGLER, Madeleine. *Antimilitarisme et refus du service militaire dans la France contemporaine 1945-1962*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1968.

OZOUF, Jacques. « Le thème du patriotisme dans les manuels d'enseignement primaire », *Le mouvement social*, n° 49, 1964.

PEDRONCINI, Guy. *Les mutineries de 1917*, Paris PUF, 1967.

TISON, Robert. *L'opinion publique française et la loi des 3 ans*, DES, Paris, Sorbonne, 1967.

#### **4. Éducation, intellectuels et étudiants**

ADLER, M. *Il socialismo e gli intellettuali*, Bari, 1974.

BEAUDANT, Alain. *L'ENS : Données sur la participation de l'Université de Paris à la vie politique française*, thèse, Paris, 1972.

BENDA, Julien. *La trahison des clercs*, Paris, Grasset, 1975.

BELDEN, Fields A. *Students Politics in France: A Study of the Union Nationale des étudiants de France (Unef)*, New York, Basic Books, 1970.

BIRNBERG, J. « À propos des affiliations de Charles Péguy aux fractions socialistes (1895-1900) », *Austrian Journal of French Studies*, tome 3, 1966.

BRUNEAU, William. *The French Faculties and Universities 1870-1902*, PhD., Université de Toronto, 1977.

CARASSUS, Émilien. *Le snobisme et les lettres françaises de Paul Bourget à Marcel Proust 1884-1914*, Paris, A. Colin, 1966.

CHARLE, Christophe. « Paris 1900 : carrières littéraires et trajectoires spatiales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Paris, Éd. de Minuit, 13, février 1977.

CLARK, Terry N. *Prophets and Patrons: the French University and the Emergence of the Social Sciences*, Cambridge, Harvard University Press, 1973.

COHEN, Y. ; C. WEILL, (sous la direction de). « Entre Socialisme et Nationalisme : Les mouvements étudiants européens », *Le mouvement social*, n° 120, Paris, 1982.

DIMOFF, Paul. *La rue d'Ulm à la Belle époque 1899-1903*, Nancy, Imprimerie Thomas, 1970.

FEUER, Lewis S. *The Conflict of Generations: the Characters and Significance of Student Movements*, New York, Basic Books, 1963.

- FLACKS, Richard; Bernice NEUGARTEN. « The Liberated Generation: an Exploration of the Roots of Student Protest », *Journal of Social Issues*, 23, n° 3.
- FRANCES, Robert. *L'idéologie dans l'université, structures et déterminants des attitudes sociales des étudiants*, Paris, PUF 1980.
- GERBOD, Paul. « Association et syndicalisme universitaires de 1828 à 1928 », *Le mouvement social*, n° 55, avril-juin 1966.
- GERBOD, Paul. « La sociabilité étudiante depuis 1870 », *Réflexions historiques*, 7 août 1980.
- GERBOD, Paul. *La vie quotidienne dans les lycées et les collèges au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 1968.
- HERBERT, Eugenie W. *The Artist and Social Reform, France and Belgium 1885-1898*, New Haven, Yale University Press, 1961.
- KARADY, Victor. « Recherches sur la morphologie du corps universitaire littéraire sous la III<sup>e</sup> République », *Le mouvement social*, n° 96, juil. et sept. 1976.
- KAUFMANN, J. C. *Changement social, idéologie dominante et petite bourgeoisie intellectuelle*, thèse, Paris X, 1978.
- KRIEGLER, Annie. « Naissance du Mouvement Clarté ». *Le mouvement social*, n° 42, 1963.
- LÉNINE V. I. et J. STALINE. *Sur les étudiants*, Paris, Éd. de la Nouvelle Critique, 1952.
- LOW, Mathilde. *Étude sur l'engagement des intellectuels français dans l'affaire Dreyfus*, thèse, Paris VII, 1980.
- MAITRON, Jean. « Le Groupe des étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes », *Le mouvement social*, n° 46, 1964.
- PROST, Antoine. *Histoire de l'enseignement en France 1800-1967*, Paris, A. Colin, 1968.
- REBÉRIOUX, Madeleine. « Avant-garde esthétique et avant-garde politique : le socialisme français entre 1890 et 1914 », *Raison présente*, n° 6, 1968.
- REBÉRIOUX, Madeleine. « Critique littéraire et socialisme au tournant du siècle », *Le mouvement social*, n° 59, 1967.
- REBÉRIOUX, Madeleine. « Jaurès et les étudiants parisiens au printemps 1893 », *Bulletin de la société d'études jaurésiennes*, n° 30, juillet-septembre 1968, pp. 1-9.
- RÉMOND, René (sous la direction de). « Les intellectuels dans la société française contemporaine », *Revue française de science politique*, déc. 1959.

- SCOFFHAM-PEUFLY, Françoise. *Les problèmes de l'art social à travers les revues politico-littéraires et les groupes « d'avant-garde » politique en France dans les années 1890-1896*, mémoire de maîtrise, Paris, Vincennes, 1970.
- SMITH, Robert. « L'atmosphère politique à l'École normale supérieure à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juin 1973, pp. 248-268.
- STATERA, Giani. *Death of a Utopia: the Development and Decline of Students Movements in Europe*, Oxford, Oxford University Press, 1975.
- STOCK, Phyllis H. « Students versus the University in Pre-World War, Paris », *French Historical Studies*, spring 1971, pp. 93-110.
- VINCENT, Gérard. *Les lycéens*, Cahiers de la Fondation nationale de sciences politiques, n° 179, Paris, Colin, 1971.
- VINCENT, Guy. *L'école primaire française*, thèse d'État, Paris V, 1981.
- WEISZ, George. « The Anatomy of University Reform 1863-1914 », *Réflexions historiques*, 7, 1980.

## E – JEUNESSE ET SOCIÉTÉ

### 1. Jeunesse et société

- ARNOLD, Pierre ; Michel BASSAND ; Bernard CRETTEZ ; Jean KELLERHALS. *Jeunesse et société. Pour une politique de la jeunesse*, coll. situations et perspectives, Lausanne/Paris, Payot, 1971.
- BABY, Jean. *La crise de la jeunesse*, Paris, Union rationaliste, Imprimerie Leroy, 1960.
- BENETON, Philippe. « La génération de 1912-14 : images, mythes et réalités », *Revue Française de sciences politiques*, 21, 5, 1971.
- BOURGOIN, J. *Les Antitout. De l'éveil de l'industrie à la naissance douloureuse du syndicalisme*, Paris, Nouvelles Éditions Debrasse, 1964.
- CASTAING, Frederic. *Aux origines des jeunesses communistes de France*, mémoire de maîtrise, Paris-Sorbonne, CHS, 1972.
- COHEN, Yolande. *Les mouvements des jeunesses socialistes en France espoirs et échecs*, thèse, Paris VIII, 1978.
- COLEMAN, James S. *The Adolescent Society: the Social Life of the Teenager and its Impact on Education*, New York, The Free Press, 1962.
- COUSIN, Laurent. *Les apaches, délinquance juvénile à Paris au début du XX<sup>e</sup> siècle*, thèse, Paris VII, 1976.

- COUTROT, Aline. *Jeunesse et politique*, Paris, A. Colin, Fondation nationale des sciences politiques, 1972.
- DOGLIANI, Patrizia. *La « scuola delle reclute » l'Internazionale giovanile socialista della fine dell'onocento alla prima guerra mondiale*, Turino, Fondazione Einaudi, 1983.
- DUFRASNE, Marie Odile Claude. *Étude sur les attitudes des jeunes à l'égard des mouvements de jeunesse depuis 1944*, thèse de troisième cycle, Paris, 1963.
- FERRAND, Jérôme. *La jeunesse, nouveau Tiers État*, Paris, Laffont, 1968.
- FIELD, Michel et Jean-Marie BROHM. *Jeunesse et révolution*, Paris, Maspero, 1975.
- FIGUIÈRE, Léo. *Les jeunes et le communisme*, Paris, EDS, 1963.
- FISHER, Ernst. *Problèmes de la jeune génération*, Lausanne, La Cité Éd., 1968.
- FOURMENT, Alain. *La presse des jeunes de 1768 à 1977*, thèse, Paris, 1977.
- GALLAUD, Patrick. *Le rôle des mouvements de jeunesse dans la décolonisation et dans la naissance de l'indépendance du Tiers-Monde*, thèse, Paris X, Nanterre, 1973.
- GILLIS, John R. « Youth in History: Progress and Prospects. Essay Review », *Journal of Social History*, n° 2, vol. 7, hiver 1974, pp. 201-207.
- GROSS, Babette. *Willi Münzernberg. A Political Biography*, Michigan State University, 1974.
- JOSEPHSON, Eric. *Political Youth Organisations in Europe 1900-1950: A Comparative Study of Six Radical Parties and their Youth*, Ph D, Columbia University, New York, 1959.
- JOYEUX, Maurice. *L'anarchie et la révolte de la jeunesse*, Paris, Casterman, 1970.
- LAQUEUR, Walter Z. *Young Germany. A History of the German Youth Movement*, London, Routledge et Kegan Paul, 1962.
- LEFORT, Claude ; Edgar MORIN ; Jean-Marc COUDRAY. *Mai 68 : la brèche, premières réflexions sur les événements*, Paris, Fayard, 1968.
- LEFRANC, René. *L'enseignement professionnel en France au début du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1905.
- LE GOFF, J. ; J.-C. SCHMIDT. *Le charivari*, actes de la table ronde organisée à Paris. La Haye, Mouton, 1981.
- LÉNINE, V.I. *Textes sur la jeunesse*, Moscou, Éditions du Progrès, 1970.

- LUZA, Radomir. *History of the International Socialist Youth Movement*, Sijthoff, Leiden, 1970.
- MAITRON, Jean. « La pensée anarchiste traditionnelle et la révolte des jeunes », *Anarchia Ed Anarchiasmo nel Mondo Contemporaneo*, Torino, 1971.
- MEAD, Margaret. *Le fossé des générations*, Paris, Denoël, 1971.
- MOLETTE, C. *L'Association catholique de la jeunesse française 1886-1907 une prise de bec au laïcat catholique*, Paris, A. Colin, 1968.
- NIEL, Mathilde. *La crise de la jeunesse : ses causes, ses remèdes*, Paris, Le Courrier du Livre, 1965.
- PALOCZI-HORVATH, György. *Le soulèvement mondial de la jeunesse (1955-1970)*, Paris, R. Laffont, 1972.
- QUET, Eugène. *Le mouvement des jeunesses socialistes avant 1914*, thèse, École pratique des Hautes Études, 6<sup>e</sup> section, Paris, 1972.
- SIEGER, Walter. *The First Decade of the German Worker's Youth Movement*, Berlin, 1958.
- SPIVAK, M. « L'éducation physique et le sport français 1852-1914 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1977, pp. 28-48.
- SPRINGHALL, J. O. « The Boy Scouts, Class and Militarism in Relation to British Youth Movement 1908-1930 », *International Review of Social History*, n° 17, 1972, pp 3-23.
- SPRINGHALL, J. O. « Essays on Generations in Conflict », *The Journal of Contemporary History*, vol. 4, n° 2, 1969 ; vol. 5, n° 1, 1970.
- TRAMONI, Antoine. *Idéologies patronales et ouvrières à travers l'enquête de l'Office du travail sur l'apprentissage industriel (1901)*, thèse, Aix-Marseille, 1972.

## **2. Les jeunes dans l'histoire**

- CRUBELIER, Maurice. *L'enfant et la jeunesse en France au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Colin, 1979.
- DAVRANCHE, M. ; G. FOUCHARD. *Enquête sur la jeunesse*, Paris, Gallimard, 1968.
- FAUCON, Alain. *Les jeunes droites intellectuelles des années 50 ; leurs différences doctrinales*, thèse, Lyon II.
- GALLAUD, Patrick. *Le rôle des mouvements de jeunesse dans la décolonisation et dans la naissance de l'indépendance du Tiers Monde*, thèse, Paris X, 1973.

GILLIS, John R. « The Emergence of Modern Juvenile Delinquency in England 1890-1914 » *Journal of Social History*, 7 (2), winter, 1973.

GILLIS, John R. *Youth and History: Tradition and Change in European Age Relations, 1770-Present*, New York, Academic Press, 1974.

HEER, Fiedrich. *The Challenge of Youth*, London, 1974.

LOEWENBERG, Peter. « The Psycho-historical Origins of the Nazi Youth Cohort », *American Historical Review*, n° 76, 1971, pp. 1457-1502.

### 3. Les générations et le changement social

ABRAMS, Philip. « Rites de passage : The Conflict of Generations in Industrial Society », *Journal of Contemporary History*, 5-1, 1970, pp. 175-190.

ABRAMS, Philip. *The Revolutionary as a Social Type*, Cambridge, Research Center, King's College, 1968.

ALTBACH, Philip G. ; Robert S. LAUPER. *The New Pilgrims: Youth Protest in Transition*, David McKay Cie, New York, 1972.

ARENDT, Hannah. *The Human Condition*, Chicago, University of Chicago Press, 1958.

ARIES, Philippe. *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien régime*, Paris, le Seuil, 1973.

BERGER, Bennet. « How Long Is a Generation ? », *British Journal of Sociology*, XI, March 1960.

BOUDON, Raymond. *L'inégalité des chances ; la mobilité sociale dans les sociétés industrielles*, Paris, Colin, 1973.

BOURDIEU, Pierre. *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Genève, Droz, 1972.

DUVIGNAUD, Jean. *La planète des jeunes*, Paris, Stock, 1975.

EISENSTADT, Samuel. *From Generation to Generation: Age Group and Social Structure*, New York, The Free Press, 1966.

FERRAND, Jérôme. *La jeunesse, nouveau Tiers État ?*, Paris, Laffont, 1968.

FLACKS, Richard. *Youth and Social Change*, Chicago, Markham Pub, 1971.

FLINN, M. W. ; T. C. SMOUT. *Essays in Social History*, Oxford, Oxford University Press, 1974.

GEREMEK, Bronislaw. *Les marginaux parisiens aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles*, Paris, Flammarion, 1976.

FRIEDENBERG, E. Z. « Current Patterns of a Generation Conflict », *Journal of Social Issues*, 25, 1969.

- GOTTFRIED, Dietze. *Youth, University and Democracy*, Baltimore, Hopkins University Press, 1970.
- GUERRAND, Roger Henri. *Lycéens révoltés, étudiants révolutionnaires au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Ed. du Temps, 1969.
- HOPE, Marjorie. *Youth against the World*, Boston, Little Brown, 1970.
- INGLEHART, Ronald. *The Silent Revolution, Changing Values and Political Style among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977.
- « La jeunesse : force sociale ? », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. XXIV, Paris, 1972.
- LENOIR, René. *Les exclus*, Paris, Seuil, 1976.
- LEVY-STRINGER, Jacques. *Les marginaux : une nouvelle force politique en France*, Paris, Fayolle, 1977.
- LIPSET, Seymour M. « Students Politics in Comparative Perspective », *Daedalus*, 1968.
- MAUGER, Gérard ; Claude FOSSE. *La vie buissonnière : marginalité petite bourgeoise et marginalité populaire*, Paris, Maspero, 1977.
- MENTRE, François. *Les générations sociales*, Paris, Bossard, 1920.
- MOSCOVICI, Serge. *Psychologie des minorités actives*, Paris, PUF, 1979.
- OLSON, Mancur. *The Logic of Collective Action*, Harvard University Press, 1965, PUF, 1978.
- OZOUF, Mona. « Symboles et fonction des âges dans les fêtes de l'époque révolutionnaire », *Annales historiques de la révolution française*, n° 202, déc. 1970, pp. 569-593.
- PERNIOLA, Mario. *L'instant éternel, Bataille et la pensée de la marginalité*, Paris, Méridien-Anthropos, 1982.
- RENOUARD, Yves. « La notion de génération en histoire », *Revue Historique*, 209, 1953.
- RYDER, Normand B. « The Cohort as a Concept in the Study of Social Change », *American Sociological Review*, n° 30, 1965, pp. 843-861.
- WOHL, Robert. *The Generation of 1914*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1980.

#### **4. Socialisation politique de la jeunesse**

- DOWSE, R. E. « Girls, Boys and Politics », *British Journal of Sociology*, vol. XXII, 1971, pp. 53-67.
- GOTTLIEB, David. *The Emergence of Youth Societies: A Cross-cultural Approach*, New York, Free Press, 1966.

- HALL, Stuart ; Tony JEFFERSON. *Resistance through Rituals. Youth Subcultures in Postwar Britain*, Hutchinson of London, 1975-1976.
- HYMAN, Sydney. *Youth in Politics: Expectations and Realities*, New-York Basic Books, 1972.
- JENNINGS, Kent ; Richard G. NIEMI. *The Political Character of Adolescence*, Princeton University Press, 1974.
- LEWIS, Georges H. « The Structure of Support in Social Movements: An Analysis of Organisation and Resource Mobilisation in the Youth counter culture » *The British Journal of Sociology*, 1976, pp 184-196.
- MUSGROVE, F. *Youth and the Social Order*, Indiana University Press 1964 et 1965.
- ORUM, Anthony M. *The Seeds of Politics, Youth and Politics in America*, NJ Prentice Hall, 1972.
- PERCHERON, Annick. *La socialisation politique des adolescents*, Paris Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1979.
- ROZAK, T. *The Making of a Counter Culture: Reflections on the Technocratic Society and its Youthful Opposition*, New York, Doubleday Anchor, 1969.